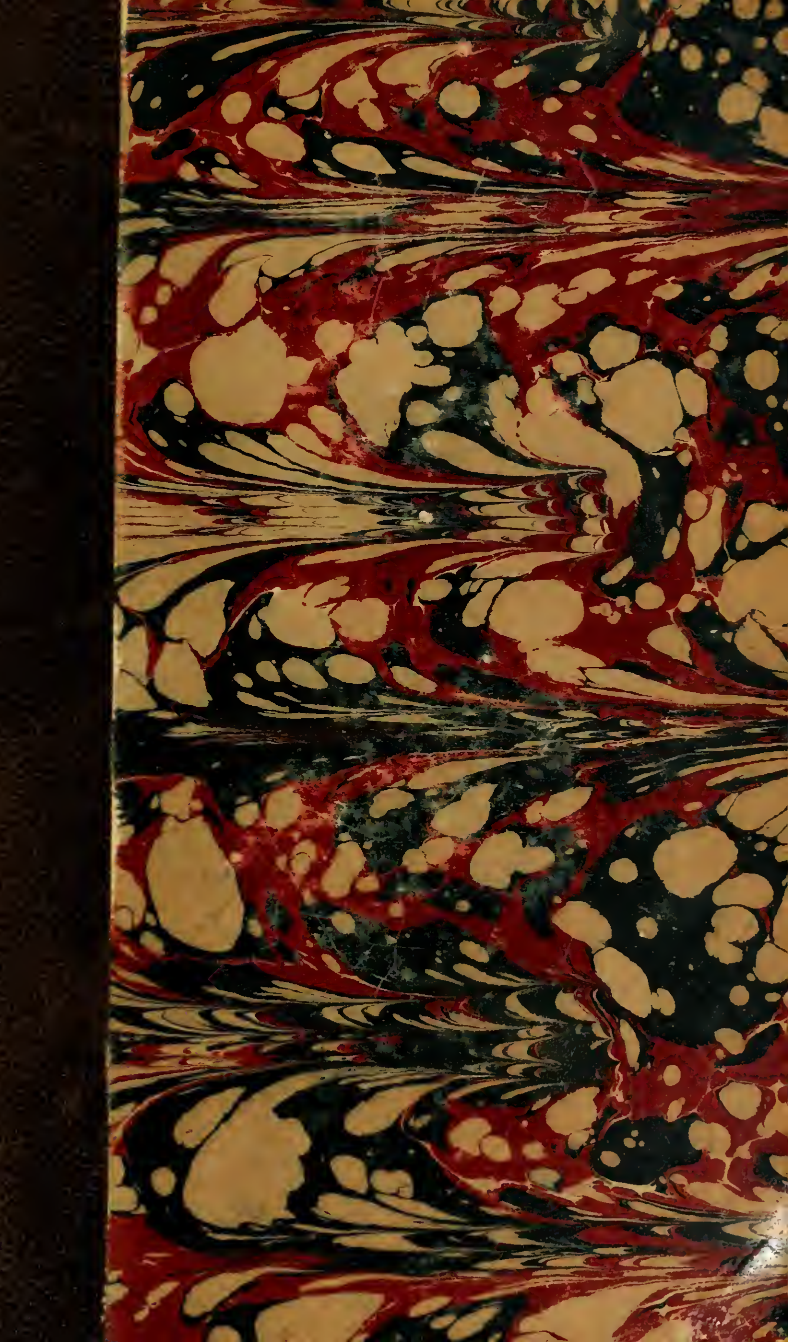
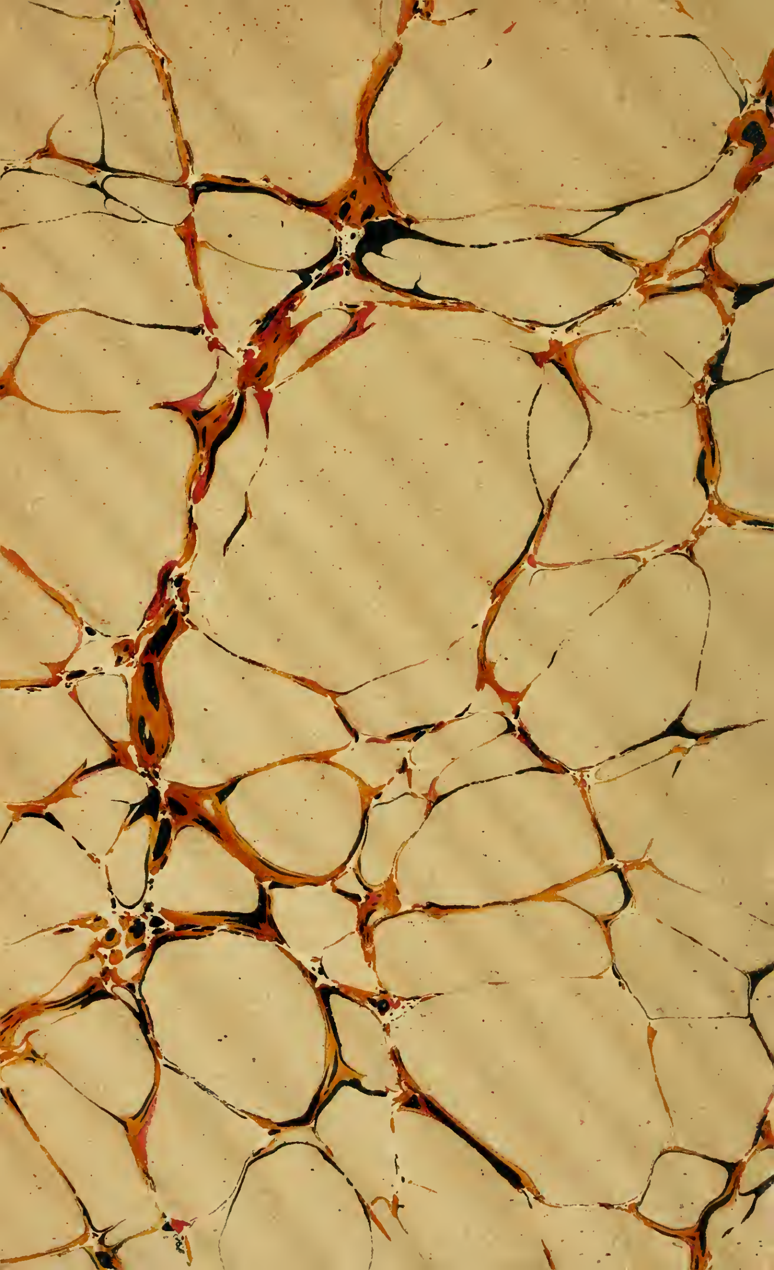
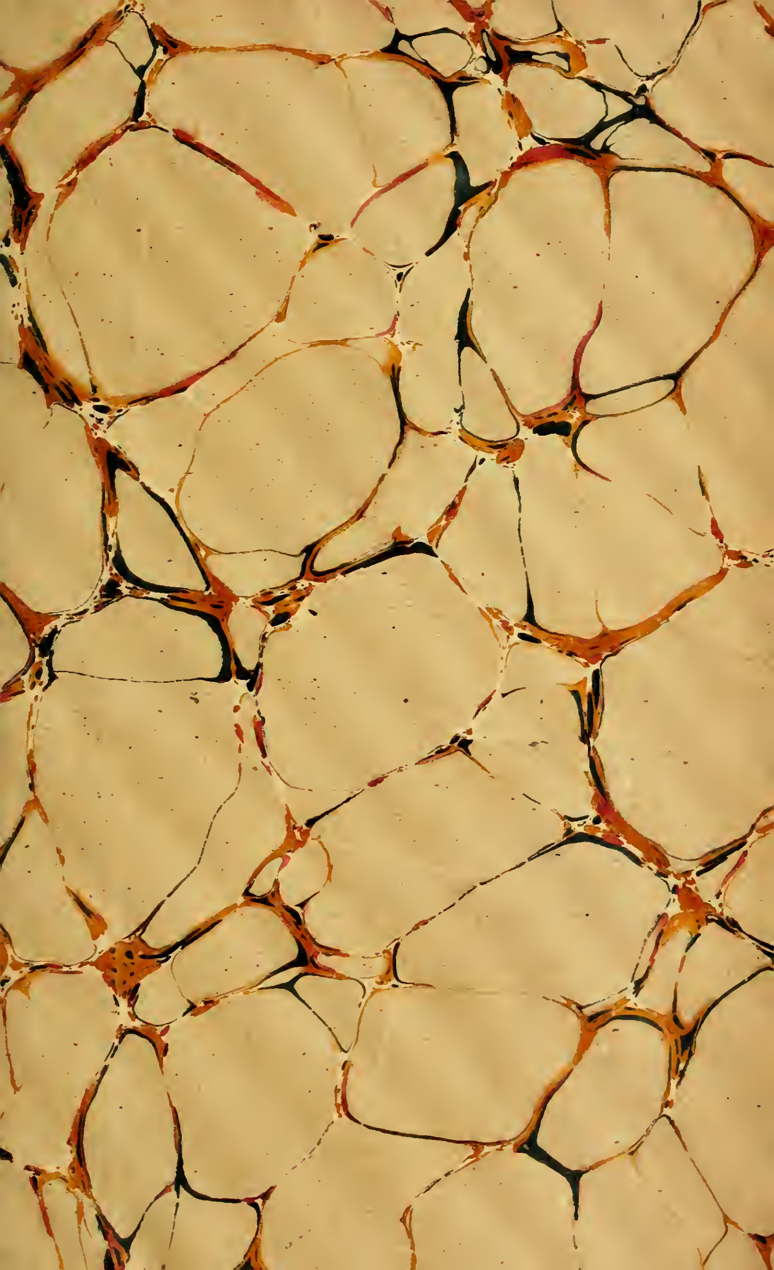








SOCIALISTES ANGLAIS

ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES DE LOUVAIN

SOCIALISTES ANGLAIS

PAR

PIERRE VERHAEGEN
AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE GAND

BELGIQUE
ENGELCKE, ÉDITEUR
20, RUE DES FOULONS
GAND

FRANCE
LAROSE, ÉDITEUR
22, RUE SOUFFLOT
PARIS

GAND, SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « IMPRIMERIE HET VOLK », VIEUX BOURG, 32

1898

Les thèses présentées pour les doctorats à l'Ecole des sciences politiques et sociales de Louvain, étant l'œuvre personnelle de leurs auteurs, n'engagent que leur seule responsabilité.

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION. 9

CHAPITRE I. — Les origines du mouvement socialiste en Angleterre 16

L'Evolution industrielle et la Révolution française de 1789. — Premières tentatives révolutionnaires des radicaux anglais, de 1793 à 1820. — Robert Owen. — Expansion d'individualisme. — Réforme électorale de 1832. — Agitation chartiste (1832-1848). — Sa chute. — Accalmie. — Trente ans de préparation; éducation des socialistes. — Marx et Lassalle. — L'Internationale. — Comment Marx est apprécié par les socialistes anglais. — Les « Socialistes chrétiens ». — Carlyle. — Ruskin. John Stuart Mill. — Henry George. — Débuts du socialisme en 1881. — Diverses organisations socialistes. — L'orientation des socialistes avant et après 1889.

CHAPITRE II. — La Social-Democratic Federation. 47

Un meeting de la *Social-Democratic Federation*. — Les *Social-Democrats* disciples de Marx. — Leur isolement dans le mouvement socialiste anglais. — Comment les *Social-Democrats* envisagent la question sociale et comprennent le socialisme : M. Belfort Bax; Mrs Aveling. — La *Social-Democratic Federation* poursuit en tout la révolution sociale. — Son attitude en matière religieuse. — Son programme. — Sa tactique; insuccès de cette tactique. — Organisation de la Fédération. — Le *General Council*. — M. H. M. Hyndman.

CHAPITRE III. — La Fabian Society 79

Les origines de la *Fabian Society*. — Son orientation définitive. — Base de la *Fabian Society*. — L'avis de M. Sydney Webb sur les progrès du socialisme en Grande-Bretagne; ce qu'il entend

par socialisme ; le programme pratique des Fabiens ; la loi de l'évolution ; le « parti socialiste ». — Entretien avec M. G. Bernard Shaw. — L'organisation de la *Fabian Society.* — Ses moyens d'action : 1° l'éducation du peuple. — Bibliographie ; — 2° la *permeation.* — La *Fabian Society* dans ses rapports avec les organisations existant en dehors du socialisme ; ses relations avec les autres groupes socialistes. — Attitude de la société en matière de presse. — Tactique électorale. — Aspirations des Fabiens vers un parti politique indépendant. — Rôle de la société depuis 1895.

CHAPITRE IV. — Le Socialisme et les Trade-Unions. 123

§ I. — *Comment le Nouvel Unionisme et le collectivisme ont envahi les Trade-Unions* 124

Les trois phases du Trade-Unionisme. — L'ancien Trade-Unionisme. — Le nouveau Trade-Unionisme. — Son origine. — Les causes qui ont précipité le mouvement Néo-Unioniste. — La fraction collectiviste.

§ II. — *Les congrès et l'avenir des Trade-Unions* . 138

Les congrès des *Trade-Unions* avant et après 1890. — Congrès de Liverpool. — Congrès de Newcastle. — Congrès de Glasgow. — Congrès de Belfast. — Congrès de Norwich. — Situation privilégiée créée au collectivisme, grâce à la représentation des *Trades-Councils* et au Nouvel Unionisme. — Le coup d'état du Comité Parlementaire. — Congrès de Cardiff. — Congrès d'Edimbourg. — Congrès de Birmingham. — Conclusion. — La *National Free Labour Association.* — La grève des mécaniciens en 1897.

CHAPITRE V. — L'Independent Labour Party . . 164

Origines. — Programme du parti. — L'*Independent Labour Party* se pose en parti socialiste, essentiellement indépendant et ouvrier. — Entretien avec M. et Mrs Pankhurst. — L'idéal socialiste décrit par M. Tom Mann. — Entretien avec Keir Hardie. — L'action politique du parti. — Ce qu'il faut penser du rôle de réformateurs sociaux que quelques *leaders* se sont attribué. — Rapports des Indépendants avec les Fabiens, les anarchistes, la *Social-Democratic Federation,* les *Trade-Unions,* les coopératives. — La coopérative socialiste de Bradford. — Classification des socialistes de l'*Independent Labour Party.* —

Entretien avec M. Sims. — Concours fourni au parti par les Indépendants du journal *The Clarion*. — La *Labour Church*. — Tom Mann.

Chapitre VI. — John Burns, Membre du Parlement anglais 214

Esquisse biographique. — La grève des *dockers* en 1889. — Les ennemis de John Burns. — Le but qu'il s'efforce d'atteindre. — Le socialisme de John Burns. — Son désintéressement. — John Burns et les socialistes anglais.

Chapitre VII. — Les anarchistes 232

Raison d'être d'une étude sur les anarchistes anglais. — Anarchistes individualistes. — Anarchistes communistes. — Comment ces derniers se rapprochent des socialistes; comment ils s'en écartent. — La question du gouvernement de la société future. — Les moyens d'action des anarchistes communistes. — Leur organisation. — Leurs chances de succès.

Chapitre VIII. — Le communisme de William Morris 245

William Morris, poète, artiste et industriel. — Comment il fut amené à embrasser le socialisme. — Communisme et socialisme. — Fonctionnement, d'après Morris, de la société communiste future. — Moyens préconisés par Morris. — Art et socialisme. — Merton Abbey. — Influence de Morris.

Chapitre IX. — Les Socialistes Chrétiens . . . 261

Les premiers socialistes chrétiens. — La *Christian Socialist League*. — La *Christian Social Union*. — Le socialisme de ce groupe. — L'Evêque de Durham. — M. Ludlow. — La propagande de la *Christian Social Union*. — La *Guild of St Matthew*. — M. Headlam et la sécularisation du christianisme. — Les réformes demandées par la *Guild of St Matthew*. — Coup d'œil d'ensemble sur le socialisme chrétien.

Chapitre X. — Les partisans de la nationalisation du sol.

§ I. — *Les origines du mouvement* 281

La crise agraire dans le Royaume-Uni. — Les premiers nationalisateurs du sol : Thomas Spence; William Ogilvie; Patrick Dove.

§ II. — *Alfred Russel Wallace et la Land Nationalisation Society* 290

La théorie de M. Wallace exposée dans son livre *Land Nationalisation, its necessities and its aims.* — Fondation de la *Land Nationalisation Society.* — Programme immédiat de cette société. — Sa propagande.

§ III. — *Henry George et la English Land Restoration League.* 299

M. George et son livre *Progress and Poverty.* — Succès qui accueille l'apparition de ce livre en Angleterre. — Exposé de la théorie de M. George. — Fondation de la *English Land Restoration League.* — Son programme. — Sa propagande. — Les *Red Vans.* — Relations entretenues par la Ligue avec d'autres organisations. — Action électorale de la Ligue.

§ IV. — *Caractères généraux et résultats du mouvement* 316

Socialistes, Wallaciens et Georgistes. — Relations entre Wallaciens et Georgistes. — Leurs aspirations chrétiennes. — Il n'y a pas véritablement de parti des « nationalisateurs du sol ». — Les nationalisateurs du sol et les socialistes. — Attitude des *Trade-Unions,* du parti libéral.

Chapitre XI. — Le Socialisme Municipal . . . 331

Définitions. — Comment l'expression « socialisme municipal » s'est introduite. — Origine de l'extension des pouvoirs municipaux. — Les huit articles du *Fabian Municipal Program.* — Les cas d'application du « socialisme municipal » exposés par M. Webb. — Dans quelle mesure le programme socialiste a été appliqué. — Le *London County Council.* — Les socialistes dans les conseils municipaux. — Conclusion.

Chapitre XII. — Conclusion 353

Il n'y a pas, à proprement parler, de socialisme anglais. — Les deux espèces de socialistes anglais : les *révolutionnaires* et les *évolutionnistes.* — Ont-ils créé un parti socialiste anglais ? — Ont-ils réussi à pénétrer l'Angleterre de socialisme ? — Le succès de la démocratie en Angleterre. — En présence de l'Angleterre conservatrice, le mouvement démocratique est destiné à enrayer le mouvement socialiste. — Le caractère de l'ouvrier anglais est aussi une barrière contre le socialisme.

SOCIALISTES ANGLAIS

INTRODUCTION

« Nous sommes tous socialistes aujourd'hui », disait, en 1888, à la tribune du Parlement anglais, sir William Harcourt, ministre de S. M. la Reine et *leader* du parti libéral. Le prince de Galles s'exprimait naguère dans des termes analogues. Pour peu qu'on parcoure la littérature radicale anglaise, on y trouve les mêmes déclarations. Passez en Angleterre et bien des hommes politiques d'opinion avancée, qui ne font pas eux-mêmes profession de collectivisme, ne manqueront pas de vous dire que la Grande-Bretagne va au socialisme; ils vous parleront du progrès des tendances collectivistes dans leur pays et feront résonner à vos oreilles les beautés du « socialisme municipal » ou du « socialisme agraire ». M. Sydney Webb, historien du socialisme en Angleterre, ne va-t-il pas jusqu'à soutenir que « le socialisme est aujour-

d'hui assurément le trait le plus caractéristique de l'esprit anglais ».

Tandis que vous serez encore sous l'impression de ces déclarations, il vous arrivera d'interviewer sur le même sujet d'autres personnes, d'ailleurs bien en situation pour émettre un avis sérieux sur la question : celles-ci hausseront les épaules quand vous leur parlerez de cette influence si considérable du socialisme en Angleterre; elles vous diront que le socialisme, loin d'être à la veille de régner, ne verra peut-être jamais le pouvoir; à les en croire, les coryphées et les adeptes du socialisme ne seraient qu'une poignée de *faddists* (farceurs), d'ambitieux sans force, sans organisation sérieuse, sans avenir.

D'autres enfin, qui ne s'intéressent qu'indirectement aux problèmes sociaux et politiques, sont encore plus cruels pour les socialistes anglais; ils ne les connaissent, vous disent-ils, que par ouï-dire et leur accordent, d'ailleurs, une attention si minime qu'ils n'ont sur eux que des idées vagues ou imparfaites.

D'où proviennent ces opinions contradictoires et quelle est, en réalité, l'influence exercée par les socialistes sur nos voisins d'Outre-Manche? C'est la réponse à cette question qui fera l'objet du présent ouvrage.

Qu'il nous soit permis tout d'abord de formuler quelques propositions qui sont les préliminaires naturels de cette étude.

Il faut, en effet, avant tout, s'entendre sur la portée qu'ont, en Angleterre, les mots *socialisme* et *socialiste*.

S'il y a des socialistes anglais, il n'y a pas à vrai dire de socialisme anglais. En effet, comme le fait remarquer M. René Lavollée, dans son bel ouvrage sur les *Classes ouvrières en Angleterre*, « la doctrine socialiste ne correspond, chez nos voisins, ni au génie individualiste de la race, ni à son passé; aussi les théoriciens, les doctrinaires du socialisme ne sont-ils pas anglais... Ils sont français, comme Proudhon, américains comme Henry George, allemands comme Lassalle et Karl Marx; les socialistes anglais n'ont fait que reproduire leurs théories ou répéter leurs leçons »(1).

Mais il y a plus : si les collectivistes d'Outre-Manche ont emprunté et même traduit les ouvrages de leurs confrères étrangers, ils n'en sont pas pour cela des disciples soumis. « Les socialistes anglais, écrit un de leurs chefs, M. Sydney Webb, ne sont, en aucune façon les adorateurs aveugles de Karl Marx(2). Tout en reconnaissant les services considérables que ce dernier a rendus à l'humanité comme générateur d'un nouveau courant d'opinions, un grand nombre de socialistes anglais rejettent ses principes de pure économie poli-

(1) RENÉ LAVOLLÉE. *Les classes ouvrières en Angleterre*, p. 505.

(2) Il faut en excepter les membres de la *Social-Democratic Federation*.

tique »[1]; et ailleurs : « à part quelques exceptions, la grande majorité du parti socialiste n'a pour base aucune théorie économique spéciale, mais seulement les résultats patents de la propriété individuelle qui accorde de si grands avantages à la Rente et à l'Intérêt »[2].

Ajoutons à cela que nos voisins socialistes proclament que leurs théories n'ont pas de caractère fixe (*statical*) : persuadés que la société future est dans un état perpétuel de devenir, ils sont convaincus de la nécessité d'une évolution constante et graduelle de leurs théories et tiennent surtout en honneur ce qu'ils appellent le socialisme pratique. « Une transformation soudaine ou simultanée de la société, basée aujourd'hui sur des principes individualistes, en une société collectiviste est chose tellement impossible qu'il n'y faut même pas songer. Le but de nos efforts est de découvrir pour nous-mêmes et d'enseigner aux autres comment on pourrait pratiquement transformer l'Angleterre en une république sociale-démocratique »[3].

Tout ce qui tend, de loin ou de près, à réaliser cet idéal, tous les projets élaborés dans un esprit démocratique, toutes les lois votées en ce sens par le Parlement, même celles qui répondent aux réclamations les plus anodines, sont ainsi souvent

(1) Sydney Webb. *Socialism in England*, p. 85.
(2) Sydney Webb. *Ibid.*, p. 85.
(3) *Ibid.*

qualifiées de mesures socialistes et les auteurs de ces mesures, à quelque opinion qu'ils appartiennent, sont regardés dès lors comme autant de socialistes « inconscients ».

C'est dans ce sens qu'on a pu dire que tout le monde est socialiste en Angleterre. Il faut donc bien se garder d'attacher trop d'importance à ce terme. Comme le fait remarquer M. René Lavollée, « le mot socialisme est, de sa nature, équivoque et vague, aussi est-il entendu partout et dans les sens les plus divers, mais nulle part, peut-être, autant qu'en Angleterre. Plus que jamais, chez nos voisins, il y a aujourd'hui nombre de personnes qui, par philanthropie ou charité, par sentiment ou par mode, s'occupent de réformes sociales et veulent travailler à la guérison des maux dont souffrent les classes populaires : volontiers elles s'appellent ou on les appelle socialistes, quoique rien ne soit plus faux que cette désignation. D'autres croient à la toute puissance de l'Etat et vantent les beautés de la réglementation à outrance, empruntée aux peuples du continent. Certains sont choqués des inégalités si nombreuses et si graves que présente la société et la législation de la Grande-Bretagne ; ils veulent que cette vieille nation, encore si profondément imprégnée des siècles passés, se transforme en un peuple moderne, avec l'égalité rigoureuse et la suprême omnipotence de l'Etat pour fondements. D'autres prétendent atténuer à coup d'impôts les inégalités sociales ;

d'autres enfin prèchent la pure doctrine socialiste, c'est à dire la substitution complète de la collectivité à l'individu, la mise en commun ou, pour employer les expressions à la mode, la nationalisation ou la *municipalisation* de tous les instruments de production, comme de tous les produits. Ceux-là sont de vrais socialistes, et cependant il arrive souvent que réformateurs sociaux, niveleurs démocrates et collectivistes, sont englobés sous cette même qualification de socialistes ou se la donnent à eux-mêmes » (1).

C'est en nous basant sur ces constatations et en nous défiant des exagérations que nous venons de signaler, que nous nous proposons de voir jusqu'à quel point le socialisme a pénétré l'Angleterre et que nous tâcherons de nous rendre compte de ce que sont en réalité les socialistes anglais, de ce qu'ils veulent et de leurs chances de succès.

Pour la composition de ce livre j'ai trouvé partout, en Angleterre, un concours dont je ne saurais trop reconnaître le prix. Qu'il me soit permis de remercier tout particulièrement sir Charles Dilke, membre du Parlement, et lady Dilke; M. John Burns, membre du Parlement et du *London County Council,* MM. Sydney Webb et Costelloe, membres du *London County Council,* M. L. Smith, membre du *Board of Trade,* miss G. Tuckwell, M. Frédéric Verinder, secrétaire de la *English Land Restoration League,* M. Daniel Mac Cabe, membre

(1) René Lavollée. *Op. cit.*, p. 514.

du *Town Council* de Manchester, M. l'avocat Panckhurst, M. Ronald Burrows, professeur à l'Université de Glasgow, MM. Callie et Crilly, de la *Financial Reform Association* de Liverpool, et M. John Paul, de la *Scottish Land Restoration League*.

CHAPITRE I.

Les origines du mouvement socialiste en Angleterre.

L'Evolution industrielle et la Révolution française de 1789. — Premières tentatives révolutionnaires des radicaux anglais, de 1793 à 1820. — Robert Owen. — Expansion d'individualisme. — Réforme électorale de 1832. — Agitation chartiste (1832-1848). — Sa chute. — Accalmie. — Trente ans de préparation ; éducation des socialistes. — Marx et Lassalle. — L'Internationale. — Comment Marx est apprécié par les socialistes anglais. — Les « Socialistes chrétiens ». — Carlyle. — Ruskin. John Stuart Mill. — Henry George. — Débuts du socialisme en 1881. — Diverses organisations socialistes. — L'orientation des socialistes avant et après 1889.

Le mouvement socialiste anglais ne date, à proprement parler, que de 1881. Mais on doit assigner aux premières tentatives révolutionnaires, qui caractérisèrent, chez nos voisins, le mouvement ouvrier, une origine beaucoup plus ancienne.

Deux grands évènements de la fin du siècle dernier ont donné naissance à ce mouvement. C'est d'abord l'évolution industrielle du 18e siècle, dont M. Webb n'hésite pas à écrire qu' « elle a fait l'Angleterre d'aujourd'hui ».

L'invention de la machine et le principe de la division du travail, en amenant une modification

complète dans la condition des ouvriers, provoquèrent un mouvement prononcé de démocratie et suscitèrent une foule d'idées, — d'abord embryonnaires, — concernant la rénovation de la société ainsi qu'une nouvelle orientation de l'économie politique. Un second évènement, qui contribua à donner un corps à cette agitation des esprits, fut la Révolution française. La prise de la Bastille fut acclamée par tous ceux qui étaient imbus des idées nouvelles. « Assurément, écrivait alors C. J. Fox, c'est là le plus grand évènement qui soit arrivé au monde et c'est aussi le plus heureux » (1).

Quelques tentatives révolutionnaires sont signalées dès cette époque. Depuis la prise de la Bastille jusqu'en 1793, la minorité radicale de l'Angleterre se remue, créant une « Société des Jacobins », et formant des groupes républicains.

Ces divers essais d'insurrection sont rapidement et sévèrement réprimés par le gouvernement tory. Les radicaux sont décimés ; le parti wigh tombe, dans le Parlement anglais, à une demi-douzaine de membres. Mais l'influence des agitateurs n'est point détruite.

A ce moment, la misère du peuple était grande. L'introduction des lois sur les blés vint l'aggraver encore et les effets de la crise économique, née de la concurrence industrielle française, suscitèrent des réclamations persistantes et d'un cachet révo-

(1) W. J. Lecky, *History of the Eigteenth century*. Vol. V, p. 453.

lutionnaire. Les principaux griefs allégués étaient les chômages forcés, l'introduction du machinisme, la chute des travailleurs au rang de manœuvres, le remplacement du travail des hommes par celui des femmes et des enfants, l'abaissement des salaires, l'entassement des familles dans des logements malsains.

Les radicaux, qui étaient à la tête de cette agitation, réunirent, de 1816 à 1820, de nombreux meetings où les demandes des réformes de tout genre se mêlaient à des manifestations imitées de celles des républicains français. De temps à autre les meneurs promenaient le drapeau tricolore dans les rues de Londres ou de Manchester et sur leurs affiches on lisait, à côté de « *No corn laws!* » (plus de lois sur les blés !), la formule montagnarde : « La liberté ou la mort ». Plus tard nous verrons les survivants de ce mouvement commencer l'agitation chartiste.

C'est à cette époque (1812) que l'utopiste Owen publie son projet de réformes sociales, qui se rapproche fort de celui de Simon Fourrier. Né, en 1771, d'une famille aisée, il était, en 1832, à la tête du riche établissement des filatures de New-Lanark, quand il commença sur ses propres ouvriers la série de ses expériences philantropiques, qui avaient pour but « de faire d'un peuple misérable, stupide et vicieux une communauté heureuse, industrieuse et bien ordonnée » ; sa théorie était « que l'homme n'est quelque chose

que par les hommes qui l'entourent, et que, par un développement actif de sa nature, il peut être amené à la perfection » (1).

A cet effet, Owen préconisait l'organisation de communautés isolées comptant chacune environ douze cents personnes et ayant la jouissance de terrains dont l'étendue ne dépasserait pas quinze cents acres. Ces établissements, dans le projet d'Owen, devaient se suffire à eux-mêmes, produisant et consommant tout ce qui leur était nécessaire; l'habitation, les repas, le travail et les bénéfices des membres devaient être mis en commun et l'ensemble dirigé par des surveillants élus. Pour le reste, Owen déclarait s'opposer à la révolution et recommandait l'initiative privée. Lui-même se mit à l'œuvre et, pendant vingt ans, s'efforça d'établir, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, des colonies organisées selon ses vues; mais toutes ses tentatives en ce genre et d'autres expériences qu'il entreprit échouèrent. Les efforts de Owen n'aboutirent qu'à la création de coopératives de consommation. Tout le monde connaît les origines de la première de ces sociétés, celle des « Equitables Pionniers de Rochdale », fondée en 1844 par vingt-huit membres avec sept cents francs de capital et qui actuellement compte plus de quinze mille membres et possède dix millions.

Ce fut Owen qui introduisit en Angleterre,

(1) William Morris and Belfort Bax : *Socialism, its growth and its outcome,* p. 208.

comme Pierre Leroux l'avait fait en France, le mot « socialisme ». Parmi les adeptes d'Owen qui se sont le plus rapprochés des socialistes modernes, citons, en particulier, les théoriciens Hodgskin et Thompson; ce dernier, dès 1833, réclamait pour les ouvriers le produit entier de leur travail; « en effet, disait-il, toute la richesse étant produite par les bras des ouvriers, du moment où les ouvriers cesseront de prêter leur concours aux propriétaires, aux capitalistes, ceux-ci mourront de faim au milieu de leurs terres ou à côté de leur argent; bien plus, ils viendront supplier eux-mêmes qu'on les délivre d'un monopole désormais sans profit ».

L'on ne pourrait toutefois qualifier de socialistes d'une façon générale, les mesures réclamées, tout au moins dans la forme qu'on leur donnait.

L'évolution industrielle et la réaction contre l'esprit bureaucratique du passé et les gouvernements absolus du 18e siècle avaient produit, au contraire, ce que M. Foxwell appelle « une expansion d'individualisme d'un caractère prononcé qu'aucun des anciens tempéraments ne venait adoucir » (1).

Cependant, malgré la répression prompte et énergique qui accueillit les premières manifestations des mécontents, on peut dire que, dès le commencement du siècle, l'esprit nouveau a fait sa trouée. Sur divers points de la Grande-Bretagne,

(1) H. S. FOXWELL : *The claims of labor*, p. 249.

on demande à cor et à cri de nouvelles lois destinées à satisfaire les réclamations populaires.

Quelques *factory acts* (lois sur les fabriques) sont votés au Parlement et nous mènent jusqu'en 1832, époque de la fameuse réforme électorale *(Reform bill of 1832)*. Quelle que fût la portée de cette réforme, c'est depuis 1832 surtout que la démocratie marcha à pas de géant en Angleterre. « La démocratie, écrit M. Webb, était sur le seuil de notre porte... Son entrée définitive n'était plus qu'une question de temps. Depuis 1832, l'histoire politique anglaise ne fait qu'enregistrer de nouveaux affranchissements que chacun des deux partis se croit obligé à son tour de concéder aux classes inférieures, non qu'il désire partager ses priviléges et laisser submerger le pouvoir qu'il a conquis, mais parce qu'il y est contraint, pour faire face à l'autre parti. Le bill de 1832 ouvre les portes du Parlement à la classe moyenne. Le *Municipal corporations act* de 1835 lui donne le contrôle des villes provinciales. Onze ans plus tard une majorité conservatrice fait passer l'acte de sir Charles Dilke sur les occupeurs de tenures. En 1885 les libéraux donnent le droit de vote aux électeurs agricoles. En 1888, les tories leur permettent de contrôler l'administration locale des comtés et mettent une part importante du gouvernement de Londres aux mains d'un conseil élu par le peuple *(London County Council)*. Depuis 1888, enfin, les lois votées au Parlement anglais dans l'intérêt de

la masse du peuple et du travail ne se comptent plus » (1).

Ce fut après 1832 que la propagande des doctrines socialistes et révolutionnaires donna lieu au mouvement ouvrier connu sous le nom d'agitation chartiste. Le *Reform bill* de 1832 n'avait eu d'autre effet que d'imposer momentanément silence aux mécontents : ceux-ci ne tardèrent pas à se laisser persuader que le bill était fait uniquement dans l'intérêt de la classe aisée. En 1838, leurs protestations s'affirmèrent : six membres de la Chambre des communes, qui représentaient les Irlandais et les radicaux, se joignirent à quelques délégués de la *Working Men's Association* et rédigèrent avec eux un programme qui comprenait les six demandes suivantes : « Parlements annuels, suffrage universel, scrutin secret, abolition du cens pour l'élection au Parlement, paiement des députés, équivalence des districts électoraux ». Le député qui donna lecture de cette liste ajouta, en la présentant à ses amis : « *Voici votre charte* », et le nom fit fortune.

Plusieurs meetings considérables furent organisés; on y prononça des discours d'une violence extrême; des pétitions enthousiastes furent envoyées au Parlement. Quelques collisions avec la police et l'armée ne firent qu'exciter les esprits et, en 1840, la *National Charter Association* était inaugurée à Manchester avec 400 sections et

(1) Sydney Webb : *Fabian Essays in Socialism*, p. 39.

40.000 membres environ. Plusieurs feuilles nouvelles surgirent alors et l'une des principales, le *Northern Star* tira bientôt à 50.000 exemplaires. Les chefs les plus populaires du mouvement se déclarèrent socialistes ; ils réclamaient, outre les réformes électorales de la Charte, l'intervention de l'Etat dans les rapports entre patrons et ouvriers et la nationalisation du sol. Plusieurs d'entre eux prêchaient la nationalisation de tous les biens par la force et ils réussirent même à provoquer des tentatives de révolte ouvrière à Manchester, à Glasgow et à Edimbourg.

En effet, sous les dehors purement politiques qui avaient caractérisé le mouvement à son origine, le parti des Chartistes se rattachait en réalité d'une façon étroite au mouvement qui devait bientôt se faire connaître en Allemagne sous le nom de *Sozial-Demokratie* et avoir plus tard ses représentants attitrés en Angleterre, dans la *Social-Democratic Federation*.

Comme Marx, les Chartistes sont adversaires et de la propriété privée et de l'ordre existant, qu'ils déclarent incompatible avec toute amélioration dans la condition des travailleurs. Ils ne voient dans leur programme politique qu' « un moyen d'assurer le contrôle de l'Etat et d'organiser la société conformément au nouvel idéal social ». « Le Chartisme, mes amis, disait un orateur de meeting, *ne poursuit pas un but politique*. Il ne s'agit pas de vous donner le droit de suffrage. Le

Chartisme est, avant tout, une question de couteau et de fourchette ; la Charte que nous voulons, c'est un bon logis, de bonne nourriture, de bonne boisson, de hauts salaires et de brèves journées de travail. » La ressemblance qui existe entre les Chartistes et les socialistes modernes ressort encore plus de ce passage d'une adresse envoyée aux ouvriers belges par la *Working Men's Association,* peu de temps après sa constitution : « Les classes supérieures, dit ce manifeste, ont organisé leurs institutions de façon à aveugler et à dominer les masses ; leurs lois sont faites pour perpétuer leur puissance et sont appliquées de manière à susciter une crainte respectueuse à l'égard de la force qui fait les fortunes, de l'hérédité végétant dans l'ignorance et de la richesse injustement acquise..... Maintenant nous *voyons* l'injustice pratiquée envers nous, nous *sentons* l'esclavage *dont nous n'avons pas encore la force de nous délivrer*. Mais notre émancipation n'aura lieu que lorsque les connaissances se seront répandues dans les classes ouvrières de toutes les nations et y auront produit les résultats qu'il faut en attendre : et ces résultats seront de nous faire voir *notre véritable position dans la société,* de nous faire voir qu'étant *les producteurs de la richesse,* nous avons *droit les premiers* à sa jouissance » (1). Ne croirait-on pas à cette lecture, avoir sous les yeux une exposition de la théorie de la « valeur » par Karl Marx ?

(1) Dr von Schultze Gaevernitz : *Social Peace,* p. 44.

Ces aspirations révolutionnaires et les menées auxquelles elles donnèrent lieu ne devaient pas aboutir. Un essai de grève générale, durant l'hiver de 1839, la tentative des Chartistes de créer une panique financière, en convertissant en monnaie tous les papiers de crédit qu'ils possédaient, quelques achats d'armes et de munitions n'eurent d'autre conséquence que six mois d'émeute et la victoire du gouvernement. Les principaux chefs furent condamnés à mort et un bon nombre à la déportation. Ceux qui restaient continuèrent encore quelque temps à présenter des pétitions à la Chambre des Communes, mais comme celles-ci étaient régulièrement rejetées, le découragement ne tarda pas à envahir l'armée déjà amoindrie des Chartistes.

La révolution française de 1848 sembla les ranimer pour un moment. Prenant pour mot d'ordre : « Le peuple anglais doit avoir la Charte ou la république », ils réunirent environ trois millions cinq cent mille signatures, — fausses, il est vrai, pour la moitié, — sur une dernière pétition, à l'effet d'obtenir les six réformes de la Charte. Un cortége énorme fut annoncé, pour présenter la requête au Parlement. Mais la manifestation ne rassembla que quelques milliers d'hommes que la police et l'armée eurent bientôt fait de disperser. Ainsi fut disloqué et prit fin ce mouvement que M. et Mme Webb apprécient dans les termes suivants : « Le Chartisme qui s'était rendu res-

pectable par la sincérité, le bon vouloir, l'héroïsme même de l'ensemble du mouvement, tomba en disgrâce à cause du galimatias de ses orateurs et du charlatanisme, en politique et en économie, de ses leaders jaloux et intrigants » (1).

Pour la seconde fois la coalition des Chartistes et des radicaux était anéantie. Pendant les trente années qui suivirent on put croire que le parti populaire n'existait plus en Angleterre. Tout au moins semblait-il assoupi ; ses réclamations avaient perdu leur caractère véhément et ne se faisaient plus entendre qu'à de rares intervalles. Quant au mouvement socialiste pur, s'il n'était pas tout à fait éteint, il restait du moins dans l'ombre et ne causait de préoccupations à personne. De l'aveu de M. Sydney Webb, « avec l'écrasement du Chartisme en 1848, toute agitation sérieuse ayant un caractère socialiste prend fin et, pendant 30 ans, les aspirations populaires, en Angleterre, se traduisent dans le développement des *Trade-Unions,* les progrès de la coopération et enfin la campagne purement politique pour le droit d'élire les membres du Parlement » (2).

Cependant, les survivants des Chartistes restent le centre d'un mouvement démocratique avancé. Les réclamations des ouvriers anglais et leurs appels à l'intervention de l'Etat avaient produit

(1) Sydney and Beatrice Webb : *History of Trade-Unionism,* p. 158.

(2) Sydney Webb : *Socialism in England,* p. 19.

un effet qui ne s'effaça plus. C'est depuis l'agitation chartiste que le Parlement prit l'habitude d'ordonner des enquêtes industrielles et qu'il vota plus souvent qu'autrefois, des lois sur les manufactures et des réformes électorales.

D'autre part, grâce aux anciens défenseurs de la Charte, le levain socialiste continue à fermenter. Pendant les trente années qui suivent les évènements de 1848, le socialisme traverse en Angleterre une nouvelle phase, la phase d'éducation scientifique.

Nous pouvons ramener à trois les divers ordres d'influences qui, pendant cette période, ont fait du socialisme anglais ce qu'il est aujourd'hui.

C'est d'abord la rapide diffusion des idées de Marx et de Lassale, ensuite la propagande des Idéalistes et des premiers « socialistes chrétiens », enfin la poussée donnée à l'étude de l'économie politique et des théories socialistes, par les philosophes Comte, Spencer, Darwin et par les économiste Henry George et Stuart Mill.

Les doctrines de Marx et de Lassalle furent importées en Angleterre par des réfugiés français et allemands, aussi bien que par l'influence personnelle de Lassalle et surtout par celle de Marx, comme nous le verrons bientôt. Un manifeste communiste publié en 1847 par Marx et Engels avait déjà fait quelque bruit en Angleterre. En 1849, Marx lui-même vint se fixer à Londres, et y dirigea, pendant trente ans, le parti socialiste,

dont il était le chef incontesté. Il écrivit à Londres son *Capital* et y fonda l'*Internationale,* dont le but, défini par William Morris, était « d'unir les travailleurs du monde entier dans une vaste organisation qui combattrait formellement la domination du capitalisme ».

Comme on le sait, l'Internationale fut inaugurée en Angleterre, en 1864. Son succès y fut médiocre. Tout au plus jouit-elle, pendant quelques années, d'une certaine faveur auprès des *Trade-Unions.* L'agitation socialiste qu'elle provoqua en Grande-Bretagne arriva à son point culminant lors de la Commune de Paris, en 1871, mais ne lui survécut pas longtemps.

Il ne faut pas s'exagérer l'influence de Karl Marx sur les socialistes anglais actuels. La plupart d'entre eux n'aiment pas à s'afficher comme les esclaves de ses doctrines. Et cela s'explique; Marx s'adressait surtout à des pays où la révolution sociale avait déjà pris naissance. Grand avait été son succès en France et dans les pays germaniques, où le collectivisme met son espoir dans la révolution sociale, mais il ne pouvait être compris aussi bien des anglais qui voyaient avec inquiétude la tendance révolutionnaire de ses écrits. Pour Marx et pour ses adeptes, « l'affranchissement des prolétaires sera l'œuvre des prolétaires eux-mêmes » et non point des gouvernements, des artistes et des philosophes; or, c'est précisément de l'influence de ceux-ci que beaucoup de

nos voisins font dépendre le triomphe final de leurs idées. On voit donc le désaccord inévitable entre Marx et la majorité des socialistes d'Outre-Manche. Tous ont lu le *Capital* et le lisent encore; ses traductions ont eu en Angleterre un succès énorme, et pourtant ils n'aiment pas qu'on leur parle de Marx et contestent son influence dans leur pays. Quoiqu'il en soit, Marx a exercé et son souvenir exerce encore une action directe sur un petit nombre d'anglais qui se sont proclamé ses disciples, ont propagé ses doctrines envers et contre tous et se déclarent aujourd'hui plus que jamais ses admirateurs. Nous aurons plus tard l'occasion de reparler de ce petit groupe de *Social-Democrats,* qui forme aujourd'hui, sous la direction de MM. Hyndman et Aveling, gendre de Marx, le parti socialiste le plus semblable à ceux du continent.

Vers cette même époque, un courant d'humanitarisme s'est répandu dans la vie intellectuelle. Les « Socialistes chrétiens », l'idéaliste Carlyle, avec son cortége de disciples enthousiastes, Ruskin, le critique d'art, le romancier Dickens et combien d'autres artistes et littérateurs, prennent feu pour les thèses sociales et dénoncent les « *current bourgeois ideals* ».

Parmi les adeptes du socialisme clérical de cette époque nous trouvons le poète Thomas Cooper, ancien chartiste, Fréderic Maurice, Charles Kingsley, beaucoup de jeunes membres du clergé anglican : ils demandent, au nom de l'évangile,

« que la loi fasse régner la fraternité dans la société industrielle ». Paley et Austin affirment « que si c'est la volonté de Dieu que l'homme cherche le bonheur, c'est pour nous un devoir sacré d'étudier les moyens de lui procurer le bien-être économique ».

Nous pouvons pressentir dans ces hommes les avant-coureurs d'un mouvement sacerdotal représenté aujourd'hui par la *Guild of St Matthew* (1).

Les deux principaux représentants de l'Idéalisme, à cette époque, sont incontestablement Thomas Carlyle et John Ruskin : « deux hommes, s'écrie l'un de leurs admirateurs, dont le nom vivra dans notre histoire comme étant celui de véritables prophètes, et cela parce qu'ils ont réveillé et inspiré l'esprit anglais dans un temps où les facultés intellectuelles et spirituelles de notre race semblaient en danger de se laisser absorber par la matière » (2).

Carlyle, après s'être adonné exclusivement, pendant une quinzaine d'années, à la carrière littéraire, se prit d'intérêt, vers 1832, pour les questions sociales et industrielles. Un article qu'il fit paraître alors dans la « Revue d'Edimbourg » et qui marque ses premiers pas dans la voie nouvelle, renferme cette pensée, qui se reflètera dans tous ses écrits : « Toute réforme qui ne sera pas moralisatrice restera sans effet; certes une réforme

(1) Voir plus loin, le chapitre consacré aux Socialistes chrétiens.
(2) H. de B. Gibbins : *English Social Reformers,* p. 183.

politique peut extirper la mauvaise herbe, mais elle ne met rien en place et n'apprète pas le sol à produire des fruits généreux ». Il se prononce dès lors aussi contre l'individualisme et la concurrence.

En 1839, Carlyle publie un plaidoyer en faveur du Chartisme *(On Chartism)*. « Que signifie, se demande-t-il, le mécontentement persistant des classes ouvrières ? A-t-il une raison d'être, oui ou non ? Et s'il en a une, pourquoi ne chercherions nous pas des remèdes à la situation présente ? » Seulement, à la question ainsi posée, « le prophète », comme on l'a appelé, se borne à répondre en indiquant des solutions vagues et dénuées de tout caractère pratique : n'attendant pas grand chose, dit-il, des réformes à coups de lois et même des réformes sociales purement matérielles, il préconise « un système d'éducation nationale et d'émigration bien organisée ». Mais ces remèdes eux-mêmes ne paraissent lui inspirer qu'une médiocre confiance. Ce qu'il veut avant tout, c'est un changement dans la morale de la société et la régénération par le travail. « A proprement parler, s'écrie-t-il, la terre n'a que deux possesseurs, Dieu le tout-puissant et ses enfants qui ont bien travaillé le sol. Le travail, c'est la mission de l'homme sur la terre. *Pas de travail, pas de récompense !* » Il voudrait voir appliquer cette dernière loi dans toute sa rigueur et à toutes les classes ; mais comment il faudrait s'y prendre pour renforcer pratiquement cette loi et comment les

paresseux, riches ou pauvres (mais surtout les riches) devraient accomplir leur mission, cela « le prophète » ne nous le dit pas.

On peut dans ces exclamations découvrir déjà une apologie de la nationalisation du sol. Dans un autre livre, *Past and Present*, publié en 1843, Carlyle s'élève contre le salariat et l'absence de stabilité des contrats entre employeurs et employés.

Les démocrates d'aujourd'hui reconnaissent que l'enseignement de Carlyle fut peu fécond en résultats pratiques ; son principal mérite, à leurs yeux, est d'avoir affirmé qu'il existait une question sociale dans un temps où le fait semblait ignoré de presque tous les écrivains en renom. Ainsi s'explique le culte rendu à Carlyle par les socialistes anglais contemporains. La plupart s'accordent à voir en lui leur précurseur; son portrait occupe la place d'honneur dans le *home* de beaucoup d'entre eux et M. Sydney Webb écrit de lui, non sans orgueil : « L'homme qui porta le premier coup au bouclier individualiste, ce fut Carlyle » (1).

Analogue à la carrière de Carlyle est celle du véritable artiste que fut Ruskin; analogue aussi a été son influence comme théoricien. Il débuta, en 1862, par une série d'ouvrages où il dénonçait la situation faite de son temps aux ouvriers. Il s'appliqua tout entier à cette œuvre, donnant des conférences et fondant même, vers la fin de sa vie, avec quelques utopistes de ses amis, la *Guild of*

(1) Sydney Webb : *Fabian Essays in Socialism*, p. 46.

St George : celle-ci, dans son idée, devait être « le noyau d'un petit groupe réalisant dans un coin de l'Angleterre ce que devrait être la société future idéale ».

Ce qui distingue Ruskin dans ses efforts pour résoudre les problèmes sociaux, c'est qu'il met à la base de son enseignement « le principe du Beau dans la Nature et dans l'Art ». Toujours il se préoccupe « de chercher une corrélation entre l'art et les besoins de la vie humaine ». Il déplore amèrement les maux engendrés par l'industrie dans la société, mais, comme Carlyle, quand il en vient aux remèdes, il ne trouve rien de mieux que « la réforme morale de l'individu ». Il reconnait pourtant que l'action législative peut avoir du bon et préconise, d'une façon sommaire d'ailleurs, une organisation du travail dirigée par des chefs d'industrie *(captains of industry),* l'érection de manufactures et d'écoles professionnelles nationales « pour la production et la vente de toutes les nécessités de la vie et pour l'exercice de tout art utile » ; l'emploi des sans-travail dans ces établissements, des retraites aux vieux travailleurs, une forte limitation des droits des propriétaires particuliers du sol en faveur de l'Etat. Ruskin, tout en se prononçant fortement contre le régime auquel le sol est soumis aujourd'hui, ne va pas cependant jusqu'à demander sa nationalisation.

Le mérite spécial de Ruskin, c'est, non d'avoir créé des théories économiques nouvelles, — car

sa doctrine ne consiste qu'en emprunts faits de côté et d'autre, — mais d'avoir appelé sur les masses l'attention des lettrés et des artistes de l'Angleterre contemporaine. L'influence qu'il a eue sur ce groupe d'élite est considérable. Un des plus grands poètes que l'Angleterre compte actuellement, Swinburne, et le littérateur communiste William Morris, mort tout récemment, sont les disciples de Ruskin ; c'est même à cause de leurs opinions anti-monarchiques que la Reine leur a préféré naguère un poète de bien moindre envergure pour recueillir la succession de lord Tennyson, comme poète lauréat (1).

Le troisième facteur qui a contribué à préparer le socialisme dans le Royaume-Uni, c'est l'expansion des doctrines des philosophes et des économistes de race anglaise. L'influence de ces derniers provient surtout de ce qu'ils se sont adressés aux masses populaires.

Comme nous l'avons déjà vu, l'évolution industrielle, dont les effets commençaient déjà à se manifester à la fin du siècle dernier, avaient produit une réaction contre ce qu'on appelait la « tyrannie gouvernementale ». Cette réaction s'était manifestée par une campagne ardente en faveur du *Laisser faire,* de la complète liberté individuelle et de la concurrence illimitée. Les philosophes utili-

(1) M. Robert de la Sizeranne a consacré un livre récent à Ruskin, envisagé surtout comme artiste : *Ruskin et la religion de la beauté,* par Robert de la Sizeranne, Paris, Hachette, 1897.

taires, Bentham, James Mill, s'accordaient complètement avec les économistes pour vulgariser ce qu'on a appelé depuis « l'anarchisme scientifique ».

Après 1848, une nouvelle conception de l'Etat commence à se faire jour en Angleterre. L'idée d'un organisme social supérieur aux individualités naît chez Comte, Darwin et Spencer et se répand par degrés dans les esprits, en leur faisant apparaître un nouvel idéal.

L'économiste anglais qui contribua le plus à préparer les esprits au socialisme, pendant la période qui suivit l'agitation de 1848, fut assurément John Stuart Mill. Son influence et son succès tiennent surtout à ce fait que son œuvre forme, en réalité, le trait d'union entre l'ancienne et la nouvelle école d'économistes. Mill offre en lui-même l'image de la transition qui s'opéra alors : il a marqué dans son *Autobiographie* les étapes de son évolution vers le socialisme, de 1830 à 1865.

Mill est recherché par Carlyle vers 1831, mais il quitte bientôt ce dernier, parce qu'il voit clairement chez lui une forte animosité contre la plupart des opinions qu'il professait; il se tourne alors vers le parti radical, qui s'était constitué dans le Parlement après la réforme électorale de 1832. La faiblesse de ce parti, les revendications des ouvriers l'attirent. Il s'intéresse aux expériences d' « hommes d'élite comme Robert Owen ». La révolution de 1848, loin de le pousser dans la réaction, le dispose

encore plus en faveur d'un mouvement qui semble cependant être tombé avec le Chartisme. Dans sa première édition des *Principes d'Economie Politique,* publiée avant la révolution française de février 1848, il ne s'était point prononcé contre le principe du *Laisser faire*. Dans la seconde (1849), il trace « une ligne de démarcation entre les lois de la production de la richesse, qui sont, en réalité, des lois de la nature et dépendent des propriétés des objets, et les modes de distribution de la richesse, qui dépendent de la volonté humaine... » « Mon livre est le premier, ajoute-t-il, qui ne considère pas ces conditions comme définitives. » Le livre de Mill devient, à chaque édition, plus socialiste d'allures, jusqu'au moment où son *Autobiographie* fait connaître en termes explicites le fait « qu'il a répudié la simple démocratie politique en faveur du socialisme le plus complet » (1).

Pour résumer l'œuvre de Stuart Mill, disons que son principal mérite, aux yeux des socialistes, est d'avoir le premier indiqué un remède aux maux de la société, — maux que d'autres se bornaient à déplorer, — et, surtout, d'avoir indiqué comme remède le socialisme. Le premier, en effet, il s'attaque ouvertement à la propriété, qu'il regarde comme incompatible avec le système de l'égalité des chances *(equality in opportunity)*. Et son influence est assez grande pour qu'il arrive à se faire écouter dans certains milieux éclairés.

(1) J. S. Mill : *Autobiography,* p. 231-232.

Le terrain étant ainsi préparé, ce fut un fait imprévu qui y fit germer le socialisme. C'était en 1881. L'américain Henry George venait de publier *Progress and Poverty* et, presque sans s'en douter, il mit ainsi le feu aux poudres. En effet, le principal résultat de ce livre, qui eut en Angleterre une circulation énorme, fut de populariser la *loi de la Rente* de Ricardo (1). Or, cette nouvelle théorie économique de la Rente est la note dominante du mouvement socialiste contemporain ; sa propagation a donc largement contribué à attirer certains esprits au socialisme.

Vers cette même époque, d'autres renforts viennent appuyer la marche encore hésitante du socialisme. Ce sont d'abord les adhérents au système de George, qui se groupent en petites sociétés de propagande et forment ainsi en divers endroits des centres socialistes. Ce sont quelques radicaux, que M. Gladstone, alors au pouvoir, s'est aliénés par les mesures coërcitives prises contre la *Irish Land League* (1881). La crise que l'Egypte traverse à cette époque concourt à éloigner encore davantage les radicaux du parti libéral. C'est, enfin, un nombre assez considérable d'ouvriers, surtout de trade-unionistes. En effet, des plaintes amères

(1) D'après Ricardo la rente est égale au produit moins les frais nécessaires pour l'obtenir. La hausse de la rente résulte surtout de la difficulté de procurer des substances aux derniers arrivés, qui forment le surcroît de la population, — en d'autres termes, elle résulte de la hausse des prix, — et aussi des améliorations dans les procédés agricoles, qui diminuent les frais.

s'exhalent contre la lenteur du ministère Gladstone à accomplir certaines réformes sociales. Les disciples de Hyndman, de Henry George font partout, dans leurs conférences, de sombres tableaux de la situation : « les réformes fiscales, disent-ils, ont été complètement écartées, aucun effort n'est fait pour redresser les iniquités financières que M. Gladstone lui-même a reconnues longtemps avant son ministère; l'impôt sur le sol n'a pas subi de réformes; on a laissé subsister les droits sur le thé; l'ouvrier est abaissé bien en dessous des membres de la classe moyenne; plus d'espoir pour lui de jamais s'élever jusqu'au patronat, et cela à cause de l'évolution industrielle ».

Les circonstances économiques viennent appuyer ces excitations. Une brusque contraction économique succède au bien-être relatif dont les ouvriers jouissaient. Une recrudescence de machinisme met sur le pavé une foule de travailleurs; « la concurrence fait achever en un an les produits jusqu'alors effectués en deux ans » (1).

A tous ces maux, les conférenciers n'offrent qu'un remède : le socialisme. « C'est lui seul, en effet, disent-ils, qui réclame une réorganisation capitale de la société, tandis que les libéraux ne peuvent offrir que des panacées sur des points de détail et que la belle organisation des *Trade-Unions* est inutile à l'ouvrier s'il est sans travail » (2).

(1) Sydney and Beatrice Webb : *Op. cit.*, p. 364.

(2) Sydney and Beatrice Webb : *Op. cit.*, p. 366.

La solution des problèmes sociaux gagne de jour en jour plus d'importance et les ouvriers écoutent volontiers les hommes qui se présentent à eux munis d'un remède qui doit terminer leurs souffrances et renverser toutes les inégalités sociales.

Les influences réunies de ces divers agents ont pour résultat, au cours de l'année 1881, la constitution de la première organisation socialiste catégorique : c'est une société appelée *Democratic Federation* et qui a pour fondateurs M. H. M. Hyndman, M. Herbert Burrows, Miss Helen Taylor, belle-fille de Stuart Mill, et quelques autres personnes appartenant à l'opinion radicale avancée. M. Joseph Cowen, à cette époque membre du Parlement et démocrate de vieille roche, est, dès le commencement, l'un des principaux soutiens de la société, quoique ce fait ne fût alors que peu connu du public. M.M. Edward Aveling, William Morris et plusieurs disciples de Ruskin se joignent bientôt à eux. Leur premier programme ne comporte qu'un article franchement socialiste : la nationalisation du sol. Mais cependant, dès l'origine, la société est essentiellement un corps socialiste. Les radicaux la quittent bientôt et sont remplacés par de nouveaux adhérents socialistes. En septembre 1883, le groupe prend le titre de *Social-Democratic Federation* et, dès lors, il organise avec un certain succès la propagande à Londres et dans plusieurs centres industriels des

provinces, où il crée des groupes affiliés assez forts pour vivre par eux-mêmes. C'est, sans aucun doute, aux efforts personnels des *leaders* infatigables de la société que le socialisme doit alors sa diffusion en Angleterre.

Bientôt de nouvelles sociétés surgissent. Nous consacrerons à leur étude les chapitres suivants, nous bornant ici à les passer rapidement en revue.

Dès l'abord une scission s'était produite dans la *Social-Democratic Federation*. Des froissements personnels avaient amené MM. William Morris, Edward Aveling, Belfort Bax et leurs amis à se séparer de M. Hyndman et à former, au début de 1887, la *Socialist League* qui eut pour organe le *Commonweal* (la chose publique). Dans cette ligue, les Marxistes orthodoxes et les communistes purs ne tardèrent pas à avoir d'ardentes discussions qui aboutirent à un nouveau démembrement. Le *Commonweal* cessa de paraître en 1893; Morris et les communistes qui lui étaient restés fidèles fondèrent la *Hammersmith Socialist Society*.

D'autre part, en 1883 s'était fondée la *Fabian Society*, groupe qui comprend assez bien de membres faisant partie des autres organisations et qui a spécialement en vue l'éducation et la propagande.

Parmi les organisations les plus anciennes, signalons encore les *Christian Socialists*, qui ont produit de nombreux rejetons, notamment la

Guild of St Matthew et la *Christian Social Union*.

En même temps, le socialisme gagnait du terrain parmi les mineurs du Nord et les ouvriers du Tyneside. C'est sous son impulsion que fut fondé le *Labour Party*, dont l'influence s'exerça surtout à Newcastle et qui devint, en 1893, l'*Independent Labour Party*.

Enfin, il faut mentionner la formation d'un groupe anarchiste et de plusieurs sociétés défendant la nationalisation du sol ; ces dernières se sont maintenues jusqu'à présent à peu près indépendantes du socialisme ; les principales sont la *Land Nationalisation Society* et les *Land Restoration Leagues*.

Ces diverses sociétés, quoique ayant des aspirations communes, avaient chacune un caractère spécial, tenant tant aux moyens employés qu'à la tendance générale qui les faisait agir. La *Social-Democratic Federation* se rapprochait le plus des organisations socialistes allemandes. Elle soutenait ardemment Marx et la révolution. La *Socialist League* avait à peu près les mêmes doctrines, mais remplaçait le collectivisme par le communisme. La *Fabian Society*, qui constitua dès l'origine un groupe d'études, était franchement insurrectionniste ; ce ne fut qu'à partir de 1885 que commença à se dessiner sa tactique constitutionnelle et de pénétration et cette tactique ne s'affirma complètement qu'en 1888.

Mais, à part ces divergences particulières, un

seul esprit anima, pendant leurs premières années d'existence, les socialistes anglais de tous les partis : l'esprit révolutionnaire. C'est ce que l'on peut voir dans tous les écrits de l'époque, c'est ce que les chefs eux mêmes, William Morris, Bernard Shaw, Sydney Webb, ont avoué plus tard. La plupart des trade-unionistes avancés ou *Nouveaux Unionistes* n'étaient pas moins pénétrés de cet esprit que les socialistes, et ceux-ci annonçaient déjà, pour 1889, une révolution qui ne le cèderait en rien à celle qui, un siècle auparavant, avait fait table rase de l'ancien régime en France.

Ce fut cependant le contraire qui arriva : en effet, avant la fin de cette même année 1889, l'orientation presque générale (1) du socialisme avait complètement changé en Angleterre. De révolutionnaires, les socialistes se déclaraient devenus constitutionnels *(constitutional);* au lieu de prêcher la destruction de l'état de choses existant, l'ordre du jour portait désormais la pénétration des masses par le socialisme, la conversion *inconsciente* de la société aux nouvelles théories, sa modification insensible dans le sens du programme socialiste.

Les membres de la *Fabian Society* furent les premiers à donner l'exemple de cette grande modification dans les idées. Mais c'est surtout à l'action de M.M. John Burns et Tom Mann qu'il faut attribuer sa prompte généralisation.

(1) Nous faisons une réserve pour la *Social-Democratic Federation.*

Les socialistes venaient de s'affirmer, par plusieurs victoires importantes, dans le monde trade-unioniste. En 1888, il y avait eu la grève des jeunes filles employées dans les fabriques d'allumettes : sans la moindre organisation, sans argent, elles quittèrent le travail, conduites par Mrs Besant ; celle-ci, par un travail infatigable, organisa, contrôla, dirigea cette grève, qui fut, d'ailleurs, couronnée d'un réel succès.

La grève des ouvriers du gaz qui demandaient la réduction de leurs heures de travail, réussit alors également. Enfin, tout le monde a encore le souvenir de la fameuse grève de 1889, au cours de laquelle MM. Burns, Mann et Tillet appuyèrent avec tant d'habileté et de succès les prétentions des *dockers* de Londres. Cette dernière victoire, tout spécialement, amena une foule de travailleurs aux leaders du Nouvel Unionisme, John Burns et Tom Mann. Depuis 1887, ils avaient instruit les dockers et les avaient préparés pour la lutte, en même temps qu'ils organisaient leurs forces. Aussi, après la grève de 1889, Burns et Mann se trouvèrent à la tête de 200.000 nouvelles recrues unionistes. Les *Trade-Unions* furent obligées de compter avec une pareille puissance. Quand les *leaders* se décidèrent à adopter la tactique constitutionnelle, force fut donc aux unionistes de toutes les couleurs de cesser de prêcher la révolution.

Voici l'aperçu que nous donnent M. et Mme Webb de cette nouvelle orientation du socialisme anglais

depuis 1889 : « Avec la défection du Nouvel Unionisme, disent-ils, le socialisme révolutionnaire cesse de croître; une nouvelle tactique lui succède, celle de l'action constitutionnelle, qui devient bientôt le caractère distinctif du mouvement socialiste anglais. Loin de témoigner du mépris pour le Trade-Unionisme et la coopération, les collectivistes pressent désormais tout socialiste appartenant à la classe ouvrière, de se faire, avant toute autre chose, membre de la *Trade-Union* et de la coopérative de l'endroit où il réside et, généralement, de prendre une part aussi active que possible à toutes les organisations. Loin de dénoncer les réformes particulières et locales comme des tentatives malencontreuses pouvant contrarier la marche de la révolution sociale, les *leaders* Néo-Unionistes engagent les membres à envoyer dans les *Town Councils* et les *Vestries* des représentants de leur choix et, en général, à employer leur influence électorale pour amener d'une façon régulière et constitutionnelle tous les changements qu'ils ont à cœur de réaliser. Au lieu de faire circuler des calomnies sur les membres des *Trade-Unions,* les socialistes préfèrent les inonder d'une littérature où ils recherchent moins la rhétorique et les utopies que l'exposé économique des griefs actuels de la vie industrielle. Les résolutions vagues des congrès des *Trade-Unions* sont élaborées pratiquement dans les détails ou converties en *bills* spéciaux que certains membres

du Parlement peuvent être amenés à présenter ou à défendre »[1].

S'il est intéressant de connaître comment un homme dont l'avis fait autorité dans bien des questions, se rend compte de l'orientation actuelle du socialisme anglais dans ses grandes lignes, il faut pourtant se défier de certaines idées a priori qui règnent dans cet exposé. La tactique que M. Webb attribue ici au parti socialiste tout entier est avant tout celle de la *Société Fabienne* dont il est incontestablement le *leader* principal.

Assurément, la tactique constitutionnelle est en honneur chez des socialistes autres que les Fabiens ; un moment même, elle fut adoptée d'une façon presque générale en Grande-Bretagne... et ce fut la belle période du socialisme anglais. Mais, depuis lors, le groupement socialiste de loin le plus nombreux, celui de l'*Independent Labour Party*, a été l'objet d'un revirement en sens contraire et accuse de plus en plus ses sympathies pour une orientation nouvelle; quant à la *Social-Democratic Federation,* elle se déclare franchement pour la révolution. D'ailleurs cette même année 1889 qui avait vu l'adoption de la tactique constitutionnelle, vit éclater à Paris, au congrès international des *Trade-Unions,* une scission entre marxistes et possibilistes.

L'absence d'un lien qui rattache entre eux les socialistes des divers groupes se fait sentir plus que

(1) Sydney and Beatrice Webb : *Op. cit.*, p. 399.

jamais aujourd'hui ; c'est là la principale difficulté que nous rencontrerons dans l'étude spéciale que nous allons consacrer maintenant à chacune de ces organisations.

Ce manque d'unité frappera surtout le lecteur quand, après l'examen détaillé des variétés du socialisme en Angleterre, nous nous demanderons, dans un chapitre final, quelles sont ses chances de succès dans l'avenir.

CHAPITRE II.

La Social-Democratic Federation.

Un meeting de la *Social-Democratic Federation.* — Les *Social-Democrats* disciples de Marx. — Leur isolement dans le mouvement socialiste anglais. — Comment les *Social-Democrats* envisagent la question sociale et comprennent le socialisme : M. Belfort Bax; Mrs Aveling. — La *Social-Democratic Federation* poursuit en tout la révolution sociale. — Son attitude en matière religieuse. — Son programme. — Sa tactique; insuccès de cette tactique. — Organisation de la Fédération. — Le *General Council.* — M. H. M. Hyndman.

Je me promenais un dimanche soir dans Hyde-Park. Malgré l'obscurité naissante, les groupes de flâneurs qu'attardait la magnificence de cette journée d'été circulaient encore nombreux, mais le calme du crépuscule semblait communiquer à la foule le silence et la tranquillité de toute la nature. Mon attention fut soudain éveillée par la brusque apparition d'une demi-douzaine d'hommes, qui se frayaient un passage au travers de la foule presque stationnaire. Leur allure était précipitée; leur mise étrange contrastait avec l'endimanchement général des promeneurs. Ils passaient inaperçus à la faveur de l'ombre grandissante; je les suivis des yeux jusqu'au moment où je les vis s'arrêter et se concerter quelques instants.

Alors, celui qui semblait être leur chef, un petit homme sanglé dans une longue redingote, me parut leur donner des instructions et, tandis qu'il restait seul en place, ses compagnons prirent chacun une direction différente et je les vis se glisser dans l'obscurité et se disposer de façon à entourer leur camarade comme d'un cercle assez étendu....

Après une courte attente, je les avais perdus de vue et me disposais à continuer mon chemin quand, du milieu de la foule, une rumeur s'éleva.... Je m'approchai. Le petit homme de tantôt s'était maintenant juché sur une chaise d'où il criait et gesticulait au milieu de l'inattention presque générale du public. Cependant, derrière moi retentissent quelques « *hear, hear!* » et plus loin je distingue des applaudissements. Je me retourne et me voilà nez à nez avec un des étranges compagnons de l'orateur; c'est d'eux, je le vois alors, qu'émanent les signes d'approbation. Bientôt, quelques paisibles Londoniens s'émeuvent de ces applaudissements et se portent vers l'orateur, dont la voix glapissante s'élève à mesure que le public se presse autour de lui, plus curieux et plus attentif. L'apôtre improvisé crie maintenant de toute la force de ses poumons et s'efforce de démontrer aux passants non point, comme j'eusse pu m'y attendre, les avantages du retour vers le Christ ou les suites funestes de la damnation, mais la nécessité de la lutte des classes et de la

révolution sociale. Ses amis continuent à faire de l'enthousiasme autour de lui et le tapage de l'apôtre mêlé à celui de ses fidèles attire constamment de nouveaux curieux, qui forment à présent une masse compacte.

Mais voilà venir une couple d'auditeurs d'un genre nouveau..., on ne voit émerger de l'assemblée que leurs casques pointus.... Cette vue suffit à calmer notre orateur dont les yeux perçants ont vite fait de reconnaître la police. C'en est fait et des périodes et du tribun. Celui-ci disparait comme par enchantement et la masse des curieux ne s'est pas encore dispersée que repassent devant mes yeux les mêmes hommes aux aspects singuliers dont la vue m'avait déja frappé auparavant. Inutile de chercher à les suivre, car leur démarche est, cette fois, encore plus précipitée que tout-à-l'heure. Ils ont bientôt fait de s'évanouir dans l'ombre épaisse; au reste leur départ semble chose toute naturelle à l'assistance; ils ne sont pas hors de vue que déjà les promeneurs ont repris ce maintien grave propre à la *respectability* britannique et paraissent avoir oublié qu'ils viennent d'assister à un meeting organisé par la *Social-Democratic Federation*.

Peu de jours après, je lisais dans *Justice*, l'organe hebdomadaire de la *Social-Democratic Federation,* le compte-rendu du meeting monstre que l'armée des *Social-Democrats* avait tenu à Hyde-Park le dimanche précédent. « Plus de cinq

cents personnes suspendues aux lèvres du conférencier, celui-ci interrompu à chaque instant par les applaudissements d'un public enthousiaste » et d'autres détails non moins typiques de l'article de *Justice* faisaient revivre à mes yeux d'une vie absolument nouvelle la comédie dont j'avais été le témoin à Hyde-Park; et voilà, me disais-je, en terminant ma lecture, comment on écrit l'histoire ou, plutôt, voilà le secret de cette « popularité » que la *Social-Democratic Federation* se vante de posséder à un degré éminent dans tous les centres où elle compte des affiliés. Je m'expliquais dès lors cette parole de M. Belfort Bax, un des membres les plus actifs du groupe : « Notre société, me disait-il, jouit d'une telle faveur que, seule parmi les groupes socialistes, elle peut organiser, quand cela lui plaît, une manifestation considérable dans les rues de Londres et être assurée du succès ».

L'objet de cet aperçu sera avant tout de vérifier l'assertion de M. Bax. Nous nous demanderons d'abord quelle est la position prise par la *Social-Democratic Federation* dans le mouvement socialiste anglais et comment ses chefs envisagent la question sociale. Nous examinerons ensuite en quoi consiste son programme, quelle est son organisation et jusqu'à quel point la tactique adoptée par la société est de nature à lui attirer des partisans et des admirateurs.

Comme nous l'avons vu, la plus ancienne des organisations socialistes fut fondée en 1881, sous

le nom de *Democratic Federation,* par des disciples de Karl Marx. C'est de 1883 que date la constitution définitive et le nom de *Social-Democratic Federation,* emprunté aux *Sozial-Demokraten* d'Allemagne.

Dès le principe, la *Social-Democratic Federation* se posa en défenseur des doctrines de Karl Marx; si, à diverses reprises, des scissions se produisirent et entrainèrent la formation de groupes nouveaux, le noyau primitif garda toujours, avec une fidélité jalouse, l'intégrité de son culte pour celui qu'elle appelait « le père de la démocratie socialiste internationale ». C'est à cela qu'il faut attribuer la lenteur des progrès de la société et aussi l'isolement successif qui s'est fait autour d'elle et que son intransigeance a toujours favorisé, à partir du jour même de sa constitution définitive. Cette attitude a éloigné du groupe marxiste plusieurs collaborateurs importants. En 1884, c'étaient William Morris, Belfort Bax, M. et Mme Aveling (1) qui quittaient la *Social-Democratic Federation* pour former la *Socialist League.* En 1886, c'étaient deux autres *leaders,* C. E. Fitzgerald et J. Macdonald, qui fondaient, en dehors de la société et avec le concours d'un certain nombre de membres, la *Socialist Union.* Un peu plus tard, enfin, John Burns se voyait frappé d'ostracisme pour ses opinions trop libérales.

(1) M. Bax et les Aveling sont aujourd'hui rentrés dans la Fédération.

L'année 1889 voyait éclater la rupture ouverte des Fabiens possibilistes et des *Social-Democrats* marxistes. Cette dernière scission perdure encore; elle a résisté même aux tentatives conciliatrices de quelques pacificateurs malavisés du continent. En effet, lors de la dernière exposition de Paris, le conseil municipal de cette ville employa toute son influence pour tâcher de mettre d'accord les marxistes et les possibilistes anglais; il alla même, en vue de ramener la bonne entente entre ces frères ennemis, jusqu'à les inviter ensemble à une *wine-party* à l'hôtel de ville.

Quant aux efforts tentés par les divers groupes pour s'unir entre eux et former un parti socialiste homogène, ils n'ont amené jusqu'à présent que des conférences et un manifeste déclamatoire *(Manifesto of English Socialists)* publié en 1893, et signé des secrétaires de la *Social-Democratic Federation,* de la *Fabian Society* et de la *Hammersmith Socialist Society*.

Peu avant cette proclamation, M. George Bernard Shaw, un des principaux organes de la *Fabian Society,* écrivait : « Aussi longtemps que la *Social-Democratic Federation* restera ce qu'elle est aujourd'hui, il sera impossible aux Fabiens de songer seulement à fraterniser avec elle. Si pareil rapprochement s'effectue jamais dans un centre quelconque, il sera amené par ce fait qu'une section de la Fédération aura abandonné peu à peu les principes du groupe original pour se mêler

spontanément aux autres socialistes de l'endroit ».

D'autre part, un incident tout récent a été pour les *Social-Democrats* le prétexte d'une brusque rupture avec l'*Independent Labour Party :* c'est l'attitude que la majorité des membres de ce parti ont prise au Congrès International de Londres, en 1896, dans la discussion relative aux anarchistes.

Quant aux Socialistes chrétiens, les marxistes s'en moquent et « méprisent profondément leur idée d'un monde à venir embelli par un étalage théatral ». Enfin, à M. Henry George ils disent qu'il « attaque des moulins à vent » et ne voient en lui « qu'un réformateur bourgeois, croyant à la vertu des libres contrats et de la concurrence ».

La guerre, la guerre à outrance contre tout ce qui n'est pas *Social-Democrat,* tel est donc le mot d'ordre donné par le groupe Hyndman-Aveling-Bax et consorts, et, jusqu'à présent, ils ne se sont pas encore départis de cet isolement farouche et serrent les rangs autour de leur drapeau, toujours prêts à la lutte. En effet, ils s'attendent à voir « surgir » un monde nouveau où règnera, comme le dit M. Belfort Bax, « le communisme coopératif en fait d'industrie, la république internationale en fait de gouvernement et l'humanisme athée en fait de religion », et ce monde nouveau sortira, ils en sont convaincus, « des tortures d'agonie de la révolution ».

J'ai eu la bonne fortune de causér avec M. Bax

et de l'entendre exposer la façon dont ses amis et lui envisagent la question sociale et comprennent le socialisme.

« La *Social-Democratic Federation,* me dit M. Bax, envisage la question sociale comme intimement liée à la lutte des classes. La proposition fondamentale sur laquelle nous nous appuyons est celle-ci : toute la richesse vient du travail ; donc la richesse tout entière est due aux travailleurs. Or, tout le sol de la Grande-Bretagne est réparti entre trente mille personnes (1) et quant aux autres sources de la richesse, celles qui sont entre les mains des capitalistes, des prêteurs d'argent, des entrepreneurs, des chefs d'industrie et de toute la classe des marchands d'esclaves modernes, elles sont le privilége de leur argent, de leurs machines, de leur capital, de leur crédit et des autres ressources dont ils se servent pour pressurer l'ouvrier, esclave du salaire, en lui faisant produire à leur profit une plus-value toujours croissante. Aussi longtemps que les divers moyens de production seront le monopole d'une classe, les ouvriers seront forcés de vendre leur travail à un prix qui restera nécessairement à peine suffisant pour leur permettre de subsister.

(1) D'après un rapport fait pour le Parlement en 1872, il y avait en Grande-Bretagne (en chiffres ronds) 234.000 propriétaires de 1 à 100 acres, 47.000 propriétaires de 100 acres et plus et pas moins de 816.000 propriétaires de moins d'un acre. (Note empruntée à M. Emile de Laveleye : *Le Socialisme contemporain,* p. 362.)

— Le seul remède que vous proposiez pour guérir ces plaies de la société, dis-je à M. Bax, c'est naturellement le socialisme ; mais encore, qu'entendez-vous par ce mot « socialisme » dont on parle tant en Angleterre ?

— Tout d'abord, me répond-il, ce que font actuellement les gens comme John Burns, Sydney Webb, Bernard Shaw et, en général, tous ces « bourgeois » qui adoptent la façon de voir de la *Fabian Society,* ce n'est pas là, à proprement parler, ce que *nous* appelons du socialisme. Quand ils demandent et obtiennent des réformes conçues dans un esprit démocratique, ils ne font avancer en rien le succès de notre cause, car d'autres, des non-socialistes, marchent de concert avec eux sur ce terrain où ils les ont d'ailleurs précédés. Pour nous, — et ici le masque décharné de M. Bax s'épanouit, tandis que son regard s'illumine, — nous nous attachons à défendre partout, toujours, cet idéal qui contient tout le programme de la Fédération : *l'organisation communiste ou collectiviste de la propriété des moyens de production, de distribution et d'échange, son contrôle par un état démocratique dans l'intérêt de la communauté, l'émancipation complète du travail, aujourd'hui dominé par le landlordisme et le capitalisme, et l'établissement de l'égalité sociale et économique entre les sexes.* Ce socialisme-là est le seul vrai, le seul que nous reconnaissions. Nous demandons le collectivisme dans la production, le communisme dans la distri-

bution, et nous repoussons les solutions intermédiaires, car ce que nous poursuivons, c'est le *socialisme intégral* ».

M. Bax reconnait d'ailleurs que cette intransigeance n'est guère de nature à assurer le succès à la propagande de la Fédération.

« La Fédération, me dit-il, a volontairement tout sacrifié à son programme : faveur des masses, nombre des adhérents, avantages de toute sorte. Personnellement, notre attitude et notre qualité de membres de la *Social-Democratic Federation* ne nous ont valu que des désagréments. M. Hyndman, autrefois dans l'opulence, a perdu, à nous soutenir, plus de la moitié de ses revenus et a échoué dans plusieurs campagnes parlementaires. Un autre membre, M. A. Smith, correspondant spécial du *Times,* s'est vu fermer un avenir splendide et a perdu sa place, à cause de son socialisme. Il en est de même de nos membres ouvriers ou employés. Leur qualité de *Social-Democrat* ne leur procure jamais le moindre avantage et, bien au contraire, leur vaut souvent d'être mis à la porte par leur patron ».

— Mais alors, pourquoi restez-vous *Social-Democrat?*

— Pourquoi? Mais n'est-ce donc rien de défendre le socialisme pour lui-même, pour la beauté de sa doctrine? Notre programme, mais c'est notre religion. Les catholiques du continent disent qu'il est impossible de retrancher ou de modifier un

seul article de leur *Credo,* sans renier leur foi tout entière. Nous agissons de même à l'égard du socialisme. De plus, continue M. Bax, le seul avenir du socialisme en Angleterre est dans un parti absolument distinct, indépendant de toute influence étrangère et s'en tenant rigoureusement aux principes de Karl Marx. Or, nous nous flattons, à l'heure qu'il est, d'être ce parti; nous sommes la seule organisation vraiment, purement, intégralement socialiste ».

M. Bax me paraît vivre beaucoup d'espoir. Il a, ainsi que ses amis, une foi presque illimitée dans sa méthode. « Si nous ne sommes pas encore plus nombreux, me dit-il, il faut l'attribuer aux circonstances difficiles qui accompagnèrent la naissance de la société. Sur le continent, les socialistes ont été presque partout les premiers à grouper les ouvriers. Ici nous avons été devancés par les *Trade-Unions* et les sociétés de coopération. D'ailleurs, les socialistes allemands, si forts aujourd'hui, n'étaient pas plus puissants que nous ne le sommes, après le même nombre d'années d'existence. D'autre part, nous avons la ferme confiance qu'un jour nous compterons dans nos rangs tout ce qui fera encore profession de socialisme en Angleterre. Les Fabiens et quelques radicaux, leurs alliés, qui se bornent, comme eux, à faire ce qu'on est convenu d'appeler du « socialisme d'Etat », se sentent en baisse depuis les dernières élections et se joindront tôt ou tard à la *Social-Democratic Federation*. Les trade-

unionistes sont également en bonne voie; quant aux membres de l'*Independent Labour Party*, une moitié passera à l'anarchie, tandis que l'autre aboutira fatalement chez nous ».

Ecoutons maintenant la citoyenne Eleonor Marx Aveling, la fille du Maître. Par sa double nationalité, par ses rapports avec les principaux socialistes de toute l'Europe et sa connaissancc approfondie de plusieurs langues, elle est la personnification vivante du socialisme international.

Comme je lui expose mes doutes concernant l'opportunité de la guerre des classes pour l'avancement des problèmes sociaux.... « Vous ne nous comprenez pas, interrompt-elle; vous n'êtes pas le seul d'ailleurs à nous reprocher notre « intransigeance »; tout le monde parle comme vous et on ne comprend pas que nous rejetions de toutes nos forces le socialisme paisiblc en honneur chez les Fabiens et admiré sous prétexte qu'il est « si bien adapté à l'esprit anglais ».... Mais, songez donc qu'il nous est impossible de suivre une pareille ligne de conduite. Nous partons en effet de cette donnée : qu'actuellement, la guerre des classes est un fait, en Angleterre comme partout et plus que partout ailleurs. »

Ici, Mrs Aveling est plus explicite encore, dans ses déclarations, que M. Belfort Bax. « C'est justement, continue-t-elle, ce fait, spécial à l'Angleterre, que les classes moyennes et supérieures ont pris l'initiative des réformes sociales et vont à

l'ouvrier, c'est ce fait qui nous impose la reconnaissance de la lutte des classes. En effet, parmi ces capitalistes, les uns, comme Lady Dilke, par exemple, agissent sous l'empire de la pitié, sont réellement touchés de la misère du peuple et s'efforcent de lui faire « du bien », au sens bourgeois du mot; et certes nous admettons que les gens de cette classe puissent avoir un cœur comme nous; d'autres, au contraire, tels les organisateurs et les enquêteurs de la *Royal Commission on Labour,* s'efforcent, à grand renfort de *blue books,* de montrer aux ouvriers que les landlords ne veulent pas rester en arrière, mais prennent à cœur les intérêts des salariés. Mais au fond, qu'est-ce que tout cela, sinon des machines de guerre destinées à conjurer le socialisme ou, tout au moins, à l'atténuer? Donc, si nous voulons rester fidèles au drapeau socialiste, nous *devons* voir dans tous ces bourgeois plus ou moins avancés nos pires ennemis; il nous faut les combattre dans une lutte à mort et préparer les esprits à la révolution sociale ».

L'intransigeance qui s'affirme dans de semblables déclarations est la note distinctive de tout ce qui touche à la *Social-Democratic Federation.* On la retrouve dans ses expositions doctrinales, on la voit percer dans son programme, on la découvre dans sa tactique et jusque dans son organisation matérielle.

Ce serait sortir du cadre de cette étude que de

nous étendre sur les doctrines de la Fédération. MM. Hyndman et Bax, dans leurs ouvrages théoriques, ne font que reproduire l'enseignement de Karl Marx, avec cette différence que leurs expositions sont peut-être plus obscures encore que l'original.

D'autre part, les membres des diverses organisations socialistes anglaises s'accordent assez bien sur le terrain de la doctrine pure et, d'ailleurs, à l'exception des *Social-Democrats,* ils ne s'aventurent que fort rarement sur ce terrain.

Il est un point, cependant, auquel nous nous arrêterons, parce que nous y voyons un symptôme marqué de l'exclusivisme de la *Social-Democratic Federation :* c'est l'attitude de celle-ci en matière religieuse. Chez les socialistes des autres organisations, on ne trouve nulle part de manifestation extérieure d'un sentiment hostile à la religion. Les uns, tels les Fabiens, sont indifférents; d'autres, et parmi eux un bon nombre de membres de l'*Independent Labour Party,* se déclarent favorables à une certaine religiosité; enfin, les *Christian Socialists* voient dans les théories collectivistes le corollaire direct des principes de l'Evangile. Chez les *Social-Democrats* c'est tout le contraire.

« Parmi les dangers qui nous menacent, écrit l'un d'eux dans *Justice,* il en est un dont nous devons spécialement nous garder : nous devons veiller à ce que les amis nouveaux qui nous arrivent n'obscurcissent pas les bases purement matérialistes du socialisme par des doctrines ayant un caractère théologique ou un idéal spéculatif » (1).

(1) *Justice,* 20 janvier 1890.

« Il ne faut pas, écrit M. Edward Aveling, que les socialistes admettent la croyance au surnaturel. Le socialisme est un fait scientifique basé sur d'autres faits scientifiques »[1].

Ailleurs les *Social-Democrats* sont encore plus explicites et s'attaquent directement au christianisme, qu'ils regardent comme essentiellement opposé au socialisme et inféodé au capitalisme.

« Avec ses vues étroites, son caractère égoïste et individualiste, l'enseignement moral du Christ, écrit M. Bax, apparait à tous ceux qui ont quelque connaissance du socialisme comme n'ayant pas le moindre point de contact avec ce dernier.... L'Evangile impose un état de « sainteté individuelle » auquel la majorité ne peut atteindre et qui aboutit presque fatalement à l'apothéose des faquins ou à l'hystérie épileptique.... Mais si cette doctrine ne produit pas d'effets utiles dans les cas exceptionnels où elle est suivie, elle entraîne des conséquences désastreuses pour la généralité des hommes. Le christianisme n'a eu de succès, en tant que force morale, que chez des individualités isolées. Son action sur les masses a misérablement échoué, comme c'était à prévoir... »[2].

Ecoutons encore M. Edward Aveling :

« Le christianisme et le capitalisme se soutiennent mutuellement. Ce sont des frères Siamois; ils doivent vivre et mourir ensemble ; un coup porté à l'un est un coup porté à tous deux. Le christianisme n'est que le complaisant serviteur du capitalisme. C'est, en effet, le christianisme qui abusa, par la promesse de la béatitude future, de cette belle vierge appelée le Travail et qui la livra ensuite au capitalisme.... Dans le christianisme nous voyons non seulement le soutien du plus grand des maux de notre société, mais aussi un système dont les principes fondamentaux corrompent la pensée humaine en la distrayant des objectivités matérielles du présent; c'est pour cela que nous combattons ces doctrines. Le christianisme et le capitalisme sont si indissolublement unis, le bonheur des races futures dépend si intimement de leur chute, que nous répétons, en le modifiant, le cri de Voltaire : « Ecrasons les infâmes »[3].

(1) Edward Aveling. *Christianity and Capitalism.*
(2) Belfort Bax. *Ethics of socialism.*
(3) Edward Aveling. *Op. cit.*

Nous passerons maintenant au programme de la *Social-Democratic Federation.*

Mais ici une remarque préliminaire s'impose. En ne nous attachant qu'aux termes dans lesquels sont énoncés l'objet de la société(1) et son programme, on pourrait croire que l'idéal des *Social-Democrats* sera réalisé lorsque le collectivisme aura commencé à régner. Il n'en est point ainsi cependant.

« Il ne faudrait pas supposer, écrit M. Joseph Chatterton, que par la simple remise des biens entre les mains de l'Etat nous aurons réalisé le socialisme.... Déjà aujourd'hui, le service postal, la fabrication des armes, etc., sont aux mains de l'Etat, mais cette propriété collective est dirigée par des capitalistes, en faveur des capitalistes et d'après des principes capitalistes. Nous pouvons conclure de là au danger du collectivisme. La propriété n'est qu'un état de transition et, par elle même, elle est insuffisante à guérir les malheurs sociaux. Le socialisme ou, pour mieux dire, l'état de démocratie socialiste *(Social-democracy),* renferme en lui-même sa définition : il signifie, en effet, la propriété *socialiste* ou collective et le contrôle *démocratique* de tous les moyens et instruments de production, la complète *démocratisation* de l'organisme politique, en même temps que la véritable liberté économique, que seul le socialisme peut procurer »(2).

Voici les principales réformes que comporte le programme de la *Social-Democratic Federation :*

« I. — Tous les organisateurs et administrateurs de la société future seront élus par le suffrage universel et direct des adultes et entretenus aux frais de la communauté.

» II. — La législation sera l'œuvre du peuple ; un projet de loi ne deviendra obligatoire que quand il aura reçu l'approbation de la majorité du peuple.

(1) Voir p. 55.

(2) Joseph Chatterton : *The practicability of Social-democracy,* p. 22.

» III. — Abolition de toute armée permanente ; organisation des citoyens en force nationale armée (*National citizen force*) ; le peuple décidera de la guerre ou de la paix.

» IV. — L'instruction à tous les degrés sera obligatoire, laïque, industrielle et gratuite pour tous.

» V. — L'administration de la justice sera gratuite pour tout le monde.

» VI. — Les moyens de production, de distribution et d'échange, y compris le sol, seront déclarés propriété commune ou collective et traités comme tels.

» VII. — Les moyens de production et de distribution de la richesse seront administrés par la communauté dans l'intérêt commun de tous ses membres.

» Moyens transitoires. — Pour atténuer (*palliate*) les maux de la société actuelle, la *Social-Democratic Federation* réclame l'adoption immédiate des mesures suivantes :

» Construction obligatoire d'habitations salubres pour le peuple ; location de ces habitations à un prix suffisant seulement pour couvrir les frais de construction et d'entretien.

» Instruction gratuite, technique et laïque, obligatoire à tous les degrés ; entretien gratuit des enfants dans les écoles de l'Etat.

» Défense d'employer les enfants dans n'importe quel métier avant l'âge de seize ans ; pénalités rigoureuses frappant les patrons qui contreviendraient à cette loi.

» Fixation de la durée du travail à 8 heures par jour ou 48 heures par semaine.

» Impôt progressif frappant tous les revenus excédant trois cents livres par an.

» Appropriation par l'Etat des chemins de fer et des canaux. — Propriété et contrôle municipaux du gaz, de l'éclairage électrique, du service des eaux et des tramways.

» Extension des banques dirigées par l'administration des Postes *(Post office banks)*, de façon à leur faire absorber toutes les institutions privées qui retirent un profit des opérations monétaires ou de crédit.

» Abolition de la Dette Publique.

» Nationalisation du sol et organisation de groupes agricoles sous le contrôle de l'Etat et des communes et sur une base coopérative.

» Désétablissement de toutes les Eglises d'Etat ; suppression de leurs dotations. — Etablissement de pensions pour les vieillards et les infirmes. — Adoption par la communauté de toutes les personnes ayant atteint l'âge de cinquante ans, ces personnes ayant néanmoins l'option de continuer à travailler. — Etablissement d'hôpitaux municipaux. — Contrôle municipal des approvisionnements d'aliments et de charbon. — Abolition du système actuel des workhouses. — Ouvrages utiles à faire exécuter par les sans-travail.

» En vue de la réalisation paisible de ces divers objets, la *Social-Democratic Federation* demande encore les réformes suivantes :

» Paiement des membres du Parlement et des corps publics locaux. — Paiement par le Trésor des frais électoraux obligatoires *(official.)* — Suffrage des adultes. — Parlement annuel. — Représentation proportionnelle. — Ballotage (1). — Abolition de la monarchie et de la Chambre des lords. — Droit d'initiative pour tous les citoyens. — Etablissement du *referendum*. — Extension des pouvoirs des conseils de comtés, de villes, de districts et de paroisses. — Indépendance législative de toutes les parties de l'empire ».

L'examen de ce programme de réformes laisse clairement percer le but de la Fédération. « Celle-ci, en effet, comme le fait remarquer M. Albert Métin, ne s'intéresse qu'aux réformes qui préparent indirectement la révolution sociale, soit en donnant aux prolétaires le temps et les moyens de se grouper (journée de huit heures, éducation gratuite à tous les degrés), soit en habituant l'opinion à ne plus respecter la propriété individuelle (impôt progressif sur le revenu, répudiation de la Dette Publique, nationalisation du sol, des chemins de fer). Pour les *Social-Democrats*, ces mesures n'ont

(1) Comment le principe de la représentation proportionnelle et celui du ballotage seront-ils réunis dans le nouveau système électoral ? Le programme de la Fédération est muet sur ce point.

aucune utilité en elles-mêmes; elles ne sont que des moyens de rendre la guerre des classes plus violente »[1]; eux-mêmes les qualifient de *palliatifs*.

Nous ferons la même remarque à propos de la tactique de la Fédération. Celle-ci comprend deux objets : c'est d'abord d'exciter les esprits à la révolution sociale et de préparer les voies à celle-ci en rendant plus aigus les conflits actuels, mais c'est aussi de faire prévaloir cette idée qu'étant seule dépositaire du vrai socialisme, seule la Fédération a droit aux sympathies et à la reconnaissance de ceux qui veulent l'émancipation des travailleurs. Pour réaliser ce double but, elle emploie deux moyens : l'éducation et l'action politique indépendante.

Comme nous le verrons au chapitre suivant, la tactique de la *Social-Democratic Federation* diffère, sous tous rapports, de celle de la *Fabian Society*. Tandis que cette dernière n'a de confiance que dans l'évolution *(evolutionary methods)*, la Fédération met tout son espoir dans la révolution. Cette idée de la révolution paraît être la préoccupation constante de tous ses efforts. Elle se retrouve dans les conférences des membres, elle fait l'objet de plusieurs des *tracts* que la *Social-Democratic Federation* distribue par milliers dans toute l'Angleterre, elle s'affirme encore davantage dans les colonnes de *Justice*.

(1) ALBERT MÉTIN : *Revue Blanche*, 1896.

« Y a-t-il, demande cette feuille, y a-t-il aucun véritable socialiste assez naïf pour s'imaginer que le travail aura jamais la jouissance de ses droits grâce à la seule action parlementaire?... Non, jusqu'au jour où ils auront la majorité absolue dans les deux chambres du Parlement, dans le Cabinet et dans les Cours de justice, jusqu'à ce jour les travailleurs n'entreront jamais en possession de leurs droits d'une façon constitutionnelle. Et avant que ce temps soit écoulé, ils seront devenus assez forts pour les acquérir par une autre voie »(1).

D'autre part, tandis que les Fabiens se proposent seulement *de contribuer à amener la socialisation des ressources industrielles du pays,* la *Social-Democratic Federation* se propose *d'enrôler dans ses rangs tous les prolétaires du pays et de socialiser elle même l'industrie nationale.* « La Fédération ne cesse de crier bien haut qu'elle seule représente les vrais intérêts du parti ouvrier anglais et elle ne tient pas un homme pour socialiste si elle ne peut le compter parmi ses membres » (2).

C'est donc une des tendances nécessaires de sa politique de dénoncer, comme induisant le peuple en erreur, les Fabiens, les Indépendants, les trade-unionistes, les coopérateurs, les radicaux et jusqu'aux *teetotalers* (membres des sociétés de tempérance).

Aux Fabiens elle reproche leur tactique de pénétration lente, leur « *permeation* ». Elle les accusait, récemment encore, dans *Justice,* « d'avoir fait circuler au Congrès International de

(1) *Justice,* 9 décembre 1893.

(2) George Bernard Shaw : *The Fabian Society : what it has done and how it has done it.*

Londres une déclaration où ils repoussent tous les principes du socialisme, pour les remplacer par un mélange de théories empruntées au *Daily Chronicle* » (journal radical avancé)(1). Parce que les Fabiens ont reconnu l'impossibilité de supprimer tout d'un coup le régime du capital et du salariat, la Fédération les accuse « d'enseigner que le socialisme ne vise pas à l'abolition des salaires »; elle les accuse « de n'être que des « bourgeois », des « *middle-class men* », qui, sans constituer pour le socialisme anglais un danger sérieux, lui causent pourtant des désagréments considérables; d'ailleurs, continue la feuille socialiste, tous les *tracts* de la société Fabienne, mis ensemble, malgré les qualités que l'un ou l'autre d'entre eux peut renfermer, n'ont pas jusqu'ici produit l'effet d'une seule grève qui ne réussit pas(2).

La Fédération n'est guère plus tendre pour l'*Independent Labour Party,* auquel elle reproche en termes amers la tolérance dont ses chefs ont fait preuve vis-à-vis des anarchistes, en cherchant à les faire admettre au congrès de Londres, contrairement à la résolution de Zurich. « Ces deux idées, l'action collective, démocratique socialiste et politique, d'une part, et l'initiative individuelle et anarchiste, de l'autre, sont absolument incompatibles;... l'*Independent Labour*

(1) *Justice,* 1er août 1896.
(2) *Justice,* 29 juillet 1896.

Party le reconnaîtra un jour »(1). Au congrès de la *Social-Democratic Federation* tenu à Londres les 2 et 3 août 1896, deux résolutions, la première à l'effet de réunir dans un parti homogène les forces de la *Social-Democratic Federation* et de l'*Independent Labour Party,* la seconde demandant aux *Social-Democrats* de se rallier à une attitude de « neutralité bienveillante » vis-à-vis des Indépendants, furent rejetées, l'une par 75 voix contre 13, l'autre par 68 voix contre 7.

Au surplus, le Congrès International de 1896 fournissait aux *Social-Democrats* une occasion inespérée de se montrer sous le jour le plus favorable aux socialistes du continent et de tâcher d'éclipser leurs co-délégués du Royaume-Uni. Ils ne se firent pas faute d'en profiter et, grâce à l'extrême habileté de leurs chefs, ils surent arriver à dominer véritablement les débats du Congrès. Leur nombre était relativement considérable; en effet, sur 475 délégués envoyés par les Iles Britanniques, les *Social-Democrats* en comptaient 118; d'autre part, les membres les plus influents de la Fédération faisaient partie de la Direction du Congrès. Les *Social-Democrats* avaient en outre fait choisir par le comité d'organisation, comme traducteurs attitrés, M. Adolphe Smith, un des leaders de la *Social-Democratic Federation,* et M[rs] Aveling. Enfin, grâce à quelques flatteries à l'adresse des chefs marxistes du con-

(1) *Justice,* 29 juillet 1896.

tinent et à l'attitude pacifique qu'ils surent adopter pendant les séances tumultueuses du « Congrès de la Paix », ils firent une impression profonde sur la plupart des délégués étrangers; ceux-ci quittèrent Londres avec la conviction que la *Social-Democratic Federation* représente en Angleterre le véritable parti socialiste international. Les *Social-Democrats* réussirent aussi à faire prévaloir cette idée, — qui leur est chère, on le comprend, — qu'à l'avenir les congrès internationaux devraient être réservés aux partisans de la démocratie socialiste.

Quant aux *Trade-Unions* et aux coopératives, est-il besoin de dire qu'elles ne sont guère à l'abri des invectives des marxistes? La plupart des membres de la *Social-Democratic Federation* sont, il est vrai, trade-unionistes et coopérateurs et les chefs ne manquent pas d'en faire état le plus souvent possible. Cela n'empêche qu'aux yeux des *Social-Democrats,* la seule ligne de conduite raisonnable à suivre par les trade-unionistes et les coopérateurs serait, en fin de compte, de renoncer à leurs buts respectifs pour s'adonner à la pure démocratie socialiste.

A ce sujet, voici quelques extraits concluants d'une brochure de M. H. Quelch, éditeur de *Justice (Trade-Unionism, Cooperation and Social-Democracy).* Après s'être attaqué au Vieil-Unionisme, M. Quelch s'exprime ainsi :

« Le Nouvel-Unionisme diffère du Vieil-Unionisme en ce qu'il

a foi dans l'action politique et partage des idées plus « avancées ». Mais il est bien à craindre que le « Nouvel » Unionisme ne soit autre chose qu'une espèce de « Vieil » Unionisme à l'usage des travailleurs non spécialisés *(unskilled)*. Nous voulons dire par là que le Nouvel-Unionisme correspond véritablement au Trade-Unionisme et non pas à la démocratie socialiste. Le Trade-Unionisme reconnaît la légitimité du système actuel de la société, il rend justice au capitalisme et défend l'esclavage du salariat, en cherchant seulement à rendre plus douce la tyrannie de l'un et plus supportable les maux engendrés par l'autre ; la démocratie socialiste a pour but LA DESTRUCTION DE TOUT LE SYSTÈME. Le Trade-Unionisme n'est utile, à notre point de vue, que parce qu'il peut éventuellement servir de moyen à cette dernière fin, en améliorant la situation de l'ouvrier juste assez pour rendre l'ouvrier mécontent de cette situation.... Il en est de même des sociétés coopératives qui dégénèrent presque toujours en associations de capitalistes et imposent, pour la plupart, à leurs ouvriers et employés, un travail excessif et des salaires trop bas....

» Nous voyons donc, continue M. Quelch, que ni le Trade-Unionisme ni la coopération, tels qu'ils existent aujourd'hui, ne peuvent résoudre le grand problème social soulevé par ce fait que les plus actifs sont les plus pauvres ; ces organisations sont donc incapables aussi d'émanciper les ouvriers. Assurément, si le Trade-Unionisme devenait une fédération universelle du travail et s'emparait des pouvoirs publics en vue d'organiser l'industrie et de contrôler la production et la distribution, il n'aurait plus qu'un pas à faire pour réaliser l'émancipation des travailleurs. Mais cela, ce serait de la démocratie socialiste et, quelque utiles que les *Trade-Unions* aient pu être ou soient encore, elle ne sont pourtant pas des organisations socialistes et ses membres ne sont pas des démocrates socialistes. De même, si la coopération devenait générale, s'étendait à tous les ouvriers, règlait les travaux à exécuter en tenant compte des besoins de la communauté et employait ses efforts à satisfaire ces besoins, au lieu de réaliser des bénéfices, elle serait bien près du but que nous avons signalé. Mais, encore une fois, ce serait là de la démocratie socialiste et les coopérateurs d'aujourdh'ui ne sont pas des démocrates socialistes. Quelle est donc la conclusion logique à tirer de tout cela, si ce n'est que les Trade-Unionistes aussi bien que les membres des sociétés coopératives devraient se faire *Social-Democrats*.

En présence de cette antipathie peu déguisée de la *Social-Democratic Federation* pour tout ce qui n'est pas elle, le lecteur n'a pas de peine à se figurer quelle est son attitude dans la conquête des pouvoirs publics. La Fédération attache une importance toute spéciale à l'action parlementaire : elle l'a fait voir plus que jamais au dernier Congrès International. Mais elle refuse tout appui à n'importe quel candidat, s'il n'est pas pris dans son sein. Un de ses orateurs soutient-il dans un meeting un candidat étranger à la Fédération, celle-ci le renie aussitôt. Par un manifeste de juin 1892, le comité exécutif de la Fédération décida qu'aucun de ses membres ne pourrait donner sa voix à un candidat choisi en dehors d'elle. La Fédération choisit ses propres candidats sans consulter ses voisins et, quand elle en a les ressources, elle les envoie au poll, « sans songer seulement, comme l'a fait remarquer M. G. Bernard Shaw, que cette façon d'agir peut amener parfois l'élection du moins socialiste des candidats en présence ». Depuis 1892, les mêmes prescriptions ont été adoptées chaque année par la société. Le règlement publié en 1896 porte qu' « aucun membre ne peut poser sa candidature à un siége parlementaire, si ce n'est en qualité de *Social-Democrat* et avec l'assentiment du comité central ».

Cette tactique exclusiviste est peu faite pour rallier à ses auteurs les sympathies du public anglais. En tout cas devrait-elle, pour être cou-

ronnée de succès, s'appuyer sur une grande puissance de recrutement. « Elle fut décidée, écrit M. G. Bernard Shaw, dans ces jours d'enthousiasme, où tous nous nous laissions bercer par la conviction qu'il suffisait d'exposer le socialisme aux classes ouvrières, pour amener dans nos rangs les travailleurs non seulement de l'Angleterre, mais de toute l'Europe, — que dis-je, du monde entier. Cette tactique serait irréprochable si, sur cinq citoyens anglais, quatre étaient membres de la *Social-Democratic Federation*. Mais l'expérience d'un demi-siècle d'agitation a prouvé qu'un pareil résultat ne peut être atteint. La Fédération, dans chaque centre populaire où elle existe, ne forme en réalité qu'une minorité aussi insignifiante que celle des Fabiens. Les plus capables des agitateurs populaires que la Fédération ait jamais produits, John Burns et Tom Mann, eurent vite fait de la quitter dès qu'ils eurent assez d'expérience politique pour voir que l'union de tous les membres de la nation dans les rangs de la *Social-Democratic Federation* ne peut jamais être qu'un rêve » (1).

Et le cas de MM. Burns et Mann ne constitue pas une exception : comme les *Social-Democrats* sont mal disposés contre quiconque leur est étranger, il en résulte que, loin de s'attirer les faveurs du public, ils ne réussissent qu'à se rendre antipathiques à la plupart des non-affiliés et ne se font prendre au sérieux par presque

(1) G. Bernard Shaw : *Op. cit.*

personne. Il semble donc que la *Social-Democratic Federation* soit condamnée à n'être, d'ici à longtemps, qu'un groupe infiniment restreint, sans influence spéciale sur les masses, sans crédit aucun auprès des hommes qui se trouvent à la tête du mouvement politique et social : ceux-ci, contrairement aux principes de la Fédération, appartiennent presque tous à l'un des deux grands partis politiques anglais, et, de plus, nombre d'entr'eux sont coopérateurs, *teetotalers,* trade-unionistes.

D'ailleurs, les chefs de la Fédération se rendent eux-mêmes parfaitement compte de ce que leur influence et leur succès sont tout au moins stationnaires. Interrogez Hyndman, Aveling, Bax et les autres : tous vous diront que jamais la démocratie socialiste n'a été plus florissante et n'a fait de plus grandes choses qu'à l'heure actuelle. Mais jamais il ne vous arrivera d'apprendre de leur bouche ou de découvrir dans leurs écrits quel est le nombre de leurs adhérents. Le rapport présenté à l'assemblée annuelle de la Fédération est toujours muet sur ce point. La seule donnée précise que nous possédions, c'est qu'aux élections générales de juillet 1895, la *Social-Democratic Federation* a réuni sur quatre candidats un ensemble de 3730 voix. Mais, d'une part, ce chiffre est plus élevé que celui des membres alors inscrits, car il comprend des électeurs appartenant à l'*Independent Labour Party* ; et, d'autre part, il ne renferme que les adhérents électeurs et ce dans les endroits seulement où la Fédération entrait en lice.

Si la Fédération est en lutte avec le dehors, il ne semble pas non plus que l'union parfaite règne entre ses membres. Nous ne parlons pas ici des froissements personnels qui amenèrent, à diverses reprises, des scissions dans la société et qui en ont tenu éloignés, jusqu'il y a quelques mois, M. et M[me] Aveling; nous avons surtout en vue les rancunes sourdes que provoquent, chez certains Fédérés des provinces, d'une part, la tactique suivie par le comité central, de l'autre, l'organisation de la Fédération.

La tendance en faveur d'une attitude plus conciliante se manifeste spécialement à Burnley, ville industrielle du Lancashire et l'un des centres les plus importants de la Fédération, qui y compte 500 membres. « Je voudrais, me dit à ce propos M. Hallard, que la Fédération ne refuse pas *toujours* de s'allier avec les membres d'autres partis, qui, si souvent, agissent comme elle le ferait elle-même et pourraient lui être d'un concours précieux sur le terrain électoral. D'autre part, ce serait, je crois, une grosse faute de n'admettre plus, au prochain Congrès International, que des démocrates socialistes et surtout d'en exclure les trade-unionistes. » M. Hallard est à Burnley le chef d'une petite côterie de « jeunes » qui partagent sa façon de voir. Jusqu'à présent ils sont peu nombreux, leurs allégations sont timides et ils n'ont garde encore de lever la tête; ils ne voudraient même pas convenir du relâchement de

leurs principes. Pour le public, ils sont toujours aussi intransigeants que par le passé et repoussent toute idée de compromission. « Telles sont en effet, me dit M. Hallard, *les instructions venues de Londres* et qui doivent être suivies à la lettre. » Et de fait, la Fédération, qui a mis de la démocratie jusque dans le choix de son nom, n'est rien moins que démocratique en ce qui concerne son organisation et les rapports de la métropole avec les affiliés des provinces.

Ceux-ci sont, il est vrai, divisés en organisations séparées *(branches)*; ces *branches* paraissent jouir d'une certaine autonomie, en ce sens que le règlement général de la Fédération leur permet de choisir elles-mêmes leurs comités spéciaux de direction et même « de prendre telles décisions qui leur paraissent en conformité avec leurs besoins, sans s'écarter toutefois des principes généraux de la Fédération ». Il y a actuellement 134 de ces *branches,* réparties sur toute la Grande-Bretagne [1], mais nombreuses surtout à Londres, qui en compte 43, et dans le Lancashire, où il y en a 37. Chacune de ces *branches* doit s'occuper activement de propagande locale, au moyen de nombreuses conférences, de meetings, de manifestations en plein air et par la vente des publications de la société. Plusieurs de ces succursales mènent en outre

(1) Ce nombre de *branches,* considérable, si on le compare au total des membres, s'explique par ce fait qu'il suffit de l'entente de *six* membres pour constituer une *branch* nouvelle.

vivement la campagne politique et présentent, de temps à autre, des candidatures tirées de leur sein, dans les élections locales.

Mais ce qui est moins démocratique, peut-être, c'est l'importance du rôle attribué au ressort principal de la Fédération, le *General Council,* comité central siégeant à Londres et donnant l'impulsion aux *branches*. Celles-ci ont, il est vrai, le droit d'envoyer au *General Council* les délégués dont il est composé. Mais comme les groupes des provinces n'ont pas, d'ordinaire, les ressources suffisantes pour payer à leurs membres les frais de résidence dans la métropole, ces groupes sont forcés de s'y faire représenter par des *Social-Democrats* habitant Londres; il s'en suit que le *General Council* est pour les organisations provinciales un corps étranger, dont les membres n'ont aucune compétence spéciale pour servir les intérêts locaux et dont les décisions, sans appel d'ailleurs, ne peuvent tenir compte des circonstances particulières.

Dès lors, on comprend le peu de sympathie des membres des *branches* à l'égard du *General Council;* c'est lui, en effet, qui ratifie la constitution des *branches* nouvelles, lui qui leur envoie, pour les premiers mois, un secrétaire de son choix, chargé d'inculquer à la nouvelle société l'esprit d'intransigeance — et de crainte respectueuse —, qui doit la guider; lui encore qui décide des questions à étudier et des réformes à exécuter lors

de l'assemblée annuelle; lui, enfin, qui dispose souverainement des colonnes de *Justice*. D'autre part, le *General Council* touche un quart de toutes les souscriptions levées par les *branches*, lesquelles ne peuvent être inférieures à un penny par mois et par tête, et il perçoit encore de son côté, chez les membres, des cotisations diverses. De plus, comme nous l'avons vu, il préside, en fait, au choix des candidats pour le Parlement. Enfin, en cas de désaccord avec une des *branches*, le *General Council* nomme la commission d'enquête à laquelle incombe le devoir de faire rapport sur le conflit et il peut toujours, si l'arbitrage ne le satisfait pas, renvoyer de la Fédération un membre récalcitrant ou même prononcer la dissolution de toute une *branch*.

De tout cela il appert que l'épithète « démocratique », que la Fédération arbore si haut, sert surtout aux marxistes d'étiquette pour dissimuler l'autoritarisme de leur organisation oligarchique : la démocratie me paraît être, dans la pensée des chefs *Social-Democrats*, un idéal destiné aux races futures épurées; quant aux membres actuels, ils ne connaissent encore du régime socialiste que les règlements qui les courbent sous la domination des Aveling, des Quelch, des Smith, des Bax et surtout de Hyndman.

De ce dernier on a dit, non sans raison, qu'il est le Jules Guesde du socialisme anglais. A l'étranger il passe même souvent pour le chef des socialistes du Royaume-Uni. Et cela s'explique :

seul, en effet, il a conquis insensiblement le rôle de *leader* unique dans le groupe le plus exclusivement socialiste de l'Angleterre. Il a soutenu la Fédération depuis ses débuts, par un travail constant quoique peu apparent, — car Hyndman a soin de rester le plus possible dans les coulisses ; enfin, il en est arrivé à exercer un véritable ascendant sur le petit groupe intellectuel et actif qui est l'âme de la société et, qui plus est, sa personnalité est devenue populaire même aux membres éloignés de Londres. D'imprimeur radical qu'il était avant la fondation de la *Social-Democratic Federation,* Henry Mayers Hyndman a été, depuis lors, un des premiers écrivains anglais ouvertement socialistes. Il est l'auteur du grand ouvrage *Historical basis of Socialism,* ouvrage comprenant une partie historique et une partie théorique consacrée à l'exposition plus ou moins claire de la théorie de Marx. Il vient de publier un nouveau livre : *Economics of Socialism,* et a écrit de nombreuses brochures de propagande. Homme fort instruit et des plus capables, Hyndman, s'il arrive à la chambre des Communes, sera certainement un des politiciens les plus en vue du nouveau parlement où il prendra place.

Le moment est-il prochain où M. Hyndman défendra dans l'enceinte du Parlement anglais les théories de Marx? On peut en douter si l'on considère l'insuccès qu'ont rencontré jusqu'à présent les candidatures de la *Social-Democratic Federation.*

CHAPITRE III.

La Fabian Society.

Les origines de la *Fabian Society*. — Son orientation définitive. — Base de la *Fabian Society*. — L'avis de M. Sydney Webb sur les progrès du socialisme en Grande-Bretagne; ce qu'il entend par socialisme; le programme pratique des Fabiens; la loi de l'évolution; le « parti socialiste ». — Entretien avec M. G. Bernard Shaw. — L'organisation de la *Fabian Society*. — Ses moyens d'action : 1° l'éducation du peuple. — Bibliographie; — 2° la *permeation*. — La *Fabian Society* dans ses rapports avec les organisations existant en dehors du socialisme; ses relations avec les autres groupes socialistes. — Attitude de la société en matière de presse. — Tactique électorale. — Aspirations des Fabiens vers un parti politique indépendant. — Rôle de la société depuis 1895.

Un petit noyau d'hommes et de femmes appartenant, pour la plupart, à la classe moyenne, telle fut l'origine première de la *Fabian Society*. Ces quelques personnes, que rapprochaient des occupations analogues, se réunirent pour la première fois pendant l'automne de 1883, pour discuter les idées émises par le professeur Thomas Davidson, de New-York, sur « la régénération paisible de la race humaine par le perfectionnement des individus ».

Après quelques mois de discussion, une division se produisit : les défenseurs du système de

Davidson constituèrent entr'eux la société connue aujourd'hui sous le nom de *New-Fellowship,* tandis que la majorité, se tournant vers la révolution sociale, résolut de former une société ayant pour objet l'étude du socialisme et l'élaboration d'un système de propagande active.

Les scissionnaires levèrent donc la bannière du socialisme militant et, le 14 janvier 1884, fut constituée la *Fabian Society*. Celle-ci justifiait son nom par la devise qu'elle adopta : « Vous devez attendre le bon moment, comme le fit Fabius avec grande patience, alors qu'il luttait contre Annibal et s'exposait ainsi au blâme de bien des gens ; mais, quand le temps sera venu, vous pousserez vivement à l'attaque, à l'exemple de Fabius ; sans quoi votre attente demeurerait vaine et sans profit ».

Quand nous disons que la nouvelle société justifiait son nom par sa devise, nous ferions mieux de dire qu'elle ne le justifia que plus tard, car, dans ses premières années, nous la voyons afficher des tendances révolutionnaires et même anarchiques. Elle s'était formée d'ailleurs, — nous l'avons dit, — spécialement en vue de protester contre un système de régénération lente et paisible et dans le but de commencer immédiatement la révolution. M. Bernard Shaw, un des chefs de la *Fabian Society,* l'a reconnu très nettement en 1892 :

« Quoique le même esprit pratique qui poussa les fondateurs de la Société Fabienne à une politique d'action en ait fait plus tard les adver-

saires résolus de l'insurrectionnisme, cependant le caractère constitutionnel *(constitutionalism)* qui distingue maintenant nos travaux, était encore inconnu dans les meetings de la *Fabian Society* en 1884 et 1885.... Pendant deux ans nous fûmes aussi anarchistes que la *Socialist League,* aussi insurrectionnistes que la *Social-Democratic Federation* » (1).

On peut se demander pourquoi, au lieu de se former en société distincte, les Fabiens n'allèrent pas plutôt grossir les rangs de la *Social-Democratic Federation,* dont l'esprit, — ils l'avouaient eux-mêmes, — ne différait point du leur. Cela tient au caractère particulier, qui, dès les premières années, distingua la composition de la société. Tandis que les autres groupes tirent la masse de leurs membres des rangs du prolétariat (ou du moins se vantent de le faire) et attachent la plus grande importance à leur force numérique, les Fabiens, au contraire, sont tous, les simples membres aussi bien que les chefs, recrutés dans la classe moyenne. « Au lieu de chercher à renforcer ses cadres d'ouvriers, la *Fabian Society* se limite à ceux qui la soutiennent de leurs ressources et aux propagandistes actifs et instruits qui vont répandre partout ses doctrines » (2).

Le fait de s'être constitués en société distincte

(1) G. Bernard Shaw : *The Fabian Society; what it has done and how it has done it.*

(2) Ibid.

n'a cependant pas empêché les principaux Fabiens d'être presque tous membres de l'une ou l'autre des organisations socialistes existant en dehors d'eux. Il n'y a pas, du reste, d'hostilité entre eux et les autres partis qui représentent le socialisme en Angleterre; ils ne se font pas tort les uns aux autres, chacun recrutant ses forces dans d'autres milieux.

Les différences qui, dans le principe, étaient seulement latentes entre la *Social-Democratic Federation* et la *Fabian Society* ne devaient pas tarder à grandir. En 1885, alors que les Fabiens n'étaient encore que quarante, un évènement peu important en lui même vint creuser un abîme entre les deux sociétés. « La Fédération, écrit M. Bernard Shaw en 1892, désirait alors, comme elle le désire aujourd'hui encore, adopter comme fondement de sa tactique la reconnaissance de la guerre des classes : la lutte fut donc déclarée entre le Travail et la Propriété. Etait-ce là une circonstance de nature à dispenser désormais la classe ouvrière de s'acquitter de ses devoirs sociaux envers la classe propriétaire : voilà qui ne fut jamais démontré. Mais à cette époque nous étions décidément moins scrupuleux que nous ne le sommes actuellement, dans nos idées à ce sujet; et nous disions tous : de même que la poudre à canon a été la mort de la féodalité, de même aussi le capitalisme ne pourra survivre de longtemps à l'invention de la dynamite.... C'est alors que la

Fédération entreprit une brusque et extraordinaire application de sa doctrine touchant la guerre des classes. Elle ne fit sauter personne, mais, aux élections générales de 1885, elle mit sur les rangs, à Londres, deux candidats: M. William, qui obtint 27 suffrages et M. Fielding, qui en recueillit 32. Et elle ne fit pas le moindre mystère de ce que les frais de ces élections avaient été payés par un des grands partis gouvernementaux, et cela dans le but d'enlever des suffrages au parti opposé »[1]. En effet, les tories avaient usé de cette manœuvre électorale. Toutefois, ce que Bernard Shaw, organe en cela de la *Fabian Society,* reproche à la *Fédération,* ce n'est point d'avoir accepté l'argent des conservateurs *(tory gold)* plutôt que l'argent des libéraux. Car, comme l'a dit quelque part M. Hyndman, chef de la Fédération, « *it does not smell* », il n'y a pas de différence entre l'odeur de l'or wigh et celle de l'or tory, une fois qu'il est entré dans la caisse des socialistes. « Mais, ajoute M. Shaw, le tripotage avec l'argent des tories *(the tory money job)* n'en était pas moins une grave faute de tactique. Avant cet évènement, la Fédération tenait une grande place dans l'imagination du public et des partis politiques. En effet, les tories escomptaient que les socialistes enlèveraient assez de suffrages aux libéraux pour qu'il valût la peine de payer les frais de leurs deux candidatures. Le lendemain de

(1) G. Bernard Shaw : *Op. cit.*

l'élection, chacun savait que les socialistes étaient une quantité absolument négligeable.... Ils avaient recueilli 57 voix, au prix de 8 £ la voix environ. Ce qui est pire, c'est qu'ils avaient froissé les radicaux de Londres, pour qui l'appui des tories était le comble de l'abomination. Il est difficile de dire, conclut spirituellement l'auteur, qui sortit de là avec la plus sotte figure, des tories qui avaient dépensé leur argent pour rien, ou des socialistes qui avaient sacrifié leur réputation pour quelque chose de pire que rien ».

La *Fabian Society* voulut infliger un blâme officiel à la conduite de la Fédération et, en conséquence, elle adopta, le 4 décembre 1885, l'ordre du jour suivant :

« La conduite du comité de la *Social-Democratic Federation*, en acceptant des secours pécuniaires du parti tory pour payer les frais électoraux des candidats socialistes, ne peut servir qu'à discréditer le mouvement socialiste en Angleterre. »

Si nous avons insisté sur un fait étranger dans son objectivité à la Société Fabienne, c'est que cet évènement fut gros de conséquences pour l'orientation de cette société. Regardés désormais par la Fédération comme un corps hostile, les Fabiens virent qu'ils avaient à se diriger par eux-mêmes sans chercher davantage au dehors d'eux une direction digne de confiance. Ils se séparèrent donc nettement de la Fédération et commencèrent dès lors à tourner leurs regards vers d'autres horizons que ceux que dominait l'insurrectionnisme.

Pendant les deux années qui suivirent les élec-

tions de 1885, les Fabiens restèrent dans l'ombre. Ils passèrent inaperçus au milieu de l'agitation et des troubles provoqués, en 1886 et 1887, par les sans-travail. Ce fut l'époque de ce qu'ils appelèrent eux-mêmes le « *drawing-room socialism* » (socialisme en chambre). Ce temps d'obscurité relative, ils l'employèrent à étudier les vices caractéristiques de l'industrie nationale, la meilleure adaptation du socialisme à l'esprit anglais, enfin l'orientation qu'il leur fallait suivre. « L'étude, écrit l'un d'eux, ne pouvait être le fait de ceux qui organisaient des émeutes de sans-travail; elle fut le monopole de la *Fabian Society*. » Celle-ci s'assura, en même temps, le bienveillant appui de plusieurs journaux, le *Star*, le *Chronicle*, le *Daily News*.

Pour mener de front avec leurs occupations professionnelles les travaux de cette période de préparation, les Fabiens adoptèrent un règlement auquel ils sont restés fidèles : ils se réunissaient, comme maintenant encore, le vendredi soir, de quinze en quinze jours, dans la maison de l'un des membres, pour entendre et discuter des aperçus sur les divers problèmes sociaux. C'est au cours de leurs premières réunions qu'ils inaugurèrent leur système de publication de *tracts*, ceux-ci étant préalablement soumis à la critique de chaque Fabien et à une discussion entre tous les membres.

Dès 1885, après l'affaire des élections générales, la société montre ce qu'elle sera trois ans plus tard. Ses *tracts* prêchent des méthodes de

réforme constitutionnelle et se prononcent énergiquement contre les méthodes empreintes d'insurrectionnisme ou d'anarchisme. C'est d'alors aussi que date cette tactique de pénétration *(permeation)* qui distingue les Fabiens des *Social-Democrats* et qui aura sa pleine expansion en 1888. Au lieu de s'épuiser en efforts pour amener les libéraux, les radicaux, les trade-unionistes, les coopérateurs, etc. à entrer dans la Société Fabienne, celle-ci enjoint à ses membres d'entrer eux-mêmes dans les clubs des autres partis, de se faire membre des *Trade-Unions,* des sociétés coopératives et d'engager ces organisations à ajouter à leurs programmes des articles collectivistes. En effet, tandis que les *Social-Democrats* se caractérisent par leur intransigeance, les Fabiens sont, avant tout, d'ardents opportunistes. Ils reconnaissent l'utilité des groupes socialistes autres que le leur et, loin de faire la concurrence à la *Social-Democratic Federation* ou à l'*Independent Labour Party,* ils sont, pour la plupart, membres d'une de ces organisations; bien plus, ils les aident dans le recrutement de leurs membres, en mettant à leur disposition les moyens de propagande de la *Fabian Society*.

En 1888, la société entre dans la période brillante de son existence. Son influence ne grandit plus guère après cette date, sa doctrine est fixée définitivement, sa tactique arrêtée. C'est cette phase que nous prendrons pour y placer un tableau aussi fidèle que possible de l'œuvre des Fabiens

et de la façon dont ils ont compris, dirigé et réalisé cette œuvre.

Et tout d'abord, que veut au juste la *Fabian Society ?*

La *Fabian Society,* pour ce qui concerne la définition du socialisme, ne diffère pas de la *Social-Democratic Federation,* ni des organisations collectivistes typiques de France et d'Allemagne. Elle accepte, avec toutes ses conséquences, l'idéal collectiviste, alors même que, par sa manière d'en procurer la réalisation, elle diffère des autres groupes de propagande socialiste. La « *base* » fondamentale de la société, à laquelle tout membre doit donner une adhésion expresse, ne laisse, à ce sujet, aucune équivoque :

Base de la Fabian Society.

« La *Fabian Society* se compose de socialistes.

» Elle poursuit la réorganisation de la société par l'émancipation de la terre et du capital industriel ; ceux-ci doivent être soustraits à l'appropriation individuelle et à l'appropriation par une classe, pour être remis aux mains de la collectivité, en vue du bien général. C'est de cette façon seulement que les avantages résultant naturellement d'une organisation en communauté peuvent être distribués équitablement à tout le peuple.

» En conséquence, la société travaille à l'extinction de la propriété individuelle du sol et de l'accaparement individuel qui en résulte et qui a pris la forme de rente.

» En outre, la société poursuit le transfert à la collectivité de tout le capital industriel qui peut être administré socialement sans qu'il en résulte d'inconvénient. En effet, grâce au monopole des moyens de production dont elle a joui dans le passé, la classe propriétaire a été le plus souvent seule à bénéficier des inventions industrielles et du capital engendré par le surplus des revenus,

tandis que la masse ouvrière est sous la dépendance de cette classe et en est réduite à attendre d'elle la permission de gagner sa vie.

» Une fois ces transformations réalisées, sans compensation (mais en laissant aux individus expropriés ce que la collectivité jugera bon de leur laisser), la rente et l'intérêt s'ajouteront à la rémunération du travail. La classe inutile vivant actuellement du travail d'autrui sera condamnée à disparaître, et l'égalité pratique des chances sera assurée par le jeu naturel des forces économiques, la liberté personnelle étant moins contrariée que sous le régime actuel.

» En vue d'atteindre ces fins, la *Fabian Society* travaille à répandre les idées socialistes et à appuyer les réformes sociales et politiques en harmonie avec ces idées. Elle cherche à produire ces transformations en faisant connaître au plus grand nombre de gens possible les rapports économiques, éthiques et politiques qui doivent exister entre les individus et la société.

» La *Fabian Society* agit présentement par les procédés suivants :

» 1o elle organise des réunions où sont discutées les questions qui ont rapport au socialisme ;

» 2o elle étudie les problèmes économiques, et rassemble des faits en vue de les élucider ;

» 3o elle publie des documents relatifs aux questions sociales, et des arguments en faveur de leur solution socialiste ;

» 4o elle organise des conférences socialistes et provoque des débats contradictoires dans d'autres sociétés ;

» 5o elle se fait représenter dans les conférences publiques et les discussions sociales.

» Les membres, répartis en groupes locaux, sont invités à participer à l'œuvre de la société dans la mesure de leurs capacités et de leurs ressources, surtout dans les localités où ils résident, et, bien qu'il n'y ait pas de cotisation obligatoire, on attend d'eux qu'ils contribuent chaque année à alimenter les ressources financières de la société....

» La *Fabian Society* cherche des adhérents dans toutes les classes ; elle pense que non seulement ceux qui souffrent du régime actuel, mais aussi beaucoup de ceux qui en bénéficient, en connaissent les vices, et sont disposés à bien accueillir les remèdes » (1).

(1) Voir dans la *Revue de Paris* (mars 1896), un article de M. Sydney Webb sur la *Fabian Society*.

Il m'a été donné d'entendre développer par M. Sydney Webb lui-même l'idée que ses amis et lui se font du socialisme en Angleterre.

Rien de solennel dans l'abord du *leader* Fabien. M. Webb est petit de taille; la démarche est alerte, le geste saccadé, la physionomie éveillée, railleuse, les yeux brillants, pétillants d'esprit. C'est au parloir du *London County Council* que M. Webb m'a donné rendez-vous; je l'y vois arriver après une courte attente. Les longs préambules sont inutiles en Angleterre; je demande donc immédiatement à mon interlocuteur ce qu'il pense des progrès réalisés jusqu'à présent dans son pays par le socialisme.

« Avant tout, me répond Sydney Webb, il faut abandonner cette idée préconçue que le socialisme est une conception purement théorique et irréalisable. En fait, la pratique, à l'heure qu'il est, a dépassé la théorie sur plus d'un point, spécialement en Angleterre; nous sommes à présent entourés de socialisme, l'habitude seule nous empêche de le remarquer, mais si l'on prenait la peine de relever tout ce qu'il y a actuellement de socialisme en Grande-Bretagne, il y aurait de quoi stupéfier les socialistes eux-mêmes...

— Mais, qu'appelez-vous donc socialisme?

— Je considère comme socialistes toutes les mesures prises par le pouvoir collectif dans un intérêt général, quelles que puissent être ces mesures et quels que soient leurs initiateurs. Ceux

qui ne peuvent comprendre cela sont ceux qui croient encore que le socialisme est un système tout fait, une rêverie à caractère utopique cherchant à se substituer tout d'un coup, au moyen d'une révolution, au système actuel. Rien n'est plus éloigné de notre pensée; certes, nous sommes socialistes et nous entrevoyons un état idéal et parfait de la société future, mais nous voulons, non pas que ce régime nouveau soit imposé par la force à la masse du peuple, mais que celui-ci, converti insensiblement à nos idées, arrive de lui-même à désirer et à réaliser l'idéal socialiste; de même, nous répudions les rêveries de ces utopistes, dont les uns poursuivent l'extension immédiate à toute la nation du socialisme intégral, tandis que les autres escomptent la régénération de l'humanité par le moyen de sociétés communistes, comme il s'en est fondé en Europe et surtout en Amérique.

» Pour nous, le but à atteindre, c'est un *socialisme d'Etat démocratique,* le mal à supprimer, c'est la propriété privée sous toutes ses formes : propriété du landlord qui voit sans cesse s'accroître, soit par l'effet de la rareté des subsistances, soit par l'effet du travail social, une rente à laquelle il n'a aucun droit; propriété du capitaliste, qui confisque injustement sur le travail de l'ouvrier une plus-value énorme, en ne lui laissant qu'une portion aussi minime que possible de ce qu'il a produit et en ajoutant le reste à son capital.

» Le remède est dans le mal lui même. A mesure que le sol et les capitaux seront concentrés en moins de mains, notre idéal sera plus près de sa réalisation. En effet, la propriété privée pourra être transférée de la tête d'un petit nombre de landlords sur la tête d'un landlord unique, l'Etat, presque sans que le peuple s'en aperçoive et, de même, quand les capitaux auront été finalement tous absorbés par les sociétés anonymes et par quelques particuliers riches à millions, rien ne sera plus facile que de substituer à cette armée restreinte de capitalistes le capitaliste unique qui aura nom l'Etat.

» Mais ce moment est encore éloigné; aussi bornons-nous actuellement notre activité à un *programme pratique* des plus simples et que je résumerai sous trois chefs principaux.

» En premier lieu, nous préconisons la main-mise de la collectivité sur les services qu'elle se croit en état d'exploiter elle-même. Ici, toutefois, il ne faut procéder que par degrés : dans certains cas, la collectivité se bornera à exercer un contrôle sur les entreprises administrées par des particuliers; ailleurs, elle confiera à des entrepreneurs privés l'exploitation de certains services; mais, le plus souvent possible, l'activité collective se substituera à l'effort individuel et la reprise graduelle de la propriété privée se fera directement au bénéfice de l'Etat ou de la municipalité.

» Le second objet dont nous poursuivons la

réalisation, dans l'ordre pratique, c'est l'aggravation constante des impôts dont sont frappés la rente et l'intérêt : alléger les impôts qui pèsent sur l'ouvrier et en reporter le poids sur le landlord et le rentier, c'est là un des moyens d'action dans lesquels nous avons la plus ferme confiance.

» Enfin, nous travaillons à la généralisation de cette idée que le produit de ces impôts doit être employé à des œuvres de philanthropie collective. Nous voulons qu'il soit consacré à l'amélioration du sort des classes nécessiteuses et serve à payer l'éducation populaire, des habitations salubres pour le peuple, des pensions de retraite pour les vieux travailleurs.

» On reproche souvent à ce programme de n'être pas assez socialiste; on nous fait remarquer que plusieurs des réformes demandées par nous sont également dans les vœux de gens qui se flattent de faire échec au collectivisme. Nous répondons à cela que nos efforts tendent seulement à préparer le socialisme, que nous ne pouvons assigner une époque déterminée pour sa réalisation complète, mais que la *loi de l'évolution* nous donne la certitude de triompher un jour : tout ce qui tend à démocratiser notre constitution politique, tout ce qui vise à socialiser l'industrie, quels que soient l'origine et le but immédiat de ces réformes, tout cela fait converger les institutions vers un même point, tout cela nous entraîne, sans que nous nous en doutions, vers le socialisme. Jamais, jusqu'à

présent, le socialisme n'a fait un pas en arrière, la loi de l'évolution l'a voulu ainsi, et c'est en vertu de cette loi éternelle que nous irons de l'avant jusqu'à ce que nous ayons atteint le *millenium.* »

J'arrête ici M. Webb : « Quelle idée, lui dis-je, vous faites-vous de cet Etat socialiste si parfait, vers lequel l'humanité est poussée en vertu d'une loi inéluctable; quelle sera sa forme, son organisation, que ferez-vous de toutes les institutions actuelles, du mariage, de la religion...?

— Tout cela, c'est l'accessoire du socialisme; nous n'avons pas à nous en occuper pour le moment; l'organisation de l'Etat socialiste futur est même une question qui ne sera probablement jamais soulevée. En effet, jamais le jour n'arrivera où nous proclamerons tous ensemble : « à partir d'aujourd'hui, l'Etat socialiste commence ». Toutes les réformes s'accompliront d'elles-mêmes, à mesure que les idées se modifieront et sans que personne songe à y redire. Voilà pourquoi nous ne nous inquiétons pas aujourd'hui de ces réformes. Nous occuper de cela serait sortir absolument de notre rôle; en effet, le terme abstrait « socialisme », représente un ensemble de tendances qui ne sont pas strictement déterminées et signifie, tout comme le « radicalisme », non un plan détaillé de reconstruction de la société, mais un *principe d'action sociale;* nous sommes convaincus que ce principe ne peut faire des progrès que s'il pénètre lentement les esprits de tous, et c'est en adoptant

un programme très large que nous pouvons rallier à notre façon de voir des gens de toutes les opinions et même ceux qui, à première vue, sont hostiles au socialisme.

— Mais alors, vous n'êtes pas favorables à un parti exclusivement socialiste, dont les membres se déclarent socialistes; cependant vous ne pouvez nier le succès de l'*Independent Labour Party,* qui, après quatre ans d'existence, compte plus de quarante mille membres; et vous conviendrez aussi de la force du parti socialiste belge, représenté aujourd'hui au Parlement par trente mandataires.

— C'est justement ce succès actuel qui me fait craindre pour l'avenir de ces organisations. En effet, au lieu de créer un courant d'opinion favorable au socialisme, elles ne servent qu'à exciter à la réaction contre le mouvement socialiste tous ceux qui n'en sont pas les défenseurs déclarés; et plus ces organisations deviendront fortes, plus la résistance se fera violente. De même que nous ne croyons pas au succès d'un socialisme fait de toutes pièces, de même nous n'avons pas de confiance dans un parti socialiste nettement délimité; nous ne sommes pas de ceux qui cherchent à enrôler un certain nombre d'hommes décidés à accepter la foi socialiste tout entière; nous préférons amener la société tout entière à adopter une partie de notre foi. Le vrai socialisme croît par expansion ascensionnelle *(vertical expansion)* et non, comme on l'a

dit souvent, par extension superficielle *(horizontal expansion)* : les institutions, nous devons les rendre insensiblement plus socialistes, au lieu de chercher à les remplacer, tout d'un coup, par d'autres, importées d'ailleurs ; aux individus nous devons dire, non pas : « faites-vous socialistes et travaillez en conséquence », mais bien : « travaillez et, par votre travail, devenez socialistes ».

Considéré dans son ensemble, le socialisme de M. Sydney Webb n'a donc rien du caractère déprimant que nous avons remarqué dans le socialisme des *Social-Democrats*. Ceux-ci s'attendent à ce que le succès de leurs idées sorte tout d'un coup de la condition misérable où sont les travailleurs, ils encouragent donc le défaut d'initiative chez ces derniers. M. Webb voit dans le socialisme un idéal qui ne deviendra une réalité que pour autant que tous les membres de la société concourent à son établissement, — un moyen d'assurer à chacun une chance égale de faire son chemin (*an equal chance to start in life*). Il entend ne pas briser le grand ressort de l'énergie individuelle ; quoique partisan de l'intervention de l'Etat dans tous les domaines et sous toutes les formes, il estime qu'il faut encourager l'effort personnel.

Lui-même offre d'ailleurs un vivant exemple de ce que peut l'initiative individuelle unie à un fonds de qualités solides. Naguère simple commis au département des colonies, Sydney Webb est devenu un des membres les plus actifs et les plus

en vue du *London County Council*. Jeune encore, — il n'a que trente-huit ans, — il jouit d'une autorité incontestée dans les cercles politiques avancés, quoique son influence ait été plus grande avant la chute des libéraux en 1895. Il a été, en 1884, l'un des principaux fondateurs de la *Fabian Society* et il est l'auteur de plusieurs ouvrages appréciés. Outre de nombreuses brochures de propagande, nous citerons notamment de lui, une partie des *Fabian Essays in Socialism* —, *Socialism in England*, aperçu lucide et complet des progrès du socialisme en Angleterre jusqu'en 1889 (1) —, *History of Trade-Unionism,* histoire du mouvement syndical anglais depuis 1700 jusqu'à l'époque actuelle. Ce livre laisse loin derrière lui celui de Howell *(Trade-Unionism old and new)* et décrit, en même temps que l'évolution des *Trade-Unions,* les diverses étapes du mouvement socialiste en Grande-Bretagne. M. Webb a également en préparation un ouvrage important sur le socialisme municipal. Dans ses divers écrits l'auteur défend avec ardeur sa thèse favorite, la loi de l'évolution, mais il se laisse peut-être trop entraîner à ne voir autour de lui que du socialisme et des socialistes inconscients.

Cette impression s'est encore accentuée chez moi par une conversation que j'ai eue avec un autre Fabien, M. George Bernard Shaw, peu de

(1) Dans l'édition que M. Sydney Webb a fait paraître de ce livre en 1893, il donne un court résumé des progrès du socialisme depuis 1889 jusqu'en 1893.

temps après avoir vu M. Webb. M. Shaw est irlandais ; il habite Londres depuis longtemps et y représente la *Fabian Society* de Dublin.

Comme M. Webb, il croit à l'évolution constante de la société. « Le socialisme, me dit-il, est quelque chose de toujours changeant ; le mouvement perpétuel est de son essence ; mais je ne dis pas pour cela que toutes les réformes qui s'opèrent autour de nous soient du socialisme. Les véritables socialistes anglais, les travailleurs, tels que Sydney Webb et John Burns, ne font pas, d'après moi, que de la propagande socialiste ; en réalité, ils s'occupent, au Parlement, au *London County Council* et partout ailleurs, d'un grand nombre d'objets qui n'ont que peu ou point de rapports avec le socialisme ; la majorité des réformes qu'ils proposent ne sont nullement empreintes de socialisme, vu qu'elles ont trait à des choses indifférentes ; mais c'est justement grâce à cela qu'ils peuvent présenter, — et font voter parfois, — un certain nombre de projets socialistes.

» Etant Irlandais, continue M. Shaw, je suis peut-être mieux en position que les Anglais pour émettre une appréciation sur le socialisme de ces derniers ; voici un trait caractéristique qu'une longue observation m'a fait remarquer non seulement chez les Anglais socialistes, mais chez presque tous mes compatriotes de Grande-Bretagne : quand ceux-ci poursuivent un but quelconque, mais, plus spécialement, un but d'ordre

moral ou la réalisation d'un ensemble de faits d'où naîtra une situation nouvelle, ils préfèrent travailler un peu au hasard, ils aiment à ne pas savoir exactement où ils aboutiront et quand il leur faudra s'arrêter. Cette remarque s'applique en particulier aux socialistes anglais : généralement, ils agissent sans principes déterminés, se laissant guider par les résultats pratiques qu'ils entrevoient, s'inspirant des circonstances du moment et nullement de l'idéal qu'ils doivent atteindre. Quand mes amis mettent en avant une idée nouvelle, il m'arrive de leur dire à l'avance à quels résultats éloignés leur façon d'agir aboutira; jamais mes prophéties n'ont été accueillies favorablement et toujours mes collaborateurs me répondaient qu'ils aimaient autant ne pas connaître d'avance toutes les conséquences de leurs démarches.

» Ce socialisme éminemment pratique est le seul qui ait la chance de réussir dans le Royaume-Uni. Quand toutes les classes seront entrées dans cette voie, nous triompherons. Mais la grosse difficulté n'est pas de trouver des adhérents en assez bon nombre; ce qu'il nous faut, ce sont des hommes mûris par une longue expérience, qui connaissent la vie, qui savent ce que c'est que l'argent, et non de ces enthousiastes, séduits par quelques théories de Karl Marx, qui entrent à dix-huit ans dans la *Social-Democratic Federation* pour en sortir à vingt-trois. Voyez John Burns[1] et son œuvre :

(1) John Burns n'est actuellement membre actif d'aucune

quand beaucoup d'hommes, dans ce pays, auront l'expérience de ce travailleur infatigable, alors, en vérité, le parti socialiste deviendra fort. Cette catégorie d'hommes ne se rencontre ni dans la *Social-Democratic Federation* ni dans l'*Independent Labour Party;* aussi ces deux organisations, bien que les plus nombreuses, n'offrent aucun appui sérieux en Angleterre au socialisme. Des *Social-Democrats,* il n'y a que peu de chose à attendre; quant aux Indépendants, produiront-ils quelques John Burns...? c'est possible, mais rien, jusqu'à présent, ne le fait prévoir. Il faut, toutefois, se garder de conclure de ces constatations que les membres de la *Fabian Society* ne voient d'avenir pour le socialisme anglais que dans un mouvement des classes moyennes. Je le répète, nous devons, pour triompher, convertir les masses et surtout la population ouvrière. »

Le passage qui suit est emprunté à une brochure de M. Shaw et confirme avec éclat les appréciations que nous avons formulées au sujet des principes qui guident les Fabiens dans leur œuvre de réforme.

« Pourquoi, se demande M. Shaw, suis-je partisan de la démocratie socialiste? Voilà une question à laquelle j'aimerais autant ne pas répondre. En effet, plus j'avance dans la vie et plus s'accentue en moi le désir de ne prendre aucune qualification déterminée, ni celle de démocrate socialiste, ni aucune autre; je ne suis pas de ces hommes qui s'attachent à une théorie et poursuivent la réalisation de toutes ses conséquences logiques....

organisation socialiste déterminée. Il met en pratique pour son propre compte les principes de la *Fabian Society*.

» Je préfère qu'une entreprise d'éclairage au gaz soit confiée à la municipalité plutôt qu'à l'initiative privée, non pas en vertu d'un principe, mais parce qu'ainsi le consommateur ne paie pour mille pieds de gaz que 2 *s.* 6 *p.*, au lieu de 3 *s.* 1 *p.*, et que l'ouvrier gazier gagne 24 *s.* pour une journée de 8 heures, au lieu de 18 *s.* pour un travail de 10 ou 12 heures.

» Je préfère le socialisme au manchestérianisme, parce que le socialisme se propose d'ajouter à la récompense du travail, la rente de la terre et du capital et qu'il éliminera ainsi les paresseux, au grand avantage du pays où je vis.

» Je préfère la démocratie à l'autocratie, encore une fois non pas à cause d'un principe, mais parce que, quand je regarde autour de moi, je trouve bien préférable d'être Suisse que d'être Russe, et que j'attribue la supériorité du niveau de la vie en Suisse aux institutions démocratiques de ce pays....

» D'ailleurs, quoique la démocratie socialiste soit un état éminemment désirable, je ne crois pas que son avènement doive nous amener le paradis sur la terre, le *millenium*.... Le démocrate socialiste anti-Fabien, avec sa cravate rouge (*his red tie*) et son exemplaire de *Justice* à la main, se figure que l'état de démocratie socialiste établira un paradis terrestre, d'où seront forcément bannis les motifs intéressés, les ambitions mauvaises et les distinctions de classes, où il n'y aura ni loi de l'offre et de la demande, ni argent, ni banques, ni salaires, ni patrons, ni canons Maxim, ni *Trade-Unions*, ni patentes, ni monopoles, ni code criminel, ni aucune de ces choses que « le régime actuel » nous a rendues haïssables....

» Eh bien ! moi, — et en cela je m'accorde avec tous les Fabiens, — je ne crois pas à ce *millenium*. La démocratie socialiste gardera, pendant longtemps, ses prisons, ses armées, ses gibets, ses fourberies, ses intrigants, son égoïsme et sa fainéantise dans le domaine pratique, ses déclamations et son enthousiasme creux dans le domaine de l'idéal.... A la vue de ce sombre tableau, l'homme à la loque rouge se sent mal et demande, d'un air indigné, si, en vérité, la poursuite d'un état de choses si semblable au nôtre vaut le travail et les sacrifices de n'importe quel homme.

» Le Fabien, recruté surtout dans la classe bourgeoise et doué d'une aptitude héréditaire pour les affaires, répond qu'un millier de livres sterling vaut mieux qu'un penny, mais qu'un penny

vaut toujours la peine qu'on se dérange pour l'attraper, quand on ne peut en avoir deux »(1).

Nous avons examiné jusqu'à présent le socialisme de la *Fabian Society*. Il nous reste à dire quelques mots de l'organisation de la société, de son mode d'action et de sa tactique.

Actuellement, la *Fabian Society* comprend un peu plus de sept cents membres (739 au 1er mars 1896), appartenant, pour la plupart, à la classe moyenne cultivée : on y compte un certain nombre de petits rentiers, quelques *clergymen,* plusieurs trade-unionistes influents; mais la majorité est composée d'hommes et de femmes au dessous de quarante ans, engagés dans la carrière littéraire, scientifique, artistique ou professionnelle : M. Webb les définit assez bien « le prolétariat intellectuel de l'Angleterre ». Parmi les plus actifs, nous citerons M. George Bernard Shaw, bon critique littéraire et musical, romancier et dramaturge apprécié, polémiste spirituel et brillant orateur; M. Graham Wallas, diplômé d'Oxford et historien de mérite; Mrs Sparling, la fille du poète socialiste feu William Morris, elle-même artiste de talent; M. Walter Crane, qui met fréquemment son art au service de la cause socialiste; enfin, M. Sydney Webb et miss Beatrice Potter, devenue aujourd'hui par son mariage Mrs Sydney Webb.

Si, par l'effet de diverses causes, M. Webb est

(1) *The Why I Ams : Why I am a Social-Democrat :* by G. Bernard Shaw, 1894.

devenu le *leader* le plus en relief de la *Fabian Society,* il faut dire qu'il ne joue pas et ne veut pas jouer, parmi les Fabiens, le rôle de chef de file qu'a assumé, parmi les *Social-Democrats,* M. Hyndman. Il s'est même constamment opposé jusqu'ici à ce que ses amis présentent et appuient sa candidature au Parlement.

D'aucuns ont prétendu que Mrs Webb, depuis son mariage, jouit d'une influence considérable sur le groupe Fabien, à ce point qu'il faudrait regarder comme son œuvre la prudente réserve de la littérature Fabienne en ce qui concerne le mariage, la famille, la religion. C'est peut-être là une affirmation hasardée et la modération fabienne s'explique d'ailleurs par d'autres motifs. Toujours est-il que Mrs Webb est une femme d'un rare mérite. Collaboratrice de son mari pour plusieurs ouvrages, parmi lesquels *History of Trade-Unionism,* auteur de nombreuses brochures, membre de diverses sociétés à but économique, entr'autres de *Trade-Unions* de femmes, bien connue pour ses *conferences* et ses enquêtes personnelles dans l'*East-End,* Mrs Webb occupe une place importante dans le monde du travail et a pu passer pour l'« inspiratrice du groupe Fabien ».

La *Fabian Society* ne voit s'augmenter que très lentement le nombre de ses membres; elle ne cherche guère, d'ailleurs, à recruter de nouveaux adhérents.

« A Londres, écrit M. Bernard Shaw, nous n'avons jamais

donné de meeting en vue de susciter de nouvelles adhésions, sauf quand nous prenions la parole pour une autre organisation. Quand nous donnons une conférence pour la Fédération, nous n'engageons pas les travailleurs à se faire de la Société Fabienne, mais bien a devenir membres du groupe pour lequel nous parlons. Loin d'encourager l'arrivée en masse de nouveaux membres, nous avons actuellement tâché d'enrayer pareil mouvement en exigeant de plus strictes garanties de la part de ceux qui disaient accepter nos principes... et n'était que nous devons viser à répartir nos frais entre le plus grand nombre possible de souscripteurs, nous serions bien tentés de limiter notre société de Londres à cent membres. »

La *Fabian Society* a son centre principal à Londres. Elle y compte près de quatre cents membres et c'est là aussi qu'est le secrétariat de la Société (276 Strand, W. C.), confié actuellement aux soins de M. Edw. R. Pease, dont l'obligeance m'a été des plus profitables.

A côté de la *Fabian Society* de Londres, il y a encore un bon nombre de Fabiens disséminés par toute l'Angleterre et l'on en compte actuellement quelques-uns en Amérique et en Australie ; dans les centres les plus importants, ils se sont réunis pour former des *Fabian Societies* locales. A la différence de ce qui se passe dans la Fédération, celles-ci sont complètement indépendantes du groupe central. Elles lui sont rattachées par un lien moral seulement, mais sont libres de s'inspirer de principes tout différents et d'agir en conséquence. Ç'a été le cas, nous le verrons, pour la *Liverpool Fabian Society*.

Un mouvement en faveur des principes Fabiens s'est fait jour depuis quelques années dans la

population universitaire de la Grande-Bretagne. Des groupements d'étudiants et de jeunes professeurs se sont formés; aujourd'hui il y a des *Fabian Societies* dans les universités de Cambridge, d'Oxford, de Glasgow et à Aberystwyth, dans le *University College of Wales*.

Les revenus annuels de la société proviennent des souscriptions, — facultatives et volontaires, — et de la vente des publications. Les recettes se sont élevées, pendant l'exercice se clôturant en mars 1896, à 763 livres sterling (19.075 francs) et ont été consacrées presque en entier à des frais de propagande.

Organisée sur cette base, la *Fabian Society* a deux moyens d'action pour hâter la socialisation du pays : l'éducation du peuple, la pénétration des idées socialistes dans tous les milieux.

L'éducation est assurément le premier et le principal objet de la société : c'est en vue de cet objet qu'elle s'est organisée définitivement; c'est dans le domaine de l'éducation qu'elle a le plus contribué au succès de la cause socialiste, et il semble que son orientation actuelle soit de s'y limiter.

Les Fabiens emploient, pour répandre le socialisme dans leur pays, tous les moyens de propagande d'un usage général en Angleterre : la presse, la distribution d'imprimés, les conférences.

La *Fabian Society* n'est pas la seule organisation socialiste du Royaume-Uni qui ait produit une

littérature de propagande, mais sa littérature est de loin la plus importante et pourrait faire l'objet d'un ouvrage à part. Nous nous bornerons à l'étudier d'une façon sommaire.

La première et la principale publication de la société est l'exposé intitulé *Fabian Essays in Socialism* (Londres, 1889, 1 vol. in-8°). C'est un ouvrage essentiel à celui qui entreprend l'examen du socialisme britannique; on y trouve à la fois l'exposé théorique du système collectiviste et le programme pratique de son application aux problèmes de l'heure présente. L'ouvrage est divisé en huit monographies dues à la plume de membres bien connus de la *Fabian Society*. Les rapports entre le socialisme et la science morale et économique actuelle sont traités par G. Bernard Shaw et Sydney Olivier; l'influence prochaine du socialisme sur la politique est étudiée par Hubert Bland; son évolution politique et industrielle par Sydney Webb et William Clarke; ses conséquences relativement à la propriété et à l'industrie par Graham Wallas et Mrs Annie Besant; enfin, Bernard Shaw donne une idée des diverses étapes qui formeront la transition entre l'état de choses actuel et la démocratie socialiste de l'avenir. Le succès des *Fabian Essays* a été considérable : plus de trente-cinq mille exemplaires en ont été vendus.

Les parties les plus intéressantes de cet ouvrage ont été, depuis lors, développées dans les *Fabian Tracts,* collection de plus de soixante-dix brochures

de propagande, de quatre à cinquante six pages, se vendant, pour la plupart, au prix d'un penny : les points spéciaux de la réforme sociale, de la théorie et de la pratique politique y sont exposés et discutés. Parmi ces brochures, quelques-unes ont un intérêt très général et traitent des questions de théorie économique, d'histoire industrielle et de tactique politique. Citons dans cet ordre d'idées : *English progress towards Social-Democracy* par Sydney Webb ; *What Socialism is; Socialism true and false,* du même auteur ; *A Plan of campaign for Labor.* Une brochure intutilée *What to read* (ce qu'il faut lire) forme une bibliographie fort complète de ce qui concerne la science sociale ; on y trouve renseignées, à côté d'ouvrages socialistes, des réfutations du collectivisme. D'autres *tracts,* les plus caractéristiques peut être, s'attachent à l'étude des organismes sociaux actuels en Angleterre, fournissant des données exactes et formulant des projets de loi précis relatifs aux vices du régime actuel et aux réformes urgentes ; la solution indiquée renferme généralement une application pratique des principes socialistes. La journée de huit heures, le *Sweating System,* la réforme de l'assistance publique et de la législation des pauvres, le système de l'impôt, la question de la nationalisation du sol, les fonctions de l'administration municipale, telles que le service de l'eau, le gaz, les docks et les ports, les tramways et les marchés *(Fabian municipal Program),*

l'accroissement de la rente foncière urbaine, les devoirs du gouvernement national ou local à l'égard des travailleurs qu'il emploie et des ouvriers sans travail, — tous ces problèmes sont traités dans les *Fabian Tracts*. Le succès a répondu à cet effort considérable. D'après M. Sydney Webb, au cours des cinq dernières années, il s'est vendu de ces publications près d'un million d'exemplaires.

Ce qui distingue ces brochures de la plupart des écrits socialistes de propagande, c'est que leurs auteurs ne se réclament ni de principes généraux ni d'aucune théorie supérieure ; on n'y rencontre point d'exposés de doctrine, mais des informations consistant en faits et en chiffres. Les documents sont empruntés à des sources sûres : « autant que possible, écrit M. Webb dans la *Revue de Paris,* ils sont puisés aux sources officielles et, à défaut, aux écrivains les plus universellement considérés ». Souvent la conclusion seule rappelle que ces sociologues consciencieux sont socialistes.

L'éducation socialiste du peuple anglais se trouve inscrite au programme de la *Social-Democratic Federation* comme à celui de la *Fabian Society*. Mais tandis que la première de ces associations se déclare, en outre, favorable à l'action politique indépendante, le groupe opportuniste s'inspire d'une tactique complètement opposée. On a vu que cette dernière fut l'occasion de la brusque rupture

entre les deux sociétés. Ce qui fit naître chez les Fabiens l'idée de la *permeation,* ce fut la certitude de voir échouer leurs efforts s'ils adoptaient la méthode révolutionnaire : ils croyaient à la solidité du parti Gladstone, formé de l'union des libéraux *Home-Rulers* et des radicaux ; entrer en conflit avec cette puissante organisation, comme le faisaient les *Social-Democrats,* leur sembla chimérique. Ils se proposèrent donc, selon leur expression, de la *pénétrer* de socialisme. « Alors, écrit M. Shaw, nous recommandâmes à nos hommes de se faire membres des clubs radicaux et libéraux de leur district, ou même, s'ils le préféraient, *de faire partie des associations conservatrices.* Nous avons donné des conférences dans ces cercles, nous y avons proposé des résolutions ou, plutôt, stimulé les candidats au Parlement à les porter eux-mêmes devant la Chambre des communes »(1).

Les Fabiens ne repoussent l'aide de personne dans leur propagande socialiste. Je cite encore M. Shaw :

« Nous sommes persuadés d'avoir des vues plus sages que les simples coopérateurs ou trade-unionistes ; nous sommes toujours prêts cependant à soutenir leurs pas dans la voie du progrès. Quand nous attaquons dans un club radical les monopoles du sol et du capital, nous savons parfaitement que nous ne disons rien à nos auditeurs qui ne leur soit déjà connu. Si nous nous rendons néanmoins chez eux, c'est parce que nous sommes convaincus que, pour pouvoir aller de l'avant, il nous faut d'abord gagner la confiance de beaucoup de gens influents restés jusqu'à présent en

(1) G. Bernard Shaw : *The Fabian Society ; what it has done and how it has done it.*

dehors du socialisme. Et cette confiance, comment l'obtiendrons nous? En nous montrant prêts à réaliser des progrès dans tous les domaines. C'est pour cela que nous sommes dénoncés par la *Social-Democratic Federation* comme des libéraux qui tendent des piéges à leurs amis, comme des gens ayant trafiqué de leurs principes, comme des soi-disant socialistes bourgeois de la catégorie spéciale de l'eau et du gaz » (1).

Les Fabiens sont loin d'approuver la tactique de la *Social-Democratic Federation;* ils désapprouvent également l'intransigeance de l'*Independent Labour Party;* mais cela ne les empêche point, à l'occasion, de reconnaitre ce que la diffusion du socialisme doit à ces organisations. L'anathème n'est pas prononcé contre les membres de la *Fabian Society* qui appartiennent en même temps à d'autres groupes et une *branch* Fabienne qui se rallierait à la tactique de la Fédération ne tomberait pas, pour cela, sous le coup d'une dissolution. D'ailleurs, la *Fabian Society* envoie ses cent cinquante conférenciers porter la bonne parole partout, quel que soit le groupe qui lui demande une *lecture* et sans s'inquiéter de l'auditoire qui l'écoutera. Il arrive même que des orateurs Fabiens fassent de la propagande directement en faveur de la Fédération ou du Parti Indépendant.

C'est encore en vertu de leur tactique que les Fabiens étaient réprésentés en 1896 au Congrès International de Londres. « Je sais bien, me disait, peu de temps avant le Congrès, M. Sydney

(1) Allusion au socialisme municipal, un des points saillants du programme des Fabiens; GEORGE BERNARD SHAW : *The Fabian Society : what it has done and how it has done it.*

Webb, qu'une assemblée dont les membres n'ont de commun ni la nationalité, ni le langage, ni les opinions, ni les moyens d'action à employer, je sais bien qu'une pareille assemblée ne peut aboutir qu'à un fiasco. Si nous y prenons part, c'est parce que notre tactique exige que nous répandions partout la bonne parole, parce que nous voulons faire pénétrer nos idées dans tous les milieux et nous faire connaître du haut de toutes les tribunes. »

Le même procédé d'infiltration, si l'on peut s'exprimer ainsi, est mis en œuvre par les Fabiens, en matière de presse. Il peut sembler étrange, à première vue, qu'une organisation dont le but est avant tout la propagande, n'ait comme organe officiel qu'une feuille mensuelle de quatre pages, le *Fabian News,* d'un format des plus restreints et consacrée à des *business notes* (annonces des meetings, compte-rendus de conférences intéressantes, renseignements concernant l'ordre intérieur de la société, bibliographies). M. Shaw donne l'explication de cette situation, qui pourrait faire croire à une lacune, en mettant en regard, dans leurs rapports avec la presse, la Fédération et la *Fabian Society :*

« La Fédération a une feuille appelée *Justice;* mais, jusqu'à présent, cette feuille n'a jamais valu un penny à des lecteurs dont les pence sont aussi rares que ceux d'un ouvrier; bien plus, elle a multiplié ses attaques contre les grandes organisations où sont groupés les travailleurs et sans le concours desquelles les socialistes ne feraient que prêcher dans le désert.... Quant à nous, j'espère

qu'aucun de nos *tracts* n'a une valeur de moins d'un penny ou n'a en vue de porter des coups à nos alliés. Mais, en ce qui concerne les journaux, il nous semble qu'un ouvrier a droit, pour son penny de chaque semaine, à un journal aussi étendu et plein de nouvelles d'intérêt général que n'importe quel grand journal hebdomadaire. Aussi notre tactique, sur ce point, a-t-elle été d'amener quelques uns de ces grands journaux à consacrer tous les dimanches, sous un intitulé de leur choix, une ou deux colonnes au socialisme. Et je n'hésite pas à proclamer que l'effet de cette tactique dans le *Manchester Sunday Chronicle*, le *Star*, le *Daily Chronicle* de Londres et d'autres journaux plus répandus parmi les ouvriers, comme le *Clarion*, a fait plus de bien à notre cause que tout le temps et l'argent consacré à entretenir *Justice*.

» Le *Fabian News* fait pour nous tout ce que fait *Justice*; mais que dirait-on de nous si nous proposions d'offrir cette feuille, pour un penny, à l'homme de la rue, comme l'organe principal de la démocratie socialiste en Angleterre? Notre mission est de socialiser la presse, comme nous espérons socialiser le Parlement et les autres rouages du royaume, mais non d'entreprendre nous-mêmes la presse socialiste »(1).

Le dernier trait qui caractérise l'attitude des Fabiens est leur tactique électorale. En ce domaine, comme dans les autres, les Fabiens se séparent des *Social-Democrats*. « Jamais nous n'avons affiché la moindre prétention à représenter la classe ouvrière dans ce pays; un candidat désigné par la *Fabian Society*, voilà une absurdité dont le spectacle n'a pas encore été donné à Londres. »

La tactique électorale des Fabiens est longuement exposée dans le *Fabian Election Manifesto* de 1892 :

« En présence de l'égoïsme capitaliste qui, dans le Parlement,

(1) G. Bernard Shaw : *The Fabian Society; what it has done and how it has done it.*

anime les libéraux aussi bien que les conservateurs, il n'y a rien d'étonnant à ce que, de toute part, nous entendions se former des vœux pour la création d'un parti nouveau, uniquement consacré à défendre les intérêts du travail. Mais, telles sont les difficultés qui assailliraient, à ses débuts, un troisième parti politique en Angleterre, que ceux-là seuls peuvent les comprendre, qui ont l'expérience de la pratique électorale. D'après notre système d'élections parlementaires, un siége disputé est conféré à celui des candidats qui, au premier tour, obtient le plus grand nombre de voix, et cela quel que soit le chiffre des votes donnés aux adversaires : ainsi il peut arriver que la majorité à la Chambre des communes ne représente que la minorité du pays. Il est donc de la dernière importance, pour la majorité réelle d'un district électoral, que ses votes ne soient pas divisés *(split)*, c'est-à-dire partagés entre deux ou plusieurs candidats rivaux ayant le même programme. Conséquemment, si, dans un district qui envoie un seul membre au Parlement, trois candidats appartenant à deux fractions différentes sont en présence, le dernier venu sera accusé aussitôt de vouloir traîtreusement diviser les votes de son parti, dans l'intérêt du parti dont il s'est déclaré l'adversaire ; il sera boycotté au poll par tous ceux qui ont assez d'expérience de la discipline politique pour comprendre qu'un solide vote de parti peut seul assurer le triomphe, dans une élection sérieusement disputée. Cet état de choses crée une situation éminemment favorable aux deux grands partis politiques, tandis qu'il est fatal aux candidats indépendants.... La conclusion pratique à tirer de là, c'est qu'aussi longtemps que nous n'avons pas le ballottage, il ne faut pas tenir compte des candidats qui ne sont pas les délégués d'un parti organisé ; c'est perdre du temps et des votes que de les présenter, sauf lorsque le but à atteindre est, non pas de gagner un siége, mais de faire montre de ses opinions ou de faire échouer un candidat en divisant les voix de son côté. Lorsqu'un candidat est présenté en vue de gagner un siége, il doit être le mandataire de l'un des deux partis établis ou bien le délégué d'un « parti avancé » qui a acquis une importance suffisante pour remplacer les libéraux dans le district. »

Après avoir conclu à la nécessité, dans la généralité des cas, d'une alliance électorale avec l'un

des grands partis politiques, le manifeste Fabien expose comment cette alliance peut être profitable aux intérêts socialistes. C'est du côté des libéraux qu'il conseille de se tourner :

« Les hommes politiques avancés n'ont qu'une chance de succès, c'est de forcer les associations libérales à accepter comme candidats de leur parti des radicaux déclarés et des socialistes. Ceci ne souffrira pas de difficultés, dans les districts électoraux où les libéraux n'ont aucune chance de l'emporter sur les conservateurs. Le parti libéral, depuis qu'il a reconnu, en des déclarations sonores, le droit du travail à une représentation sérieuse dans le Parlement, se préoccupe maintenant, à chaque élection, d'offrir à des candidats du travail un certain nombre de siéges dans des districts reconnus pour leur torisme. Ainsi, dans l'élection actuelle (l'élection qui allait avoir lieu en 1892), nous voyons que tous les nouveaux candidats du travail qui dépendent complètement de l'appui officiel du parti libéral, se présentent pour des siéges que les conservateurs obtinrent en 1885 et que, pour ce motif, ils obtiendront probablement en 1892. Cependant, quoique l'appui des libéraux, dans de pareils cas, soit une pure duperie, il ne faut pas mépriser les occasions de se faire connaître. En effet, dans beaucoup de districts, où les ouvriers seraient disposés à voter pour un conservateur contre un libéral, ils voteront pour un bon candidat du travail contre un conservateur, si l'occasion s'en présente. Il peut sembler évident à un candidat du travail que, si les libéraux lui offrent une candidature, c'est qu'ils sont persuadés d'avance de sa défaite : qu'il accepte cette offre toutefois s'il n'en peut trouver de meilleure et qu'il voie s'il ne peut battre le conservateur en jetant par dessus bord un programme qui n'est que libéral et en adoptant un programme complet des revendications du travail.

» Dans les endroits où les libéraux ont la chance de l'emporter à l'élection, il sera d'autant plus difficile de les forcer à accepter des candidats avancés que la défaite des conservateurs sera chose plus certaine. Alors, les électeurs du travail devront recourir à la menace et prévenir les libéraux que, s'ils désignent un candidat par trop réactionnaire, les ouvriers s'abstiendront, plutôt que de voter contre leur conviction, ou bien diviseront leurs votes entre le

candidat libéral et un candidat de l'*Independent Labour,* de manière à faire triompher, d'une façon ou de l'autre, le conservateur. Cette menace, pour avoir de l'efficacité, devra être faite par l'alliance socialiste-radicale, dont les membres, à cet effet, se feront affilier aux associations libérales et tâcheront de pénétrer dans les comités exécutifs de ces associations. »

Sous le nom de *Question Leaflets,* la *Fabian Society* a fait paraître des questionnaires destinés à être envoyés par les électeurs aux candidats.

Il y a un questionnaire différent pour les candidats à tous les conseils électifs, lesquels sont au nombre de dix.

Le plus important de ces écrits, les *Questions pour les candidats au Parlement,* est ainsi formulé :

« Monsieur,

» A l'occasion de votre candidature à la Chambre des communes, je vous serais très reconnaissant de vouloir bien me faire connaître votre opinion sur les questions suivantes.

» Agréez, etc...

Nom de l'électeur...

Nom du candidat...

QUESTIONS.	RÉPONSES.
I. — Budget démocratique. 1° *Taxation des revenus non gagnés par le travail* (unearned incomes), *au moyen d'un impôt gradué et différentiel sur le revenu.* 2° *Abolition de tous les droits sur le thé, le chocolat, le café, les fruits secs et leur remplacement par des impôts directs.* 3° *Augmentation des droits de succession, graduée de façon à frapper plus fortement les gros héritages.*	

QUESTIONS.	RÉPONSES.
4° *Appropriation de la plus-value qui s'ajoute spontanément au sol* (unearned increment) *par la taxation des loyers du sol et des valeurs terriennes.*	
5° *Nationalisation des redevances minières* (royalties).	
II. — Programme ouvrier.	
6° *Journée maxima de huit heures pour tous les employés des administrations publiques.*	
7° *Idem pour les mineurs, avec interdiction de l'option locale.*	
8° *Limitation légale des heures de travail pour les employés des chemins de fer à huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine.*	
9° *Limitation du travail à huit heures par jour dans toutes les industries, en vertu d'un décret émanant du Secrétaire de l'Intérieur.*	
10° *Embauchage direct des ouvriers par les services publics, sans l'intermédiaire des bureaux de placement, entrepreneurs, etc.; ou, lorsque cela est impossible, emploi exclusif d'entrepreneurs payant des salaires convenables* (fair houses) *et exclusion des tâcherons.*	
III. — Réforme sociale dans les villes et les campagnes.	
(11° à 20°) *Socialisme municipal* (voir plus loin).	
IV. — Intérêts des enfants et des pauvres.	
21° *Extension jusqu'à l'âge de quatorze ans de l'interdiction d'employer les enfants à des travaux industriels.*	
22° *Contrôle par les bureaux scolaires* (School Boards) *de toutes les écoles subventionnées par l'Etat.*	

QUESTIONS.	RÉPONSES.
23° *Etablissement, dans les dites écoles, de repas gratuits pour les enfants nécessiteux, aux frais du trésor....*	
24° *Création d'un système complet d'éducation moyenne de l'Etat.*	
25° *Allocation par l'Etat de pensions de retraite aux vieillards et aux infirmes, en remplacement des secours qu'ils reçoivent aujourd'hui en vertu de la Loi des pauvres.*	
V. — Réforme parlementaire.	
26° *Attribution à chaque homme adulte d'un vote unique.*	
27° *Répartition nouvelle des siéges, de façon à ce que chaque vote ait la même valeur.*	
28° *Attribution du droit électoral aux femmes comme aux hommes.*	
29° *Admission des femmes à siéger à la Chambre des communes et aux conseils de comté.*	
30° *Ballottage pour les élections générales et autres.*	
31° *Paiement sur la caisse de l'Etat de tous les membres du Parlement et de leurs frais électoraux.*	
32° *Parlements triennaux.*	
33° *Fixation d'un même jour pour toutes les élections parlementaires.*	
34° *Généralisation du Home Rule.*	

Signature du candidat...
Adresse... »

Quand aucun des candidats en présence ne veut faire de concessions aux socialistes, le mot d'ordre des Fabiens est qu'il faut voter quand même. C'est ce qui ressort du prospectus suivant répandu à des milliers d'exemplaires avant l'élection de 1892 :

« Votez ! votez ! votez ! Voici un prospectus électoral ; mais ce n'est pas une réclame de parti. Nous ne vous demandons pas de voter pour tel ou tel candidat particulier, mais seulement d'user de votre vote d'une manière ou d'une autre. Le droit de réforme a été gagné pour vous, non par les grands hommes politiques dont les noms sont attachés aux lois de réforme de 1832, de 1867 et de 1884, mais par l'agitation persistante de pauvres travailleurs qui ont sacrifié tous leurs loisirs et n'ont pas reculé devant l'emprisonnement et parfois pis encore, afin de vous donner une part au gouvernement de votre pays. Aujourd'hui vous avez la chance de vous servir de ce qui a été si chèrement acquis. Vous n'avez pas d'excuse pour vous abstenir de voter... Même s'il n'y a pas de candidat digne qu'on vote pour lui, il y en a au moins un qui mérite qu'on vote contre lui... En tout cas il y en a toujours un meilleur et un pire. »

Les déclarations de la *Fabian Society,* au sujet de la tactique à adopter par les socialistes en matière électorale, sont catégoriques assurément ; toutefois, il ne faudrait pas croire que l'attitude actuelle des Fabiens en politique leur ait été inspirée par des principes immuables, ni que cette base d'opérations ait été arrêtée comme devant, à tout jamais, faire partie intégrante de leur plan. Les Fabiens le proclament : rien ne doit être moins invariable qu'une tactique : celle-ci doit constamment pouvoir s'adapter aux circonstances du moment :

« La tactique électorale de la *Fabian Society* se modifiera, écrit M. Shaw, chaque fois que les rangs socialistes s'augmenteront d'un millier de nouveaux membres... Remarquons seulement que l'augmentation doit être réelle. L'arrivée en masse d'hommes de paille, animés d'un enthousiasme de courte durée et nous abandonnant trois semaines après leur admission, ne servirait qu'à nous illusionner sur notre propre force... En politique comme au jeu de *poker,* le *bluff* n'est à conseiller que pendant la première

période du jeu... Dans l'avenir, la force du parti socialiste résidera dans le nombre de ses membres, car cette force sera subordonnée à la puissance politique que nous pourrons acquérir. Aussi longtemps que, dans les polls, nos hommes se compteront par dizaines, nous devrons continuer à ramper, à peiner *(to crawl and drudge)*, à organiser des conférences, tant bien que mal; lorsqu'on comptera nos partisans par centaines, nous pénétrerons toutes les organisations et nous les forcerons à traiter avec nous; quand il y en aura des dizaines de mille, nous nous mettrons en ligne comme parti indépendant; et lorsqu'un jour, enfin, nous les compterons par centaines de mille, — et nous y arriverons, par un effort persévérant, — alors nous attellerons notre char à la trombe et nous dirigerons la tempête. »

La fin de cette citation nous donne la clef de la tactique Fabienne. L'attitude actuelle des Fabiens en politique, l'alliance avec les libéraux, nous apparaît donc comme une ligne de conduite provisoire, comme une étape ou un acheminement vers une situation en tous points désirable : l'organisation des socialistes en parti politique indépendant, ayant son existence distincte tant du groupe libéral que du groupe conservateur. L'alliance libérale n'a donc été constituée qu'en vue de propager le socialisme et pour remédier à l'absence d'un parti socialiste indépendant bien organisé; et, comme cela ressort du *Fabian Manifesto* de 1892, cette attitude n'a été adoptée que faute de mieux :

« Le procédé qui consiste à inonder de socialistes et de radicaux les associations libérales peut, si l'on s'en sert adroitement, hâter considérablement les réformes politiques; ce n'est là toutefois qu'un moyen bien défectueux si on le compare à l'action directe qu'aurait un véritable parti ouvrier, alimenté par les souscriptions de la classe ouvrière et ne dépendant plus en rien de l'appui

des libéraux et des conservateurs. C'est à la honte de la classe ouvrière que nous constatons l'absence d'un tel parti... »

Plus loin, le manifeste expose les conditions qui doivent être réunies pour que la désignation d'un *Labor candidate* par un parti indépendant soit chose avantageuse :

« Il faut : 1° que le candidat ait la chance de l'emporter ; 2° qu'il résulte du nombre de ceux qui ont pris part au poll précédant l'élection, que la cause du travail sera respectée dans le district ; en ce cas il ne faudrait pas hésiter à diviser les votes de l'un des autres partis en présence ; 3° que les candidats conservateurs et libéraux soient également arriérés en fait de questions ouvrières... Tout cela est encore subordonné à cette condition, que le candidat ouvrier soit un homme d'une honnêteté indiscutable, de telle sorte que jamais la cause du travail ne puisse être discréditée par sa faute, et aussi un homme d'une capacité suffisante pour qu'il ne puisse faire tomber sur cette cause le ridicule. Il n'est pas indispensablement requis d'un candidat conservateur ou libéral qu'il manifeste des aptitudes particulières. S'il est prudent et se conforme aux instructions de son parti, il ne compromettra ni lui-même ni ses amis politiques. Mais un candidat du travail, qu'il siége au Parlement ou qu'il prépare son élection, devra souvent agir d'après ses propres inspirations ; et toute faute qu'il commettra sera relevée aussitôt comme une preuve de l'infériorité des représentants du travail en général... La *Fabian Society* attache aussi une grande importance à ce que les candidats du travail soient, le plus possible, des ouvriers, dans tous les districts électoraux qui possèdent un parti indépendant du travail (1)... Enfin, il est à peine nécessaire de répéter ici que nous entendons par ces mots : parti indépendant du travail, une organisation du travail assez puissante pour assurer elle-même le succès de ses candidats sans le concours des libéraux ou des conservateurs. »

En ces dernières années, le principe de l'action politique indépendante a fait beaucoup de chemin parmi les Fabiens. Un certain nombre

(1) non pas une section de l'*Independent Labour Party.*

d'entre eux se demandent déjà s'il leur est avantageux de continuer plus longtemps l'alliance avec les radicaux et les libéraux, aujourd'hui minorité désorganisée. Ils commencent à trouver que leurs alliés les ont payés de promesses plus que d'autre chose et ne valent plus guère la peine qu'on les « pénètre ». Quelques-uns voudraient même réaliser de suite l'idée d'un parti indépendant, et nous voyons actuellement une minorité toujours croissante de Fabiens se tourner vers l'*Independent Labour Party*.

Cette tendance est surtout remarquable dans les *Fabian Societies* locales. Les rapports annuels de la société, en 1895 et 1896, constatent que bien des groupes de province n'ont plus d'existence que sur le papier ou se sont éteints complètement, tandis que leurs membres ont établi, sur les ruines de la *branch* Fabienne, des sections de la *Social-Democratic Federation* ou de l'*Independent Labour Party*.

D'autres organisations locales n'ont gardé de la *Fabian Society* que le nom, tout en continuant d'entretenir des rapports cordiaux avec le groupe central : telle est la *Liverpool Fabian Society*. Cette société, la plus nombreuse après celle de Londres (elle compte aujourd'hui une centaine de membres environ), a présenté au Congrès Socialiste International de 1896 un *rapport sur la tactique Fabienne,* conçu en ces termes :

« La Société Fabienne de Liverpool se rallie, d'une façon

générale, à l'attitude prise par la Société Fabienne de Londres, mais elle est d'avis que la façon dont cette dernière a exposé devant le Congrès la tactique électorale Fabienne ne peut s'appliquer à l'ensemble des Fabiens. Voilà pourquoi la Société Fabienne de Liverpool a résolu d'exposer brièvement sa propre tactique électorale, qui est aussi celle de la plupart des Fabiens résidant hors de Londres.

» La Société Fabienne de Liverpool ne présente pas de candidats Fabiens, mais prend une part active à toutes les élections. Elle se joint à l'*Independent Labour Party,* à la *Social-Democratic Federation* et aux *Trade-Unions,* en vue d'assurer l'élection de candidats socialistes dans tous les conseils ayant une part au gouvernement; elle contribue à organiser et à unifier ces éléments d'un parti politique socialiste jeune encore, mais grandissant; elle appuie invariablement tous les candidats socialistes; elle déconseille le choix de candidats peu recommandables et ne pouvant inspirer confiance aux ouvriers; mais, une fois le candidat accepté par le parti, la société travaille loyalement à son élection. La Société Fabienne de Liverpool s'efforce donc d'établir une organisation politique socialiste. Elle croit plus à l'efficacité de ce procédé qu'aux avantages problématiques et peu durables de l'élection du moins mauvais de deux candidats non socialistes.

» Quand aucun candidat socialiste n'est mis sur les rangs, la Société Fabienne de Liverpool tâche d'obtenir des concessions d'un des candidats en présence, en retour de son appui. »

Il semble donc que la *Fabian Society,* déçue dans ses avances du côté des libéraux, séparée en deux fractions, dont l'une est réduite à l'inaction par la force des choses, tandis que l'autre se tourne vers l'action politique indépendante, — il semble que la *Fabian Society* redevienne ce qu'elle était à ses débuts, un groupe d'études. L'année 1895, avec la défaite des libéraux, porta le grand coup à l'influence politique des Fabiens; cette année fut témoin aussi d'une recrudescence de

travaux intellectuels de la part des principaux membres de la société : c'est alors qu'a été fondée, sous la présidence effective de M. Sydney Webb, l'Ecole des sciences économiques et politiques de Londres *(The London School of Economics and Political sciences)*.

La société est aujourd'hui plus que jamais engagée dans cette voie d'études et de propagande, et ses dernières déclarations concernant l'action politique ne paraissent pas devoir la ramener, d'ici à quelque temps, dans le courant de la vie politique active.

CHAPITRE IV.

Le Socialisme et les Trade-Unions.

Jusqu'ici nous n'avons étudié que des groupes de propagande socialiste dont les tendances ne sont pas l'émanation directe de la classe ouvrière en Grande-Bretagne. La *Fabian Society* se compose presque exclusivement de membres appartenant à la classe moyenne. Dans la *Social-Democratic Federation,* l'élément ouvrier domine, il est vrai, mais la direction est concentrée entre les mains de quelques *middle-class men;* aucune attention spéciale n'est accordée à la qualité de trade-unioniste que possèdent un bon nombre des membres; au surplus ces derniers ne constituent qu'une infime minorité dans le monde des travailleurs.

Les *Trade-Unions,* qui constituent par excellence l'organisation des travailleurs anglais, se sont-elles laissé pénétrer de socialisme et jusqu'à quel point? Telle est la question que nous allons nous efforcer de mettre en lumière.

Tout d'abord, faisons remarquer que le socialisme des *Trade-Unions* n'a jamais été que du collectivisme; il fut introduit dans ces Unions

grâce à la création, en 1889, de syndicats nouveaux dont les tendances plus avancées sont désignées sous l'appellation de Nouvel Unionisme.

Nous verrons dans ce chapitre comment le Nouvel Unionisme et le collectivisme ont envahi les *Trade-Unions,* et, en tenant compte des derniers évènements où les tendances du monde unioniste se sont manifestées publiquement, nous nous demanderons quelle est aujourd'hui, quelle sera probablement demain l'orientation des syndicats ouvriers britanniques.

Comme nous l'exposerons plus loin, les *Trade-Unions* se répartissent aujourd'hui en trois catégories qui sont, en allant de la plus conservatrice à la plus avancée : 1° les anciennes *Trade-Unions;* 2° les nouvelles *Trade-Unions;* 3° la fraction des collectivistes qui, depuis quelques années, font l'assaut des *Trade-Unions* et se sont constitués, en 1893, en Parti Indépendant du Travail.

§ I.

Comment le Nouvel Unionisme et le collectivisme ont envahi les Trade-Unions.

Les trois phases du Trade-Unionisme. — L'ancien Trade-Unionisme. — Le nouveau Trade-Unionisme. — Son origine. — Les causes qui ont précipité le mouvement Néo-Unioniste. — La fraction collectiviste.

Dans leur ouvrage sur le Trade-Unionisme, M. et Mme Webb définissent la *Trade-Union* « un

groupement permanent de salariés érigé en vue de garantir et d'améliorer les conditions de leur travail ».

Par suite des évolutions que les *Trade-Unions* ont subies, le rôle que leur assignent M. et Mme Webb s'est trouvé maintes fois modifié : il a passé par trois phases distinctes.

Dans la première période de leur existence, le principal objectif des Unions était la lutte contre les patrons pour l'obtention de meilleurs salaires, l'organisation des grèves et la réunion des fonds nécessaires pour soutenir celles-ci. Ce rôle ne tarda pas à être facilité aux syndicats professionnels par leur reconnaissance légale, en 1871, sous le ministère Disraëli; toutefois les Unions ne se bornèrent pas longtemps à ces manifestations agressives en faveur des intérêts de leurs membres et elles organisèrent en même temps l'œuvre d'assistance entreprise par les anciennes « gildes ». Caisses de secours, caisses de chômage, caisses de maladie, caisses de retraite, caisses funéraires, bref, tous les rouages de la société de secours mutuels ou *friendly society* se retrouvent alors dans la *Trade-Union* au profit de ses membres.

Les efforts des *Trade-Unions* en vue d'améliorer le sort des travailleurs sont, pendant cette première période, uniquement guidés par les principes de *self-help* et de liberté : les Unions font appel à l'initiative des ouvriers, elles ne réclament qu'acces-

soirement l'intervention de l'Etat et n'ont garde de s'aventurer sur le terrain de la politique pure.

Vers 1852, sous le nom de Nouvel Unionisme, se dessine, chez une partie des trade-unionistes, la tendance à débarrasser des *friendly benefits* (bénéfices des secours mutuels) les associations professionnelles d'ouvriers. Ce Nouvel Unionisme se fond définitivement et sans laisser de traces dans le Vieil Unionisme, lorsqu'en 1889 des esprits plus avancés s'efforcent de nouveau d'éliminer des organisations récentes, ce qu'ils appellent les influences énervantes des secours mutuels.

La question de savoir s'il faut préférer les associations mixtes (c'est-à-dire les associations professionnelles sur lesquelles se greffent les secours mutuels) aux associations purement professionnelles, n'est cependant qu'une des faces de la querelle plus large entre ce que l'on appelle aujourd'hui l'Ancien Unionisme et le Nouvel Unionisme. L'absence d'institutions de prévoyance dans les Unions n'est, à vrai dire, qu'un signe extérieur auquel on peut distinguer les nouvelles Unions des anciennes. La raison qui a donné naissance au Néo-Trade-Unionisme de 1889 se trouve ailleurs. Comme l'écrit M. Paul de Rousiers, « c'est dans l'exclusivisme inintelligent de certains groupes de l'Ancien Unionisme qu'il faut surtout la chercher » (1).

L'ancien Trade-Unionisme, celui qui avait pré-

(1) Paul de Rousiers : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*; p. 337.

sidé à la naissance et au progrès des Unions était, dans ses grandes lignes, demeuré toujours fidèle au principe du *self-help*. Ayant conscience de sa force, il était convaincu, en 1889, comme par le passé, que le grand, le principal facteur de tout progrès est l'action libre des travailleurs débattant leurs intérêts avec le patron, recourant à la grève quand il le faut et, exceptionnellement, à l'intervention de l'Etat. Pareille tactique n'était possible qu'à la condition que les Unions fussent extrêmement fortes ou, en d'autres termes, assez riches pour soutenir, sans secours étrangers, les plus rudes campagnes. Les *Trade-Unions* avaient donc été naturellement amenées à recruter leurs membres dans l'aristocratie des travailleurs, c'est à dire parmi les ouvriers qualifiés, ayant une spécialité *(skilled labourers),* tels que mécaniciens, menuisiers, charpentiers, maçons, mineurs, etc.; toutes ces catégories de travailleurs jouissaient en effet de salaires assez élevés pour pouvoir alimenter les fonds de grève de leurs syndicats et les caisses de secours établies dans les anciennes Unions.

Les membres de celles-ci étaient donc dans une situation relativement prospère, mais, à vrai dire, ils ne constituaient qu'une bien faible minorité de la population ouvrière anglaise. A côté et en dehors des Unions puissantes, se rencontrait la grande masse des travailleurs, les *unskilled labourers,* journaliers, manouvriers, dont le métier

n'exige presque pas d'apprentissage et dont la capacité se réduit le plus souvent à la force musculaire : ouvriers de valeur inférieure et, par conséquent, mal rétribués ou irrégulièrement occupés. Ces derniers n'étaient pas constitués en grandes associations; tout au plus quelques-uns d'entre eux avaient-ils formé des groupes isolés et de peu d'importance, groupes dont l'existence n'était pas reconnue par les anciennes Unions et qui n'offraient, d'ailleurs, qu'une protection bien insuffisante aux intérêts de leurs membres. Ceux-ci faisaient entendre parfois des plaintes contre l'exclusion systématique dont ils se voyaient l'objet, mais leurs réclamations demeuraient sans succès auprès des *Trade-Unions :* « Dans cette sorte d'aristocratie ouvrière, l'idée s'était répandue et confirmée que le Trade-Unionisme, dont on reconnaissait les bienfaits, devait rester l'apanage d'un petit nombre, que, d'ailleurs, des ouvriers habiles pouvaient seuls prélever sur leur salaire des cotisations assez importantes pour alimenter leur caisse syndicale, et qu'en fin de compte, il était inutile de prêcher la bonne nouvelle à des gentils » (1). C'est la réaction contre ces tendances, devenues de plus en plus générales, qui a produit le Nouvel Unionisme; c'est l'invasion soudaine des *Trade-Unions* par ces gentils, devenus une puissance en 1890, qui fut le premier pas vers l'évolution du mouvement syndical.

(1) Paul de Rousiers : *Op. cit.*, p. 337.

Cette évolution fut d'ailleurs précipitée par la question grossissante des sans-travail et par la propagande de tous les instants que quelques hommes de talent organisèrent parmi les masses des *unskilled*.

La question du chômage des ouvriers d'ordre inférieur s'est toujours posée avec une gravité particulière. A ces prolétaires dont la subsistance absorbe chaque jour le salaire tout entier, il faut un travail ininterrompu. Or, depuis 1879, à mesure que l'industrie travaillait davantage pour l'exportation, les brusques arrêts de la production devenaient tous les jours plus fréquents et le nombre des sans-travail ne faisait qu'augmenter. Ceux qui avaient le plus à souffrir de ces crises répétées étaient les travailleurs sans spécialité, mal payés, isolés, n'ayant ni assez de fonds ni assez de cohésion pour former des caisses d'assurance et de secours mutuels. Aussi, dans tous les ports d'Angleterre, les chauffeurs, les *dockers* s'agitaient... Ce fut l'heure que choisirent John Burns et Tom Mann pour commencer la grande œuvre dont ils projetaient depuis quelque temps l'accomplissement : l'organisation des *unskilled* en une armée disciplinée capable de dicter ses conditions aux *Trade-Unions* et aux patrons.

Indignés de ce que les Unions, trouvant la situation bonne pour leurs membres, ne voulaient rien innover, ils s'occupèrent tout d'abord de remuer ces rouages dont John Burns disait « qu'ils

avaient des toiles d'araignées ». « Combien de temps encore, disait, en 1886, Tom Mann aux Vieux Unionistes, combien de temps vous contenterez-vous de la politique sans vigueur de vos Unions ? Elles vous ont fait du bien dans le temps ; mais maintenant à quoi servent-elles encore?... La politique agressive des Unions est tombée aujourd'hui en décadence. Continuer une tactique qui n'aboutit à aucun résultat *(do nothing policy)* est un travail en pure perte et ne peut servir qu'à épuiser nos énergies »(1).

John Burns n'était pas moins explicite, quand il écrivait dans *Justice* (3 septembre 1887) :

« L'Unionisme, constitué comme il l'est, porte en lui-même les germes de sa décadence... Le fait d'avoir poussé l'insouciance jusqu'à se charger des devoirs et des responsabilités qui incombent uniquement à l'Etat et à la collectivité, en ce qui concerne l'assurance contre la vieillesse et la maladie, a épuisé les grandes Unions, parce qu'elles ont dû imposer à leurs membres des cotisations excessives. Cela les paralyse tellement que la crainte de ne pouvoir faire honneur aux engagements pris, les rend faibles contre les empiètements des patrons. Il en résulte que toutes ces Unions mutuellistes ont cessé d'être des associations pour la sauvegarde des droits du travail et ont dégénéré en institutions destinées à réduire les impôts des classes moyennes et riches *(into mere middle and upper class rate-reducing institutions)*. »

D'un autre côté, une campagne active était menée parmi les *dockers*, les ouvriers du gaz et les manouvriers de toutes les industries. Rien ne fut épargné par John Burns, Tom Mann et quelques-uns de leurs amis, au nombre desquels Ben Tillet,

(1) Sydney and Beatrice Webb : *History of Trade-Unionism.*

pour éveiller chez ces réfractaires à toute organisation, l'instinct de leur propre relèvement.

L'on sait de quel succès mémorable ces efforts furent couronnés. A partir de 1887, un mouvement d'émancipation se dessine dans les masses des *unskilled;* l'idée d'association y est agitée, on entrevoit les avantages de l'effort collectif. En l'espace de deux ans, la propagande de Mann et de Burns porte ses premiers fruits : deux grèves mémorables éclatent. L'une, organisée par les chauffeurs et les ouvriers de plusieurs entreprises de gaz, a pour résultats immédiats l'élévation des salaires et l'introduction de la journée de huit heures dans les ateliers des grévistes ; elle aboutit à la formation de la *Gas Workers general Labourers Union,* qui comptait 120.000 membres en 1891. La seconde est la célèbre grève des ouvriers des docks de Londres, dirigée par John Burns et Tom Mann à la fin de 1889 (1) : les *dockers* y obtiennent un salaire minimum de six pence par heure et constituent la *Dock, Warf, Riverside and general Labourers Union,* qui, en 1891, vit monter à soixante mille le nombre de ses membres (25.000 à Londres ; 35.000 dans les autres ports du royaume). Aux deux Unions ouvrières sorties de ces grèves, il faut en ajouter une troisième, la *National Amalgamated sailors and firemen Union of Great Britain and Ireland,* fondée, en 1887, par

(1) Cette grève a été caractérisée également par le rôle important qu'y a joué le cardinal Manning.

John Havelock Wilson et qui, en 1891, comprit environ 90.000 membres.

La campagne contre les anciennes Unions avait été commencée deux ans auparavant. Tom Mann et John Burns revenaient maintenant à l'assaut de ces mêmes Unions, escortés, cette fois, de plusieurs centaines de milliers de travailleurs, fortement organisés et pénétrés des idées nouvelles de leurs chefs. Force fut aux *Trade-Unions* de s'incliner devant cette invasion et d'ouvrir leurs rangs aux *unskilled* et au Nouvel Unionisme triomphant.

Le Nouvel Unionisme reçut de ses organisateurs et des circonstances dans lesquelles nous l'avons vu naître, des caractères complètement différents de l'Ancien Unionisme. Les nouvelles Unions n'entretiennent pas les caisses de secours et de chômage qui forment l'objet des plus vives sollicitudes dans les anciennes Unions. Elles ne possèdent généralement qu'un comité chargé de régler les rapports entre patrons et ouvriers. Mais, comme nous l'avons dit, elles n'ont pas été amenées à cet état de choses par esprit de système, mais plutôt par nécessité. Leurs membres ne peuvent payer des cotisations élevées. Or, les caisses d'assurance coûtent fort cher à entretenir. Aussi la plupart des *leaders* Néo-Unionistes s'élèvent-ils énergiquement contre les caisses ouvrières d'assurance. Par là ils sont amenés à rejeter en même temps le dogme du *self-help*. « Vous faites œuvre de dupes, disent les « nouveaux » aux

« anciens », en vous chargeant de porter remède à des maux dont le soulagement rentre dans les attributions de l'Etat. C'est l'Etat qui doit organiser les assurances ouvrières : pourquoi donc vous mêlez-vous de ce qui ne vous regarde pas? D'autant plus que ces caisses d'assurance vous coûtent fort cher et que, pour les alimenter, vous devez pressurer vos membres et leur imposer des charges insupportables. Cette manière d'agir vous conduit à perdre de vue le véritable but du Trade-Unionisme : le but professionnel, l'amélioration des conditions du travail. Les sommes que vous dépensez au service des différentes caisses, vous pourriez les consacrer plus utilement à la propagande, à la résistance, à la lutte »(1).

More legislation, more inspection, more taxation! (plus de législation, plus d'inspection, plus de taxation!) telle est la formule, simple et concise mais singulièrement énergique, dont les Néo-Unionistes se servent pour résumer leur programme. « Nous ne voulons plus du *self-help*, disent-ils, et nous n'admettons plus l'association professionnelle qu'à la condition qu'elle servira à mettre en mouvement l'autorité supérieure, l'Etat, dont nous attendons tout le progrès. Nous voulons que les conditions du travail soient réglées par les actes du Parlement, non seulement pour le travail des femmes et des personnes protégées,

(1) E. Dubois : *Les Trade-Unions et les associations professionnelles*, p. 42.

mais même pour celui des hommes et, en particulier, que la journée de huit heures soit établie par la loi. Nous voulons qu'une surveillance plus rigoureuse limite l'indépendance des patrons et assure l'exécution des règlements nouveaux, et que des impôts plus lourds servent à couvrir les frais de ce contrôle renforcé. »

Le moment où ces principes nouveaux s'étaient fait jour dans les *Trade-Unions* correspondait avec les premières manifestations sérieuses du socialisme en Angleterre. L'idée d'un nouvel état social avait été présentée aux *unskilled* presque concurremment avec la nécessité de se constituer en groupements professionnels ; souvent ces deux causes s'étaient trouvées défendues par les mêmes apôtres et paraissaient n'en faire qu'une aux yeux de certains auditoires naïfs, peu habitués aux distinctions subtiles. C'est ce qui explique, dès le début du Nouvel Unionisme, la tendance de certains unionistes de la nouvelle école à chercher leur salut hors d'eux-mêmes ; comme le fait remarquer M. René Lavollée, le Néo-Unionisme, qui constitue l'extrême gauche des trade-unionistes orthodoxes et modérés, avait lui-même, dès son origine, une extrême gauche, qui n'est autre que la fraction collectiviste de la classe ouvrière. « Sous prétexte que l'organisation sociale actuelle permet ou autorise certains abus, les unionistes avancés demandent la guérison de ces abus à une transformation radicale de la

société »(1). Ce paradis sur terre, ce *millenium*, ils rêvent de le réaliser à coups de bulletins de vote et ils pensent qu'il convient que les ouvriers abordent hardiment le terrain politique et parlementaire.

Voici comment un socialiste déclaré, Leonard Hall, membre de l'*Independent Labour Party*, expose la façon dont ses amis et lui comprennent le Nouvel Unionisme.

« Tout l'espoir du Trade-Unionisme, écrit M. Hall, repose sur la nouvelle école... Celle-ci se distingue de l'ancienne et par le but qu'elle se propose et par la méthode employée.

» La différence de but provient de ce que l'attitude de l'Ancien Unionisme est seulement défensive et palliative, tandis que le Nouvel Unionisme est, en outre, agressif et reconstructeur.

» La vieille école accepte l'organisation industrielle existante comme une chose naturelle; elle est résignée à subir le système actuel qui maintient, d'une part, la classe des propriétaires, employeurs et gouvernants et, de l'autre, la classe des travailleurs, gens dépendants et sans propriété. Les partisans de la vieille école croient que la mission des Unions professionnelles est accomplie, lorsqu'au moyen de sacrifices constants et de luttes incessantes, ils arrivent tout juste à se maintenir au-dessus de l'eau; encore leur faut-il, pour arriver à ce résultat, demander aux classes supérieures l'aide d'une charité qui ne coûte rien à celles-ci et l'appui de leur philanthropie à petites doses... La vieille formule qu'on trouve dans les livres de prières : « ainsi qu'il était au commencement et maintenant et toujours », si elle n'est pas la devise des vieilles Unions, paraît être, tout au moins, le principe fondamental de leur philosophie. Non seulement elles refusent de reconnaître la nécessité de la guerre des classes, mais elles acceptent encore la thèse de « l'identité d'intérêts entre le travail et le capital... »

» La nouvelle école, au contraire, repousse ouvertement l'ordre qui préside actuellement aux rapports du capital et du travail.

(1) PAUL DE ROUSIERS : *Op. cit.*, p. 340.

Ses partisans professent une doctrine économique nouvelle : ils proclament que c'est aux prétentions élevées par les producteurs sur les produits de l'industrie qu'il faut faire droit en premier lieu. A la base de leurs réclamations se trouve ce principe : que le produit tout entier de l'industrie doit être attribué à la classe productrice. Cette classe reçoit aujourd'hui, en salaires, le quart des fruits de son travail : elle doit avoir les quatre quarts. Quant au système du salariat, qui a pour bases la propriété privée et l'inégalité artificielle des conditions, les membres de la nouvelle école le regardent comme le père de toutes les calamités sociales dont souffre le travail... Ils désirent arriver, par degrés, au remplacement de l'Etat actuel par une république coopérative, agissant par l'intermédiaire d'un Etat populaire et par des corps de gouvernement locaux démocratisés ; pour constituer ces derniers, il faudrait procéder tout d'abord à l'émancipation des travailleurs, en supprimant le patronat et les monopoles de tout genre.

» Les deux Unionismes diffèrent encore par la nature de leur tactique et par la méthode qu'ils emploient.

» La vieille école ne s'écarte pas des sentiers battus. Son idéal se réduit à chercher dans l'effort pur et simple des métiers *(trade combination)* des satisfactions qui ne concernent que le métier *(trade purposes)*. Ses partisans restent les esclaves aveuglés de ce préjugé : qu'il faut restreindre l'action des Unions aux limites étroites de l'accord mutuel et de l'effort « personnel ».

» Le parti avancé est persuadé qu'il faut lutter pour la cause commune avec toute arme légitime qui tombe sous la main, que cette arme soit la pression exercée par l'effort spontané *(voluntary)* des travailleurs, ou bien la sanction qui s'attache au caractère obligatoire *(compulsory)* de la législation ou, mieux encore, l'une et l'autre, quand l'occasion s'en présente » (1).

Cet exposé des aspirations du Nouvel Unionisme est manifestement écrit dans un esprit de parti : il ne réflète pas les sentiments de *tous* les Unionistes de la « nouvelle école ». M. Hall est l'écho d'un certain nombre de Néo-Unionistes : il

(1) LEONARD HALL : *The Old and New Unionism*, pp. 1 à 6.

reproduit en somme les tendances des ouvriers collectivistes.

*
* *

Il y a donc aujourd'hui dans les *Trade-Unions* trois courants d'opinions qu'il ne faut pas confondre : l'Ancien Trade-Unionisme, qui tend à devenir une minorité impuissante ; le Nouveau Trade-Unionisme, auquel se sont ralliés en grand nombre les membres des Unions de métiers ; enfin la fraction collectiviste, dont l'importance a été assez considérable, il y a une couple d'années, pour qu'on ait pu croire que les *Trade-Unions* étaient en voie de passer au socialisme(1).

Depuis 1894, des évènements d'une haute importance ont modifié la face du monde unioniste. Il y a quelques mois à peine, un vieux mineur du Northumberland, partisan invétéré de l'Ancien Unionisme, me disait — non sans désespoir — que, loin d'avoir changé leur orientation, les *Trade-Unions* sont aujourd'hui plus collectivistes qu'en 1894. Cette affirmation, nous allons en vérifier l'inexactitude dans les lignes suivantes, consacrées à la marche du collectivisme dans les syndicats ouvriers britanniques. Pour cette étude, nous nous baserons spécialement sur les résultats des congrès annuels des *Trade-Unions*. Disons-le toutefois, quand nous parlons de la marche et même des progrès du socialisme, nous entendons

(1) Congrès des *Trade-Unions* à Norwich, en 1894.

non pas seulement l'adhésion de plus en plus générale qu'ont donnée certains congrès annuels à des résolutions empreintes de collectivisme, mais encore les sympathies toujours plus marquées des membres des Unions pour les socialistes avérés et l'accroissement numérique, parmi les trade-unionistes et surtout parmi leurs délégués, des forces collectivistes.

§ II.

Les congrès et l'avenir des Trade Unions.

Les congrès des *Trade-Unions* avant et après 1890. — Congrès de Liverpool. — Congrès de Newcastle — Congrès de Glasgow. — Congrès de Belfast. — Congrès de Norwich. — Situation privilégiée créée au collectivisme, grâce à la représentation des *Trades-Councils* et au Nouvel Unionisme. — Le coup d'état du Comité Parlementaire. — Congrès de Cardiff. — Congrès d'Edimbourg. — Congrès de Birmingham. — Conclusion. — La *National Free Labour Association.* — La grève des mécaniciens en 1897.

Un grand intérêt d'ordre moral s'est toujours attaché aux congrès des *Trade-Unions*. Les Unions professionnelles représentent, en Grande-Bretagne, l'élite des travailleurs et elles y forment le véritable parti ouvrier anglais. Le nombre de leurs associés, — ils sont aujourd'hui environ un million, — leur solide organisation financière, les résultats surprenants que les Unions ont obtenus maintes fois dans les luttes pour la fixation des salaires de leurs membres, sont faits pour forcer

l'attention et même inspirer le respect. Aussi n'est-il pas étonnant que l'assemblée annuelle des délégués des Unions soit un sujet d'attention pour presque tous les esprits cultivés de l'Angleterre. Les congrès des *Trade-Unions* constituent, en même temps, une source d'information de premier ordre pour quiconque désire s'éclairer sur les tendances du monde trade-unioniste : c'est là, en effet, que se manifestent le plus vivement les divisions qui se produisent entre les adhérents, et c'est en comparant les vœux émis par ces assemblées qu'il est le plus facile de se rendre compte des évolutions successives des *Trade-Unions*.

Jusqu'au congrès de Liverpool, en 1890, les *Trade-Unions* s'étaient bornées à émettre des vœux dont les plus hardis tendaient à l'extension des lois sur les fabriques, sur le travail des femmes et des enfants, tout au plus à la surveillance sanitaire des ateliers domestiques et à la revision de la législation sur la responsabilité des patrons en cas d'accident. En 1890, le Nouvel Unionisme prit pied au sein des *Trade-Unions* et amena un changement de scène complet. Tout d'abord, le nombre des membres, celui des sociétés adhérentes et des ouvriers représentés se trouvèrent presque doublés (congrès de Dundee, en 1889 : 211 délégués représentant 171 sociétés et 885.055 ouvriers; congrès de Liverpool, en 1899 : 457 délégués représentant 311 sociétés et

1.470.191 ouvriers) et, avec ces éléments nouveaux, un esprit nouveau pénétra dans les congrès : les débats prirent des allures plus vives, plus hardies, plus agressives contre le capital, contre l'ordre social actuel; des questions irritantes furent soulevées; les *Trade-Unions* se laissèrent du même coup entraîner sur le terrain de la politique pure. Cette situation se compliquait d'une animosité croissante entre les Anciens Unionistes et les membres les plus avancés de la nouvelle école, qui manifestaient chaque jour d'une façon plus marquée leurs tendances collectivistes.

Le congrès de Liverpool se distingua surtout par le vote d'une résolution tendant à l'adoption, par la législature, de la journée obligatoire de huit heures dans toutes les industries. En 1891, à Newcastle, le même principe fut repris et il y eut en outre un vœu pour la formation d'un parti indépendant du travail. Les visées socialistes sont nettement accusées, l'année suivante, au congrès de Glasgow : celui-ci charge son Comité Parlementaire « de préparer et de présenter à la Chambre des communes un bill *restituant* au pays la propriété des métaux et des minéraux »; il demande la transformation de l'industrie minière en une exploitation de l'Etat, la municipalisation des tramways, c'est-à-dire leur gestion par les communes, la réforme de la Loi des pauvres, en vue de fournir aux citoyens sans ouvrage un travail productif suffisamment rémunéré. Le congrès de

Glasgow insiste spécialement sur la nécessité de l'action politique indépendante; à cet effet, il charge son Comité Parlementaire :

« D'étudier attentivement et de préparer un projet en vue de la représentation indépendante du travail, en s'attachant spécialement aux difficultés financières ; ce projet devra être soumis aux Unions assez à temps pour pouvoir être discuté à fond avant la prochaine session.

» Le congrès, tout en regrettant la défaite de tant de candidats du travail aux récentes élections générales, se réjouit de ce que l'on ait pu constater quelque amélioration dans l'ancien état de choses. En prévision, cependant, d'autres élections générales à une date peu éloignée, le congrès insiste auprès des métiers organisés et auprès des classes ouvrières en général sur les points suivants : 1° Une pression doit être exercée sur leurs membres pour qu'ils s'engagent à donner la priorité au paiement des membres du Parlement par l'Etat, au paiement par le Trésor des frais de vérification des élections et à d'autres réformes électorales également importantes; 2° Une campagne politique active doit être entreprise, afin que les candidats du travail soient désignés à la fois dans toutes les circonscriptions où ils auraient des chances sérieuses de succès; 3° Le moment est venu où les droits du travail doivent être sauvegardés dans le choix des candidats et où ni la richesse ni les influences de parti, ni les services rendus à un parti ne doivent avoir la priorité dans la répartition des sièges entre les districts industriels »(1).

Le congrès de Belfast, en 1893, ajouta plusieurs résolutions, elles aussi empreintes de socialisme, aux programmes votés précédemment; mais nulle part les tendances nouvelles ne se manifestèrent aussi énergiquement qu'à la réunion tenue en 1894 à Norwich. L'*Independent Labour Party* venait de

(1) On trouvera dans l'ouvrage déjà cité de M. René Lavollée un résumé fort complet des congrès des *Trade-Unions*, depuis 1890 jusqu'en 1895.

se constituer, avec le programme collectiviste comme base, sous la présidence de l'agitateur bien connu Keir Hardie. Dominé par celui-ci et par quelques-uns de ses amis, le congrès de Norwich vota le programme collectiviste dans son entièreté.

Depuis plusieurs années des prédictions s'étaient fait entendre qui annonçaient la conversion complète des *Trade-Unions* au socialisme. En 1894, ces prédictions paraissaient plus que jamais devoir se réaliser. Cependant ce progrès si rapide du collectivisme contenait en lui-même la cause de son peu de stabilité et de sa ruine : une réaction violente se produisit, à l'issue du congrès de Norwich, au sein de la fraction modérée. Les membres du *Parliamentary Committee,* presque tous unionistes modérés, virent qu'un remaniement complet des statuts pouvait seul écarter des congrès les meneurs qui y entretenaient l'agitation socialiste, et dont la plupart ne représentaient même pas les Unions qu'ils prétendaient dominer.

En effet, les Unions n'étaient pas seules représentées au congrès. Les *Trades Councils* y envoyaient aussi des délégués et l'esprit général des *Trades Councils* était différent de celui des *Trade-Unions*. Les *Trades Councils* sont des réunions composées des représentants des divers métiers d'une ville, où, dès lors, on ne s'occupe pas des intérêts professionnels spéciaux à chacun d'eux, mais des intérêts locaux — et parfois généraux — communs à tous. Déjà cette condition rend leur

base moins nette que celle des Unions ; en plus, ils bornent en général leur activité à émettre des vœux ; leur organisation financière est à peu près nulle. Parfois, dans les moments de grève, les *Trades Councils* créent une agitation et déterminent un mouvement général d'opinion, secondant ainsi, dans une certaine mesure et par une action parallèle, l'influence des Unions ; souvent, au contraire, ils compromettent celles-ci inutilement.

Le Parti Indépendant du Travail trouvait dans les *Trades Councils* un terrain tout préparé à son action ; la discussion de sujets spéculatifs rentrait essentiellement dans son programme, et il était plus facile que partout ailleurs de proclamer l'insuffisance des *Trade-Unions* dans un milieu généralement étranger à leurs représentants. Les *leaders* unionistes ne se rencontrent guère en effet dans les *Trades Councils;* le vague des délibérations, le manque de sanctions répugnent à leur esprit pratique, à leurs habitudes sérieuses (1).

Jusqu'en 1894, il y avait donc deux éléments distincts représentés aux congrès des *Trade-Unions :* d'une part, les délégués des *Trades Councils,* de l'autre, les mandataires des syndicats professionnels. Or, c'est à cette double provenance des membres des congrès qu'il faut surtout attribuer la double tendance que reflètent les résolutions, depuis 1890 : d'une part, les unionistes sont préoccupés surtout d'intérêts professionnels, éco-

(1) V. Paul de Rousiers : *Op. cit.,* pp. 343 et suiv.

nomiques; de l'autre, les délégués des *Trades Councils* soumettent au congrès des vœux d'une portée souvent platonique, mais empreints de collectivisme, et ceux-ci sont presque indistinctement ratifiés, grâce à l'indifférence de la majorité des délégués, qui ne voient là qu'un jeu sans conséquence.

En 1894, la patience des unionistes modérés se lasse; le « jeu » prend en effet des proportions inquiétantes. Le congrès de Norwich venait de confier au Comité Parlementaire la mission d'élaborer un nouveau règlement et de le présenter à la réunion suivante. Le Comité, fort de cette autorisation, un peu vague, il est vrai, de préparer les modifications nécessaires au règlement, y chercha un moyen d'écarter du congrès les *Trades Councils* et de favoriser autant que possible les partisans de la tradition trade-unioniste, à l'encontre des politiciens.

En conséquence, le Comité inséra dans le nouveau règlement les clauses suivantes : « aucune représentation ne sera acceptée au congrès des *Trade-Unions* comme sincère et effective *(bona fide)* si elle n'émane pas directement d'une *Trade-Union;* personne ne peut être délégué au congrès des *Trade-Unions* s'il n'exerce pas effectivement son métier au moment de l'élection, à moins qu'il soit fonctionnaire permanent et salarié de son Union ». De cette manière, le Comité éloignait les délégués des *Trades Councils* et toutes les per-

sonnes qui auraient pu, par un artifice quelconque, s'imposer aux membres d'une Union et se faire déléguer par elle au congrès.

De plus, comme l'*Independent Labour Party* avait trouvé un appui dans le Nouvel Unionisme, on voulut accentuer encore la réaction en fortifiant par un mode de votation spécial la repésentation des Unions anciennes et puissantes. D'après le règlement en vigueur à Norwich, toute société avait droit à autant de délégués au congrès qu'elle comptait de fois deux mille membres, mais, naturellement, les Unions très nombreuses n'usaient pas de la plénitude de ce droit, car le déplacement d'un grand nombre de délégués eût absorbé une somme considérable. Elles se contentaient de quelques membres soigneusement choisis, et, comme les délégués au congrès votaient par tête, il arrivait que des sociétés puissantes ne fussent pas représentées proportionnellement à leur importance. Leur influence pouvait être contrebalancée par quatre ou cinq Unions de création récente, peu nombreuses, à peine organisées. En conséquence, le nouveau règlement permit de substituer au vote par tête, qui donne une voix à chaque délégué, le vote par cartes qui confère aux délégués d'une Union un nombre de voix proportionnel à l'importance de cette Union : « On votera par cartes, dit l'article 8, chaque Union ayant droit à une carte par mille membres ou fraction excédant ce chiffre (bien entendu si elle

a acquitté les droits de 25 francs par mille membres, etc. pour sa représentation au congrès) ».

Une véritable révolution était opérée dans la composition des congrès par ces dispositions : la fraction collectiviste voyait une bonne partie de ses forces éliminées; du coup elle perdait ses orateurs les plus écoutés, Keir Hardie et Tom Mann. D'autres trade-unionistes de valeur, tels que John Burns et Broadhurst, se trouvaient également frappés d'ostracisme, et cette décision allait être sans appel, car le comité parlementaire, chargé de l'organisation du congrès suivant, avait décidé, à l'encontre de la procédure régulière, que les nouveaux règlements seraient applicables immédiatement et sans approbation des délégués.

La colère fut grande dans le camp socialiste et le congrès tenu l'année suivante à Cardiff fut un véritable champ de bataille où chacun des deux partis vint défendre pied à pied ses positions. D'un côté, les collectivistes et, avec eux, quelques Nouveaux Unionistes, tels que J. H. Wilson, adversaire de l'*Independent Labour Party,* s'élevèrent vivement contre le coup d'état du Comité Parlementaire. Celui-ci, de son côté, exposa sans ambages au congrès les motifs de sa conduite : « Si ces congrès, déclara M. David Holmes, président du comité, doivent être des congrès de *Trade-Unions*, il faut qu'ils en aient les caractères et ne deviennent pas un *pandemonium* politique, ainsi qu'il arrive depuis quelques années ». Et

M. James Mawdsley, secrétaire d'une Union de fileurs du Lancashire, ajouta : « Le congrès était en danger d'être exploité par des hommes qui sont réellement en dehors du mouvement ouvrier ; il était temps de montrer que le congrès des *Trade-Unions* n'est ni un congrès électoral ouvrier, ni un congrès de l'*Independent Labour Party,* ni un congrès libéral ou tory, mais simplement un congrès ouvrier ». Cependant, M. J. H. Wilson déposa une proposition infligeant un blâme au Comité Parlementaire et demandant « que le congrès refusât de sanctionner la mise en vigueur du nouveau règlement, jusqu'à ce qu'il lui eût donné son approbation par un vote ». La proposition fut mise aux voix et rejetée par 604.000 voix contre 347.000, soit 257.000 voix de majorité.

Sur plus d'un autre point, le congrès de Cardiff, débarrassé de l'influence encombrante de presque tous les *leaders* de l'*Independent Labour Party,* guidé, d'autre part, par l'attitude ferme du parti modéré, donna gain de cause aux partisans de l'ancienne école. Toutefois, considérées dans leur ensemble, les résolutions votées à Cardiff constituent un assemblage des plus étranges : à côté de vœux qui sont un véritable échec pour le collectivisme, il s'en rencontre d'autres qui lui sont absolument favorables : ainsi, la plupart des résolutions collectivistes votées à Norwich sont votées à nouveau et subsistent dans leur intégrité. L'impression qui se dégage de cette réunion est la

suivante : la réforme du Comité Parlementaire a mis un temps d'arrêt aux progrès du socialisme : elle a rallié autour du parti modéré les éléments non encore contaminés par les idées nouvelles ; elle a, d'autre part, éloigné des *Trade-Unions* ceux qui avaient des attaches collectivistes. Ce qui domine, c'est l'absence d'orientation de la grande masse des délégués, qui, non encore habitués à la direction nouvelle des idées, hésitent à abandonner les utopies brillantes qu'ils ont caressées pendant les dernières années.

Grâce au congrès de Cardiff, le terrain se trouva déblayé ; pendant l'année qui suivit, les esprits eurent le temps de se calmer et les idées se fixèrent.

Le congrès de 1896, tenu à Edimbourg, refléta ces excellentes dispositions : il constitue, je crois, le premier pas dans la voie nouvelle où le Trade-Unionisme semble appelé à entrer ; à ce point de vue, l'œuvre du congrès d'Edimbourg continue l'évolution dont le signal a été donné à Cardiff par le parti modéré.

Dans son discours d'ouverture, le président du congrès de 1896, M. Mallinson, insista spécialement sur deux points : tout d'abord il engagea les socialistes à ne pas développer leurs utopies ; d'autre part il recommanda de ne pas confondre les *Trade-Unions* avec un parti politique ouvrier. « Ayons un parti politique ouvrier, dit-il, mais qu'il soit établi en dehors du Trade-Unionisme et

qu'il ne vienne pas en son lieu et place. La force du Trade-Unionisme a toujours été de fournir aux ouvriers des deux sexes, de toutes les races, de toutes les opinions, un terrain commun où ils pourraient unir leur action pour améliorer les conditions de leur travail. C'est seulement en maintenant cette large base que le Trade-Unionisme peut continuer d'être pour les ouvriers une arme de défense dans la lutte qu'ils ont entreprise. » Ces conseils de M. Mallinson ont porté leurs fruits. On a compris que les socialistes ne sont plus les maîtres au congrès, comme ils croyaient l'être à Norwich ; les socialistes eux-mêmes ont partagé ce sentiment, car ils ont retiré spontanément la résolution par laquelle ils demandaient au congrès de voter le programme socialiste (nationalisation du sol et de tous les moyens de production, d'échange et de distribution des richesses).

Les membres de l'*Independent Labour Party* étaient en nombre relativement restreint au congrès : de leurs champions d'autrefois, il ne restait plus guère que Ben Tillet : encore ce dernier vient-il de se retirer de la scène politique, sa santé ne lui permettant pas de poursuivre ses travaux. Au surplus, l'*Independent Labour Party* a encore baissé, en 1896 et en 1897, dans l'estime du monde trade-unioniste, qui se rend compte maintenant des menées ambitieuses des politiciens.

La fraction collectiviste compte, toutefois, de son côté, un bon nombre de membres. Mais ce

nombre est bien réduit depuis 1894 et le rôle des collectivistes à Edimbourg a été celui d'une minorité impuissante, ainsi que cela résulte du vote de plusieurs résolutions. Une analyse du congrès ne rentrerait pas dans le cadre de cette étude(1); signalons toutefois une proposition qui, parmi toutes les motions soumises aux votes du congrès, a fourni aux membres des différents groupes la meilleure occasion de se compter. La résolution suivante avait été proposée par M. Curran, membre de l'*Independent Labour Party* :

« Dans l'opinion de ce congrès, il doit y avoir contrôle public, toutes les fois que des fonds publics sont affectés à des dépenses scolaires; considérant que notre système actuel d'éducation d'Etat, *fondé, comme il l'est, sur le « commercialisme », et en désaccord avec les forces économiques qui tendent vers le collectivisme, ne répond pas aux besoins d'éducation de la nation, et que dès lors il est de toute nécessité que ce système d'éducation soit complètement refondu et édifié de telle sorte qu'il respecte véritablement le principe de l'égalité des chances ;* considérant aussi qu'il est nécessaire d'introduire dans les écoles d'Etat les meilleures méthodes de la pédagogie, afin de procurer à chaque enfant le développement physique, intellectuel et moral qui fera de lui le digne citoyen d'un Etat coopératif; pour toutes ces raisons, nous donnons mandat au Comité Parlementaire d'insister auprès du gouvernement sur l'urgence d'une loi conçue suivant les indications de la présente résolution. »

En face de cette motion, qui, il faut le remarquer, fut votée dans *ces termes mêmes* par le congrès de Cardiff, se dressait une autre proposition: celle-ci, après avoir affirmé, comme la précédente, la nécessité du contrôle public sur

(1) Voir le compte-rendu détaillé que le *Musée social* en a donné dans sa livraison d'octobre 1896.

les dépenses scolaires de l'Etat, se bornait à demander :

« La réorganisation de notre système d'éducation sur une base plus large et plus démocratique, par l'introduction dans toutes les écoles publiques élémentaires des meilleures méthodes de la science pédagogique, afin qu'il soit possible de procurer à chaque enfant le développement physique, intellectuel et moral qui fera de lui le digne citoyen d'un Etat coopératif; pour toutes ces raisons nous donnons mandat au Comité Parlementaire de suivre attentivement le développement de toute mesure législative relative à l'éducation publique et de faire dans ce but tels actes qu'il jugera opportuns, tout en insistant, en même temps, auprès du gouvernement sur la nécessité d'introduire un projet de loi conçu suivant les indications de cet amendement. »

M. Ben Tillet feignit de ne voir aucune différence entre les deux propositions; mais son opinion ne fut partagée par personne. Le second projet est, en effet, d'allure beaucoup plus modérée et M. Ben Tillet comprit si bien que l'adoption de ce projet serait une dénonciation du socialisme par les *Trade-Unions,* qu'il s'épuisa en efforts pour faire passer la première rédaction. Au vote à mains levées, 131 voix contre 115 se prononcèrent en faveur de la résolution des modérés. Ben Tillet réclama alors le vote par cartes. Mais ce mode de votation ne fit qu'accentuer son échec en portant à 640.000 le nombre de voix favorables à la rédaction modérée, tandis que l'opinion socialiste ne réunit que 325.000 voix.

Le même jour, le congrès passa à l'examen d'une proposition ainsi conçue :

« Dans l'opinion de ce congrès, le temps est venu où les différences politiques entre trade-unionistes doivent cesser d'être une

barrière qui les empêche de s'unir sur un large programme des intérêts des travailleurs; nous donnons mandat au Comité Parlementaire de soumettre aux syndicats la question suivante : Consentez-vous à souscrire un penny par trimestre à une caisse fondée dans le but de soutenir, aux élections législatives, les candidats qui font profession de Trade-Unionisme effectif et qui ne sont inféodés à aucun des vieux partis politiques, tory ou libéral ? »

Le congrès, en repoussant cette motion par 136 voix contre 62, montra que la politique pure ne devait plus jouer dans les *Trade-Unions* qu'un rôle effacé. Cette sage réserve était un progrès considérable quand on la compare au vote par lequel, trois ans auparavant, le congrès de Glasgow reconnaissait la nécessité d'un parti politique ouvrier indépendant, soutenu directement par les *Trade-Unions*.

A côté de ces résolutions et d'autres encore, qui marquent un retour du congrès vers les anciens principes, certains vœux regrettables ou tout au moins bizarres ont subsisté à Edimbourg. Ainsi, le congrès a voté la nationalisation du sol, des mines et des chemins de fer; il a « invité le gouvernement à présenter une loi obligeant les autorités municipales de tout le royaume à adopter un système de pensions de vieillesse pour leurs employés » ; il préconise « la municipalisation de tous les docks, quais et entrepôts du royaume ». De même, un vœu réclame « une loi générale réduisant *dans toutes les professions et dans tous les métiers* la durée de la journée de travail à huit heures, etc. ».

Le congrès tenu en 1897 à Birmingham ratifia la plupart des résolutions votées à Edimbourg. 381 délégués, représentant 1.093.191 ouvriers, y assistèrent. M. J. V. Stevens, de l'Union des ferblantiers, fut élu à la présidence.

Jetons un coup d'œil sur les travaux de ce congrès. Tout d'abord un vœu est adopté en faveur de la nationalisation des terres, des mines et carrières, des docks, des chemins de fer, des canaux. Le congrès vote également la municipalisation des eaux, de l'éclairage et des tramways; un projet de pension pour tous les travailleurs âgés ou impotents; la limitation légale de la journée de travail à huit heures dans tout le Royaume-Uni (par 923.000 voix contre 141.000); la fédération de toutes les *Trade-Unions* dans un but d'assistance mutuelle. Sur la motion de M. Curran, le congrès exprime sa sympathie à l'Union des mécaniciens, dans la lutte qu'elle a entreprise pour l'obtention de la journée de huit heures(1).

(1) La grève actuelle des mécaniciens a son origine dans une requête adressée aux constructeurs de machines par les mécaniciens de Londres, en juin 1897, afin d'obtenir la réduction de leur travail à huit heures par jour. En réalité, ce que les mécaniciens demandaient, c'était seulement que le travail supplémentaire, aujourd'hui d'un usage presque général dans leurs ateliers, commençât une heure plus tôt chaque jour. Sur 270 patrons, 230 accédèrent à cette demande ; les autres soumirent la question à la Fédération des patrons et celle-ci répondit en refusant d'accorder les huit heures et en prononçant le *lock-out* contre les mécaniciens de Londres et de plusieurs autres districts. L'Union des mécaniciens décréta, de son côté, la grève générale

Mentionnons aussi l'adoption, par 595.000 voix contre 274.000, d'une résolution conçue dans les termes suivants :

« Considérant que le travail des enfants et les abus auxquels il donne lieu de la part du capital sont de nature à nuire aux enfants, en même temps qu'ils constituent une injustice à l'égard des parents et un crime contre la société ; considérant que dans les écoles les classes des enfants riches et leurs récréations sont organisées autrement que celles des fils des travailleurs ; considérant qu'il y a de malheureux parents tout disposés à enlever leurs enfants à l'école pour les envoyer à la fabrique, le congrès estime qu'il est temps que la Grande-Bretagne cesse d'édifier sa puissance et de battre monnaie en sacrifiant des âmes et des vies d'enfants. Dans cette vue, le congrès charge son Comité Parlementaire de demander provisoirement au gouvernement : 1º la prohibition du travail des enfants en dessous de quinze ans ; 2º la prohibition de tout travail de nuit en dessous de dix-huit ans. »

D'autre part, le congrès vote à l'unanimité une résolution tendant à donner une plus grande extension au principe de la coopération, spécialement de la coopération productive; enfin, la création d'un fonds spécial pour la représentation directe des intérêts ouvriers au Parlement est repoussée à une forte majorité.

et ainsi, peu à peu, la crise s'étendit à tout le Royaume-Uni. Par le nombre des grévistes, par les secours énormes qui leur sont distribués chaque semaine, par les sympathies excitées dans tous les rangs des travailleurs, par l'attitude énergique des deux parties en cause, la grève de 1897 est assurément un des plus terribles conflits entre le capital et le travail dont ce siècle ait été le témoin. A ce jour, les négociations entre les délégués de la Fédération patronale et les délégués de l'Union des mécaniciens sont à peine entamées et il est impossible de prévoir quand la lutte prendra fin. Il est toutefois certain, dès à présent, que les conséquences matérielles de la grève seront ruineuses pour les Unions syndicales comme pour les constructeurs de machines.

Dans ses grandes lignes, le résultat du congrès de Birmingham a été pratiquement le même que celui de la réunion d'Edimbourg. Ce serait commettre une erreur que d'y voir une recrudescence de socialisme ; on peut seulement conclure de la phraséologie propre à quelques résolutions et de l'importance numérique de certains votes, à une légère marche en avant des tendances Néo-Unionistes. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que, les esprits étant plus ou moins surexcités cette année par la grève des mécaniciens, l'œuvre législative du congrès a pu en subir le contre-coup.

Le vote et l'observation de pareilles lois entraîneraient, à coup sûr, des perturbations profondes dans l'organisation économique et industrielle de l'Angleterre ; il ne faut pas toutefois s'inquiéter outre mesure de leur ratification par les congrès d'Edimbourg et de Birmingham. Cette place réservée dans l'œuvre des congrès au rêve, à l'utopie s'explique par un penchant marqué vers l'idéalisme, penchant qu'on retrouve en Angleterre plus spécialement peut-être qu'ailleurs. Le tempérament anglais est ainsi fait qu'après s'être appliqués avec un sens pratique admirable et une merveilleuse activité à la tâche qu'ils se sont imposée, nos voisins ont besoin aussi d'un délassement complet de leurs facultés ; dans leurs moments de repos, ils dépouillent volontiers l'homme d'affaires qui est en chacun d'eux et complaisamment ils se laissent entraîner à con-

struire des châteaux en Espagne, autrement dit à se forger un idéal de vie sur la terre. Le congrès annuel des *Trade-Unions* est une véritable vacance pour quelques centaines de travailleurs anglais; quoi donc d'étonnant à ce qu'ils s'abandonnent pendant ces jours à une manie d'ailleurs sans conséquences, — alors surtout qu'ils y sont sollicités par des apôtres à la langue bien pendue, ceux-ci socialistes convaincus.

De plus, les délégués sont habitués de longue date à se voir soumettre chaque année des vœux identiques, à peu de chose près, aux vœux qu'ils ont votés l'année précédente; la formule de tous ces vœux est la même : « le Comité Parlementaire est d'avis que... », et « le congrès charge son Comité Parlementaire de faire présenter au Parlement un projet de loi... ou d'insister auprès du gouvernement pour que... ». Or, les délégués n'ignorent point qu'un pas énorme reste à franchir pour que leurs vœux soient transformés en lois et ils savent fort bien que le Comité Parlementaire ne réussit pas, généralement, à remplir sa mission. Nous ne croyons point que les délégués de Birmingham se fassent la moindre illusion sur le sort de leurs résolutions, d'ici au congrès de 1898. Et même, comme l'écrivait naguère un correspondant du *Times,* « les congrès des *Trade-Unions* ont depuis si longtemps l'habitude de voter des résolutions pour toutes sortes de réformes impossibles et ont une telle expérience des résultats

négatifs qui ont suivi leurs votes, que nous ne pouvons guère nous figurer que les délégués soient fort désappointés lorsque, dans un an, ils s'apercevront que le sol, les mines et les chemins de fer n'ont pas encore été nationalisés, que notre système d'instruction n'a pas encore subi de réforme intégrale, que la taxation des revenus du sol n'a pas encore été fixée et qu'il leur est possible, comme auparavant, de formuler des résolutions sur ces sujets et sur beaucoup d'autres encore ».

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que, même aux deux derniers congrès, un tiers environ des délégués était favorable à l'opinion socialiste; comme me le disait un vieux *congressman,* « ce sont toujours les gens d'opinions les plus avancées qui crient le plus fort » : rien d'étonnant donc à ce qu'ils arrivent parfois à se faire le mieux écouter. C'est le cas de reprendre, en le généralisant, l'aveu d'un socialiste bien connu : M. Edward Aveling écrivait, en effet, à la fin de 1894, dans l'*Ere Nouvelle,* au cours d'un article sur le congrès de Norwich, « qu'il ne fallait pas attacher beaucoup d'importance au vote de la résolution de Keir Hardie » (le programme socialiste).

A un autre point de vue encore, on aurait tort de conclure de certains votes des congrès d'Edimbourg et de Birmingham à la force du socialisme dans les *Trade-Unions.* « S'il résulte de la comparaison des divers scrutins qu'un tiers environ des

mandataires délégués était favorable à l'opinion socialiste, cette proportion est loin de se retrouver parmi les mandants eux-mêmes, surtout parmi ceux appartenant à des professions spécialisées. Par exemple, la nationalisation des mines, qui, depuis une quinzaine d'années, est votée régulièrement par tous les congrès, est une question qui laisse indifférente la quasi-unanimité des mineurs; ceux-ci ne l'ont jamais examinée, elle ne les intéresse pas » (1).

*
* *

En nous basant sur ces diverses considérations, nous croyons pouvoir conclure que, dans ces dernières années, les *Trade-Unions* ont manifesté une tendance toujours plus marquée à s'affranchir des utopies socialistes et de l'esprit de politique pure, pour inaugurer une tactique rajeunie où le *self-help* sera combiné avec les exigences de la situation nouvelle et, en particulier, avec certain recours à l'Etat.

Il ne faut donc pas regarder la naissance du Néo-Trade-Unionisme comme un malheur pour la destinée des organisations syndicales : ce mouvement, considéré en lui-même, était juste; il témoignait d'une louable vitalité et il a donné aux anciennes Unions un renouveau de vigueur. On peut regretter les exagérations auxquelles le Néo-Unionisme a donné lieu, à ses débuts : mais ces

(1) *Musée Social,* (octobre 1896); p. 151.

exagérations marquaient l'exubérance d'organismes complètement neufs et inexpérimentés; aujourd'hui elles ont presque disparu. Le développement de l'organisation syndicale est nécessairement favorable aux idées de modération. Le seul fait que de jeunes Unions ont pris naissance prouve déjà que les ouvriers de catégorie inférieure ont senti la nécessité de défendre leurs intérêts et compris qu'eux seuls, au moyen d'Unions fortement organisées, peuvent les défendre. A diriger ces intérêts, les plus turbulents se sont assagis, ont acquis de l'expérience : ils comprennent de mieux en mieux qu'au lieu de s'adresser à l'Etat pour l'obtention de satisfactions chimériques, ils doivent plutôt compter sur eux-mêmes pour la réalisation des améliorations possibles; ils recourent dès lors aux moyens qui ont fait le succès de leurs devanciers et ils constituent des syndicats de plus en plus semblables aux anciennes Unions par l'organisation; ainsi augmentent tous les jours, parmi les travailleurs anglais, la confiance mutuelle et la solidarité qui doivent assurer leur marche vers un avenir meilleur.

Quelques esprits prévenus, semble-t-il, contre les manifestations du Trade-Unionisme — et, particulièrement, du Nouvel Unionisme, — voient dans la grève actuelle des mécaniciens le triomphe de ce qu'ils appellent « les exigences malsaines du Trade-Unionisme »; on laisse même entendre que cette grève et l'agitation qui règne aujourd'hui

dans le monde syndical anglais seraient le prélude d'une période d'hostilité ouverte entre le capital et le travail, tandis que la poussée presque générale en faveur de la journée de huit heures marquerait un nouveau pas dans la voie collectiviste. Aux *Trade-Unions* on oppose la *National Free Labour Association* :

« Contre les tendances actuelles des *Trade-Unions*, écrit la *Réforme Sociale*, et contre l'action despotique qu'elles cherchent à exercer sur l'ensemble des travailleurs anglais, souvent même sur leurs propres membres, une réaction a fini par se produire. Elle s'est manifestée par la fondation, il y a cinq ans déjà, d'une association rivale, la *National Free Labour Association*. Formée d'ouvriers demandant la liberté du travail, elle se recrute pour une grande partie parmi les unionistes révoltés contre le joug intolérable que fait peser sur eux ce qu'ils nomment le *New-Unionism*, c'est-à-dire les syndicats transformés d'après les principes chers au cœur des politiciens socialistes » (1).

Nous ne croyons pas qu'il faille attacher une bien grande importance à la *National Free Labour Association*. Comparée aux *Trade-Unions*, cette organisation a joué jusqu'ici un rôle minime dans l'histoire des revendications du travail en Angleterre; à coup sûr, elle ne représente pas, comme les *Trade-Unions*, le « travail organisé » dans le

(1) *Réforme Sociale*, 1er novembre 1897.

Royaume-Uni. Et il n'est même pas exact de dire que les membres les plus conservateurs des *Trade-Unions,* les Anciens Unionistes, font partie de cette association. En effet, les mineurs du Durham et du Northumberland, quoique opposés plus que jamais à l'interventionnisme, n'en sont pas moins restés membres des *Trade-Unions* et assistent à leurs congrès; ils se bornent à protester par leur attitude contre les idées qu'ils ne partagent pas.

Le *Spectator,* journal connu pour ses tendances conservatrices, écrivait le 16 octobre dernier : « Nous n'avons pas une bien haute opinion de la *National Free Labour Association,* quoique ses *leaders* assurent qu'elle compte deux cent mille membres. Quelle place ces membres occupent-ils dans le monde du travail? La moitié, croyons-nous, ne demanderait pas mieux que d'entrer dans les anciennes Unions, si cela était possible; les autres paraissent actuellement tout disposés à constituer de leur côté des syndicats organisés sur le type des anciennes Unions. »

Il semble que la *National Free Labour Association* a toujours été et est, aujourd'hui plus que jamais, une arme de guerre à l'usage des patrons dans leur lutte contre les *Trade-Unions.* Les patrons ne demandent pas mieux que de favoriser une association se posant en rivale des Unions syndicales; plusieurs d'entre eux exercent même une pression sur leurs ouvriers, qu'ils tâchent d'enrôler dans les rangs du *Free Labour,*

S'il ne faut pas voir dans les *Free Labourers* les sauveurs de l'avenir, il ne faut pas davantage considérer les *Trade-Unions* comme disposées actuellement à mettre en danger l'ordre social par leur attitude dans la grève de 1897. Tout d'abord, cette grève n'a aucune connexité avec la propagande socialiste. De plus, la réduction des heures de travail en vue de laquelle elle fut décidée n'a pas, en Angleterre, le caractère excessif qu'elle aurait sur le continent. En effet, l'Etat a adopté dans ses ateliers la journée de huit heures et plusieurs établissements privés ont imité son exemple ; d'ailleurs, dans la grève actuelle, un bon nombre de patrons ont accédé à la requête des ouvriers. Si la lutte a pris des proportions aussi formidables et semble à quelques-uns devoir creuser davantage l'abîme qui règne entre le capital et le travail, la faute en est, croyons-nous, beaucoup moins aux *Trade-Unions* qu'aux patrons. Ceux-ci, en refusant de prêter l'attention voulue aux propositions des ouvriers, mécontentèrent ces derniers ; puis, ils traînèrent en longueur les pourparlers avec l'Union des mécaniciens, écartant à plusieurs reprises l'idée d'un arbitrage, différant jusqu'au milieu de novembre de conférer avec les délégués de l'Union. Ils ont montré par là, comme me l'écrivait récemment une publiciste anglaise, Mrs Crawford, que leur but était avant tout de briser les Unions en les acculant à une résistance désespérée. L'attitude des patrons a d'ailleurs

été l'objet de réprobations émanant de milieux divers et les mécaniciens en grève ont trouvé des sympathies et des secours dans toutes les classes de la société et même en haut lieu.

CHAPITRE V.

L'Independent Labour Party.

Origines. — Programme du parti. — L'*Independent Labour Party* se pose en parti socialiste, essentiellement indépendant et ouvrier. — Entretien avec M. et Mrs Pankhurst. — L'idéal socialiste décrit par M. Tom Mann. — Entretien avec Keir Hardie. — L'action politique du parti. — Ce qu'il faut penser du rôle de réformateurs sociaux que quelques *leaders* se sont attribué. — Rapports des Indépendants avec les Fabiens, les anarchistes, la *Social-Democratic Federation,* les *Trade-Unions,* les coopératives. — La coopérative socialiste de Bradford. — Classification des socialistes de l'*Independent Labour Party.* — Entretien avec M. Sims. — Concours fourni au parti par les Indépendants du journal *The Clarion.* — La *Labour Church.* — Tom Mann.

L'*Independent Labour Party,* fondé en 1893, est la plus récente des organisations socialistes anglaises. On peut toutefois attribuer une origine plus ancienne au mouvement dont il est sorti et dont il a été, en quelque sorte, la continuation. Dès 1888 s'était constitué dans le Nord de l'Angleterre un *Labour Party,* qui disposait d'une certaine influence et avait son quartier général à Newcastle. Ce *Labour Party* se rapproche fort de l'*Independent Labour Party* de 1893. « Le *Labour Party,* écrit, en 1889, M. Sydney Webb, est né, d'une part, du mécontentement causé dans le peuple par la poli-

lique « bourgeoise » *(middle class policy)* des libéraux de province et, d'autre part, de l'esprit de système qui domine les *Trade-Unions* et les pousse à s'abstenir de la politique pure. Des essais nombreux ont été faits et continuent d'être faits pour la constitution d'un « troisième parti »; mais, jusqu'à présent (1889), ils n'ont eu d'autre résultat que d'affirmer et de répandre partout cette idée que la classe des salariés n'a pas de motif pour s'attacher à tel des partis politiques en présence plutôt qu'à tel autre » (1).

Dans ces lignes écrites quatre ans avant la fondation de l'*Independent Labour Party,* M. Webb pronostique, en quelque sorte, ce que sera ce parti; en effet, plusieurs des tentatives infructueuses auxquelles il fait allusion ont d'étroites affinités avec le Parti Indépendant du Travail. Citons entr'autres, la *Labour Electoral Association,* qui a pour base un programme empreint de collectivisme et dont le principal objectif est l'organisation d'un parti électoral du travail *(Labour vote).* Les leaders du *Labour movement* de 1888 sont d'ailleurs ceux-là mêmes que nous retrouvons dans l'*Independent Labour Party:* Keir Hardie, Tom Mann, H. Champion.

Les timides entreprises de cette époque correspondent à une tendance, fréquemment manifestée par les socialistes et par certains membres de la classe ouvrière, vers la représentation directe des

(1) Sydney Webb : *Socialism in England,* p. 44.

travailleurs au Parlement et la constitution, à cet effet, d'un parti ouvrier distinct.

C'est le vœu exprimé à diverses reprises par des membres de la *Fabian Society*(1); c'est surtout la tendance qui s'est dessinée pendant un certain temps dans les *Trade-Unions,* après leur pénétration, en 1889, par des éléments avancés.

Le lecteur se rappelle les vœux émis par les congrès de Newcastle (1891) et de Glasgow (1892) en vue de la création d'un parti indépendant du travail. Les meneurs de cette campagne politique étaient d'ailleurs stimulés par la présence au Parlement de plusieurs membres ouvriers, dont le nombre, après des augmentations successives, avait été porté à quinze aux élections de 1892. Les délégués les plus avancés du congrès de Glasgow trouvèrent qu'il était temps de ne plus se borner à émettre des vœux et, à l'issue de la réunion, qui avait eu lieu en septembre, une soixantaine d'entre eux résolurent de donner suite au projet voté à Newcastle et à Glasgow : à cet effet, ils réunirent à Bradford, les 13 et 14 janvier 1893, la conférence où fut fondé l'*Independent Labour Party*.

Toutes les associations favorables à la création d'un parti ouvrier indépendant furent invitées à la réunion; 115 délégués répondirent à l'appel. Le plus grand nombre était envoyé par des organi-

(1) V. Supra : pp. 118 et suiv. Voir aussi : *A plan of campaign for Labor* et le *Fabian Election Manifesto 1892* (Fabian Tracts nos 49 et 40).

sations ouvrières indépendantes, les autres étaient les représentants des *Trades Councils,* de diverses *branches* de la *Social-Democratic Federation* et de quelques *Fabian Societies* locales. Il fut décidé tout d'abord de grouper sous le nom de Parti Indépendant du Travail toutes les sociétés locales représentées, celles-ci prenant le nom de *branches*. L'assemblée de Bradford résolut aussi de se donner une base économique, « complément nécessaire de la représentation du travail au Parlement ». En conséquence, la proposition suivante fut mise aux voix et votée à l'unanimité :

« L'objet du Parti Indépendant du Travail est de réaliser la propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange. »

Enfin, on se mit d'accord sur un programme; celui-ci, à part quelques modifications de détail, est encore suivi aujourd'hui. Nous reproduisons ici le programme arrêté aux congrès de 1895 et 1896; ses dispositions « lient définitivement les membres du parti », comme le fait remarquer pompeusement la déclaration imprimée en gros caractères en tête du programme :

Nom.

THE INDEPENDENT LABOUR PARTY (1).

(1) A diverses reprises, des membres ont proposé de modifier le nom du parti. En 1894, M. Curran demanda aux délégués d'adopter comme nom du parti : *The Socialist Labour Party.* La proposition fut rejetée; elle rencontra la même opposition en 1896. M. Ward, en 1895, et M. Brocklehurst, en 1896, proposèrent d'appeler le parti : *National Socialist Party;* leur tentative resta également sans succès.

Objet.

La constitution d'une république industrielle basée sur la socialisation de la terre et du capital.

Méthode.

La propagation dans le peuple des principes socialistes.

L'organisation industrielle et politique des ouvriers.

La représentation indépendante du socialisme dans tous les corps électifs.

Programme.

Le Parti Indépendant du Travail est favorable à tout système qui étend le droit électoral aux hommes et aux femmes et qui rend plus démocratique l'organisation gouvernementale.

Partie agraire. — Tout ce qui est essentiel à la vie provient de la terre; celle-ci doit donc être déclarée propriété publique; elle doit, de plus, être administrée comme telle et cultivée de façon à fournir la nourriture à tout le peuple. Pour arriver graduellement à ce résultat, nous proposons l'adoption immédiate des mesures suivantes :

1. — Etablissement dans l'Etat d'un département de l'agriculture chargé d'examiner la question du sol.

2. — Etablissement de collèges agraires et de fermes modèles où chacun puisse se procurer tous les produits alimentaires qui lui sont nécessaires.

3. — Attribution par la loi aux conseils de paroisses, de districts, de bourgs et de comtés, du pouvoir d'acquérir des terres, de les cultiver et de les donner à bail...

4. — Fixité des baux; compensations pour les améliorations, en cas d'éviction.

5. — Reboisement des terrains impropres à la culture; appropriation collective des terres appauvries et des côtes s'avançant en mer.

6. — Utilisation de la vase, qui aujourd'hui corrompt les lacs et les rivières, pour fertiliser le sol; à cet effet, attribution de pleins pouvoirs aux autorités locales.

7. — Création d'un office d'expédition des produits agraires, destiné à rassembler systématiquement et à transporter aux marchés les produits des fermes, vergers et laiteries.

8. — Reconnaissance de l'Etat comme propriétaire des plus-values du sol, dans les villes et dans les campagnes.

9. — Dans le cas où l'acquisition du sol par l'Etat doit se faire par voie d'achat, cet achat doit se liquider sous forme d'un nombre déterminé d'annuités.

Partie industrielle. — Le véritable objet de l'industrie étant la production des choses nécessaires à la vie, la communauté est collectivement responsable de cette production. Le travail et les richesses qu'il procure doivent être répartis équitablement entre tous les habitants. Comme mesures préalables, nous préconisons l'adoption immédiate des réformes suivantes :

1. — Journée maxima de huit heures de travail, les jours de repos actuellement en usage étant maintenus; établissement du *Labour day* (1er mai; fête du travail).

2. — Défense d'employer à un travail salarié des enfants en dessous de quinze ans.

3. — Etablissement par l'Etat d'une caisse de pension pour toutes les personnes âgées de 50 ans, les veuves et les orphelins, les ouvriers infirmes ou incapables de travailler.

4. — Exécution par les sans-travail de travaux rémunérateurs.

5. — Nationalisation des transports par chemin de fer et par eau...

Partie éducative et sociale.

1. — Education gratuite à tous les degrés.

2. — Entretien gratuit des enfants qui fréquentent les écoles.

3. — Municipalisation et contrôle populaire du trafic des alcools.

4. — Etablissement de l'arbitrage international et, par suite, désarmement général.

Partie fiscale.

1. — Abolition des impôts indirects.

2. — Impôt progressif frappant les revenus supérieurs à 300 £ par an.

3. — Absorption de la rente par l'impôt.

Ce programme n'a rien, assurément, qui le différencie beaucoup de ceux de la *Fabian Society* ou de la *Social-Democratic Federation*. Cependant l'*Independent Labour Party* se sépare, en plus d'un

point, des organisations socialistes que nous avons étudiées jusqu'ici. Né en dernier lieu, fondé par des membres de la classe ouvrière, ce parti semble avoir surtout voulu profiter des expériences de ses devanciers. Ses chefs se sont rendu compte que les tentatives des autres groupes socialistes ne sont guère en voie d'aboutir : les possibilistes Fabiens ont échoué dans leur essai d'un parti radical-socialiste ; leur opportunisme, d'ailleurs, les rend suspects aux Indépendants ; le succès n'a pas répondu davantage aux *Social-Democrats* dont l'intransigeance a suscité plus tard au Parti Indépendant des conflits de tout genre.

En présence de ces deux organisations, dont l'une est trop lente, l'autre trop pressée, et qui ne sont ni l'une ni l'autre essentiellement ouvrières, l'*Independent Labour Party* se pose comme le seul parti qui représente, d'une façon vraiment indépendante, les ouvriers socialistes de Grande-Bretagne.

Je cède ici la parole à M. Pankhurst, avocat réputé résidant à Manchester et formant avec sa femme, Mrs Pankhurst, le *high-life* de l'*Independent Labour Party* dans le Lancashire.

« Je combats énergiquement l'alliance avec les libéraux, me dit M. Pankhurst, comme, d'ailleurs, je repousse l'alliance avec tout autre parti. Qu'ont fait les libéraux, en qui les Fabiens mettent leur confiance ? Rien ; absolument rien... que des promesses.

— Nierez-vous cependant, dis-je à mon tour, que les libéraux comme aussi bien des conservateurs se sont dévoués et se dévouent encore à la classe ouvrière, propageant le mouvement trade-unioniste, consacrant leur temps et leur argent à la cause des travailleurs, s'efforçant de réaliser des réformes dans l'intérêt des ouvriers.

— Tout cela, nous vous l'accordons, me répond l'élégante Mrs Pankhurst, qui vient d'entrer dans le cabinet de son mari ; mais nous voulons quelque chose de plus. Tous ces philanthropes bourgeois repoussent l'idéal socialiste ; nous sommes donc forcés de les combattre. Les Fabiens ont rendu de grands services en matière de propagande socialiste ; leur *educational work* nous a été précieux, mais *en réalité ils n'ont pas fait de socialisme*. John Burns, voilà encore ce que j'appellerai un réactionnaire. Pendant quelques années, il a servi avec zèle la cause socialiste ; à peine entré au Parlement, il s'est empressé de laisser là ses anciens amis, pour des amis nouveaux, les libéraux. Il se croit un homme important, parce qu'il est pour les habitués de Westminster un objet de curiosité ; il répond à tous ceux qui le questionnent, se soumet complaisamment à de nombreux interviews et se rend au *five 'o clock tea* des élégantes du West-End, qui veulent voir de près le seul « député socialiste » du Parlement.

— Vous croyez donc que John Burns est homme à faire volte-face et à sacrifier les intérêts des ouvriers aux beaux yeux de quelques *ladies ?*

— Eh bien! soit, je retire ce qui concerne les dames *(I don't say for the ladies)*. Mais ce qui est certain, c'est que tout l'ensemble des influences libérales a fait tourner la tête à John Burns et que tous ceux qui, à son exemple, fraieront avec les libéraux sont comdamnés à se fourvoyer comme lui.

— Avez-vous confiance dans l'avenir d'un troisième parti, luttant avec les deux grands partis historiques qui se sont toujours partagé l'Angleterre?

— Je suis plein de confiance, répond M. Pankhurst. Les libéraux et les *tories* s'aperçoivent déjà que le parti du travail met parfois obstacle à leurs victoires; demain ce parti remportera des victoires pour son propre compte. Le jour n'est pas loin où nous n'aurons plus d'autres partis que les socialistes et les non-socialistes ou *tories*. Il en arrivera des libéraux, en Angleterre, ce qui en est arrivé en Belgique, c'est-à-dire qu'aux prochaines élections, le parti libéral aura vécu ou peu s'en faudra : quelques-uns de ses partisans passeront du côté *tory*, les autres deviendront socialistes. »

M. Pankhurst n'est pas seul de son avis. Qu'on en juge par cet extrait de *The New Party*, ouvrage collectif où le « nouveau parti » est décrit par quelques-uns de ses admirateurs. Nous empruntons à cet ouvrage l'anecdote suivante, qui lui sert de préface :

« Deux paysans du Norfolk se trouvaient un jour ensemble. « Ah ! si j'étais à la place de notre *squire*, dit l'un, ce n'est pas moi qui

garderais tout mon argent pour moi-même. Je l'emploierais à faire du bien. Je viendrais d'abord chez vous, John, et je vous dirais : tenez, voilà cent livres. » Or, il advint que ce paysan philanthrope se vit un jour à la tête d'une immense fortune. Quelques années plus tard, son ancien compagnon le rencontra et s'écria aussitôt : « Eh bien ! William, je n'ai pas encore reçu les cent livres promises ». Et l'autre de répondre : « Ah ! John, voyez-vous, *alors* je voulais bien, mais je n'avais pas l'argent. *Aujourd'hui*, j'ai l'argent, mais je ne veux plus ». Et il donna à John cinq shillings ! La situation des deux anciens partis politiques est la même. L'un déclare qu'il veut bien, mais qu'il n'a pas les moyens, l'autre a les moyens, mais la volonté semble lui faire défaut. Et entre ces deux partis de fainéants, le peuple est aujourd'hui dans un état aussi misérable qu'il y a cent ans. Cette situation commence à lui peser. Il comprend qu'il ne doit se fier qu'à lui-même. L'homme du peuple a son vote, des idées à lui ; il veut maintenant avoir un parti à lui... »[1].

Le premier caractère distinctif de l'*Independent Labour Party*, c'est donc l'autonomie, la complète indépendance. Cette organisation est, de plus, essentiellement ouvrière.

Fondé à la suite d'un congrès des *Trade-Unions*, le Parti Indépendant a toujours recruté parmi des ouvriers ou anciens ouvriers, ses membres et presque tous ses chefs, tels que Keir Hardie, Tom Mann, Ben Tillet. Il s'appelle le parti « du travail » et ses adhérents affectent des allures infiniment plus démocratiques que leurs voisins, les *middle class socialists*, comme me disait M. Pankhurst. Ainsi, pour s'en tenir aux congrès annuels du parti, il n'est pas sans intérêt de comparer avec l'attitude pleine de dignité que gardent les délégués des *Trade-Unions*, l'absence

(1) *The New Party*, édité par Andrew Reid.

voulue de *respectability* qui distingue les délégués de l'*Independent Labour Party;* ceux-ci semblent redouter avant tout de passer pour une réunion de *gentlemen :* ouvriers ils sont et ils veulent rester. Devant leurs noms, l'appellation *comrade* remplace le *Mr* traditionnel en Angleterre et d'un usage général dans les *Trade-Unions*. L'habit noir est pratiquement exclu du congrès ; Keir Hardie lui-même préside en habits de travail ; — que dis-je, — pendant les trois années qu'il a siégé au Parlement (1892-1895), il n'a jamais adopté d'autre tenue pour se rendre à Westminster (1).

D'autre part, ce que le Parti Indépendant réclame avant tout le reste, c'est le bien-être des ouvriers anglais.

« Il combat le système industriel actuel, avec ses conséquences : le travail tantôt intermittent, tantôt prolongé à l'excès, la concurrence ruineuse qui pousse le patron à réaliser constamment de nouvelles économies dans la production et à diminuer toujours davantage le nombre de ses ouvriers. Il veut abolir la pauvreté, la misère sous toutes ses formes. Pour mettre un terme à ces maux, le remède idéal c'est l'établissement d'une société où il sera impossible à toute personne qui n'est pas atteinte de faiblesse physique de vivre sur des revenus autres que ceux de son travail; dans cette société, le travail national sera organisé d'après des données scientifiques et réparti d'une façon proportionnée sur les épaules de tous les citoyens capables de travailler ; la domination d'une classe sera impossible, à cause de la reconnaissance de l'égalité sociale, économique et sexuelle » (2).

(1) Ce mépris des convenances a été vivement critiqué par plusieurs trade-unionistes. « Si un jour je suis élu membre du Parlement, disait l'un d'eux, je m'y rendrai, vêtu comme un *gentleman* et non comme ces membres qui se croient obligés d'afficher leur programme sur leurs habits. »

(2) Tom Mann : *What the Independent Labour Party is driving at.*

On le voit, l'organisation du travail est une des questions qui préoccupent le plus les membres du Parti Indépendant : autour de cette question ils font pivoter toutes les autres; ils y ramènent le collectivisme et la *Social-Democracy* qu'ils rêvent d'établir un jour.

Sur l'idéal à réaliser, la plupart d'entre eux sont d'accord avec la *Social-Democratic Federation* et Tom Mann déclare que, comme elle, l'*Independent Labour Party* a pour objet :

« la socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange; leur contrôle par un Etat démocratique dans l'intérêt de la communauté; le travail complètement émancipé du capitalisme et du landlordisme; enfin, l'établissement de l'égalité sociale et économique entre les sexes.

» Cette déclaration, continue M. Mann, est en parfait accord avec cette sentence fameuse de Karl Marx : « La sujétion économique des travailleurs à ceux qui monopolisent les instruments de travail, c'est-à-dire les moyens d'existence, cette sujétion se retrouve au fond de toutes les servitudes, de toutes les misères : elle est la cause de la dégradation des intelligences et de la dépendance politique; l'émancipation économique de la classe ouvrière doit donc être le but de toutes les tentatives politiques » (1).

Avant de voir ce que l'*Independent Labour Party* a fait pour l'avancement de la cause socialiste, qu'il nous soit permis de présenter au lecteur un de ses membres dont la personnalité nous a le plus frappé.

Keir Hardie est le chef et l'homme le plus en vue de l'*Independent Labour Party*.

Fondateur du Parti Indépendant, en 1893, il n'a cessé, depuis lors, de jouir d'une grande popularité

(1) Tom Mann : *Op. cit.*

auprès de ses partisans. Au congrès de 1894, les Indépendants l'acclament comme leur *chairman* et, au congrès de 1895, une imposante majorité se prononce pour le maintien de la charge de président, — que quelques démocrates par trop égalitaires auraient voulu abolir, — et confie encore une fois à Keir Hardie la direction, conservée par lui depuis lors.

Esprit entreprenant, Keir Hardie se distingue dès le début par sa propagande parmi les mineurs écossais. Lui-même a travaillé dans les houillères de huit à vingt-trois ans et il organise l'Union des mineurs de l'Ayrshire dont il est nommé président. En 1887, il passe au socialisme et il devient, en peu de temps, le chef de la fraction collectiviste des *Trade-Unions*. Candidat au Parlement pour West-Ham, en 1892, il est élu avec 5.268 suffrages. A la Chambre des communes il s'occupe spécialement de la question des sans-travail, ce qui achève de le rendre populaire auprès de ses électeurs, la plupart manœuvres sans ouvrage : il se montre au Parlement tel qu'il est en réalité : intransigeant, visionnaire, enthousiaste. Son influence dans certains milieux ouvriers s'en accroit peut-être, toutefois l'échec qu'il subit aux élections de 1895 permet de croire que sa considération a baissé.

Keir Hardie est l'éditeur du *Labour Leader*, organe officieux et hebdomadaire de l'*Independent Labour Party*. Il est inscrit à la Société Fabienne

et est l'un des membres actifs de la *Labour Church*, dont nous parlerons plus loin.

J'ai eu l'occasion d'entendre plusieurs fois Keir Hardie au congrès socialiste de Londres ; je n'ai appris à le connaître qu'après l'avoir vu dans son *home*, situé dans un des beaux sites de l'Ecosse, au village d'Old-Cumnock, entre Edimbourg et Glasgow. Il se plait au milieu de cette sauvage nature ; il y vit parmi les siens, loin du voisinage des grandes villes, qu'il a en horreur ; seules, les nécessités de la propagande le décident à quitter sa solitude : « Je préfère, me dit-il, arpenter la campagne écossaise en compagnie de mes chiens ».

Keir Hardie offre dans tout son extérieur un singulier mélange de rudesse et de bonhomie. Sa haute stature, sa tête puissante qu'encadrent une chevelure et une barbe embroussaillées, son regard perçant et qui dénote des convictions arrêtées sont d'un tribun. D'autre part, la démarche lente, la mise presque rustique et aussi l'inséparable compagnie d'un superbe *collie* font involontairement songer au berger écossais.

« Je considère le socialisme, me dit Keir Hardie, non pas comme ayant sa fin en lui-même, mais comme un instrument absolument indispensable à la régénération des individus et, en particulier, à l'amélioration du sort de la classe ouvrière. Par notre programme, par nos tendances vers la conquête des pouvoirs publics, nous passons pour favorables au collectivisme, au socialisme

d'Etat. Toutefois, personnellement, — et en cela je me trouve d'accord avec un bon nombre de mes amis, — je suis partisan du socialisme communiste et libertaire. Le socialisme d'Etat n'est pour nous qu'une phase préparatoire, de même que le Parti Indépendant du Travail n'est qu'un moyen qui aidera à socialiser toute l'Angleterre. Je reconnais, d'ailleurs, que nous ne sommes pas les seuls à travailler efficacement dans ce but. D'autres organisations ont rendu à la cause socialiste des services signalés : telle, par exemple, la *Fabian Society,* en matière d'éducation, car, de programme politique, elle n'en a point et sa tactique de pénétration a totalement échoué.

— Quelle est, d'après vous, la tactique à suivre par le parti socialiste anglais ?

— Pour nous, membres du Parti Indépendant, nous partons de cette idée qu'il faut, avant tout, avoir des principes solides, complètement déterminés et les proclamer bien haut, de façon que tout le monde les connaisse. Il faut que ceux qui nous voient à l'œuvre, aussi bien que ceux qui viennent grossir nos rangs, sachent que le socialisme est notre but immédiat et que nous voulons sa réalisation entière dans le plus bref délai possible.

— Mais ne craignez-vous pas de tomber, de cette façon, dans le défaut caractéristique de la *Social-Democratic Federation*? Ces principes trop accentués ne sont-ils pas un obstacle à votre développement, en éloignant de vous les nouveaux adhérents ?

— Nous n'avons aucune crainte à ce sujet. Nous déclarons sans ambages au petit paysan, à l'ouvrier propriétaire, que le socialisme leur prendra à l'un son lopin de terre, à l'autre sa maison ; mais, en même temps, nous leur faisons voir comment dans le socialisme ils trouveront beaucoup mieux que ce qu'ils perdent.

» En outre, la plus entière liberté est laissée à tous les membres du parti en ce qui concerne l'interprétation des principes socialistes et même l'application des règles qui inspirent notre tactique. Ainsi, il en est parmi nous dont les sympathies vont aux anarchistes et, tout en croyant moi-même à la nécessité de l'action politique[1], je comprends ceux qui la rejettent et je ne leur en fais pas un crime ; d'autres membres, par contre, font aux anarchistes une guerre déclarée. De même, nous laissons nos membres parfaitement libres de s'associer soit aux *Trade-Unions* soit aux sociétés coopératives et nous encourageons hautement ces organisations, que nous tâchons de pénétrer de socialisme. Il est même de nos partisans qui s'inspirent directement de la tactique d'autres groupes socialistes : c'est le cas pour la *branch* de Liverpool, dont presque tous les membres sont aujourd'hui groupés en *Fabian Society*[2], sans que la direction de l'*Independent*

(1) On comprend cette conviction chez un ancien membre de la Chambre des communes, qui n'a pas encore perdu l'espoir de rentrer un jour au palais de Westminster.

(2) V. SUPRA : pp. 120 et suiv.

Labour Party songe à les inquiéter de ce chef.

— Toutefois, vous conviendrez qu'il n'y a guère trace de cette liberté dans l'attitude que vous gardez en matière électorale.

— Que voulez-vous? Les libéraux sont un parti mort, leur temps est fini : c'est pour cela que nous sommes bien décidés à ne pas nous allier avec eux. Si nous le faisions, le seul résultat serait de relever momentanément leurs affaires, sans que la classe ouvrière y gagne rien. Le *third party,* le parti socialiste, est devenu une nécessité, il correspond à un besoin universel d'émancipation. Mais, si nous n'avons jamais fait un pas dans la voie des alliances, il nous est arrivé de conclure, soit avec les libéraux, soit avec les conservateurs, des accords partiels et temporaires, en vue d'obtenir certains avantages déterminés. Il se pourrait même que, dans des circonstances données, nous fassions avec un des anciens partis politiques un compromis général, mais pour cela il faudrait réunir une conférence de tous nos délégués.

— En règle générale, vous n'appuyez donc, aux élections, que des candidats membres de l'*Independent Labour Party?*

— Entendons-nous : quand nous en avons les moyens, nous tâchons d'avoir nos propres candidats. De toute façon, nous donnons nos suffrages aux candidats ouvertement socialistes : ainsi, aux élections générales de 1895, nos hommes ont voté pour quatre candidats de la Fédération.

— Vous êtes donc adversaires de la méthode des Fabiens, qui conseille de voter, faute de mieux, contre le plus mauvais des candidats en présence, parce qu'il y en a toujours un meilleur et un pire?

— Oui, absolument. Mieux vaut, d'après nous, s'abstenir de voter.

— Et les *labour men* non socialistes, les soutiendriez-vous, le cas échéant?

— La question n'a pas encore été tranchée par le parti, mais quand elle lui sera soumise, je crois que la réponse sera négative.

— Vous êtes partisans, dites-vous, des réformes tendant à élargir les pouvoirs des communes. Voteriez-vous pour des candidats municipaux non socialistes, mais portés à défendre certaines de ces réformes et mieux en mesure de les faire adopter que ne le seraient des élus socialistes?

— Nous le ferions en Ecosse, où les *city councils* (conseils municipaux) se composent de membres sans couleur politique spéciale. En Angleterre, où la lutte entre conservateurs et libéraux se poursuit dans les *city councils,* nous ne le pourrions pas.

— Croyez-vous qu'une révolution soit nécessaire, un jour, pour la complète réalisation du socialisme? Le Parti Indépendant n'a-t-il pas pour but d'organiser les masses populaires en vue de cette révolution?

— Nous sommes loin de désirer la révolution. Notre tactique est aussi constitutionnelle que

celle des Fabiens. Comme eux, nous désirons la pénétration lente du socialisme dans le peuple; seulement, tandis qu'ils tâchent surtout de socialiser les institutions, nous visons avant tout à socialiser les hommes, les électeurs, et tel sera notre objectif jusqu'à ce que la Chambre des communes soit devenue entièrement socialiste.

— Et la Chambre des lords, comptez-vous que, devant les progrès grandissants du socialisme dans l'autre Chambre, elle abdiquera successivement tous ses pouvoirs et, pour finir, son existence même?

— Je serais plutôt porté à croire le contraire. Les tendances nouvelles de la Chambre des communes donneront l'éveil aux lords, qu'elles indisposeront contre nous. Plus les votes de la seconde Chambre deviendront avancés, plus la réaction se fera vivement sentir dans la Chambre des lords. Aussi, quand la Chambre des communes sera devenue socialiste, une révolution de tout le peuple *(a raising of the people)* sera nécessaire, pour affirmer notre victoire et nos droits.

— Une révolution! Et que me disiez-vous de votre tactique constitutionnelle?

— Entendons-nous : il y a révolution et révolution. La nôtre sera une *révolution constitutionnelle,* car elle sera le résultat des aspirations universelles de tout le peuple, donc de la nation, se heurtant à la résistance d'une poignée d'hommes, la Chambre des lords. »

Les appréciations de Keir Hardie demandent quelques mots d'explication.

En ce qui concerne l'action politique, on peut dire que l'*Independent Labour Party* occupe un des pôles extrêmes du parti socialiste anglais, tandis que l'autre pôle est occupé par la *Fabian Society*. Les Indépendants dirigent tout l'effort de leur propagande vers la conquête des pouvoirs publics; les Fabiens travaillent aujourd'hui presque exclusivement en vue de l'éducation des masses; entre les deux extrêmes, les *Social-Democrats* prêchent l'évangile marxiste et, en même temps, se remuent vainement pour prendre, eux aussi, leur place au soleil parlementaire.

Il est vrai que, jusqu'ici, les Indépendants n'ont guère mieux réussi que les disciples de M. Hyndman. Mais il ne serait pas étonnant que, dans un délai assez bref, le Parti du Travail ait quelques sièges à Westminster. En avril 1895, Keir Hardie, Tom Mann et leurs amis avaient déjà groupé 35.000 hommes, répartis entre diverses *branches*. Aux élections générales de juin 1895, le parti mit en ligne vingt-huit candidats, dont aucun, il est vrai, ne fut élu, mais qui réunirent 44.321 voix[1].

C'était là un échec, en ce sens que les Indépendants perdaient le seul siège qu'ils eussent au Parlement, — siège qu'occupait jusque là Keir Hardie. D'autre part, il s'en est fallu de peu que

(1) Selon M. Geoffrey Drage, ce chiffre se serait élevé à 45.692 voix. *(Op. cit.* p. 344.)

plusieurs des candidats Indépendants fussent élus au poll, entre autres l'avocat Pankhurst, auquel il ne manqua que quelques centaines de voix; le nombre considérable de voix obtenues par les Indépendants fut donc, jusqu'à un certain point, un succès.

Il ne faut point toutefois s'exagérer l'influence politique des Indépendants. M. E. R. Pease, secrétaire de la *Fabian Society,* me le disait un jour, « les Indépendants sont notablement moins nombreux que l'élection de 1895 pourrait le faire supposer. Leur force apparente résulte de ce que, dans plusieurs centres, ils ont reçu l'appoint des voix des libéraux ou des *tories,* s'unissant à eux pour faire échec aux candidats rivaux qu'ils ne pouvaient supplanter : aussi n'ont-ils réussi qu'à enlever un certain nombre de sièges aux conservateurs pour les donner aux libéraux, ou vice-versa ». Ceci m'a été confirmé par divers témoignages, notamment par celui de M. Hudson, secrétaire de la *National Liberal Federation.* Des membres du Parti Indépendant, auxquels je faisais part de mes informations à ce sujet, ont opposé d'énergiques démentis à cette façon de voir : ils ne pouvaient guère parler autrement et je crois que l'observation de M. Pease, tout en n'étant pas applicable à la généralité des cas, ne manque pas de fondement.

D'autre part, quand même le chiffre des voix recueillies par les candidats Indépendants, en 1895,

correspondrait à un nombre égal de membres du parti, on ne pourrait se baser sur cette donnée pour prétendre que quarante-cinq mille ouvriers anglais sont socialistes. Ici comme ailleurs, le nombre des meneurs est petit, celui des menés considérable. Parmi ces derniers, beaucoup sont socialistes par enthousiasme, de bonne foi ; beaucoup sont indifférents : ils sont membres du parti et votent pour ses candidats, soit qu'ils préfèrent voir siéger à Westminster un de leurs compagnons de travail plutôt qu'un *gentleman* qu'ils connaissent peu ou point, soit qu'ils attendent de la représentation effective de leur métier au Parlement des avantages économiques ou même nne émancipation complète ; d'autres, enfin, déclarent même *qu'ils ne sont pas socialistes*. Dans le journal *The Manchester Guardian,* M. H. H. Champion, membre de l'*Independent Labour Party,* écrit en 1894 :

« Notre nom de Parti Indépendant du Travail attire chaque jour dans nos rangs des centaines de travailleurs de la Grande-Bretagne, tant radicaux que conservateurs... Le nom de « socialiste » éloignerait de nous, à coup sûr, les neuf dixièmes de nos recrues, dans l'avenir. Les ouvriers comprennent le mot « Travail » et le mot « Indépendant ». Ces mots seront toujours leur signe de ralliement. »

Il semble que les *leaders* du parti se rendent compte, depuis quelque temps, que le socialisme pur et simple n'est guère fait pour attirer la masse des ouvriers. Le résultat négatif de l'élection de 1895 les a confirmés dans cette façon de voir et, depuis lors, ils prennent, de temps à autre, l'attitude de réformateurs sociaux, en même temps

que, pour le public, ils défendent moins exclusivement les principes socialistes. Je lis dans *United Labour,* l'organe officiel du parti, ce passage d'un article publié presque au lendemain des élections de 1895 :

« Notre premier devoir est d'empêcher que l'*Independent Labour Party* dégénère en une secte. Résistons à la tentation de répéter les phrases sonores et creuses qu'on trouve dans les traités de théorie économique. Notre mission est de nous occuper des résultats pratiques que nous pouvons obtenir par le travail de chaque jour. En cela nous réussirons si nous ne proposons que des choses dont la réalisation immédiate est possible et en harmonie avec des principes vrais, des théories claires. A quoi nous servent nos principes et nos théories si nous restons incapables de faire des réformes pratiques ?.... L'objectif spécial, quoique non exclusif, d'un parti du travail est d'arriver à l'adéquate compréhension des misères qui pèsent d'une façon générale sur le salarié et sa famille ; de mettre en avant des mesures destinées à amoindrir ou à éloigner ces misères ; de faire voir comment les projets émanés d'autres partis aboutiraient à diminuer ces maux ou à les accroître ; enfin, de soutenir, d'amender ou de combattre tout projet de loi, en tenant compte des intérêts du travail.... Nous ne pouvons espérer que tous les électeurs à qui ces préceptes s'adressent vont se faire immédiatement membres de notre parti.... D'autre part, quand nous leur demanderons de voter tantôt pour les conservateurs, tantôt pour les libéraux, nous nous heurterons évidemment à des préjugés fortement enracinés. Mais lorsque ces électeurs comprendront que *nous nous intéressons non pas aux partis, mais aux mesures qu'ils proposent,* lorsqu'ils se rendront compte que *nous considérons tous les partis, y compris le nôtre, comme de simples instruments destinés à promouvoir de bonnes lois,* alors nous verrons une foule de nouveaux partisans embrasser notre cause. »

Celui qui entreprendrait de rechercher ce que veulent, au fond, les *leaders* de l'*Independent Labour Party* et n'aurait sous les yeux que cette déclaration, serait exposé à se tromper singulièrement.

D'après ce que nous avons vu plus haut, le but essentiel du parti n'est nullement ce que l'article de *United Labour* permettrait de supposer ; la contradiction apparait surtout flagrante entre ce passage, qui a trait à l'attitude du parti en politique, et la façon dont ce rôle politique a été définitivement arrêté dans les congrès annuels du parti.

Dans le domaine de l'action politique, la ligne de conduite suivie par l'*Independent Labour Party* s'inspire presque directement des principes de l'intransigeante *Social-Democratic Federation.* Au congrès de Bradford, quelques délégués Indépendants avaient présenté un projet connu depuis sous le nom de *Manchester fourth clause,* en vertu duquel

« les membres de l'*Independent Labour Party* s'engageaient à ne donner leurs voix à aucun candidat électoral qui, d'une façon ou de l'autre, serait mandataire des libéraux, libéraux unionistes, nationalistes irlandais ou conservateurs ».

Le projet fut repoussé par soixante-deux voix contre trente-sept ; les *branches* locales conservaient donc toute leur liberté, chacune d'elles pouvant soit voter pour les libéraux ou les *tories,* soit présenter un candidat de son choix, soit, si elle le préférait, s'abstenir du vote. En 1894, la *fourth clause* fut discutée à nouveau par les délégués du parti et rejetée, cette fois, par cinquante-trois voix contre trente-quatre, mais en même temps fut adopté un autre projet, qui réduisait singulièrement la liberté des *branches :* la résolution votée portait en effet que

« dans les élections partielles où l'*Independent Labour Party*

n'aurait pas désigné de candidat, les *branches* décideraient elles-mêmes de l'action de leurs membres; en cas d'élections générales, le vote du parti serait déterminé par une conférence nationale réunie spécialement à cet effet ».

Cet article du règlement reçut une nouvelle et dernière modification en 1895. En voici les termes:

« Quand une élection parlementaire partielle doit avoir lieu et que l'*Independent Labour Party* ne présente pas de candidats, la *branch* locale doit s'entendre avec le *National Administrative Council*(1) sur l'attitude à prendre au poll; la décision du *National Administrative Council* a force obligatoire pour la *branch* en question. »

Ce système, qui n'introduit de modification dans le règlement de 1894 qu'en cas d'élection parlementaire partielle, est encore en vigueur aujourd'hui.

Un autre élément intéressant pour apprécier l'attitude vraie de l'*Independent Labour Party* vis-à-vis des partis politiques anglais nous est fourni par le congrès des Indépendants tenu en 1895. Le bureau avait mis aux voix la question de savoir quelle serait la ligne de conduite à suivre, aux élections de 1895, là où il n'y aurait pas de candidat socialiste sur les rangs. Or, voici quel fut le résultat du poll : un délégué recommanda de voter pour les libéraux; deux opinèrent pour les conservateurs; sept furent d'avis qu'il fallait voter contre le candidat sortant et 105 que le parti devait s'abstenir de voter soit pour les conservateurs, soit pour les libéraux.

(1) Conseil de neuf membres élus annuellement par les délégués du parti et dont le rôle correspond à peu près à celui du Comité Parlementaire dans les *Trade-Unions*.

Enfin, immédiatement après l'élection de 1895, le *National Administrative Council* envoya à tous les membres du parti une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« Comme parti nous n'existons que depuis trois ans. Pendant ces trois ans, nous n'avons cessé d'être en butte à des ennemis de tout genre... Nous n'avions d'autre appui que la maigre épargne des travailleurs et l'enthousiasme né d'une grande cause ; cependant, ensemble et sans défaillances, nous avons poursuivi notre but et, chose inouïe dans l'histoire politique de la Grande-Bretagne, nous avons assigné au socialisme une représentation indépendante dans l'arène politique... Avec toute l'autorité dont nous croyons disposer, nous vous recommandons instamment d'éviter toute alliance — soit directe soit indirecte — avec les libéraux ou les *tories*. Par notre indépendance nous avons gagné notre position actuelle ; par elle seulement nous triompherons dans l'avenir. »

Ces déclarations ne laissent subsister aucune équivoque sur le véritable mobile qui inspire les chefs de l'*Independent Labour Party* et qui n'est autre que de conquérir à la Chambre des communes le plus grand nombre possible de sièges pour eux et pour leurs partisans.

Le rôle de réformateurs sociaux, que certains *leaders* ont paru adopter, est donc plutôt un masque destiné à donner le change à cette partie du public, que des visées trop personnelles ou exclusivement socialistes pourraient effrayer.

*
* *

Il nous reste, pour terminer cet aperçu, à dire quelques mots des rapports que le Parti Indépendant entretient avec les autres groupes socialistes, avec les *Trade-Unions*, avec le mouvement coopé-

ratif; nous verrons ensuite quel appui les Indépendants ont rencontré dans la *Labour Church* et chez les rédacteurs du journal *The Clarion.*

Le congrès socialiste de Londres permet de définir nettement la position de l'*Independent Labour Party* vis à vis des autres groupes socialistes.

Les Indépendants n'ont guère de démêlés avec les Fabiens; ils semblent à peine tenir compte de leur existence; quelques-uns même ne veulent pas les reconnaître comme socialistes.

De vives sympathies se sont manifestées, au sein du parti, pour les anarchistes, qui ont été, comme on le sait, expulsés du congrès tenu à Londres en 1896. Après s'être posés devant le congrès en défenseurs de la délégation anarchiste, Keir Hardie et Tom Mann se rendirent à un meeting anarchiste et antiparlementaire, organisé pour protester contre l'intolérance des partisans trop exclusifs de la démocratie socialiste. Keir Hardie fut invité à prendre le premier la parole : « Je suis honoré, dit-il, d'être appelé à souhaiter ici la bienvenue à tous les délégués anarchistes. Je ne suis pas anarchiste, mais j'admets qu'on le soit et je veux la solidarité entre tous ceux qui ont pour foi commune le socialisme. Le crime des anarchistes, c'est d'être la minorité. Je crois à l'utilité de l'action politique indépendante, mais je conçois que d'autres personnes préfèrent suivre une autre voie. Si la démocratie socialiste est la

vérité, elle triomphera dans la société future; si la vérité réside dans le communisme anarchiste, c'est celui-ci qui l'emportera. Nul ne peut assurer qu'il détient seul la vérité. » (Applaudissements prolongés.)

Tom Mann, qui prit à son tour la parole, fut plus explicite encore que Keir Hardie : « Mes sympathies, dit-il, sont entièrement acquises aux communistes anarchistes et aux anarchistes anti-parlementaires; aussi je suis heureux de prendre la parole dans cette assemblée. Je ne suis cependant pas anarchiste; mais quand une majorité, abusant de sa force, opprime la minorité comme cela s'est pratiqué au congrès, mes sympathies vont vers cette minorité. Les anarchistes sont avec les collectivistes membres d'une même école: le socialisme ; et chacun, suivant ses moyens, s'efforce à démolir le capitalisme. Je suis extrêmement peiné de l'intolérance de certains collectivistes et même, relativement à la tactique, je ne diffère pas beaucoup d'avec les anarchistes... »

L'attitude de Keir Hardie et de Tom Mann donna lieu à de violentes critiques de la part d'un certain nombre de délégués de l'*Independent Labour Party*. Ceux-ci, au nombre d'une vingtaine, signèrent une déclaration par laquelle ils faisaient connaître « que l'attitude et les discours de Keir Hardie et de Tom Mann ne répondaient en rien aux tendances générales du parti...; que la tactique qu'ils préconisent est en contradiction avec celle

de l'*Independent Labour Party* et que, comme telle, elle est combattue par un nombre considérable de délégués présents au congrès... »

Quant à la *Social-Democratic Federation,* le résultat le plus net du congrès aura été d'accentuer encore les divisions qui ont existé dès le début entre elle et le Parti Indépendant. Les deux groupes se sont combattus à outrance, pendant cette mémorable semaine du Congrès de la Paix, surtout dans la section anglaise. En parlant d'eux, un délégué trade-unioniste citait plaisamment le distique suivant :

« They proved each other orthodox
By socialist kicks and knocks. »

Ce qui veut dire : « Ils se sont prouvé mutuellement leur orthodoxie par des coups de pied et des coups de poing socialistes » (1).

L'attitude de l'*Independent Labour Party* vis-à-vis des mouvements coopératif et trade-unioniste présente un singulier mélange d'hostilité et d'approbation. L'hostilité vient des *leaders* du parti : ceux-ci, devant le public, font grand cas des *Trade-Unions* et des coopératives. Mais, en réalité, ils voudraient que ces institutions modifient complètement le but en vue duquel elles se sont constituées : ils n'apprécient dans les coopératives et dans les *Trade-Unions* que les formes; ils n'y voient que des groupements qui permettent à l'ouvrier de se compter, de prendre conscience

(1) *Musée Social,* septembre 1896, p. 93.

de sa force : leur espoir est, en effet, de socialiser ces organisations en bloc. L'approbation est surtout le fait des membres ordinaires du Parti Indépendant : ceux-ci, depuis plusieurs générations parfois, se sont fort bien trouvés des coopératives et des *Trade-Unions* et ils ont apprécié leur haute efficacité, bien avant qu'il fût question, en Angleterre, de socialisme. Dès lors, bon nombre d'entre eux estiment que ces organisations n'ont rien à voir avec le socialisme. Guidés par leur esprit pratique, ils font, en quelque sorte, deux parts dans leurs sympathies : l'une consacrée à la réalisation d'un bien problématique, l'idéal socialiste; l'autre consacrée à recueillir les résultats immédiats, palpables, certains, que leur assurent la coopération et le trade-unionisme : aussi longtemps qu'ils resteront attachés à ces usages que la plupart des *leaders* voudraient modifier, parce qu'ils les considèrent comme vieillis, il n'y aura pas lieu de s'inquiéter outre mesure des progrès du socialisme dans la classe ouvrière anglaise.

Je citerai deux exemples à l'appui de cette appréciation, qui peut sembler risquée à ceux qui ne connaissent que les socialistes continentaux.

Le premier concerne les *Trade-Unions*. Me trouvant à Edimbourg, j'eus l'occasion d'assister à deux meetings organisés en vue de la propagande trade-unioniste parmi les ouvrières anglaises et écossaises. L'un fut présidé par lady Mary Murray, l'autre par lady Dilke. A l'un et à l'autre,

des trade-unionistes membres de l'*Independent Labour Party* prirent la parole : leurs discours ne contenaient pas la moindre allusion à l'idéal socialiste; le mot socialisme ne fut pas prononcé. Ben Tillet lui-même, qui parla dans ces deux réunions, ne se servit que d'arguments qui n'auraient pas été déplacés dans la bouche d'un Vieil Unioniste.

A quelque temps de là, je passais par Bradford, le berceau du Parti Indépendant et, encore aujourd'hui, un de ses principaux centres (aux élections générales de 1895, deux candidats Indépendants y ont recueilli 4.138 voix et le parti est représenté au conseil municipal par six conseillers sur soixante). Bradford m'avait été signalé comme la seule ville anglaise où un essai de coopérative socialiste ait été pratiqué jusqu'ici. M. Edwin Halford, administrateur de cette coopérative, voulut bien me conduire au local de la société, et voici les renseignements qu'il me donna chemin faisant :

« La plupart des ouvriers de cette ville, me dit M. Halford, sont membres de l'une ou l'autre grande société coopérative. Tout le monde est admis à acheter aux magasins de ces sociétés : on y trouve de bons vêtements, d'excellents aliments, des chaussures, etc., le tout à bon marché. De plus, les membres ont droit à une part des bénéfices et à une remise de trois pour cent sur le prix d'achat des objets. On conçoit que nos amis socialistes tiennent, eux aussi, à profiter de cette situation

avantageuse et plusieurs de nos *leaders* les entretiennent dans cette idée, persuadés qu'il vaut mieux socialiser les coopératives existantes que de créer des coopératives socialistes. Cependant, à Bradford, où la situation du parti est prospère, nous avons pensé qu'il ne nous serait pas impossible de réussir là où d'autres ont réussi. L'établissement d'une coopérative socialiste fut décidé : celle-ci existe à Bradford depuis l'été de 1895. Elle est ouverte à tous les membres de l'*Independent Labour Party* et à eux seulement. Nous fournissons aux membres de la société tout ce qui répond aux besoins ordinaires de l'existence. Les acheteurs ont droit à une remise de trois pour cent sur les objets achetés, mais les bénéfices, contrairement à ce qui se passe dans les autres sociétés coopératives, sont entièrement consacrés à alimenter la caisse de l'*Independent Labour Party* de Bradford.

— La journée de huit heures est-elle en vigueur dans vos ateliers et pour vos employés?

— Non, mais nous avons le travail hebdomadaire de quarante-huit heures réparties sur cinq journées par semaine. »

Comme nous approchons du local de la coopérative, je pose à mon interlocateur la question capitale, sur laquelle il avait jusqu'ici gardé le silence :

« Tous les membres de l'*Independent Labour Party* sont inscrits, sans doute, dans la coopérative socialiste?

— Hélas ! non. Les coopérateurs socialistes n'affluent pas... Nos bénéfices sont presque nuls. Les socialistes ne veulent pas abandonner l'ancienne coopérative ; celle-ci, solidement constituée, les attire par ses capitaux considérables et par l'appât de gros dividendes, qu'elle arrondit souvent en payant mal ses ouvriers et employés. Nos amis mettent leur intérêt matériel au-dessus de l'intérêt du parti. Ils préfèrent empocher les bénéfices plutôt que de les voir attribuer à l'avancement de la cause socialiste. »

Après cet aveu, qui se passe de commentaires, M. Halford s'arrête devant un *public house* d'aspect misérable, à la façade noircie, presque délabrée. « Nous sommes arrivés », me dit-il. Un escalier étroit et sombre nous conduit aux « magasins », situés aux deux étages supérieurs de la maison. Qu'on se figure trois petites salles où l'air et la clarté du jour ne pénètrent qu'à peine ; sur les murs, des rayons où sont rangés pèle-mèle des denrées alimentaires, quelques paires de fortes chaussures, des pièces d'habillement, des paquets de toutes les formes ; dans les combles, une mansarde, qui sert, paraît-il, d'atelier de couture, vide pour le moment. Pas un client de tout le temps de ma visite ; deux employés en train de ranger des ballots sont les seuls êtres humains que j'aperçoive. Pour que je garde un bon souvenir de ma réception à la coopérative, M. Halford m'invite à prendre le thé ; tout en ouvrant un paquet, il

me fait remarquer avec complaisance les mots *socialist tea,* qui ostensiblement s'étalent sur la couverture du paquet. Si le parti socialiste de Bradford ne voit pas encore affluer l'or dans sa caisse de propagande, du moins ses membres orthodoxes ont-ils la consolation de pouvoir se réconforter à l'aide d'une boisson socialiste!

A la lumière de ces faits, pris au hasard parmi beaucoup d'autres, on voit se dessiner dans l'*Independent Labour Party* plusieurs courants d'opinions et de tendances. D'une part, les chefs, les *leaders* de valeur et d'importance diverse, travaillent *pour* la cause socialiste et aussi, bien qu'ils s'en défendent, tâchent de conquérir *pour eux-mêmes* les pouvoirs publics; d'autre part, les menés, c'est à dire le grand nombre, apprécient surtout dans le socialisme « la question de couteaux et de fourchettes »; enfin il est une troisième catégorie de membres, les seuls désintéressés, ceux qui, en toute sincérité, ne veulent du socialisme que comme un moyen de perfectionnement de l'individu et de la nation. Ces derniers sont les moins nombreux, ils ne font point parler d'eux, il faut les découvrir : j'ai eu la bonne fortune de causer longuement avec l'un d'eux, M. Sims, de la petite ville industrielle de Bolton; je reproduis ici une partie de notre entretien.

M. Sims travaille chez lui à de menus ouvrages d'ébénisterie. Il n'est pas trade-unioniste. Sa longue carrière, — il a quatre-vingts ans, — lui a

donné une remarquable expérience des hommes et des choses. On sent en lui l'homme convaincu. Ses cheveux blancs, la dignité de son maintien, l'affabilité de sa conversation sont faits pour captiver et font naître la confiance.

Je passe rapidement sur la partie de l'interview qui a trait au socialisme de M. Sims. Qu'il nous suffise de dire que M. Sims est un ardent défenseur des principes Fabiens : il voit dans le socialisme un moyen de réaliser un idéal de vie pour l'humanité et non, comme beaucoup de ses amis, un marchepied pour lui permettre d'assurer sa propre élévation. Partisan d'une action politique beaucoup plus tolérante que celle en vigueur aujourd'hui dans le Parti Indépendant, il recommande de voter, à l'occasion, pour les libéraux ; il ne veut socialiser l'Angleterre que dans la mesure où les réformes sont adoptées par toutes les classes. L'*Independent Labour Party* et tous les groupes socialistes actuellement existants ne sont, à ses yeux, qu'une préparation lointaine.

« Ils servent, me dit M. Sims à propager la connaissance du socialisme et certes leur intervention, à ce point de vue, est excellente. Mais jusqu'ici ils n'ont rien fait d'autre et ceux d'entre eux qui préconisent la conquête des pouvoirs publics n'ont pas un seul représentant au Parlement. Pour ma part, j'ai plus grande confiance dans le mouvement coopératif que dans l'action politique : laissons les sociétés coopératives

accroître tous les jours leur puissance, étendre leurs industries, en créer de nouvelles, construire des fabriques, employer comme ouvriers leurs propres membres, enfin, devenir un Etat dans l'Etat: de là au socialisme il n'y aura plus qu'un pas. Voyez par exemple ce qui se pratique en Lincolnshire: les coopératives achètent aux agriculteurs des matières premières, qu'elles transforment ensuite; ces matières premières sont payées aux agriculteurs en bons pour une certaine quantité d'objets à prendre dans les magasins de la coopérative : voilà qui se rapproche singulièrement du socialisme, et cependant personne ne songe à s'en plaindre.

— Et les *Trade-Unions,* croyez-vous qu'elles soient à la veille de passer au socialisme?

— Les *Trade-Unions* sont aujourd'hui entièrement *antisocialistes.* Elles constituent d'ailleurs un mouvement excellent, mais dont le seul but est de procurer aux ouvriers les avantages matériels de la vie.

— Mais cependant, certains congrès des *Trade-Unions...*

— *Surtout ne tenez aucun compte des votes plus ou moins socialistes de ces congrès, où siègent des délégués qui, la plupart du temps, ne représentent pas le véritable esprit des Trade-Unions.* Je le répète, les trade-unionistes ne savent pas seulement ce que veut le socialisme et sont, en général, fort opposés à tout ce qui porte l'étiquette socialiste. En voulez-

vous un exemple? Voici ce qui s'est passé à Bolton lors des élections de 1895. Deux candidats étaient en présence, chacun défendant un programme libéral avancé. L'un était M. Fred. Brocklehurst, membre de l'*Independent Labour Party,* l'autre M. George Harwood. Ce dernier n'était libéral que par nécessité. Personnellement, il s'était toujours montré favorable à l'Eglise établie et adversaire de l'intervention de l'Etat en matière scolaire, mais, depuis l'ouverture de la campagne électorale, il défendait le désétablissement de l'Eglise anglicane et le principe de l'Etat dans l'école. Son programme était, à peu de chose près, le même que celui de Brocklehurst; mais, seul, Harwood prenait le titre de libéral, tandis que son adversaire se posait en candidat du Parti Indépendant. Vous n'ignorez pas que la population de Bolton est presque entièrement composée d'ouvriers, presque tous trade-unionistes. Or voici comment furent réparties les voix : Harwood, candidat libéral improvisé, en reçut 8.000; Brocklehurst, qui, de longue date, avait pris fait et cause pour les travailleurs, n'en recueillit pas 2.700. Comment expliquer cela? Uniquement par l'antagonisme des *Trade-Unions* contre le socialisme. Ce qui fait le plus de tort, en Angleterre, au socialisme, c'est l'absence de vues larges chez ceux qui sont à la tête du mouvement. Pour qu'un parti socialiste ait ici quelque chance de réussir, il faut que ce parti laisse à ses membres la liberté la plus absolue :

de cette façon seulement, il évitera d'exciter la réaction contre le socialisme et ainsi pourra s'accroître le nombre de ses membres. Voilà pourquoi les *Social-Democrats* sont condamnés à rester stationnaires. Socialistes d'une orthodoxie irréprochable, ils ne voient pas qu'ils travaillent dans le vide. La Fédération a beau s'appeler « démocratique », elle ne l'est pas du tout dans les rapports qu'elle entretient avec ses membres; le contrôle tyrannique exercé par ses *leaders* est un obstacle permanent à son accroissement numérique.

» Le socialisme du Parti Indépendant est, lui aussi, trop intolérant. Nous sommes cependant bien plus libres que ne le sont les membres de la Fédération. Nos *branches,* reliées au comité central, sont astreintes à la tactique et au règlement arrêtés par le congrès annuel du parti. Mais le programme comme la tactique ne doivent être observés que dans leurs grandes lignes. Chaque *branch* reste, dans la pratique, juge des points de détail. Le *National Administrative Council* ne pourrait même dissoudre une *branch,* pour quelque motif que ce soit; mais il peut rompre avec elle et ainsi pourrait se former un groupe tout-à-fait distinct et séparé. »

*
* *

L'*Independent Labour Party* a trouvé un certain concours chez les rédacteurs du *Clarion* et chez les organisateurs de la *Labour Church.*

Le *Clarion* est un journal hebdomadaire édité à Londres sous la direction de M. Robert Blatchford et tirant à 60.000 exemplaires. Sans prendre le titre de socialiste, le *Clarion* montre clairement que toutes ses sympathies sont acquises au socialisme. Ses articles politiques peuvent se résumer en cette formule : « les libéraux et les *tories* sont des partis vieillis ; il ne faut plus rien attendre de bon que d'un parti de réforme indépendant ». La plupart des caricatures que le *Clarion* publie en tête de sa première page s'inspirent de cette idée. Ses articles économiques ne sont, au fond, que des apologies du socialisme. Le journal fait appel aux ouvriers et s'efforce visiblement de les attirer vers le socialisme.

Les tendances socialistes sont encore plus marquées dans les *Clarion Pamphlets,* série de brochures populaires, dont un bon nombre sont dues à la plume humoristique de Nunquam (pseudonyme de M. Robert Blatchford).

Mentionnons ici également un petit livre de Nunquam, *Merrie England,* où l'auteur fait défiler toute la série des misères qui affligent ce pays qu'on est convenu d'appeler la « joyeuse Angleterre » *(merrie England);* la conclusion de ce livre est que le socialisme s'impose comme le seul régime possible :

« Qu'est-ce que le socialisme? écrit M. Blatchford. On parle souvent de socialisme *pratique,* de socialisme *idéal.* Au fond, ces deux espèces de socialisme se complètent pour former un tout homogène. Le socialisme pratique n'est que le premier pas vers

le socialisme idéal ; il serait donc plus juste de qualifier ces deux tendances de socialisme élémentaire et de socialisme avancé...

» Sous le régime du socialisme pratique, on paierait des salaires et, probablement, le salaire d'un directeur serait plus élevé que celui d'un ouvrier, celui d'un artiste, d'un médecin ou de quelque homme habile et haut placé plus rémunérateur que celui d'un tisserand. Sous le régime du socialisme idéal, il n'y aurait ni monnaie, ni salaires. L'industrie du pays serait organisée et dirigée par l'Etat, comme le service des postes l'est déjà actuellement. Les produits de tout genre seraient distribués en quantité suffisante pour l'usage de chacun, mais non pour la vente. Les heures de travail seraient réglées ; chaque citoyen prendrait ce qu'il désire dans le stock commun. Nourriture, vêtements, logement, combustibles, voyages, amusements et tout le reste seraient choses absolument libres et la seule différence entre un premier ministre et un mineur serait une différence de rang et d'occupations. »

Les sympathies les plus vives de M. Robert Blatchford et de ses amis les portent vers l'*Independent Labour Party*. Toutefois leur socialisme est plus éclectique que celui des Indépendants. Ils reprochent à ceux-ci de se montrer généralement trop peu conciliants à l'égard des autres groupes socialistes ; aussi ont-ils vu de bon œil le rapprochement de Keir Hardie et de Tom Mann avec les anarchistes. L'union dans un parti homogène de tous les socialistes anglais est recommandée par le *Clarion* en termes exprès : le 6 janvier 1895, M. Robert Blatchford écrivait :

« Nous nous refusons à croire que la majorité de nos socialistes anglais soient opposés à une action commune. Ceux qui ont écrit en ce sens dans *Justice* et dans le *Labour Leader* sont sans doute des gens sages et sincères, mais nous ne pouvons admettre qu'ils aient le droit de parler au nom de tous les socialistes de Grande-Bretagne. Cette question doit être posée devant l'ensemble des socialistes anglais. »

La propagande du *Clarion* a beaucoup contribué à l'extension du Parti Indépendant. « Le *Clarion,* écrit Keir Hardie, a converti le Lancashire à la foi la plus solide dans l'*Independent Labour Party.* » Le *Clarion* a récemment commencé à agir sur les mineurs du Northumberland, beaucoup moins avancés que ceux du Lancashire. Pour donner une idée du succès de ses publications, disons que *Merrie England* s'est vendu, en Angleterre seulement, à 850.000 exemplaires.

Une des causes de ce succès c'est que les Indépendants du *Clarion* savent prendre le public par ses côtés faibles. Le rédacteur en chef, M. Robert Blatchford, est un littérateur de talent : auteur de plusieurs romans en vogue, il est connu dans le monde artistique et littéraire de l'Angleterre, et nous croyons qu'un bon nombre des lecteurs de *Merrie England* sont avant tout des lecteurs de M. Blatchford. Ce dernier est aussi grand amateur de sport. A son instigation, plusieurs clubs de *foot-ball,* de *cricket* ont été fondés en vue de réunir ceux qui s'intéressent au mouvement du *Clarion.*

Ce qu'il y a de plus original, en ce genre, c'est assurément le club vélocipédique du *Clarion* et le *Cyclist Clarion camp.* Chaque année, pendant la période des vacances, les membres de ce club s'entendent pour la location, à frais communs, d'un petit terrain à la campagne, de préférence une prairie d'un ou deux hectares, à proximité

d'une gare de chemin de fer; dans leurs moments perdus, ils s'y retrouvent, la plupart munis de leur bicyclette et accompagnés de leur famille; chacun s'y occupe à tuer le temps le plus agréablement possible; on passe la nuit sous des tentes militaires hors d'usage.

Me trouvant dans la petite ville de Chester, je fus invité à passer une journée au « campement » du *Clarion,* établi cette année près de Knutsford, village des environs de Chester. Très originale, cette réunion : elle comprend, le jour de ma venue, plus de cent personnes, hommes, femmes et enfants. J'y retrouve quelques anciennes connaissances de l'*Independent Labour Party,* entr'autres M. et Mrs Panckhurst. Rencontré aussi le frère du rédacteur du *Clarion,* M. Montagu Blatchford; celui-ci est malheureusement inaccessible aux interviews.

Le « camp », présente un aspect des plus pittoresques, avec ses vastes tentes blanches qui profilent leur note claire sur l'herbe d'un vert intense et sur le fonds sombre des coteaux voisins. Beaucoup d'animation y règne. Le soir venu, de grands foyers sont allumés. Ici, les enfants dansent au son d'un orgue de barbarie, plus loin, des hommes chantent en chœur. Quelques-uns prennent à la hâte une espèce de souper dans la tente la plus vaste; d'autres font le cercle autour d'un chanteur comique. A une heure avancée de la nuit, les dames donnent le signal de la retraite et

chacun va prendre des forces sous sa tente pour se préparer à l'excursion en bicyclette ou à la partie de cricket projetée pour le lendemain.

C'est pendant ma visite au *Clarion Camp* que j'assistai pour la première fois à un service de la *Labour Church :* une courte allocution par un membre du Parti Indépendant, quelques chants exécutés par toute l'assistance sur un rythme plus ou moins religieux firent tous les frais du service. Mais qu'est-ce donc que la *Labour Church ?*

La *Labour Church* fut fondée à Manchester au mois d'octobre 1891, par John Trevor. Voici comment l'un de ses membres, M. H. Rowe, explique la raison d'être et l'objet de l'Eglise du Travail :

« Le mouvement ouvrier socialiste a toujours été, — aussi bien en Angleterre que sur le continent (?), — un mouvement religieux. Toujours il a fait appel non seulement à l'intelligence de l'homme, mais encore à son âme. D'une part, il lui offre un idéal, l'idéal d'une humanité nouvelle ; de l'autre, il lui fait voir la nécessité de prendre des mesures pour avancer la réalisation de cet idéal. Ce mouvement est soutenu par l'enthousiasme moral de ses adhérents, non moins que par leur puissance intellectuelle.

» Cette tendance vers une rénovation morale a trouvé son expression, en Angleterre, dans un groupe qui envisage la reconstruction sociale comme une œuvre religieuse dans le vrai sens du mot. La *Labour Church* a deux objets. Le premier c'est de montrer que l'abolition des monopoles privés qui pèsent aujourd'hui sur le sol et sur le capital et la réédification graduelle de la vie nationale, d'après des principes d'équité, sont la grande œuvre de Dieu en notre temps, que c'est là, par conséquent, le but le plus religieux que des hommes puissent se proposer, soit qu'ils croient en Dieu, soit qu'ils n'y croient point. Le second objet c'est d'établir que, pour pouvoir réaliser ce but, il faut, de toute nécessité, développer

les qualités individuelles des travailleurs, c'est-à-dire rendre le travailleur digne de son travail. La *Labour Church* est donc un terrain commun où peuvent se rencontrer des adhérents de toutes les variétés de croyance et d'incroyance en matière théologique; les membres doivent seulement se déclarer prêts à accepter notre base économique, qui nous distingue de toutes les autres Eglises, et notre base religieuse, qui nous distingue des mouvements purement politiques » (1).

Ecoutons encore, sur le but de la *Labour Church,* son fondateur, M. Trevor :

« Le domaine, écrit-il, où Dieu manifeste spécialement son action, c'est celui du travail; quelques hommes l'ont compris et telle fut l'origine de la *Labour Church :* celle-ci, en effet, part de ce principe que les plus grands services qui puissent être rendus à Dieu et aux hommes se trouvent compris dans l'œuvre du réveil social. Jusqu'à présent, le fait, pour un trade-unioniste ou un socialiste, d'être membre d'une Eglise semblait, au lieu de le faire participer à ce réveil, l'entraîner plutôt à reculer d'un pas. Le besoin se faisait sentir d'une Eglise qui fût l'expression collective de la vie religieuse. Il fallait que cette Eglise répondît aux désirs sociaux des hommes tout en leur communicant la dévotion et l'inspiration religieuse.

» Une religion, pour qu'elle puisse être de quelque utilité à la cause de la liberté, doit être elle-même une religion libre; cette religion doit n'être pas vinculée par les traditions du passé, mais toujours tenir compte des circonstances présentes de la vie humaine et laisser chaque homme libre de compléter lui-même son développement...

» Le danger que court une Eglise du travail est double; elle doit se garder de tomber dans deux extrêmes : une religion traditionnelle et l'absence de religion. Ces deux maux ne peuvent être évités que par l'adoption d'une religion libre. Or, une religion libre doit, pour se développer, partir de cette base que toute vie humaine constitue un tout par elle-même; que l'homme doit apprendre chaque chose en vue de sa propre élévation; qu'il n'existe pas plus de révélation religieuse qu'il n'existe de révé-

(1) H. C. Rowe : *Labour Annual,* 1895, p. 44.

lation scientifique; que la seule voie à suivre pour arriver à la vraie religion est celle du développement personnel. Tout mouvement qui s'efforce ainsi d'amener l'homme à son plus haut développement est un mouvement religieux... C'est là le but que la *Labour Church* cherche avant tout à réaliser, et ainsi elle conduit l'homme à la connaissance de plus en plus parfaite de Dieu, fin suprême de l'humanité; la *Labour Church* constitue donc, dans le vrai sens du mot, un mouvement religieux »(1).

C'est conformément à ces vues qu'a été fondée la *Labour Church*. Les premiers développements furent assez rapides. La société se vit puissamment aidée dans ses débuts par presque tous les partisans du *Labour movement*. Citons, parmi ses adhérents les plus anciens, Keir Hardie, Tom Mann, Ben Tillet, Robert Blatchford... En janvier 1892 paraissait pour la première fois le *Labour Prophet* qui n'a cessé, depuis lors, d'être le principal organe de l'Eglise du Travail.

Dès son origine aussi, la *Labour Church* fondait en province des succursales dont les plus florissantes sont actuellement celles de Bradford, de Leeds et d'Halifax. Pour donner une idée de l'importance, — assez minime, — des *Labour Churches* anglaises, nous dirons qu'au 1er Janvier 1897, le groupe de Bradford, aujourd'hui le plus nombreux et le plus prospère, résumait ainsi sa situation : « Nous avons trois cent membres et pas de dettes ».

A un congrès des diverses *Labour Churches* tenu en novembre 1894, le programme suivant fut arrêté :

(1) *Labour Annual*, 1896.

1. — Le mouvement du travail est un mouvement religieux.

2. — La religion du mouvement du travail n'est pas une religion de classes, mais bien une religion qui se propose de grouper les membres de toutes les classes dans un commun effort pour l'abolition de l'esclavage industriel.

3. — La religion du mouvement du travail n'est ni sectaire, ni dogmatique : c'est une religion libre, qui laisse à chaque homme la faculté de régler, comme il l'entend, ses rapports avec la Puissance à laquelle il doit l'existence.

4. — L'émancipation du travail ne peut être réalisée que pour autant que les hommes apprennent à connaître les lois économiques et morales de Dieu et s'efforcent, de tout leur pouvoir, d'y conformer leur conduite.

5. — Le développement des qualités individuelles et l'amélioration des conditions sociales sont nécessaires pour émanciper l'homme de son esclavage moral et social.

Quels sont les rapports de la *Labour Church* avec l'*Independent Labour Party?*

Je cède ici la parole à M. Sims, que le lecteur a appris à connaître plus haut et qui s'occupe activement de la *Labour Church,* à Bolton.

« Ces deux groupes, me dit-il, sont entièrement indépendants l'un vis-à-vis de l'autre ; il ne faut pas les confondre : beaucoup de membres de l'*Independent Labour Party* ne sont pas membres de la *Labour Church* et la réciproque est tout aussi vraie. Cependant il y a une connexion étroite entre ces organisations et la raison en est que chacune d'elles trouve dans l'autre son principal appui. La *Labour Church* a besoin du Parti Indépendant, dont les membres sont particulièrement disposés à accueillir sa propagande, à seconder et même à diriger ses efforts. Le Parti Indépendant, de son côté, a trouvé dans la *Labour Church* un

puissant soutien. La nécessité d'avoir une religion existe pour tout le monde, même pour les socialistes..., que dis-je? surtout pour les socialistes. Le but des socialistes est, en effet, le perfectionnement des individus. Or, rien n'est plus propre à la réalisation de cette fin que l'entretien constant, dans le peuple, de l'émotion religieuse, et ceci s'applique spécialement à l'Angleterre, pays où chacun est plus ou moins porté vers le sentiment religieux. Le peuple anglais a besoin d'une religion; il ne se sent pas suffisamment nourri par la perspective des seuls avantages matériels de la vie, il veut un idéal plus élevé...

— Mais, qu'entendez-vous par religion?

— Par religion, nous entendons la réalisation la plus adéquate du bonheur sur cette terre. A la base de notre religion est l'amour mutuel de tous les hommes. Nous ne repoussons pas le culte à Dieu; nous le reconnaissons même comme nécessaire; mais chacun peut le lui rendre de la façon qu'il juge la plus convenable. Pour moi, j'admire beaucoup le Christ, mais je me borne à prendre dans ses enseignements ce qu'ils contiennent de socialiste...

» Nous, socialistes, nous avons tout à gagner en donnant à notre propagande une base religieuse. La religion du travail que nous préconisons est un puissant instrument de succès pour la cause socialiste, parce qu'elle amènera insensiblement au socialisme et les enfants, toujours attirés par ce

qui est beau ou touchant, et les adultes, même ceux qui, actuellement, ne voudraient pas se faire membres de l'*Independent Labour Party*.

» La *Labour Church* répond parfaitement à ces besoins de l'homme du peuple anglais. Sa caractéristique est la liberté la plus entière. Elle n'est pas une organisation socialiste, mais elle est ouverte à tout le monde, aux socialistes comme aux non-socialistes, à ceux qui croient au Christ comme à ceux qui ont foi dans Bouddha. Les membres de l'*Independent Labour Party* dominent, il est vrai, dans nos trente ou quarante *Labour Churches*. Mais il s'y trouve aussi des adhérents qui se croiraient compromis en assistant à un meeting du Parti Indépendant : ils n'iraient pas entendre Tom Mann parler dans une réunion d'Indépendants, mais demain ils iront en foule à un service de la *Labour Church*, écouter un discours socialiste du même Tom Mann. »

Tom Mann, dont nous voulons dire quelques mots, en terminant ce chapitre, est un des membres les plus convaincus de l'*Independent Labour Party* et de la *Labour Church*. Agé de quarante ans à peine, il a déjà fourni une carrière bien remplie. Après s'être intéressé presque exclusivement, jusqu'en 1882, aux mouvements trade-unioniste et coopératif, il passe brusquement au socialisme et devient, en 1885, un membre actif de la *Social-Democratic Federation*. Dès lors il parcourt tout le pays, propageant les principes marxistes et recher-

chant, surtout dans le Nord, des adhérents au collectivisme. Bientôt ses préférences le portent à embrasser la cause des travailleurs les plus déshérités. Après avoir déposé dans le Nord de l'Angleterre les germes du parti ouvrier, il revient à Londres, en 1889, pour y organiser l'Union des ouvriers du gaz et diriger, avec John Burns, la fameuse grève des *dockers*. A la fin de cette grève, Tom Mann est nommé président de l'Union des *dockers,* dont il organise les forces jusqu'en 1892. Par le désintéressement qui inspire ses actions, il s'acquiert l'estime d'un grand nombre d'ouvriers; il devient même, à un moment donné, le chef du mouvement Néo-Unioniste et est nommé au poste de secrétaire des *Trade-Unions*. L'on sait comment, à la suite du coup d'état de Cardiff, en 1895, Tom Mann se vit exclu du Comité Parlementaire et du congrès des *Trade-Unions;* en échange, il recueillit aussitôt le secrétariat de l'*Independent Labour Party,* qu'il a conservé jusqu'aujourd'hui.

« Tom Mann, me disait un jour un membre de la *Fabian Society,* est ce que nous appelons *a very clever man* (un homme très capable); son grand défaut et, malheureusement, le trait dominant de son caractère, c'est qu'il est par trop *changeant :* tour à tour disciple de Henry George, membre de la Fédération, trade-unioniste et coopérateur, libéral convaincu dans la *London Reform Union,* — qui est plus Fabienne que les Fabiens eux-

mêmes, — *leader,* enfin, de l'*Independent Labour Party,* il laissait entendre, il y a une couple d'années, que, s'il pouvait rentrer dans les *Trade-Unions* comme secrétaire, il n'hésiterait pas à abandonner le poste qu'il occupe aujourd'hui dans le Parti Indépendant. »

Tom Mann est, au surplus, un esprit profondément religieux. Peu s'en est fallu qu'il acceptât un poste dans le clergé de l'Eglise anglicane et ce ne fut pas sans peine que ses amis parvinrent à l'en dissuader. Il est compté actuellement parmi les principaux *leaders* du mouvement religieux démocratique dont la *Labour Church* est une des manifestations.

Parler de Tom Mann, c'est évoquer presque nécessairement la figure de John Burns. Nous consacrons à ce dernier le chapitre suivant.

CHAPITRE VI.

John Burns,

MEMBRE DU PARLEMENT ANGLAIS.

Esquisse biographique. — La grève des *dockers* en 1889. — Les ennemis de John Burns. — Le but qu'il s'efforce d'atteindre. — Le socialisme de John Burns. — Son désintéressement. — John Burns et les socialistes anglais.

Une étude sur John Burns aurait pu trouver place dans l'un des chapitres précédents : John Burns a été, pendant de longues années, l'un des membres les plus actifs de la *Social-Democratic Federation;* organisateur du mouvement Néo-Unioniste, il a occupé avec éclat le poste de vice-président des *Trade-Unions;* aujourd'hui encore il est inscrit à la *Fabian Society*. Nous croyons toutefois devoir consacrer une étude spéciale à cet homme, dont M. Sydney Webb a dit « qu'il est la personnalité la plus marquante du mouvement ouvrier contemporain ». En fait, John Burns n'appartient plus aujourd'hui à aucun groupe déterminé. Il forme, à vrai dire, un parti à lui seul, en ce sens qu'il s'est tracé une règle de conduite bien déterminée et qu'il ne prend conseil de personne pour conformer ses actes aux prin-

cipes dont il s'est constitué le défenseur. L'indépendance constitue le fond du caractère de John Burns : elle a largement contribué à lui assurer la position qu'il occupe aujourd'hui dans le monde du travail ; elle est aussi la cause de l'antipathie presque générale que lui ont vouée les *leaders* du mouvement socialiste en Angleterre.

John Burns est le type de ces ouvriers anglais qui doivent à leur valeur personnelle de s'être élevés peu à peu au niveau intellectuel des classes supérieures. Né en Ecosse en 1858, il a pour père un ouvrier mécanicien, qui lui fait quitter les bancs de l'école dès l'âge de dix ans. Nous lui voyons alors franchir tous les degrés du métier paternel. Agé de vingt-et-un ans il fait un voyage de douze mois sur le Niger, en qualité de mécanicien en chef. Pendant ces années de dur labeur, Burns complète son instruction par des lectures variées ; il s'attache à l'étude de Carlyle et de Ruskin, ses auteurs favoris et bientôt les initiateurs de sa vie. Rentré de son voyage en Afrique, il consacre ses économies à un tour d'Europe et visite successivement Paris, Berlin et Vienne. Il se fixe enfin d'une manière définitive à Londres, en 1883.

A ce moment, Burns a vingt-cinq ans. De tout ce qu'il a appris à connaître, il lui reste un sentiment de pitié pour les travailleurs les plus déshérités, un besoin indéfinissable de chercher à améliorer les conditions générales du travail et

à répartir d'une façon plus équitable, entre les membres de la société, les bienfaits de l'existence. Un ouvrier français réfugié à Londres depuis la Commune de Paris lui expose un jour les principes du socialisme. Burns l'écoute attentivement et se prend d'enthousiasme pour cette théorie nouvelle, qui lui semble répondre à ses aspirations les plus chères et réaliser les rêves qu'il a caressés pendant sa jeunesse. Il se met à l'étude du socialisme et se fait inscrire, dès 1883, à la *Social-Democratic Federation,* dont il ne tarde pas à devenir un des *leaders* les plus ardents. Tom Mann, ami de John Burns et mécanicien comme lui, entre également à la Fédération et tous deux se distinguent bientôt comme orateurs populaires, dans la propagande qu'ils entreprennent par toute l'Angleterre, en faveur des théories marxistes. En 1885, John Burns se présente comme candidat socialiste au Parlement, à Nottingham : il recueille seulement 598 suffrages, mais n'est pas découragé par cet échec. Sentant en lui l'étoffe d'un tribun, il ne perd pas une occasion de s'adresser en public aux ouvriers, et le sujet qu'il aborde presque invariablement c'est le socialisme. Les émeutes des sans-travail, en 1886 et 1888, le trouvent au premier rang. Orateur principal du meeting monstre que les sans-travail organisèrent alors à Trafalgar Square, il s'y fait remarquer par sa résistance à la police, —ce qui lui vaut un emprisonnement de six semaines.

Ici commence une nouvelle période dans la vie de John Burns. Celui-ci ne s'était révélé jusqu'àlors que comme *leader* socialiste. La *Social-Democratic Federation* ne demandait pas autre chose à ses membres; elle se montrait hostile aux groupements qui refusaient de s'inspirer de ses principes, spécialement aux *Trade-Unions*. John Burns, quoique membre lui-même de l'Union des mécaniciens, — un des syndicats les plus anciens et les plus florissants, — s'était montré hautement favorable à la tactique de la Fédération. C'est son ami Tom Mann qui lui ouvre les yeux sur les dangers de cette tactique et appelle son attention sur la misérable condition des ouvriers *unskilled*, auxquels ni la campagne socialiste de la Fédération, ni l'agitation de 1887 n'avaient procuré le moindre soulagement. A partir de 1888, John Burns se sent attiré vers les masses désorganisées des *unskilled*; il prend la résolution de se consacrer à leur émancipation et, sans abandonner pour cela la Fédération, il commence immédiatement à rapprocher ces éléments épars jusque là.

Pendant près de deux ans, Burns et Mann travaillent à cette grande œuvre de propagande. Rien ne les arrête, ni le bannissement que la *Social-Democratic Federation* prononce contre eux, ni les difficultés qui naissent sous leurs pas. Dans le Nord de l'Angleterre ils jettent les bases du *Labour Party*; à Londres ils organisent les ouvriers du gaz et surtout les *dockers*.

Voici à la suite de quelles circonstances les *dockers* entreprirent la fameuse grève de 1889, qui est peut-être l'évènement le plus mémorable de la carrière de John Burns.

Les ouvriers d'une des plus importantes usines à gaz de Londres venaient de terminer à leur avantage une grève commencée au printemps de 1889[1]; John Burns s'était trouvé parmi les *leaders* du mouvement. Ce succès mit en éveil les *dockers* qui souffraient de l'exiguité de leurs salaires et de l'irrégularité de leur emploi. Ben Tillet, qui, à ce moment, travaillait dans les docks, venait de constituer parmi eux un syndicat auquel ne manquaient que les adhérents. C'est alors qu'il s'adresse à John Burns, lui demandant son appui immédiat. Burns examine la situation, interroge les principaux d'entre les mécontents et décide de commencer la grève sans tarder... Les difficultés à vaincre paraissaient presque insurmontables : d'une part les grévistes à contenir, 120.000 hommes indisciplinés et réfractaires à toute idée d'effort combiné; de l'autre, les moyens de subsistance faisant presque totalement défaut. Mais cela n'est pas pour arrêter John Burns, qui se met au travail avec ardeur.

A Tom Mann il confie l'organisation générale de la grève, la distribution des secours, l'action à exercer sur les directeurs des entrepôts. Il charge Ben Tillet de remonter sans cesse par son exemple

(1) V. SUPRA : p. 130.

l'ardeur de ses compagnons de travail. Lui-même s'occupe activement de la propagande et, pendant les six semaines de la grève, il ne se passe pas un jour qu'il ne fasse entendre aux *dockers* son éloquence entraînante et mêlée de cet « humour » shakespearien par lequel il sait électriser son auditoire. Souvent John Burns harangue les grévistes plusieurs fois dans l'espace d'une soirée et s'attarde dans les docks bien après l'heure où les omnibus et les tramways ont cessé de circuler ; il est forcé alors de faire à pied les cinq milles qui le séparent de son home. Attentif à tout, Burns prévient les défaillances, stimule le courage de chacun, en même temps qu'il maintient le calme dans cette masse d'ouvriers mécontents de la durée de la lutte : bref, il se révèle dans la grève de 1889 comme un véritable conducteur d'hommes. Nous avons dit plus haut le succès qui couronna ses efforts (augmentation du salaire des *dockers* d'un penny par heure).

Au lendemain de la victoire, Burns se rend compte que, pour continuer la lutte avec succès, ses troupes doivent être mises à l'abri des vicissitudes qu'elles ont connues au moment de la grève. Il perçoit nettement le danger qui peut naître de la coalition soudaine de ces milliers d'hommes, conscients aujourd'hui de leur force, s'ils n'introduisent pas dans les unions professionnelles qu'ils viennent de constituer, les institutions de prévoyance qui ont fait le succès des anciennes

Trade-Unions. « Mes amis, dit-il, en s'adressant aux *dockers,* nous nous sommes donné beaucoup de peine pour vous ; nous vous avons procuré des secours énormes, qui vous ont permis de soutenir la lutte ; la grève est terminée et vous serez payés un penny en plus par heure de travail. Croyez-vous que ce penny en plus soit le but final de nos efforts ? Croyez-vous que ce soit pour ce penny que nous avons parlé, lutté, voyagé, peiné comme nous l'avons fait ? Non, nous avons avant tout voulu faire de vous des hommes capables, indépendants, conscients de leurs obligations et de leur puissance. La première démonstration que vous puissiez nous fournir de votre succès, c'est de vous imposer des contributions plus fortes ; à cela nous verrons que vous êtes résolus à prendre vous-mêmes en mains le soin de vos intérêts et à vous conduire en hommes » (1).

Par ces sages conseils, qui, d'ailleurs, ne furent pas assez généralement suivis, John Burns s'efforçait de réagir contre les tendances du Nouvel Unionisme, en ce qu'elles pouvaient avoir de dangereux. Quelques années plus tard, il donna un nouvel exemple de cette modération, lorsqu'étant vice-président du congrès des *Trade-Unions,* il prépara le coup d'état de Cardiff ; cette manœuvre, comme on sait, exclut John Burns du Comité Parlementaire, mais elle éloigna, en même temps,

(1) V. Paul de Rousiers : *op. cit.,* p. 339.

du congrès presque tous les *leaders* de la fraction Néo-Unioniste avancée(1).

Membre du *London County Council* pour Battersea depuis 1890, John Burns continue, sur ce terrain, la campagne commencée dans les tumultueux meetings des *dockers*. Il prend l'initiative de plusieurs projets concernant l'élévation des salaires des ouvriers employés par la municipalité, la diminution de leurs heures de travail, la suppression des intermédiaires dans les contrats d'entreprises à charge de la ville. Il mène vigoureusement la campagne qui aboutit à faire reprendre par la ville le réseau des tramways et, depuis son entrée au Conseil, il dote son district de Battersea de tout un quartier de maisons ouvrières, d'une nouvelle école officielle, d'un établissement municipal de bains, etc.

En 1892, John Burns est élu membre du Parlement par ces mêmes électeurs de Battersea qui deux fois déjà l'avaient envoyé au *London County Council*. Remarquons qu'il ne prend pas à la Chambre des communes la qualification de « socialiste », mais figure comme « *labour member* », à côté de M.M. Burt, Fenwick, Wilson, tous antisocialistes déclarés. Il joue au Parlement un rôle moins brillant que dans l'enceinte du *County Council*, mais, s'il y remporte peu de victoires, il défend avec un zèle qui ne se ralentit pas les intérêts généraux du travail. Ses discours sont

(1) V. SUPRA : Chap. IV, § II.

écoutés et appréciés; l'ancien mécanicien s'est acquis la considération et le respect de ses collègues, comme déjà il avait su se concilier les bonnes grâces des patrons contre lesquels il dirigeait des grèves et des ouvriers qu'il mettait en garde contre leurs propres exagérations.

Plus d'une fois dans les conversations, en Angleterre, j'ai entendu prononcer le nom de John Burns et, chose étrange, lorsque j'avais des socialistes ou même certains trade-unionistes pour interlocuteurs, presque toujours ces derniers parlaient de Burns avec amertume. Les uns lui reprochaient de n'être plus socialiste, d'avoir déserté ses anciens amis, les autres l'accusaient de se laisser guider en tout par l'intérêt : un de ces derniers m'écrivait récemment qu' « en s'excluant lui-même du congrès des *Trade-Unions,* en 1895, John Burns n'avait agi que par vanité, parce qu'il voyait l'impossibilité de conquérir dans les milieux trade-unionistes la situation de *leader* unique ».

Ces reproches ne me paraissent guère justifiés et semblent devoir s'expliquer surtout par la jalousie de ceux qui envient à John Burns sa popularité et sa considération, et aussi par la haine que lui ont vouée ceux qu'il a combattus de toute son énergie.

John Burns, plus que ses détracteurs, agit par conviction. Il travaille pour le bien de la classe ouvrière et, dans cette vue, il insiste, avant tout,

sur la nécessité de développer intellectuellement, socialement et moralement les individus. Toute sa carrière peut se ramener à ce but; lui-même, d'ailleurs, a mis en pratique la théorie de l'amendement individuel, car il est, dans toute la force du terme, un *self-made man*. S'il méprise aujourd'hui les *leaders* du parti socialiste, si, au Parlement, il ne demande pas à cor et à cri les réformes collectivistes, c'est que l'expérience lui a fait voir combien dangereuse et peu raisonnable est la voie dans laquelle il avait débuté.

Ce fut sous l'empire d'un mouvement d'enthousiasme, que Burns entra à la *Social-Democratic Federation*. Jeune et sans expérience, il croyait alors très sincèrement à la transformation radicale de la société dans un avenir rapproché. Son métier et les théories économiques dont il s'était rempli la tête, formaient presque tout son bagage. Quant à ses relations, elles se bornaient à des membres de la classe ouvrière; il ne connaissait que par ouï-dire ces capitalistes, dont il eût voulu détruire la race; bien plus, il ignorait jusqu'au pouvoir du capital, n'ayant jamais manié d'argent lui-même. Quand il fut appelé à siéger au *London County Council*, puis au Parlement, ce fut tout autre chose. John Burns se trouva d'abord désorienté par le fonctionnement des rouages compliqués de la politique; mais bientôt il comprit la nécessité d'envisager toutes choses par leur côté pratique et d'en tirer le moins mauvais parti

possible. Ainsi s'explique le changement d'attitude de John Burns, depuis son arrivée aux fonctions publiques, et ainsi se justifient ses votes souvent acquis aux libéraux. Voilà pourquoi les socialistes, ses anciens alliés, le traitent aujourd'hui de réactionnaire et ne lui ménagent pas les invectives.

Mais, pourrait-on se demander, John Burns est-il encore socialiste? Je lui ai posé moi-même la question et l'entretien que je reproduis ici est la réponse de John Burns.

C'est dans sa maison de Battersea que Burns m'a donné rendez-vous; j'y arrivai au moment ou il se disposait à partir pour le Parlement. J'allais m'en retourner et remettre ma visite à un autre jour, quand John Burns apparut : « Restez, me dit-il, nous avons une couple d'heures avant la séance de la Chambre, nous ferons route ensemble jusque Westminster ». Et nous voilà marchant côte à côte à travers d'immenses quartiers ouvriers de construction récente.

John Burns est un petit homme alerte à qui l'on donnerait cinquante ans, bien qu'il n'en ait pas quarante, à la barbe courte, grisonnante, irrégulièrement plantée, aux yeux animés d'un feu extraordinaire sous l'épaisseur de sourcils touffus; la chevelure est noire, parsemée de nombreux fils d'argent ; la figure petite, carrée, d'une expression mobile où dominent la fermeté et l'affabilité. Burns a la voix claire et forte et s'exprime en termes souvent imagés; d'accueil

plutôt froid, au début, il s'anime au bout de peu d'instants, il oublie qu'il n'est pas dans un meeting, il mêle à sa conversation des gestes énergiques; c'est un tribun.

« Oui, me dit-il, je suis socialiste et même, d'une façon plus spéciale, je préconise le collectivisme. Le véritable but de ma vie c'est de travailler au bien de la classe ouvrière. Si l'intérêt des ouvriers le commandait, je n'hésiterais pas à me faire tuer pour leur cause et à leur sacrifier tous mes rêves les plus chers. Mais je suis avant tout et uniquement un *practical socialist.*

» Je suis hostile à l'idée d'une révolution. Assurément, l'avenir est aux ouvriers; pour s'en convaincre, il suffit de voir les progrès réalisés par eux dans ces dernières années. Mais ce n'est pas là une raison pour leur dire qu'ils doivent s'emparer dès demain du pouvoir; nous ne leur ferons connaître leur puissance que quand ils se seront montrés dignes de leur élévation par le développement de toutes leurs facultés.

» J'abhorre également les socialistes académiques, les professeurs de théorie socialiste, les marxistes. Ce que je veux procurer aux ouvriers ce sont les salaires fixés par les *Trade-Unions,* la réduction raisonnable des heures de travail, le socialisme municipal. Je voudrais voir conférer à la commune des attributions considérables, et ici cet espoir est à la veille de devenir une réalité. Voyez en effet ce qu'a fait le *London*

County Council depuis quelques années : la plupart des travaux publics sont exécutés aujourd'hui directement par la Ville ; les lignes de tramways ont été rachetées, on parle sérieusement d'un projet d'approvisionnement d'eau par la municipalité ; quant à l'éclairage au gaz, nous ne le disputerons pas aux capitalistes, nous nous réservons de prendre l'électricité qui, elle, est l'avenir.

» Tenez, me dit John Burns, s'arrêtant devant une rangée de petites maisons coquettes, dont les pignons en briques coupés de pierre blanche émergent gaiement de l'encadrement fleuri des parterres, direz-vous encore que mon socialisme pratique n'a rien de bon? Ce que vous voyez là, c'est tout un quartier d'habitations ouvrières, construites par une grande société d'entreprises. Il y a là douze cent maisons et une population de dix mille personnes ; les loyers ne s'élèvent pas au-dessus de huit à neuf shillings par semaine. Or, de qui croyez-vous que puisse émaner l'initiative de pareils projets, si ce n'est du *London County Council?* Celui-ci a donné l'exemple du mouvement en établissant des maisons ouvrières modèles pour environ deux mille personnes.

— Soit, observai-je ; vous voulez bien appeler cela « socialisme pratique » et vous me dites que le socialisme pratique est le seul auquel vous êtes favorable. Cependant, vous ne pourrez toujours vous borner à souhaiter des réformes de ce genre ; un jour viendra où vous voudrez avoir le collec-

tivisme complet, avec l'omnipotence de l'Etat et l'absorption des forces individuelles par le pouvoir collectif.

— Mon socialisme ne cessera jamais d'être pratique, parce qu'il est dans sa nature de se modifier constamment et de s'adapter aux circonstances du moment. Quant à l'effort individuel, loin de vouloir le supprimer, j'estime qu'il faut l'encourager spécialement en Angleterre, car il a fait et fait encore la grandeur de notre peuple. Mais l'effort individuel est trop faible s'il est abandonné à lui-même. D'une part, la direction doit être donnée, en toutes choses, par le pouvoir collectif et, d'autre part, celui-ci a besoin tout à la fois de l'aide et du contrôle des individus. Le pouvoir collectif et l'effort personnel sont destinés à se compléter, à se fortifier. »

En ce moment nous traversons Battersea Park, un admirable ensemble de plaines, de bosquets et de fleurs, situé sur la rive droite de la Tamise et créé spécialement en vue de l'agrément et de l'hygiène d'une population presque entièrement ouvrière. John Burns me fait remarquer une pelouse où une cinquantaine d'enfants prennent leurs ébats. « Cela, me dit-il, c'est le bienfait de la collectivité : tous les enfants pauvres de l'aggloméré peuvent se livrer ici à leurs jeux. Voulez-vous voir maintenant le contrôle individuel *(personal improvement)?* Regardez. » Et John Burns de s'élancer sur quelques gamins qui faisaient mine

de démantibuler la balustrade de l'enclos. De sa grosse voix, il les semonce vertement, puis il les secoue d'importance et les renvoie au milieu de leurs compagnons, qui ont regardé bouche bée toute la scène.

*
* *

J'ai revu encore deux ou trois fois John Burns et je crois qu'il est difficile de ne pas admettre son désintéressement, la sincérité de ses convictions, son honnêteté. S'il l'avait voulu, John Burns serait aujourd'hui président du Comité Parlementaire des *Trade-Unions* ou *leader* de l'*Independent Labour Party;* en continuant d'exercer son métier, il eût pu réaliser de jolis bénéfices, tandis que ses divers postes de confiance ne lui rapportent actuellement guère plus de quinze shillings par semaine. Il lui arrive d'être obligé, pour pouvoir payer le loyer de sa maison, de louer quelque grande salle dans la ville et de donner des conférences à son profit personnel. Un fait bien connu, c'est que John Burns, comme aussi Tom Mann, ne fume jamais et ne boit pas d'alcool. Dans son voisinage, on le connaît surtout sous le nom de *Honest John Burns.*

Quant au programme et aux opinions de Burns, ils se rapprochent sensiblement de la manière de voir des membres ouvriers du Parlement qui sont opposés au socialisme. L'idéal collectiviste est le seul point qui les sépare et le jour n'est peut-être pas éloigné où John Burns reconnaîtra combien la réalisation de cet idéal est chose impossible.

Je l'entends encore prononcer cette phrase : « Le socialisme ne peut avoir de succès auprès d'un peuple que s'il est, en toutes circonstances, pratiquement adapté à la façon de voir de ce peuple ».

Si John Burns ne peut se résoudre encore à abandonner les chimères collectivistes, il se détache, en revanche, de plus en plus des groupes qui représentent en Grande-Bretagne le parti socialiste.

Voici les paroles qu'il prononçait le 10 mai 1896 dans un meeting à Battersea :

« Aux prochaines élections, les progressistes et le parti ouvrier ont, non seulement à combattre les modérés, *mais aussi les socialistes, qui, en réalité, sont de plus grands adversaires des travailleurs que les tories* ».

Il n'y a pas lieu de s'étonner de l'absence de John Burns, en 1896, au congrès socialiste de Londres. Peu de jours avant cette réunion, qui comprit, — comme on le sait, — des socialistes et des trade-unionistes, John Burns me disait : « Je souhaite la meilleure chance au congrès, mais je doute qu'il réussisse : c'est déjà une faute de réunir un congrès international ouvrier à Londres quand, la même année, nous avons, à Edimbourg, le congrès des syndicats professionnels ; c'est une faute encore plus grande d'assembler des centaines de délégués qui ne sont pas plus disposés à se mettre d'accord qu'ils ne sont capables de se faire comprendre. J'ai eu le

courage de marquer mon opinion en m'abstenant de prendre part au congrès et il est regrettable que Sydney Webb et Bernard Shaw, après avoir qualifié le congrès de fumisterie, n'en soient pas restés éloignés comme moi. »

Terminons ce chapitre en reproduisant une lettre, parue dans le *Figaro,* où John Burns apprécie le congrès de Londres, au lendemain de la clôture :

Londres, 4 août 1896.

Cher Monsieur,

La plupart des principales *Trade-Unions* se sont tenues à l'écart du congrès, parce qu'elles estimaient, comme moi, qu'il ne pouvait pas résulter beaucoup de bien de ce mélange d'anarchistes, de socialistes et de trade-unionistes, surtout lorsqu'une minorité d'anarchistes et de marxistes, pour des raisons diverses et qui n'ont pas le moindre rapport avec les intérêts du travail, viennent uniquement pour capter et exploiter le mouvement des *Trade-Unions,* qui est essentiellement le mouvement du travail, le « Westminster Abbey du travail », comme le disait avec raison M. Jaurès.

Le rapprochement entre le trade-unionisme et le socialisme rationnel, que j'avais désiré et sur lequel je fondais quelque espoir, a été détruit par l'esprit de faction, d'intrigue, d'intolérance et d'exclusivisme que l'on a vu sévir dans toute sa beauté au congrès.

Pour beaucoup, le socialisme est devenu une secte, avec des credos économiques auxquels les gens pratiques et tolérants ne consentiront jamais à se soumettre. C'est trop pessimiste pour aujourd'hui, c'est trop optimiste pour demain.

Les *leaders* manquent souvent de ce sens des proportions, de ce respect des faits et de cette connaissance de la nature humaine, en dehors desquels aucun mouvement ne peut aboutir d'une manière durable. Leur *motto* semble être : « Périsse mon pays pourvu que mon credo vive ! ». Cette politique a naturellement éloigné d'eux le mouvement des *Trade-Unions.* La « vieille garde » n'est pas là, avec ses 1.250.000 hommes, sa discipline, ses fonds et sa solidarité

industrielle, pour remettre en question ses bases d'existence et travailler à son propre effondrement.

Les doctrinaires, les « sans-culottes » professionnels et les pamphlétaires sont aujourd'hui une source aussi grande de troubles pour le mouvement populaire qu'ils l'étaient il y a cent ans.

Comme alors, le congrès de Londres a, sous une autre forme, mais par une tactique semblable, servi la réaction. On a vu des hommes prêchant la paix universelle, la fraternité et la solidarité, lutter pour savoir qui hurlera le plus fort et qui excommuniera l'autre.

Ceux des délégués allemands, français, belges et autrichiens qui ne voulaient pas aller à un échec auraient du s'entendre avec les trade-unionistes anglais, se séparer du congrès et en convoquer un autre, éliminant les anarchistes, la *Social-Democratic Federation*, le trop ardent *Independent Labour Party*, les rêveurs et la lie de la démocratie.

S'ils l'avaient fait, leur congrès aurait été moins dramatique mais plus utile, et ils auraient assuré à leur œuvre le respect, qui a fait place au ridicule, grâce au manque de courage moral de la plupart des éléments de la représentation, sans en excepter les *leaders*.

Le congrès avait une occasion unique de faire du bien au travail. Il n'a pas su s'en servir, parce que la plupart des socialistes n'ont appris à penser ni à la chose qu'ils désirent, ni à la méthode pour l'obtenir.

Le congrès a donné au trade-unionisme et à la coopération une leçon qui les fortifiera. Les socialistes anglais ont reçu un coup dont ils ne se relèveront pas pendant des années, et cela, pour avoir permis que leurs vues fussent représentées par une collection de sots et de fanatiques, dont le nombre et l'influence ont été fort exagérées et dont les manœuvres théâtrales n'ont trompé personne.

Mais, comme tous, nous apprenons plus par les défaites que par les succès. Espérons que toutes les écoles socialistes profiteront de ce qui est arrivé.

Nos travailleurs sauront, mieux encore que par le passé, que ce n'est pas avec de la déclamation qu'on fait du travail sérieux.

Tout à vous, en hâte,

JOHN BURNS, M. P. (1)

(1) *Le Figaro*, 8 août 1896.

CHAPITRE VII.

Les anarchistes.

Raison d'être d'une étude sur les anarchistes anglais. — Anarchistes individualistes. — Anarchistes communistes. — Comment ces derniers se rapprochent des socialistes; comment ils s'en écartent. — La question du gouvernement de la société future. — Les moyens d'action des anarchistes communistes. — Leur organisation. — Leurs chances de succès.

N'est-ce pas sortir du sujet que d'étudier les anarchistes dans un ouvrage consacré à l'examen des manifestations du socialisme en Grande-Bretagne? Telle est la question que se posera peut-être le lecteur, en abordant le présent chapitre. En effet, à première vue, il semble assez naturel de croire qu'il n'y a pas de relations entre le socialisme et l'anarchisme. Les socialistes eux-mêmes ont soutenu, à diverses reprises, que les deux écoles n'ont entr'elles rien de commun. Le « Manifeste des socialistes anglais de 1893 » est explicite sur ce point : « Nous sommes dans l'obligation, dit-il, de rejeter les doctrines et la tactique de l'anarchisme : nous reconnaissons l'honnêteté et la sincérité de ceux qui les défendent et se proclament révolutionnaires; mais, pour nous socialistes, ces doctrines et la tactique qui en découle nécessairement

sont véritablement réactionnaires, en théorie comme en pratique, et tendent à faire échec au progrès de notre cause. Les anarchistes prétendent que le socialisme cherche à entraver la liberté individuelle; bien au contraire, le socialisme se propose de réaliser cette liberté entière que l'anarchisme serait inévitablement amené à annihiler. »

Au Congrès International de 1896, les principaux organes de la démocratie socialiste ont fait à maintes reprises les mêmes déclarations. Leur tactique d'intolérant exclusivisme a même pleinement réussi, en ce sens qu'elle a abouti à faire exclure les anarchistes du congrès de Londres et à faire voter par celui-ci un règlement obligeant tous les groupes, même corporatifs, à reconnaître la nécessité de l'action parlementaire.

On a pu croire que le congrès de Londres consacrait la victoire des démocrates socialistes et ouvrait un abîme désormais infranchissable entre le socialisme et l'anarchisme. Ce n'était là toutefois qu'une apparence. Comme l'écrit M. Hamon, dans un ouvrage récent sur le congrès de Londres(1), « la victoire de la démocratie socialiste est une victoire à la Pyrrhus ». Les démocrates socialistes ou « socialistes scientifiques », comme ils s'intitulent, n'ont abouti qu'à clore la série des congrès simplement socialistes, pour commencer celle des congrès démocrates socialistes. Par leur intolérance ils ont mis en

(1) A. Hamon : *Le Socialisme et le congrès de Londres;* Paris, 1897.

pleine lumière la force des socialistes libertaires, antiparlementaires, anarchistes, et certes ce n'est pas un mince résultat pour ces derniers que d'avoir occupé l'attention du congrès pendant la moitié des séances et d'avoir été soutenus publiquement par les chefs de l'*Independent Labour Party*. A ce seul titre une étude sur les anarchistes ne serait pas déplacée dans un livre consacré aux socialistes. Mais voici une raison plus péremptoire : la majorité des anarchistes, — les anarchistes communistes, — sont véritablement plus socialistes que les socialistes eux-mêmes. M. John Rae, dans son bel ouvrage sur le socialisme contemporain, les appelle *anarchistes socialistes* et voici comment il s'exprime à ce sujet : « Le socialisme contemporain, écrit-il, se résume adéquatement dans ces trois mots : *démocratie révolutionnaire socialiste;* or, dans chacun de ces caractères, les anarchistes ont dépassé les autres socialistes au lieu d'être restés en deça d'eux. Ils sont, en réalité, plus socialistes, plus démocratiques, plus révolutionnaires que leurs concurrents. Ils sont plus socialistes, parce qu'ils réclament non seulement la propriété et la production communes, mais également la jouissance en commun des choses produites. Ils sont plus démocratiques, parce qu'ils ne veulent imposer au peuple aucune espèce de gouvernement, si ce n'est le peuple lui-même, — qu'ils ne veulent ni roi, ni conseil gouvernemental suprême, ni institutions représen-

tatives, mais réclament seulement l'attribution à chaque groupement industriel du soin de diriger ses affaires publiques tout comme son activité économique. Ils sont enfin plus révolutionnaires, parce qu'ils n'ont pas confiance dans une tactique constitutionnelle même temporaire, et sont persuadés que faire du tapage est le meilleur et le plus sage moyen d'amener une grande révolution. Les autres socialistes préparent les voies à cette révolution par une propagande de parole; les anarchistes croient la propagande d'action plus efficace pour avancer le moment de la révolution générale »(1).

Les anarchistes se divisent en anarchistes individualistes et anarchistes communistes.

Ceux de la première catégorie sont très peu nombreux en Grande-Bretagne. Ils sont néanmoins en butte à des attaques fréquentes de la part des socialistes scientifiques. Pour M. Hyndman l'anarchisme n'est que « de l'individualisme poussé jusqu'à la folie ». M. et Mme Aveling soutiennent que « les anarchistes (d'une façon générale) attaquent le système capitaliste actuel en se plaçant à un point de vue individualiste, conservateur, réactionnaire, tandis que seuls les socialistes partent d'un point de vue communiste, progressif, révolutionnaire »(2).

(1) John Rae : *Contemporary Socialism*; p. 248.

(2) Edward and Eleanor Marx-Aveling : *The working class movement in America.*

M. Bernard Shaw reconnaît l'existence d'anarchistes communistes, mais il élargit singulièrement la catégorie des anarchistes individualistes. « Les vieux whigs et les nouveaux tories de l'école de Bright et de Cobden, les radicaux philosophes, les économistes du type de Bastiat, lord Wemyss et lord Bramwell, M. Herbert Spencer et M. Auberon Herbert, M. Gladstone, M. Balfour, M. John Morley... : voilà autant de types d'anarchistes plus accentués que ne l'est Bakounine. Ils n'ont pas confiance dans l'action de l'Etat et sont les avocats jaloux des prérogatives de l'individu : ils proposent donc de restreindre celle-là et d'augmenter celles-ci, autant qu'il est humainement possible de le faire, et se mettent en opposition directe avec les partisans de la démocratie socialiste, qui, eux, veulent démocratiser l'Etat et faire reposer sur lui la charge d'entreprendre toute l'industrie du pays »(1).

Sans nous arrêter à l'anarchisme peu défini contre lequel fulminent les *Social-Democrats,* ni à l'anarchisme individualiste critiqué par M. Shaw, il faut reconnaître qu'il existe en Grande-Bretagne des anarchistes individualistes, c'est-à-dire favorables à la propriété individuelle, mais qu'ils n'ont jusqu'à présent aucune organisation et se réduisent à quelques théoriciens isolés.

La plupart des anarchistes anglais appartiennent à l'anarchisme communiste. Comme nous l'avons

(1) G. Bernard Shaw : *The impossibilities of Anarchism* (Fabian Tract, nº 45).

déjà fait remarquer, ces derniers se rapprochent singulièrement des socialistes. Les membres de la Fédération Démocratique, qui se séparèrent de celle-ci pour fonder, en 1884, la *Socialist League,* étaient anarchistes aussi bien que socialistes et le journal qu'ils fondèrent alors, *The Commonweal,* était intitulé *A Journal of Anarchist Communism.* Dans un article de *Freedom,* les anarchistes se déclarent « des propagateurs du socialisme qui repoussent l'action parlementaire ».

A l'exemple des socialistes, les anarchistes soutiennent que le développement complet des qualités de l'individu ne peut avoir lieu que moyennant le perfectionnement du milieu où l'individu doit vivre. « Le moraliste *bourgeois,* écrit M. Belfort Bax, prétend que des hommes individuellement bons peuvent créer un état social sain, alors qu'*en vérité, c'est un état social sain qui rend les hommes bons...* Le socialisme proteste contre ces mensonges en affirmant que jamais un effort des individus en vue de leur propre régénération ne pourra contribuer en rien à amener le bien-être de la société »(1). Les anarchistes soutiennent aussi que « tout le mal vient du régime gouvernemental actuel »(2). Ils « n'ignorent pas combien est imparfaite la nature morale de l'humanité existante, mais sont convaincus de ce fait *évident* que la plupart de nos sentiments égoïstes et antisociaux doivent être

(1) Belfort Bax : *Religion of Socialism.*

(2) Prince Kropotkine : Article du *Nineteenth Century.*

regardés comme une suite du système actuel de concurence et d'autorité : aussi faut-il s'attendre, d'après eux, à les voir disparaître avec ce système ».

En économie sociale, les anarchistes sont extrêmement peu précis. Comme le fait remarquer M. Geoffrey Drage, « l'anarchiste est, de sa nature, plus porté à détruire qu'à édifier. Ses idées économiques sont vagues ; sa propagande consiste presque exclusivement en attaques contre la société, et son programme est en général un plaidoyer en faveur de l'action, de la révolution » (1). Les anarchistes communistes se rallient néanmoins à plusieurs des théories de Karl Marx et réclament « la socialisation des richesses et du travail », en se basant sur ce principe que l'égalité doit règner entre les hommes. Mais où ils s'écartent complètement des socialistes, c'est à propos du gouvernement de la société future : ils veulent remplacer le système actuel de gouvernement central et représentatif par un système où le gouvernement serait remis directement aux mains du peuple :

« La cause première de l'abaissement de la société actuelle, c'est que cette société regarde comme un principe moral l'autorité d'un homme sur un autre homme... Un homme ne peut vivre conformément à la véritable morale s'il n'est son propre maître. Du moment que son esprit arrive à la compréhension de ce qui est équitable et bon, c'est à lui de diriger ses propres impulsions, à lui de rechercher dans sa conscience ce qui doit motiver ses actions, à lui de les accomplir simplement, sans crainte de châtiment ni espoir de récompense... L'exemple réciproque aura

(1) Geoffrey Drage : *The Labour Problem*, p. 364.

bientôt fait d'établir un code collectif de morale, auquel tous pourront se conformer sans efforts ; mais du moment où des ordres sanctionnés par des peines légales remplacent les inspirations personnelles de la conscience, il n'y a plus de moralité possible »[1].

« Les véritables progrès sont ceux que ne vient pas entraver l'intervention de l'Etat... Le perfectionnement de l'état social réside, non pas dans la concentration plus grande du pouvoir entre les mains d'un corps de gouvernement, mais bien dans la tendance vers la décentralisation... Nous voulons que toutes les fonctions considérées aujourd'hui comme étant celles du gouvernement, soient laissées à l'initiative de groupements librement constitués »[2].

Pour caractériser en peu de mots les tendances respectives du socialisme et de l'anarchisme, nous dirons donc que les deux systèmes réclament la socialisation des richesses et du travail, mais que le premier croit nécessaire de mettre la distribution sous le contrôle d'un gouvernement démocratisé, tandis que le second demande la liberté la plus complète pour tous les individus. Il y a donc accord entre les deux écoles sur ce que M. Drage appelle « le côté destructif » ; et il y a accord aussi sur le terrain de la reconstruction, sauf en ce qui concerne la question du gouvernement futur et, comme nous le verrons tout à l'heure, sur les moyens d'action à mettre en œuvre. Cette divergence de vues suffit pour maintenir entre les écoles socialiste et anarchiste un antagonisme qui se manifeste fréquemment dans leurs publications[3]. Les deux groupes, en effet, soutiennent,

(1) *Anarchism and outrage* (Freedom tract, N° 8).

(2) *The Scientific Basis of Anarchy.*

(3) V. Geoffrey Drage : *Op. cit.*, p. 366-367.

chacun de leur côté, que leurs doctrines sont en harmonie avec les aspirations conscientes ou inconscientes de la société vers le progrès. Tandis que l'un croit découvrir que la marche graduelle de la société dirige celle-ci vers l'élimination du gouvernement, l'autre estime que la sphère des attributions gouvernementales s'accroît sans cesse. Les socialistes affirment qu'avec un système exclusif de gouvernement, comme le rêvent les anarchistes, la liberté individuelle deviendrait chose pratiquement impossible, à moins d'un changement radical dans la nature humaine; pour eux cette liberté n'existera que sous l'empire du collectivisme. D'autre part, les anarchistes assurent que le collectivisme exige tout d'abord une modification profonde du caractère de l'humanité et que, faute de cela, les individus trouveraient dans le nouvel état de choses non pas la liberté mais la tyrannie.

Au point de vue des moyens d'action qui doivent les rapprocher du but désiré, les anarchistes communistes se séparent en deux groupes, qui sont l'un vis-à-vis de l'autre à peu près ce que la *Fabian Society* est à la *Social-Democratic Federation*. Les anarchistes du premier groupe se proposent d'arriver à leur but par l'éducation et se montrent favorables à toutes les associations libres qui tendent à confier à l'initiative privée les fonctions aujourd'hui assumées par le gouvernement. Ils déclarent repousser les procédés violents : « Le

véritable anarchiste, disent-ils, a horreur des systèmes qui proposent de commencer par tout détruire » (1). Ils vont jusqu'à reconnaître que dans certains cas, une minorité anarchiste doit savoir se plier aux exigences de la majorité :

« Lorsqu'un certain bien peut résulter de ce fait que la minorité, — quand même elle se composerait d'un seul individu, — prendrait position contre la majorité, alors l'opposition est un droit et même un devoir sacré. Mais, d'autre part, il se peut que le bien-être de tous commande impérieusement à la minorité de se rallier à une action commune : pareille ligne de conduite devient dès lors obligatoire, même pour ceux qui se rendraient compte qu'elle n'est pas la meilleure en soi. En effet, il résulterait des inconvénients plus graves du manque d'union que de l'adoption d'une tactique qui n'est pas absolument appropriée aux circonstances » (2).

Le second et peut-être le plus actif des groupes anarchistes préconise, comme moyens d'action, l'éducation et la révolution :

« Une foule en fureur, voilà la meilleure des éducations! La Terreur est le nouvel évangile, celui qu'il faut proclamer sur la voie publique, jusqu'à ce que la vengeance d'un peuple déshérité ait foulé aux pieds une légalité trompeuse... La science se met à notre disposition pour confondre l'ennemi commun ; la Terreur est à l'ordre du jour... La dynamite est une doctrine qui sera proclamée partout avant peu ; que les juges et les membres des jurys criminels tremblent à chaque excitation populaire, car les procédés chimiques auront raison d'eux et peuvent produire leur effet dans les cours de justice aussi bien que dans la rue » (3).

« Lancer une bombe, ce n'est pas un moyen pour arriver à une fin, mais c'est un fait qui a sa fin en lui-même, que la bombe atteigne ou non son but. Nous approuvons ces actes d'audacieuse illégalité,

(1) *Freedom*, décembre 1893.
(2) HENRY GLASSE : *The Anarchist*.
(3) *The Anarchist*.

parce qu'ils ont pour conséquence d'affaiblir le régime actuel de gouvernement et d'exploitation »(1).

« Anarchisme veut dire guerre, guerre à toute espèce de gouvernement, à toute autorité, à toutes les formes de l'esclavage. Nous avons le droit de recourir à la force... et nous n'hésiterons pas à mettre en action les ressources que la civilisation met à notre disposition »(2).

Quelle est la force numérique des anarchistes en Angleterre et de quelle influence disposent-ils?

S'il faut en croire le témoignage des anarchistes eux-mêmes, rien n'est plus certain que leur victoire finale en Angleterre :

« Tout désigne l'Angleterre comme le futur quartier général de l'anarchisme... L'Angleterre, avec la vive sensibilité de ses habitants, avec sa liberté de réunion et sa liberté de parole, est le pays où nous espérons nous développer le plus, jusqu'à ce que nous soyons assez puissants pour faire la grève générale »(3).

Jusqu'à présent, l'Angleterre ne semble guère avoir répondu à cette confiance et l'anarchisme n'y compte que des groupes sans importance. Il y a quelques centaines d'anarchistes communistes épars sur la côte orientale de l'Ecosse(Edimbourg, Dundee, Aberdeen); il y en à aussi a Glasgow, dans les Midlands et dans le Norfolk. Leur principal centre est Londres avec sa banlieue.

A Londres, il y a actuellement quatre clubs d'anarchistes communistes dont deux composés d'allemands, un de juifs polonais et le dernier d'anglais. Le nombre des membres de tous ces

(1) *The Commonweal*, 11 novembre 1893.

(2) *The Anarchist*.

(3) *Views of a Well-known Anarchist ; « Pall Mall Gazette »*, 9 décembre 1893.

groupes est peut-être d'un millier. Les deux clubs d'anarchistes allemands, le *Morgenrothe* et l'*Autonomie*, n'ont aucun rapport entr'eux et publient deux journaux en allemand, *Freiheit* et *Autonomia;* il semble que la grande préoccupation de ces deux organismes soit de se combattre sans trêve et de faire passer leurs publications en contrebande dans la mère patrie. Le groupe des juifs polonais n'a que peu ou point affaire avec les allemands et fait paraître en « yedish » — le patois allemand-hébraïque — une petite feuille à l'usage des tailleurs polonais de l'East-End. Les anarchistes de race anglaise, communistes et individualistes, ont été réunis pendant quelque temps, mais les individualistes se sont affranchis aujourd'hui de toute organisation permanente. Le groupe des communistes possède plusieurs journaux : *The Anarchist, Liberty,* et, sous le titre de *Freedom,* il publie, de temps à autre, des brochures de propagande. Quelques personnalités jouissent parmi eux d'une influence assez considérable, notamment le prince Kropotkine, nihiliste russe résidant à Londres depuis de longues années, et une certaine Mrs Wilson.

Comme on le voit, les partisans de l'anarchisme en Angleterre se caractérisent par un défaut complet d'organisation et par le manque de cohésion. Cette situation est, d'ailleurs, une application naturelle du rejet de toute autorité, rejet qui forme un des points fondamentaux de leur programme.

« La soumission des anarchistes à un comité de direction, écrit M. John Rae, contrarierait leurs sentiments et leurs principes, au même titre que la soumission à un monarque ; c'est cette horreur de toute autorité qui les tient désunis et faibles » (1). Eux-mêmes, au surplus, ne paraissent pas se rendre compte des désavantages inhérents à l'absence d'une organisation puissante parmi eux ; n'y avait-il pas, tout dernièrement, une discussion entre les anarchistes de Londres sur le point de savoir si l'entente de *deux* membres peut suffire pour constituer un nouveau club anarchiste ?

Si l'on ajoute au manque d'unité dans l'action, le caractère purement spéculatif des doctrines anarchistes et leurs tendances à l'insurrection, on est naturellement amené à conclure que l'Angleterre n'est pas à la veille de devenir la terre classique de l'anarchisme, comme le prophétisent quelques sociologues de la dynamite. Il n'est pas impossible que Londres devienne de plus en plus le centre des réfugiés anarchistes étrangers. Mais la conversion d'une partie de la population anglaise aux soit-disant principes de l'anarchie est une hypothèse qui ne mérite pas qu'on s'y arrête pour le moment. Avec M. John Rae, nous regarderions comme plus probable « le retour des anarchistes d'origine britannique à des idées raisonnables en fait de politique » (2).

(1) John Rae : *Op. cit.*, p. 257.
(2) John Rae : *Op. cit.*, p, 87.

CHAPITRE VIII.

Le communisme de William Morris.

William Morris, poète, artiste et industriel. — Comment il fut amené à embrasser le socialisme. — Communisme et socialisme. — Fonctionnement, d'après Morris, de la société communiste future. — Moyens préconisés par Morris. — Art et socialisme. — Merton Abbey. — Influence de Morris.

William Morris vient de mourir, mais son souvenir demeure plus vivant que jamais parmi ceux qui l'ont connu. Pendant sa vie, il a été l'âme du mouvement communiste artistique représenté par la *Hammersmith Socialist Society;* maintenant qu'il n'est plus, l'attraction irrésistible exercée par sa mémoire continue de grouper autour de l'idéal communiste la petite phalange d'artistes et de littérateurs que Morris a eus pour disciples.

Industriel, artiste puissant, poète superbe, agitateur socialiste, William Morris fut tout cela à la fois; et ces caractères se sont trouvés chez lui si intimement réunis ou plutôt fusionnés, qu'il ne semble guère possible de considérer en Morris le socialiste sans évoquer en même temps le poète, l'industriel et l'artiste.

William Morris naquit le 24 mars 1834 à Walthamstow, près de Londres. Il reçut sa

première éducation à Marlborough, d'où il passa à Exeter College, à Oxford. Après s'être destiné pendant quelque temps à l'Eglise, il met un terme à ses études et entre, en 1856, chez l'architecte George Edmund Street. Cette même année, il publie et soutient en grande partie de ses fonds *The Oxford and Cambridge Magazine;* les douze numéros de cette revue contiennent de lui des poèmes et de remarquables essais en prose où éclate déjà une vive sympathie pour le moyen-âge. Trouvant trop restreint le domaine de l'architecture, Morris quitte bientôt Street et, en 1861, de concert avec quelques-uns de ses amis, les peintres préraphaélites Dante Gabriel Rossetti, Ford Madox Brown et Edward Burne-Jones, il entreprend d'améliorer et de développer le goût artistique de ses contemporains. Dans ce but, il établit à Merton Abbey une manufacture de papiers peints, de vitraux et de meubles artistiques, qui n'a pas tardé à devenir célèbre en Angleterre et dont les produits forment aujourd'hui la décoration de bien des intérieurs.

En même temps qu'il se livre à ces travaux purement artistiques, Morris s'affirme de plus en plus comme poète. Il publie *The Life and Death of Jason, The Earthly Paradise,* plusieurs poèmes inspirés des anciennes *sagas* islandaises et l'un de ses chefs-d'œuvre, dont le sujet est emprunté à l'Allemagne médiévale, *The Story of Sigurd the Volsung and the Fall of the Niblungs.*

Avec Swinburne et Rossetti, William Morris occupe, dès cette époque, la première place parmi les poètes anglais. Il est, dans ce domaine, ce qu'il s'est montré dans le domaine de l'art, un original et un créateur, épris, jusqu'à la passion, de la littérature héroïque du moyen-âge, surtout du moyen-âge septentrionnal. Morris vit littéralement du passé : poète, il demande aux légendes d'autrefois les lumières qu'il a empruntées comme artiste aux anciens motifs de décoration.

Tel est Morris jusqu'en 1883. Ses amis le croyaient exclusivement voué au culte du beau, et ses opinions d'alors, qu'on pourrait qualifier d'anti-révolutionnaires, le faisaient désigner par tout le monde comme l'héritier présomptif de lord Tennyson, dans la dignité de poète lauréat. Aussi la stupeur fut-elle grande, en Angleterre, lorsque, cette même année, on apprit que William Morris, l'artiste, le poète, avait levé le drapeau rouge à la suite du socialiste Hyndman et était devenu l'un des *leaders* de la *Social-Democratic Federation*.

Ce brusque revirement n'avait rien cependant qui dût étonner trop vivement de la part de Morris. De sa première vocation religieuse, il avait conservé une sorte d'austérité, de ferveur, qu'il appliqua bientôt à vouloir guérir les maux de la société et qui le poussa à se passionner pour les idées égalitaires et socialistes.

Plus tard, tandis qu'il dirige son entreprise d'arts appliqués, il est nécessairement amené à

connaître les difficultés de la production des belles œuvres qui sortent de son atelier, et insensiblement, par suite de ses rapports avec les ouvriers, il en arrive à s'occuper de problèmes autrement importants que la production elle-même. Commençant par un art de propagande qui tendait à la réforme des arts décoratifs, il glisse naturellement vers l'étude des questions sociales. Morris, en effet, est un apôtre de la régénération sous toutes ses formes. Le préraphaélitisme n'est qu'une révolution dans l'art et dans la poésie, une tentation de retirer ceux-ci de l'avilissement où ils sont tombés, pour les rapprocher d'un idéal plus parfait. Quand Morris devient l'apôtre du communisme, il ne fait, en somme, que généraliser sa thèse favorite « que l'art dégénère dans notre société industrielle »(1).

Au surplus, Morris lui-même a fait connaître, en 1894, les motifs de son adhésion au communisme, dans un ouvrage qui est, en quelque sorte, sa profession de foi *(Why I am a Communist)* :

« Le communisme, écrit-il, est une société dont l'essence est l'égalité pratique des conditions; « pratique » veut dire modifiée par les attitudes et les préférences des membres. Telle est la base économique du communisme. La base morale, c'est l'habitude acquise par l'homme de prendre conscience qu'il est un être social, de telle sorte qu'il s'accoutume à ne pas faire de distinction entre le bien commun et le bien de chaque individu. En conséquence, je suis communiste : 1° parce qu'il me semble qu'on ne peut concevoir l'homme en dehors de la société; 2° parce qu'il n'y a pas de fondement économique moral sur lequel on puisse

(1) William Morris : *Hopes and fears for Art.*

bâtir une vraie société, sauf celui que j'ai indiqué plus haut. Toute autre base fera du gaspillage et de la souffrance inutile une part essentielle du système. Bref, je ne vois pas de régime en dehors duquel les hommes puissent vivre hors de ces deux termes : esclavage, égalité. »

William Morris ne resta pas longtemps membre de la *Social-Democratic Federation,* dont l'intransigeance le révoltait. Il s'en sépara en 1885 et fonda, avec quelques partisans, la *Socialist League,* qui eut pour organe le *Commonweal.* Ce groupe, assemblage étrange de collectivistes, d'anarchistes et de communistes, renfermait de nombreux éléments de discorde et, dès 1889, il commença à se disloquer. En 1893, les discussions de plus en plus ardentes entre les marxistes orthodoxes et les communistes purs amenèrent la dissolution de la société. Le *Commonweal* cessa de paraître. William Morris et les communistes qui lui étaient restés fidèles reprirent la propagande idéaliste de la Ligue et fondèrent, en 1893, la *Hammersmith Socialist Society :* celle-ci tient encore maintenant ses réunions du dimanche soir, dans une salle contigue à Kelmscott House, la demeure de Morris à Hammersmith (Londres).

*
* *

Nous l'avons vu, William Morris se déclare communiste. Sans être hostile au socialisme proprement dit, il envisage sa réalisation comme un état contingent et passager :

« Peut-être, dit-il, devrons-nous traverser cette période de transition que l'on désigne maintenant sous le nom de socialisme :

pendant cette période, les moyens de production et d'échange seront dans les mains de ceux à qui ils sont nécessaires, c'est-à-dire dans les mains des travailleurs; les grandes accumulations de capitaux seront impossibles, parce que l'argent aura perdu son privilège; enfin, chacun jouira d'une chance égale pour faire son chemin. Cette période de socialisme incomplet se fondra graduellement en un vrai communisme, sans que nous passions par aucun changement violent » (1).

Ailleurs encore, Morris se déclare l'adversaire d'un « communisme catastrophique ». A ce point de vue, la tactique de la Fédération lui déplait souverainement. Il répudie aussi les moyens impraticables et violents préconisés par les anarchistes, que, dans son langage coloré, il compare à un état-major qui irait en guerre sans soldats. Cependant, il se montre très favorable au principe même de l'anarchisme, c'est-à-dire au système de l'individu libre dans l'association libre ».

Quant au fonctionnement de la société communiste, voici ce qu'en dit Morris :

« La nation centralisée fera place à une fédération de communautés; celles-ci mettront les richesses à la disposition de tous leurs membres, en tenant compte des besoins de chacun d'eux et en leur demandant seulement de travailler de leur mieux, suivant leur degré de capacité, à la production de la richesse commune. D'ailleurs, il est bien entendu que chaque membre sera absolument libre de se servir de sa part des richesses comme il lui plaira, sans que personne puisse s'en mêler, tant qu'il l'appliquera réellement à son propre usage et ne s'en fera pas un instrument de domination. Ces vues supposent une complète égalité de conditions pour tous les hommes, leur vie restant différenciée seulement par les capacités et les aptitudes; l'émulation dans le travail pour le bien commun remplacera la concurrence, comme stimulant...

(1) William Morris : *Why I am a Communist.*

» Quand les hommes se seront affranchis de la crainte qui les divise et que produit notre système de famine artificielle, ils sentiront que le meilleur moyen d'éviter dans l'avenir le gaspillage du travail sera de permettre à chacun de prendre à la réserve commune *(from the common store)* ce qu'il lui faut, car nul n'aura la tentation ni l'occasion d'utiliser une part plus grande que celle qui lui est nécessaire »(1).

Ce passage donne une idée complète du communisme de Morris. Son système a ceci de particulier, — comme le fait remarquer judicieusement M. Albert Métin, — qu'il est la synthèse de l'individualisme et du socialisme ; en effet, l'individu, en échange de la socialisation de ses biens, se voit attribuer une entière liberté morale et intellectuelle.

Comme moyen de réaliser ce paradis sur terre, William Morris préconise :

« la formation d'un parti socialiste large et bien défini ; celui-ci, grâce au droit de vote, arrachera aux classes possédantes actuelles les instruments dont elles se servent aujourd'hui pour gouverner le peuple conformément à leur intérêt, et les emploiera à effectuer dans la société la réforme qui mettra fin aux oppressions ».

Morris, en recommandant ainsi de prendre part aux élections, étonna les intransigeants. Ceux-ci, en effet, ne devaient point s'attendre à voir le poète mener une campagne parlementaire, après les satires dans lesquelles il avait, à maintes reprises, raillé le recours des mécontents à l'Etat. La *Hammersmith Socialist Society* avait d'ailleurs été constituée, non pas pour faciliter la conquête des pouvoirs publics à la classe ouvrière, mais

(1) WILLIAM MORRIS : *True and false Society,* p. 19.

pour favoriser le groupement des travailleurs en vue de la révolution générale, comme l'indique la devise de la société : *Educate, agitate, organise.* Mais, comme Morris, en ces dernières années, s'était déclaré hostile à l'emploi de la force brutale, il a bien dû se résigner à accepter provisoirement le gouvernement représentatif.

*
* *

Tout en consacrant, depuis 1883, le meilleur de son temps à la propagande socialiste, Morris n'a pas cessé de s'adonner au culte du beau. Et ce n'est pas seulement en dehors de son œuvre de propagande qu'il est resté attaché à ses préoccupations artistiques, industrielles, littéraires : à vrai dire, l'art fait partie intégrante du socialisme de William Morris. Sa formation à la lecture des poètes, des moralistes, des esthéticiens, — spécialement de Ruskin, dont le souvenir revient à chaque instant dans ses œuvres, — et surtout la puissance de son imagination ont eu pour résultat que Morris est intimement persuadé de la puissance de l'art dans la société future et que souvent il présente ses idées sous la forme de visions artistiques.

Voici, par exemple, comment il décrit la civilisation contemporaine :

« Dans un de ses contes, Edgar Allen Poë peint la situation d'un petit groupe de matelots en détresse, sur un navire qui fait eau de toutes parts. Ils sont en proie à une faim dévorante..., quand soudain la vue d'un vaisseau qui arrive vers eux les remplit d'une indicible joie. Cependant, à mesure que le vaisseau se

rapproche davantage, il paraît se diriger d'une façon étrange et contraire aux principes de la marine; à certains moments, on le dirait même à peine gouverné; mais le voilà qui avance encore; et la joie des naufragés est trop grande pour qu'ils remarquent l'anomalie de sa marche. Enfin, ils peuvent distinguer des matelots à bord du vaisseau, et ils en remarquent un surtout, qui paraît les considérer avec une curiosité profonde. Ce dernier leur fait des inclinations de tête, comme pour les engager à prendre patience, et leur sourit constamment en leur découvrant ainsi toutes ses dents d'une blancheur extrême. Apparemment, il est inquiet sur le sort des mariniers affamés, car il ne prend pas garde que le bonnet rouge qu'il avait sur la tête vient de tomber dans les flots.

» Mais tout à coup, comme le vaisseau est encore plus près des naufragés et tandis que leurs cœurs bondissent de joie à l'idée de leur délivrance prochaine, une puanteur inconcevable et affreuse les envahit du sein des eaux, et ils voient, — ô horreur et misère! — que ce vaisseau c'est le Vaisseau des Morts. L'homme qui s'inclinait n'est qu'un corps chancelant et son bonnet rouge est un lambeau de chair qu'un oiseau de mer vient de lui arracher; son sourire engageant était produit par la vue de ses mâchoires qui, dénudées de chair, mettaient dans les dents blanches comme un perpétuel ricanement. Et ainsi passa le Vaisseau des Morts dans l'océan sans fin, laissant à leur désespoir les pauvres naufragés.

» Pour nous, socialistes, le Vaisseau des Morts n'est qu'une image de la civilisation de notre époque et ses mariniers fantômes sont l'espérance que l'humanité a follement fondée sur cette civilisation. L'homme qui incline la tête en signe de joie et dont les marques bienveillantes d'encouragement sont le résultat de la mort et de la corruption, nous représente la philosophie tant vantée des riches et de ces classes affinées de notre société qui ne doivent leur existence qu'à la misère des autres »(1).

Après ce sombre tableau de la société actuelle, citons le début de *A dream of John Ball* (Rêve de

(1) William Morris and Belfort Bax : *Socialism, its growth and its out-come.* Introduction de Morris.

John Ball, le prêtre communiste du XIVe siècle), où Morris nous montre quelle sera la société future, organisée sur de nouvelles bases :

« Souvent, je suis récompensé de m'être tant épuisé dans les choses présentes, par un rêve spontané et très agréable. Ce rêve est comme si j'avais devant moi un panorama d'architecture. Je vois un bel et noble édifice qu'on croirait bâti tout exprès pour être l'objet de mon rêve. Je le vois aussi clairement que si j'étais éveillé, non pas indécis et absurde, comme il arrive généralement dans les rêves, mais avec tous ses détails harmonieux et proportionnés... »

Inutile de faire remarquer que cet édifice au noble caractère n'est autre que la société future rêvée par le poète.

Dans la société future de Morris, la beauté s'alliera avec le bien-être et la liberté ; tous les arts y fleuriront :

« L'architecture deviendra nécessairement l'art par excellence d'une société où les efforts de tous seront réunis et où la tendance générale sera vers l'absorption des maisons étroites par les grands bâtiments... La sculpture sera considérée comme faisant presque partie intégrante de toute belle habitation et transformera en monuments artistiques des bâtiments aujourd'hui de pure utilité.

» La peinture, elle aussi, deviendra d'un usage courant pour la décoration des édifices spécialement destinés à des usages publics. Le fait que la société sera délivrée des guerres chroniques — tant générales que particulières — contribuera largement à mettre cet art en honneur.

» La littérature abandonnera le genre de la fiction aujourd'hui tant goûté par suite des inégalités et des anomalies de notre société. En effet, l'idée fausse et conventionnelle qu'on se fait du devoir et d'où naît l'intrigue, base de tous les romans, cette idée ne tardera pas à disparaître. Toutefois, la littérature n'est pas destinée à périr et nous ne pouvons prévoir maintenant à quels développements atteindra le grand art de la poésie...

» La musique, dans le nouvel état de la société, se développera

dans des domaines absolument nouveaux, non moins que les autres arts... Nous sommes même persuadé que la musique et l'architecture, prises dans un sens large, constitueront l'occupation la plus sérieuse de la grande majorité des citoyens »(1).

Morris continue ainsi, pendant de longues pages, à détailler les beautés d'un socialisme qu'il n'hésite pas à qualifier de « scientifique ». Et après avoir, dans son ouvrage historique sur le socialisme, fait bon marché des utopistes tels que Owen, Fourrier, Saint-Simon, il nous donne dans *News from Nowhere* (Nouvelles de nulle part) un tableau, — j'allais dire, pris sur le vif, — de Londres en l'an 2000! C'est encore un rêve qui est le sujet de ce livre : un témoin de l'an 2000 raconte qu'un songe prophétique lui a fait voir la métropole transformée en une vaste campagne, débarrassée de ses fabriques, de son horrible industrie, n'ayant conservé, en fait de monuments, que les merveilles des siècles passés et donnant asile à une population tellement prospère que jusqu'aux simples terrassiers y sont vêtus d'or et de soie.

Cependant, William Morris a fait autre chose que des utopies. Possédé par un irrésistible besoin de créer, il lui faut, pour apaiser sa fièvre d'activité cérébrale, se manifester par des œuvres jaillissantes ; non content de remuer des idées et des formes, il veut encore les réaliser matériellement.

C'est ainsi que, pour mettre la décoration artistique à la portée de tous, il continue à diriger sa fabrique d'admirables papiers peints. Celle-ci

(1) William Morris and Belfort Bax : *Op. cit.*, pp. 307 à 310.

fait participer indirectement à l'œuvre préraphaélite tous les *homes* anglais quelque peu voués au culte des Muses. En même temps, elle a donné naissance à un type idéal de travailleur manuel, qu'on ne peut mieux comparer qu'à l'ouvrier médiéval. Dans sa manufacture préraphaélite de Merton Abbey, Morris a su réaliser l'harmonie de l'effort musculaire et du travail intellectuel qu'il admire chez les maîtres anciens et dont il fait l'idéal de la civilisation : ses ouvriers sont des artistes et Merton Abbey le type des fabriques : une espèce de grande ferme à un seul étage, située en pleine campagne et entourée de pelouses riantes, de ruisseaux, de grands arbres.

En ce qui concerne son œuvre de propagande doctrinale, on ne peut nier que le plus original des socialistes anglais ait eu quelque succès.

Il n'a exercé, il est vrai, sur les masses qu'une influence restreinte, bien que M. Sydney Webb proclame, dans un de ses ouvrages, l'utilité de la propagande de Morris pour l'instruction du peuple. Mais tout au moins le grand idéaliste a-t-il été suivi par un nombre assez considérable d'artistes et de littérateurs. Outre son ami, le poète Swinburne, citons le peintre Walter Crane, qui, à l'occasion du dernier congrès socialiste, a exécuté une série de cartons représentant le triomphe du travail; le littérateur Belfort Bax, qui écrivit en collaboration avec Morris des parties de *Socialism, its growth and its out-come*;

l'éditeur André Scheu; le relieur artistique Cobden Sanderson. Rappelons enfin qu'au mois d'octobre 1895, Morris inaugura, avec le concours du professeur York Powell, un groupe socialiste à l'université d'Oxford.

William Morris s'éteignit pendant l'automne de 1896, miné par les fatigues d'une carrière qu'il avait rendue extraordinairement féconde par sa préoccupation constante du bien général. C'est le caractère généreux du poète qui le poussa à vouloir sauver la société entière, et il s'intéressa réellement aux classes ouvrières, dont il avait pris en pitié les infortunes. C'est en vue d'amener par degrés leur soulagement qu'il s'efforça d'accréditer l'espoir d'une société future où le souvenir du passé et, spécialement, l'influence de l'art du moyen-âge s'allieraient à une égalité parfaite dans le monde matériel et à une fraternité commune à tous les hommes.

D'après lui, le grand malheur de l'Angleterre d'aujourd'hui, c'est l'inégalité des conditions, la misère souvent profonde de la classe ouvrière. Cependant, il croit que l'avenir réserve à la démocratie britannique de mettre un terme à ces maux : telle est l'idée dominante de ces beaux vers que Morris a écrits peu de temps avant sa mort :

Come hither lads, and hearken, for a tale there is to tell
Of the wonderful days a-coming when all shall be better than well,
And the tale shall be told of a country, a land in the midst of the sea,
And folk shall call it England! in the days that are going to be,
There's more than one in a thousand in the days that are yet to come,

Shall have some hope of the morrow, some joy of the ancient home.
For then—laugh not, but, listen to this strange tale of mine—
All folk that are in England shall be better lodged than swine!
Then a man shall work and bethink him, and rejoice in the deeds of his hand,
Nor yet come home in the even too faint and weary to stand,
Men in that time a-coming shall work and have no fear
For to-morrows lack of earning, and the hunger wolf a-near,
I tell you this for a wonder, that no man then shall be glad
Of his fellow's fall and mishap, to snatch at the work he had,
For that which the worker winneth shall then be his indeed,
Nor shall half be reaped for nothing by him that sowed no seed;
O strange, new, wonderful Justice! but for whom shall we gather the grain?
For ourselves and for each of our fellows, and no hand shall labour in vain.
Then all mine *and all* thine *shall be ours, and no more shall any man crave*
For riches that serve for nothing but to fetter a friend for a slave,
And the homes of ancient stories, the tombs of the mighty dead;
And the wise men seeking out marvels, and the poets teeming head;
And the painter's hand of wonder; and the marvellous fiddle-bow,
And the banded choirs of music;—all those that do and know,
For all these shall be ours and all men's, nor shall any lack a share,
Of toil and the gain of living in the days when the world grows fair.
Why, then, and for what are we waiting, while our brothers droop and die,
And on every wind of the heavens a wasted life goes by?
Through squalid life they laboured, in sordid grief they died.
Those sons of a mighty mother—those props of England's pride—
They are gone; there is none can undo it, nor save our souls from the curse,
But many a million cometh? And shall they be better or worse?
Come, then, let us cast off fooling, and put by ease and rest!
For the cause alone is worthy till the good days bring the best!
Oh come! cast of all fooling! for this at least we know
That the dawn of the day is coming, and forth the banners go(1).

August, 1895.

(1) Venez ici, amis, et écoutez, car j'ai à vous conter l'histoire
Des merveilles de ce temps futur, où toute chose atteindra une
[perfection jusqu'ici inconnue.
L'histoire que je vais vous dire sera un jour celle d'un pays
[baigné par l'océan;
Et les peuples appelleront ce pays l'Angleterre. En ces jours qui
[sont encore à venir,

En ces jours qui se lèveront bientôt, ce ne sera pas seulement un
[habitant sur mille
Qui attendra le lendemain avec l'espérance au cœur et à qui la
[vue de l'antique foyer donnera quelque joie.
Car alors, — ne riez pas, mais prêtez l'oreille à cette étrange
[histoire qu'est la mienne, —
Alors au moins le peuple anglais sera mieux logé que ne le sont
[les pourceaux,
Alors un homme pourra travailler et réfléchir à ce qu'il fait et se
[réjouira en voyant l'œuvre de ses mains,
Et ne rentrera plus au foyer dans la nuit, trop faible et trop las
[pour se tenir debout.
Les hommes, quand ce temps viendra, travailleront sans craindre
Les lendemains sans salaire et la faim dévorante,
Et je vous le dis, chose étrange, aucun homme alors ne sera heu-
[reux
De la chute et du malheur de son voisin et ne se précipitera,
[avide, pour recueillir les fruits du travail d'autrui.
Car ce que le travailleur aura gagné sera véritablement sa chose,
Et celui qui n'aura pas semé n'aura pas droit à faire sienne la
[moitié de la récolte.
Mais pour qui, ô étrange, nouvelle et admirable Justice, pour qui
[rassemblerons-nous les grains?
Pour nous-mêmes et pour chacun de nos compagnons, car per-
[sonne ne travaillera en vain.
Alors *le mien* et *le tien* deviendront nôtres et plus aucun homme ne
[soupirera
Après la richesse qui courbe à nos pieds les esclaves que nous
[appelons nos amis.
Alors les hommes ne convoiteront plus les demeures aux anciennes
[légendes, les tombes des morts illustres,
Et la science des inventeurs, et le génie fécond des poètes,
Et les merveilles qui sortent de la main du peintre, et les sons
[admirables que l'archet tire du violon,
Et les chœurs des musiciens : toutes choses réservées maintenant
[à un petit nombre de privilégiés ;
Alors tout cela sera à nous et à tous les hommes, et chacun aura
[sa part
Du labeur et des agréments dont jouira le monde renouvelé.

Qu'attendons-nous donc? Pourquoi hésitons-nous, tandis que nos [frères succombent et meurent?
Pendant toute leur horrible vie, ils ont travaillé; puis ils sont [morts, en proie à une amère douleur :
Fils d'une mère puissante, eux, — la gloire de l'Angleterre, —
Ils ont passé; personne n'y peut rien faire ni blanchir nos âmes [de leur malédiction;
Mais voilà que des millions d'hommes nouveaux s'avancent. *Leur [sort sera-t-il meilleur ou plus mauvais?*
Venez donc, laissons là toutes les futilités, arrachons-nous à un [repos facile;
Car la cause (du travail) est la seule digne de nous jusqu'à l'ar-[rivée des temps meilleurs.
Oh! Venez! Oubliez tout le reste! Car du moins nous savons une [chose,
C'est que l'aurore du jour nouveau se lève et que nos bannières [sont en marche!

Août 1895.

CHAPITRE IX.

Les Socialistes Chrétiens.

Les premiers socialistes chrétiens. — La *Christian Socialist League.* — La *Christian Social Union.* — Le socialisme de ce groupe. — L'Evêque de Durham. — M. Ludlow. — La propagande de la *Christian Social Union.* — La *Guild of St Matthew.* — M. Headlam et la sécularisation du christianisme. — Les réformes demandées par la *Guild of St Matthew.* — Coup d'œil d'ensemble sur le socialisme chrétien.

Le mouvement connu en Angleterre sous le nom de socialisme chrétien remonte à un demi-siècle environ.

Nous avons vu quelle action les premiers socialistes chrétiens exercèrent sur leurs contemporains en poussant ceux-ci vers l'étude des questions sociales(1). Avant de parler des socialistes chrétiens de la génération présente, il nous faut encore compléter ce que nous avons dit de leurs prédécesseurs.

Charles Kingsley et Frederick Denison Maurice, tous deux membres du clergé anglican, furent les premiers à s'appeler, vers 1848, socialistes chrétiens. Ils formèrent, avec quelques amis, un petit groupe dont le but était « d'amener, par une

(1) V. SUPRA, pp. 29-30.

propagande de parole et d'action, toutes les classes de la société à la connaissance de leurs devoirs et de leurs intérêts, et de remplacer, autant que possible, le régime de la concurrence illimitée par un système de coopération universelle » (1).

Adversaires passionnés des théories manchestériennes, ils s'accordaient avec les socialistes pour condamner le système industriel existant : « Celui-ci était fondé, disaient-ils, sur une base contraire au droit ; ses principes n'étaient pas seulement non chrétiens, mais anti-chrétiens ; ce système devait aboutir inévitablement à la ruine et au désastre ». Seule l'idée « socialiste » de coopération leur paraissait contenir en elle le germe fécond d'une société durable et vraiment chrétienne.

M. Ludlow, ami de Maurice, s'étant trouvé à cette époque à Paris, y avait visité plusieurs établissements coopératifs de production ; rentré à Londres, il s'occupa immédiatement, avec Maurice, Kingsley et Thomas Hugues, à organiser dans la métropole des *labour associations* et à y ouvrir des ateliers de production coopérative. La *Christian Socialist Society* fut fondée peu après et eut pour organe *The Christian Socialist*. Les membres de la nouvelle société étaient presque tous de jeunes *clergymen* de l'Eglise établie et leur propagande, assez active, se traduisait surtout par des sermons et des écrits religieux. Ils recom-

(1) John Rae : *Contemporary Socialism*, p. 220.

mandaient : « la coopération, l'union de tous les hommes dans une fraternité universelle, le développement des facultés intellectuelles et morales de chaque citoyen, la mise en pratique des enseignements du Christ dans les rapports que les hommes ont entr'eux et dans l'organisation industrielle de la société ».

A ces premiers socialistes chrétiens il ne manquait, en vérité, qu'une seule chose pour justifier leur nom, c'était le socialisme. Sur deux points, en particulier, ils s'écartent de la généralité des socialistes : en premier lieu, ils ne croient pas qu'une rénovation économique de la société par la loi soit de nature à améliorer les individus qui la composent. Ils insistent sur l'inutilité d'un changement qui ne ferait qu'affecter la base économique et la forme de la société et qui ne correspondrait pas à une amélioration du caractère et des mœurs. « De même, disent-ils, qu'il est impossible de maintenir des institutions libres chez un peuple qui n'a pas les qualités de l'homme libre, de même il est impossible de réaliser la fraternité dans l'établissement général de la société, si les hommes ne possèdent auparavant une somme suffisante de vertus industrielles et sociales. » De là l'importance que les premiers socialistes chrétiens attachent à l'éducation des classes populaires. — En second lieu, ils ne cherchent en aucune façon à porter atteinte à la propriété privée ni à invoquer l'assistance de l'Etat. Ils

regardent le principe du *self-help* comme offrant la plus grande somme de garanties, au point de vue moral comme au point de vue politique; ils le croient suffisant pour changer à bref délai la constitution de la société. « J'ai cru avec certitude, écrit plus tard M. Hugues, que nous avions trouvé la solution de la grande question du travail; j'étais convaincu — et mes amis ne l'étaient pas moins, — qu'il nous suffirait d'exposer notre système et d'établir quelques-unes de nos associations, pour convertir toute l'Angleterre. »

L'Angleterre n'est pas encore « convertie » ; et le seul résultat tangible de la propagande des premiers socialistes chrétiens a été l'établissement de dix-sept sociétés coopératives à Londres et en province. Ces efforts devaient toutefois porter, dans la suite, des fruits plus abondants : tout d'abord, ils ont donné un grand élan au mouvement coopératif et, par suite, contribué à l'amélioration du sort des classes ouvrières ; ensuite, ils ont activé le courant d'humanitarisme qui a pris naissance en Angleterre après l'agitation chartiste ; ils ont, enfin, été les précurseurs du mouvement socialiste chrétien actuel et ont aidé, de la sorte, à l'accroissement du parti socialiste anglais.

La plupart des successeurs de Kingsley et de Maurice sont aujourd'hui revenus des illusions entretenues par les précurseurs du mouvement. Ils acceptent encore les enseignements de ceux-ci,

mais les plus avancés d'entre eux ajoutent qu'ils s'inspirent également des vues économiques de Karl Marx, de Lassalle et de Henry George.

Les socialistes chrétiens se divisent actuellement en trois groupes qui sont, en allant du plus conservateur au plus radical, la *Christian Socialist League,* la *Christian Social Union,* la *Guild of St Matthew.*

La *Christian Socialist League* est la continuation de la *Christian Socialist Society,* dont nous avons parlé plus haut. Ses principes et sa ligne de conduite sont ceux du groupe fondé en 1848; le nom seul a été modifié vers 1890. Ce groupe se distingue par l'extrême facilité avec laquelle il admet les nouveaux adhérents. Il est ouvert à tous ceux qui consentent à signer une déclaration ainsi conçue :

« L'Angleterre ne peut être appelée du nom de pays chrétien aussi longtemps que ses habitants continueront, par leur action collective et par leur organisation sociale, industrielle et commerciale, à refuser pratiquement de reconnaître la paternité de Dieu et la fraternité de tous les hommes. Les membres de la société croient que les principes enseignés par Jésus-Christ sont directement applicables à toutes les questions sociales et économiques et que cette application, dans les conditions où nous vivons actuellement, demande la reconstruction de la société sur une base d'association et de fraternité. »

La *Christian Socialist League* jouit d'une influence fort limitée. Le journal *The Christian Socialist* a cessé de paraître et le mouvement socialiste chrétien est presque entièrement concentré aujourd'hui dans la *Christian Social Union* et dans la *Guild of St Matthew.*

La *Christian Social Union* fut fondée en 1889 à Londres et se développa surtout dans cette ville et à Oxford. Actuellement elle possède un certain nombre de succursales, notamment à Bristol, à Brighton, à Leicester et à Rochester.

L'objet de la société se trouve ainsi défini dans le rapport pour 1896 :

La *Christian Social Union* se compose de membres de l'Eglise d'Angleterre qui acceptent le programme suivant :

1. Faire prévaloir la loi chrétienne comme étant l'autorité suprême qui doit régler la pratique des devoirs sociaux.

2. Etudier en commun les moyens d'appliquer aux difficultés économiques et sociales des temps présents la morale et les principes du Christianisme.

3. Montrer le Christ dans la vie active comme le Maître et le Roi vivant, comme l'ennemi du mal et de l'égoïsme, comme la puissance de la justice et de la charité.

Nous engageons les membres à prier pour le progrès de l'Union lorsqu'ils recevront la Sainte Communion, et, tout particulièrement, aux fêtes de l'Epiphanie, de l'Ascension, de St Michel et de tous les anges.

La *Christian Social Union* comprend aujourd'hui environ 2500 membres et ce nombre s'accroît constamment. Elle recrute environ cinquante pour cent de ses membres dans le clergé anglican, spécialement dans la *High Church* (1); on y compte aussi une forte proportion de femmes, trente pour cent environ.

Le président est l'évêque de Durham. Ce n'est pas, d'ailleurs, le seul haut personnage inscrit à la

(1) La *High Church* comprend les membres du clergé anglican qui attachent une grande importance à la conformité des dogmes et rites de l'Eglise actuelle avec les institutions et les traditions de la primitive Eglise.

Christian Social Union : citons, en particulier, l'évêque de Rochester, président de la *branch* de Rochester, le chanoine Scott Holland, président du bureau de la société, M. Stubbs, doyen d'Ely, le chanoine Gore, M. Carter, président et secrétaire de la *Oxford branch*.

La *Christian Social Union*, tout en comptant parmi ses affiliés un certain nombre de socialistes avérés, n'est pas, cependant, ce qu'on peut appeler un groupe socialiste. Un bon nombre de ses membres vont jusqu'à rejeter le socialisme et se déclarent seulement favorables à des réformes basées sur les principes de justice et de charité chrétiennes.

D'autres sont les timides partisans d'un socialisme vague, non défini :

« Pour autant, écrit le Rév. Ottley, que le socialisme est une protestation contre le *laissez faire*, pour autant qu'il insiste sur le côté moral des lois économiques, pour autant qu'il se propose d'élever le caractère de chacun et d'écarter les obstacles qui empêchent le perfectionnement individuel, nous sommes tous socialistes » (1).

« Dieu, écrit le chanoine Gore, a donné à la société une sanction morale et non matérielle... ; il a créé des lois pour la société. Si c'est le socialisme qu'il a voulu établir, c'est, en tout cas, un socialisme laissé au libre choix de chacun et non la contrainte de l'Etat » (2).

Dans une conférence sur le socialisme, qu'il fit

(1) *The social importance of the study of Christian Ethics for the churches in the present day*, by Rev. R. L. Ottley.

(2) Rev. Canon Gore : *The Social Doctrine of the Sermon on the mount.*

au *Church Congress* de 1890, l'évêque de Durham s'exprime ainsi :

« Le mot socialisme a souvent été discrédité parce qu'il s'est trouvé associé à des systèmes extravagants et révolutionnaires... Il n'y a aucune affinité nécessaire entre le socialisme et un régime de violences, de confiscations, de revendications égoïstes au profit d'une classe, d'organisation financière nouvelle. Pour moi, le socialisme contient non seulement une théorie économique, mais aussi une théorie de la vie humaine. En ce sens, le socialisme est l'opposé de l'individualisme, et c'est en tenant compte de ce contraste qu'on peut se faire une idée adéquate du caractère du socialisme. L'individualisme et le socialisme proviennent de deux façons différentes d'envisager l'humanité. L'individualisme regarde l'humanité comme faite d'atômes qui n'ont pas de connexion entre eux ; le socialisme la considère comme étant un tout organique, une unité vivante formée par l'action combinée de ses membres, qui restent toutefois les uns vis-à-vis des autres dans un état d'indépendance réciproque.

» Il s'en suit que le socialisme et l'individualisme diffèrent et par le but poursuivi et par la méthode employée. La méthode du socialisme est la coopération ; la méthode de l'individualisme est la concurrence. Sous le régime de la coopération, l'homme travaille avec l'homme pour réaliser une fin commune ; sous l'empire de la concurrence, l'homme travaille contre l'homme en vue d'un bénéfice particulier. Le but du socialisme est de faire produire à chaque homme et à chaque chose toute l'utilité possible pour le bien de tous ; le but de l'individualisme est d'atteindre certains avantages personnels, soit richesse, soit position, soit réputation. Le socialisme cherche à réaliser une organisation de la vie qui assurera à chacun le développement de toutes ses facultés ; l'individualisme recherche d'abord la satisfaction des désirs particuliers de chacun, espérant que la poursuite de l'intérêt privé aboutira à la réalisation de la prospérité générale...

» En résumé donc, l'idée primordiale du socialisme c'est que le terme de l'effort humain est le bien-être commun de tous les hommes à un même degré, et que ce bien-être sera obtenu par le perfectionnement complet de chaque individualité » (1).

(1) Rt Rev. Brooke Foss Westcott, bishop of Durham : *Socialism.*

Non moins abstrait et certes plus vague encore est le socialisme du Révérend Barry qui fut successivement évêque auxiliaire de Rochester et primat d'Australie.

« A proprement parler, dit-il, le socialisme est un système qui se propose de développer et de faire hautement prévaloir toutes les forces de nature à être socialisées, c'est-à-dire toutes les forces qui résultent de la nature sociale de l'homme et affirment la puissance de la société humaine... Je sais bien, continue l'évêque Barry, que cette définition sera sans doute tenue pour trop générale, et que souvent le socialisme a été défini d'une façon plus étroite et, en fait, identifié avec l'action exclusive d'une de ces forces susceptibles de socialisation... Mais, d'après moi, ces définitions doivent être écartées, comme imparfaites et insuffisantes. Leur manque de généralité les rend variables et incertaines et il en résulte que le mot socialisme peut signifier quelque chose de tout différent, suivant qu'il est dans la bouche d'un tel ou d'un tel »(1).

Les membres les plus avancés de la *Christian Social Union* sont eux-mêmes extrêmement modérés dans leur socialisme. Un collaborateur des premiers socialistes chrétiens, M. Ludlow, qui vit encore à Londres, me disait un jour : « Ce que je veux, ce que j'espère, c'est la réalisation du socialisme, mais non pas le triomphe d'un parti socialiste. Je fais des vœux pour que jamais il n'y ait en Angleterre un « parti socialiste » sérieux : c'est là ce qui serait de nature à compromettre le plus le succès du socialisme. Celui-ci ne sera possible que quand sa nécessité et sa justice auront apparu à tous. Quand cela arrivera-t-il? Je ne le sais. Où s'arrêtera-t-on dans la voie du

(1) Rev. A. Barry : *The Church in relation to Socialism.*

socialisme? En arriverons-nous à entrer indistinctement dans les habits et les bottes du voisin ou dans les nôtres, sans que cela semble étrange? Je ne puis vous le dire, mais il est fort possible que l'on aille jusque là... En tout cas, il est un fait certain, c'est que l'humanité évolue d'une façon constante, et c'est ce qui me fait considérer l'avènement du socialisme comme assuré. D'autre part, le moment où il faudra s'arrêter dans les réformes socialistes s'indiquera de lui-même, par le consentement universel; en effet, toutes les réformes socialistes se feront en vertu des changements qui auront lieu dans les idées. Ce qui aujourd'hui semblerait excessif paraîtra un jour tout naturel : ainsi, quand l'Etat a repris à son compte le service des Postes et a défendu aux particuliers d'expédier eux-mêmes leurs lettres, c'était là une violation de la liberté qui eût paru épouvantable il y a quelques siècles. Maintenant, plus personne ne songe à protester; nous ne comprenons pas qu'on ait pu vivre sous un autre régime, et cependant c'est là du socialisme, et même du socialisme international. Il en sera ainsi de toutes les autres modifications que la société est appelée à subir. La volonté de tous présidera à leur établissement, comme aussi elle précisera le terme de leur développement. »

Au surplus, les membres de la *Christian Social Union* sont d'accord pour assigner au christianisme et aux enseignements du Christ le principal rôle dans la régénération de la société.

« Tout ce que nous faisons, écrit l'évêque de Durham, nous devons le faire en chrétiens. Si la vie de l'homme forme une unité, elle n'est pas pour cela isolée des autres vies humaines. L'homme n'est pas un tout complet par lui-même. Il doit chercher à se compléter par ses rapports avec les hommes et avec Dieu et ne peut arriver à sa propre perfection que par son action sociale : aussi le développement harmonieux des facultés humaines n'a-t-il lieu que lorsque l'homme s'acquitte de ses devoirs envers la société. Dieu seul peut dire : « Moi » *(my own)*. Pour nous, membres d'un corps divin, nous devons être tous ensemble un seul homme en Jésus-Christ, — un seul homme dans lequel les qualités individuelles de chacun concourent au perfectionnement de cette unité qui est la vie humaine...

» Cette conception d'une vie commune aux individus et à la société nous est familière à tous; mais elle nous apparait trop souvent comme une auguste abstraction, dont nous ne voulons pas connaître les conséquences naturelles. Nos croyances se cristallisent en formules; elles ont perdu la force qui donne la vie. Cependant c'est pour donner la vie que nous les avons reçues et ce présent entraîne avec lui l'obligation de travailler sans cesse au but que le Christ nous propose. Le christianisme s'adapte toujours aux circonstances du moment; il prouve sa vitalité par celà qu'il tient compte des éléments nouveaux de la vie »(1).

M. Ronald Burrows, président de la *Christian Social Union* d'Edimbourg et socialiste opportuniste, insistait, lors d'un entretien que j'eus avec lui, sur la nécessité de l'exemple, qui est l'enseignement vivant de la justice chrétienne. Il me cita, à ce propos, le trait suivant, dont l'acteur est l'un de ses oncles, socialiste chrétien convaincu. « Le fils de M.*** avait été invité par un de ses amis à passer quelques jours chez lui à la campagne. Rentré chez son père, il lui raconte ses

(1) The Right Rev. Brooke Foss Westcott, bishop of Durham : *The Christian Social Union.*

faits et gestes et, notamment, une partie de chasse organisée en son honneur. « Vous aviez donc pris un port d'armes? » demande le père. — « Oh! non! ce n'était pas la peine de se munir d'un port d'armes pour une journée de chasse. » Le père ne répond pas, mais se fait apporter par un domestique pour dix shillings(1) de timbres-poste. « Apprenez, dit-il à son fils, que je ne veux pas que l'Etat soit frustré en rien par votre fait. Voici votre port d'armes payé! » Et ce disant, il jette les timbres au feu. »

Les membres de la *Christian Social Union* exercent leur activité dans un triple domaine. D'abord, ils se réunissent pour la discussion et l'étude en commun des problèmes sociaux. Socialisme, concurrence, arbitrage, émigration, accidents du travail, chômage, loi des pauvres, organisation des travailleurs, crise agraire, toutes ces questions et d'autres encore ont été agitées dans les réunions intimes que les membres tiennent généralement de quinze en quinze jours.

En second lieu, la société mène une propagande active parmi toutes les classes sociales pour la généralisation de ses idées. Cette propagande se manifeste tant sous la forme de sermons empreints d'un caractère religieux que par des meetings publics où des orateurs parfois étrangers à la société, tels que Tom Mann ou Sydney Webb,

(1) le prix du port d'armes en Angleterre.

sont invités à prendre la parole. Mentionnons aussi la publication d'un certain nombre de tracts et de deux périodiques, l'*Economic Review* et le *Commonwealth*.

Enfin, dans plusieurs centres, les membres ont institué des comités d'enquêtes *(Research Committees)* à l'effet d'examiner les conditions du travail dans diverses catégories de métiers; ils ont dressé des listes de tous les boulangers, limonadiers, chapeliers, tailleurs, etc., qui donnent à leurs ouvriers des salaires suffisants, tout en n'exigeant qu'un nombre modéré d'heures de travail; les listes sont envoyées aux membres de la *Christian Social Union,* qui sont instamment priés de se fournir de préférence dans les établissements renseignés par le comité d'enquête. L'œuvre a été entreprise avec succès notamment à Edimbourg, sous la direction de M. Ronald Burrows.

C'est aux tentatives de ce genre et à sa propagande que la *Christian Social Union* s'est strictement limitée jusqu'ici. La politique lui est toujours restée étrangère :

« Nous sommes fatigués des réformes politiques, écrit M. Fry dans une brochure où il expose le programme de la société, nous demandons qu'on entreprenne des œuvres sociales. Nous ne voulons pas tolérer plus longtemps que la plupart de nos pauvres soient logés presque comme des porcs et que les hommes qui veulent travailler soient condamnés à mourir de faim » (1).

Et ailleurs :

« La *Christian Social Union* voit du même œil le progressiste

(1) T. C. Fry : *The Christian Social Union.*

déclaré et le politicien prudent qui s'avoue dans le secret de sa conscience que quelque chose doit être fait et que nos principes sont justes... Nos membres sont d'opinions politiques très diverses ; le lien qui les rattache c'est la conviction que la loi chrétienne doit présider à la pratique de la vie. »

Bien différentes sont les vues des adhérents de la *Guild of St Matthew*. Fondée en 1877, par le Révérend Stuart Headlam, la *Guild of St Matthew* groupe aujourd'hui autour d'un programme des plus radicaux et essentiellement socialiste plusieurs centaines de membres dont un bon nombre appartiennent au clergé anglican.

Sous le couvert de la religion, M. Headlam et ses amis se constituent les défenseurs attitrés du socialisme, qu'ils considèrent comme synonyme du christianisme.

« En effet, disait, en 1887, le Révérend T. Hancock, bien que le socialisme irréligieux ne s'intitule pas explicitement « socialisme chrétien », néanmoins ses théories sont telles que même ce socialisme là est chrétien d'une façon implicite » (1).

« Les aspirations et les sentiments du socialisme, écrit un autre membre de la *Guild*, sont distinctement chrétiens ; au fond de tout chrétien, il y a un socialiste et au fond de tout socialiste il y a un chrétien » *(every christian is a bit of a socialist and every socialist is a bit of a christian)*.

Dans un sermon prêché aux membres de la *Guild of St Matthew*, à l'occasion du treizième anniversaire de la société, M. Headlam définit le but de la *Guild* :

« l'étude des questions sociales et politiques éclairée par le

(1) Rev. T. Hancock : Sermon intitulé : *The Banner of Christ in the Hands of the Socialists*.

mystère de l'Incarnation. La société, continue-t-il, se propose d'appeler l'attention des membres du clergé sur ce fait que la religion et l'Eglise ne sont pas seulement des moyens par lesquels chacun, individuellement, peut sauver son âme, mais qu'elles ont aussi à se préoccuper des questions politiques et sociales ». M. Headlam conclut en disant que « la *Guild of St Matthew* se compose de sacramentalistes et de socialistes » (1).

Et ailleurs :

« Je crois pouvoir dire qu'un socialiste chrétien admet à peu près ceci : l'Eglise, c'est-à-dire le corps entier de tous les hommes baptisés, doit être considérée comme une société fondée pour faire prévaloir la justice ; quand ce principe sera reconnu par tous, inférieurs et supérieurs, la répartition de la richesse sera toute différente de ce qu'elle est actuellement. Cependant, considérant que l'Etat est aussi une institution sacrée, nous réunissons nos efforts pour obtenir des lois conduisant à une répartition meilleure : par exemple, suppression de la propriété individuelle du sol ; rétablissement immédiat de l'impôt foncier de quatre shillings par livre ; confiscation de toute augmentation naturelle de valeur ; impôt progressif sur le revenu ; écoles gratuites où la nourriture serait donnée gratuitement, etc. A tous les chrétiens qui se trouveraient atteints par ces mesures nous disons que seules elles peuvent les amener à cette vie vraiment fraternelle que notre civilisation compliquée ne leur procurera jamais... J'ai toujours pensé que la première chose à dire à un chrétien c'est de le convaincre que Jésus-Christ était un ouvrier séculier et que le royaume des cieux dont il parlait, signifie l'Eglise sur la terre. Si vous pouvez mettre fin à cette *mondanité* qui est toute la religion de tant de personnes, la bataille sera plus qu'à moitié gagnée » (2).

M. Headlam invoque en faveur du socialisme les enseignements du Christ lui-même :

« Tournez votre attention, dit-il, vers ces enseignements du Christ que nous appelons paraboles, c'est-à-dire comparaisons faites par le Christ entre le monde où il vivait et le royaume des

(1) Rev. Stuart Headlam : Sermon intitulé : *The Guild of St Matthew : an Appeal to Churchmen.*

(2) Lettre de M. Headlam à M. Goddard H. Orpen.

cieux. Si par le royaume des cieux dont parlent ces paraboles vous entendez un endroit situé dans les nuages ou bien un état où l'on se trouvera après la mort, je vous défie de donner une signification quelconque à ces enseignements. Mais si, — comme cela résulte clairement des autres leçons du Christ, — le royaume des cieux signifie la société telle qu'elle *doit* être établie sur la terre, alors ces paroles ont un sens complet et admirable et elles se résument toutes dans cette phrase que les athées et les sceptiques ont si souvent voulu retourner contre nous : « Cherchez d'abord le royaume des cieux et sa justice et tout le reste vous sera donné par surcroît », ou, en d'autres mots : « Vivez, dit le Christ, d'une vie commune *(all of you together)* et non chacun d'entre vous pour lui-même; vivez comme les membres de la société que je suis venu fonder sur la terre, et vous serez vêtus aussi merveilleusement que les lys et nourris aussi sûrement que les oiseaux ». Or, vous le savez, nous avons vécu suivant des principes tout à fait opposés à ceux du Christ : nous avons vécu comme des rivaux au lieu de vivre en frères ; nous avons favorisé la concurrence du travailleur contre le travailleur, de l'artisan contre l'artisan, du boutiquier contre le boutiquier, du commerçant contre le commerçant; et le résultat a été que bien peu d'entre nous sont vêtus magnifiquement et que beaucoup n'ont pas la nourriture assurée. C'est pour cela que les socialistes chrétiens déclarent vouloir tenter cette expérience, qui seule, — comme l'a dit le Christ, — peut être couronnée de succès ; c'est pour cela qu'ils supplient les hommes de vivre dans une fraternité raisonnable, organisée et méthodique : en effet, nous en sommes convaincus, alors seulement les hommes, les femmes et les enfants de toute l'Angleterre verront leur nourriture assurée et seront bien vêtus »(1).

Si l'on dépouille ces citations — et bien d'autres — de la phraséologie qui les caractérise, on ne tarde pas à s'apercevoir que la base du socialisme chrétien de M. Headlam, c'est la conviction où est celui-ci qu'au fond le christianisme met obstacle au plein

(1) Rev. Stuart Headlam : *Christian Socialism,* p. 5. (tract de la *Fabian Society).*

développement du socialisme, en inculquant aux hommes la patience et la soumission et en leur montrant la récompense au delà de la tombe. M. Headlam veut seulement tirer parti des principes chrétiens, dont l'autorité universelle est bien faite pour plaire aux masses; il les admet donc, mais en réduisant presque à rien le côté surnaturel de la religion et de la vie de Jésus-Christ; il compare les miracles de Jésus-Christ au triomphe de la science ou de la volonté sur la nature et il soutient que l'Eglise doit, à l'exemple du Christ et de ses apôtres, travailler à réaliser le bien de l'humanité sur cette terre : bref, comme il le dit lui-même, M. Headlam *sécularise* le christianisme(1).

Comme l'Eglise d'Angleterre, même d'après les socialistes chrétiens du type avancé de M. Headlam, doit être la base d'une transformation sociale naturelle et paisible, les membres de la *Guild of St Matthew* demandent son désétablissement et sa réorganisation sur des bases démocratiques.

« Si les évêques dans leurs diocèses, dit à ce propos M. Headlam, et les *parsons* (2) dans leurs paroisses, comprenaient le véritable christianisme, ils se feraient les *leaders* du mouvement démocratique socialiste en Angleterre. Pourquoi en est-il autrement? pourquoi le clergé, en général, entrave-t-il ce mouvement au lieu de le diriger?... C'est parce que vous et vos pères avez permis que l'Eglise fût enchaînée par l'appat du gain; au lieu de lui laisser choisir elle-même ses évêques et son clergé, vous lui avez imposé des ministres choisis par des étrangers. Qui préside

(1) Rev. Stuart Headlam : conférence intitulée : *The secular work of Jesus-Christ, his Apostles and the Church of England.*

(2) Ministre anglican ayant la charge d'une paroisse.

maintenant au choix du *parson?* Tout le monde, sauf l'ensemble des paroissiens : c'est tantôt le landlord de l'endroit, tantôt l'évêque; c'est encore un marchand qui veut louer sa maison de campagne, ou bien un collège d'Oxford ou de Cambridge, un noble pair ou un jockey de Newmarket; c'est chacun, enfin, de préférence à ceux qui seuls devraient pouvoir le faire. Aussi, je vous l'affirme, si vous voulez que l'Eglise vive réellement, vous devez la désétablir, en écarter ceux qui, avec votre assentiment, la dominent aujourd'hui et la laisser libre de s'occuper elle-même de ce qui la concerne »(1).

La *Guild of St Matthew* a adopté, lors de sa réunion annuelle, en 1884, le programme économique suivant :

Il existe un contraste saisissant entre la condition de la grande masse des travailleurs, qui produisent beaucoup pour consommer peu, et le sort des classes qui produisent peu pour consommer beaucoup. Considérant que cet état de choses est contraire aux principes chrétiens de fraternité et de justice, cette assemblée insiste vivement auprès de tous les membres du clergé pour qu'ils appuient les mesures qui tendent à réaliser les points suivants :

1. Restitution au peuple des augmentations de valeur que lui-même donne au sol.
2. Distribution plus équitable des richesses créées par le travail.
3. Attribution du droit de suffrage à tout le peuple.
4. Abolition des fausses maximes qui servent de base aux distinctions de classes.

M. Headlam et les socialistes chrétiens de l'extrême gauche défendent avec une insistance spéciale le principe de la nationalisation du sol. Sur ce point, ils acceptent les doctrines de Henry George et ils rejettent l'idée d'une compensation à accorder aux propriétaires. Ils soutiennent que l'impôt sur le

(1) Rev. Stuart Headlam : *Christian Socialism*. Voir aussi le manifeste de la *Guild of St Matthew* intitulé : *Clerical appointment and tenure*.

sol doit être élevé graduellement à vingt shillings par livre sterling; mais, disent-ils, cette mesure s'établira d'une façon si lente que le dommage causé aux propriétaires sera bien moindre qu'on se l'imagine. « D'ailleurs, écrit M. Headlam, un système de compensations serait profondément injuste, car que sont les propriétaires, sinon des spoliateurs, qui tombent sous le coup du huitième commandement : « Tu ne voleras point ». En effet, ce qui donne au sol sa plus-value énorme, c'est le nombre des habitants, des travailleurs qui l'avoisinent. Or, qui empoche le bénéfice ainsi réalisé? Les *landlords,* tandis que ceux qui ont tout produit en sont exclus. » Et à l'appui de cette démonstration, M. Headlam accumule des textes de l'Evangile et des paroles du Christ, dont la conclusion invariable est que, s'il y a en ce monde des gens qui méritent tous les maux et de véritables voleurs, ce sont les riches.

La propagande de la *Guild of St Matthew* est analogue à celle de la *Christian Social Union,* mais son influence est bien moindre auprès du clergé anglican. Ceci nous permet de formuler une conclusion générale par rapport à l'ensemble du socialisme chrétien anglais.

En réalité, un certain nombre de membres du clergé protestant d'Angleterre montre, depuis quelques années, une vive sympathie pour les réformes sociales, mais, en dehors d'un groupe restreint, le socialisme n'a jusqu'à présent guère de

prise sur eux. D'une façon plus spéciale, le socialisme chrétien ne paraît pas appelé à jouer en Angleterre un rôle bien considérable. Il n'y a presque pas de « socialistes chrétiens » dans la véritable acception du mot. Un bon nombre d'entre eux, comme nous l'avons vu, ne se disent même pas socialistes; d'autres, qui s'appellent socialistes, sont seulement partisans d'un ensemble de réformes dont ils ne précisent pas toujours la portée, mais qu'ils décorent du nom de socialisme, parce que, disent-ils, « ils croient que ce terme est celui qui répond le mieux aux idées chrétiennes de charité et de justice ». Quant à ceux qui sont véritablement socialistes, le lecteur a pu juger que la plupart ne sont guère « chrétiens » ou que, du moins, ils ont créé à leur usage un christianisme de fantaisie.

CHAPITRE X.

Les partisans de la nationalisation du sol.

§ I.

Les origines du mouvement.

La crise agraire dans le Royaume-Uni. — Les premiers nationalisateurs du sol : Thomas Spence; William Ogilvie; Patrick Dove.

Le mouvement en faveur de la nationalisation du sol a pris, depuis quelques années, un développement assez important en Angleterre. Comme le lecteur a pu le constater, cette mesure est de celles qui sont le plus généralement réclamées par l'ensemble des socialistes anglais. Mais ces derniers ne sont pas les seuls à mener campagne en faveur du système qu'on a appelé, avec assez de raison, le socialisme agraire. La nationalisation du sol fait l'objet de la propagande toute spéciale de deux groupes fondés en dehors du mouvement socialiste et dont nous nous occuperons particulièrement dans ce chapitre. Nous avons nommé la *Land Nationalisation Society* et la *English Land Restoration League.*

De même que les socialistes, les nationalisateurs

du sol présentent leur système comme un remède dont l'application abolira d'un seul coup toutes les souffrances, tous les maux de la société :

« Remède simple, mais souverain, s'écrie Henry George, remède qui élèvera les salaires, augmentera les profits du capital, détruira le paupérisme, abolira la pauvreté, donnera à ceux qui les désireront des emplois rémunérateurs, diminuera la criminalité, élèvera la morale, le goût et l'intelligence, purifiera le gouvernement et dirigera la civilisation vers un but plus élevé. »

En effet, pour les nationalisateurs, toutes les misères dont notre civilisation offre le spectacle, ont leur cause première et unique dans le système de propriété privée du sol. Enlever cette propriété aux particuliers et la remettre à l'Etat, tel est donc le moyen qu'ils sont amenés à proposer.

Pour comprendre la faveur avec laquelle les nationalisateurs ont été accueillis en Grande-Bretagne, il est bon de se rappeler la forme spéciale qu'affecte en ce pays la propriété privée du sol urbain et surtout du sol rural, et de jeter un rapide coup d'œil sur la crise agraire qui désole nos voisins d'Outre-Manche (1).

Dans tout le Royaume-Uni, la terre est divisée en grands domaines et les paysans sont partout les tenanciers des *landlords*. Cette situation est le résultat de la révolution économique des 18e et 19e siècles : la race des *yeomen* ou petits propriétaires ruraux a disparu, leurs domaines ont été

(1) Nous renvoyons, pour des renseignements plus complets sur la crise agricole anglaise, aux intéressants travaux de M. P. Arminjon : *La question agraire en Angleterre* (Réforme sociale, 1895) et de M. R. Lavollée *(op. cit.)*.

absorbés par les grandes propriétés; la propriété foncière a passé tout entière aux mains de l'aristocratie. A la suite de cette transformation, l'organisation sociale de la Grande-Bretagne présente ce double caractère: d'une part, la vie urbaine se développe d'une façon excessive; la force d'attraction exercée par les villes sur les populations rurales devient chaque année plus considérable, surtout en Angleterre, où les agglomérations urbaines sont à la fois énormes et rapprochées, tandis que la vie des paysans y est peu enviable et superficiellement enracinée, et que l'aspiration inquiète vers un mieux indéfinissable s'est fortement développée depuis quelques années; d'autre part, pour ce qui concerne les rapports entre patrons et ouvriers, la production dans les campagnes s'exerce maintenant presque partout conformément aux principes du contrat de louage de service et suivant les règles de la grande industrie. Le territoire est cultivé par un nombre de plus en plus restreint d'ouvriers travaillant pour un mince salaire hebdomadaire, — salaire qui ne leur est même pas assuré pendant toute l'année, — sous la direction d'un petit nombre de propriétaires ou de fermiers. En d'autres termes, le régime du grand atelier appliqué à la fabrication en gros de choses fongibles, destinées à être vendues par celui qui les fabrique, existe, chez nos voisins, dans l'industrie agricole aussi bien que dans l'industrie manufacturière. Dans l'une et

dans l'autre, l'ouvrier est généralement traité comme une simple marchandise à laquelle s'applique sans restriction la loi de l'offre et de la demande.

Les effets de ce système dans la vie rurale se manifestent au double point de vue social et économique. Le *self-help* devient inconnu dans les campagnes. Loin de s'élever en aucune façon, de constituer des syndicats, l'ouvrier agricole se méfie de ses compagnons, en qui il ne voit que des concurrents. Dans ces dernières années, les travailleurs ruraux ont organisé, il est vrai, quelques rares *Trade-Unions* et *Friendly societies* (sociétés de secours mutuels), mais leur indolence les empêche généralement d'user de ce système. Plutôt que de faire quelques efforts pour lutter contre leur triste situation, ils préfèrent leur sort misérable mais indépendant. Les fermiers se plaignent, au surplus, de ce que les ouvriers s'intéressent moins à leur travail et y mettent moins d'amour-propre qu'autrefois. Le lien entre les deux classes semble de plus en plus se détendre ; sans être nettement hostiles, les relations entre fermiers et ouvriers sont moins amicales, moins cordiales que par le passé et elles semblent se réduire à un rapport d'argent ou, selon l'expression d'un des témoins de la *Royal Commission on Labour*, à un « *nexus* commercial ». — D'autre part, les fermiers se servent de plus en plus de chevaux, de machines de tout genre et suppriment tout

travail manuel non indispensable. L'avilissement du prix des céréales les amène même à s'interdire toute amélioration et tout travail d'entretien qui n'est pas strictement nécessaire. Les salaires, qui, pendant un moment, avaient haussé, en même temps que l'immigration vers les villes rendait les travailleurs plus rares, sont actuellement fort peu élevés; aussi l'ouvrier agricole anglais vit-il dans un état voisin de la misère et sans aucun espoir d'un avenir meilleur. Voilà ce qui explique, dans une large mesure, sa tendance à émigrer vers les villes.

De ce rapide exposé qui n'envisage qu'une des faces de la crise, celle qui concerne l'ouvrier agricole, nous pouvons tirer cette conclusion que la situation de l'agriculture paraît compromise en Grande-Bretagne. Ce pays semble perdre de plus en plus le souvenir du temps, — combien éloigné! — où la culture de la terre était l'unique occupation de ses habitants, pour se tourner entièrement du côté de la grande industrie. Les conséquences que cette évolution peut engendrer dans l'avenir, la crise que l'industrie anglaise peut avoir, un jour ou l'autre, à traverser elle-même, tout cela préoccupe grandement les esprits cultivés en Angleterre.

D'un autre côté, le régime foncier de la Grande-Bretagne, si déprimant, dans ses conséquences indirectes, pour une partie notable de la population, a créé, au bénéfice d'un petit nombre de

propriétaires une situation singulièrement privilégiée et qui va s'améliorant sans cesse. Le développement des voies de communication, la création de grands établissements industriels et de grands centres d'échange commerciaux, le débordement d'un faubourg dans la campagne, la découverte, dans un sous-sol, de minerai de fer ou de houille sont autant de circonstances qui profitent directement aux *landlords,* tandis que ceux-ci se contentent d'assister les bras croisés à l'opération. De là, contre ces privilégiés qui récoltent sans avoir semé, un sentiment populaire assez général d'hostilité (1). De là, chez quelques novateurs, le mouvement en faveur de la nationalisation du sol.

Ce mouvement prit naissance en Angleterre à la fin du 18e siècle. A cette époque, les petits propriétaires avaient déjà presque disparu ; les grands domaines commençaient à occuper tout le sol anglais. Cette transformation de la propriété au profit des *landlords* éveilla l'inquiétude des radicaux démocrates. Un de leurs plus illustres champions, Thomas Spence, appela pour la première fois l'attention sur les avantages de la nationalisation du sol. En 1785, Spence, alors âgé de 25 ans, fit devant la Société philosophique de Newcastle, une conférence au cours de laquelle il proposa de mettre fin à la misère des campagnes en attribuant

(1) V. Paul de Rousiers : *Le socialisme en Angleterre* (Science sociale, août 1897).

aux habitants de chaque paroisse la propriété commune de tout le sol paroissial. Voici son projet exposé par lui-même en une plaisante allégorie :

« Supposez que tous les habitants d'une paroisse s'unissent, qu'ils prennent la Bible dans une main, s'assemblent sur la pelouse voisine et qu'après avoir discuté sur le moyen d'arriver au bonheur, ils s'accordent unanimement à rédiger une déclaration des droits dans laquelle on décrète que tout le sol, — y compris les houillères, les mines, les cours d'eau, etc., — nue propriété de la paroisse des Abeilles, exploitée présentement par lord Frelon, doit, le 25 Mars 18.., jour de l'Annonciation, devenir propriété publique et bien commun auquel chaque paroissien aura part égale...

» Il serait déclaré plus loin qu'à la Saint-Jean suivante tous les revenus provenant du sol, des mines, des cours d'eau, des houillères, etc., propriété de la dite paroisse, au lieu d'être, comme autrefois, payés entre les mains de lord Frelon ou de son intendant, le seront à un comité directeur de la paroisse élu par la majorité des paroissiens ; et, après que les administrations nationale, provinciale et paroissiale se seront alimentées à ces revenus, le reste sera distribué en parts égales à tous les paroissiens, femmes et enfants, — y compris lord et lady Frelon et tous les petits Frelons de leur famille... (1) »

A la suite de sa conférence, Thomas Spence fut chassé de la société philosophique de Newcastle, dut quitter le comté, où sa théorie ne lui avait pas conquis d'adhérents, et se réfugia à Londres. Il y trouva quelques disciples parmi les radicaux, mais sa propagande lui valut d'être mis en prison à deux reprises. Il continua néanmoins à prêcher dans les meetings la nationalisation du sol, et ses efforts commençaient à porter quelques fruits, quand la mort le surprit en 1814.

(1) FRED. VERINDER : *Land for the Landless*, p. 14.

En même temps que Thomas Spence, un professeur de l'université d'Aberdeen, William Ogilvie (1737-1819) s'était affirmé comme partisan de la nationalisation du sol. En 1781, il publia un écrit anonyme sous le titre de *An essay on the Right of Property in Land.* Il y posait comme une maxime chrétienne que chacun a droit à la terre. Il attribuait à la terre trois sortes de valeurs : originelle, potentielle, d'amélioration ; d'après lui, les deux premières devaient être saisies par la communauté au moyen de l'impôt, la troisième seule était légitimement propriété individuelle, comme résultant du travail de l'homme. En cela déja, il se montrait moins révolutionnaire que Spence ; il voulait aussi, contrairement à l'agitateur de Newcastle, que l'on indemnisât les *landlords* après les avoir dépouillés et demandait qu'une administration fût créée en vue d'aider les paysans à acheter le sol qu'ils cultivent.

L'ouvrage d'Ogilvie eut un certain succès en Angleterre, mais la réaction que produisirent peu à peu, dans ce pays, les guerres de la Révolution française et de l'Empire firent perdre de vue, pendant un demi-siècle environ, les tentatives des nationalisateurs du sol. Cependant la propagande de ceux-ci ne devait pas être perdue : leurs théories pénétrèrent, grâce aux Spencéens, dans les revendications chartistes, — grâce à Ogilvie et à ses amis, dans les écrits de Carlyle, de James Mill et de plusieurs autres philosophes et écono-

mistes. Elles sortirent tout à fait de leur obscurité, quand Patrick Edward Dove, chrétien philanthrope et riche propriétaire des environs de Glasgow, les exposa, en 1850, dans un livre intitulé *The theory of human progression and natural probability of a reign of Justice*. Les théories reprises par Dove arrivaient à propos à ce moment où un courant d'humanitarisme s'était emparé de l'Angleterre; elles furent louées par les esprits les plus divers, par le philosophe Hamilton comme par Stuart Mill. Le fameux individualiste Herbert Spencer, — qui depuis lors à singulièrement modifié sa façon de voir, — s'en inspira dans son livre *Social Statics* (1851). Les idées de Dove se répandirent parmi les députés libéraux, radicaux et irlandais ; elles devinrent un de leurs moyens d'opposition contre le gouvernement conservateur. En 1870, Stuart Mill et sa femme fondèrent la *Land Tenure Reform Association*, qui résumait son programme de revendications dans une déclaration ainsi conçue :

« Nous réclamons l'attribution à l'Etat, par le moyen de l'impôt, de la plus-value graduelle du sol, dans la mesure où elle peut-être constatée, ou, tout au moins, d'une grande part de cette plus-value, qui est la conséquence naturelle de l'accroissement de la population et de la richesse, sans aucun effort ni dépense de la part des propriétaires ; nous réservons aux propriétaires le droit de céder leurs terres à l'Etat au prix courant, du jour où ce principe aura été adopté dans la législation. »

Dès ce moment, l'augmentation de l'impôt foncier fit partie de certains programmes parlementaires comme il en était arrivé déjà pour les

factory acts. Ces nouveaux éléments entrèrent dans la composition des plate-formes électorales des deux grands partis en lutte à la Chambre des communes, et l'on vit les *tories,* presque tous *landlords,* se montrer, en général, partisans des *factory acts,* tandis que la *taxation of ground values* devenait, en revanche, l'arme préférée des libéraux.

La nationalisation du sol menaçait de dégénérer en une simple question d'assiette de l'impôt, quand Alfred R. Wallace et Henry George lui rendirent, vers 1881, l'importance théorique qu'elle avait au temps de Spence.

§ II.

Alfred Russel Wallace et la Land Nationalisation Society.

La théorie de M. Wallace exposée dans son livre *Land Nationalisation, its necessities and its aims.* — Fondation de la *Land Nationalisation Society.* — Programme immédiat de cette société. — Sa propagande.

Alfred Russel Wallace, célèbre voyageur et naturaliste, qui exposa le principe de la « sélection naturelle » en même temps que Darwin, est originaire du pays de Galles, où il naquit en 1822; mais sa famille est sortie d'Ecosse et c'est de là que lui sont venues ses théories sur la nationalisation du sol. En effet, les parents de Spence étaient, eux aussi, des *highlanders,* et nous avons vu qu'Ogilvie résida surtout à Aberdeen et Dove à Glasgow. M. Wallace reprit, à peu de chose près, le système préconisé par Ogilvie: les théories

de ce dernier, quoique vieilles de près d'un siècle, n'avaient rien perdu de leur intérêt. L'Ecosse est la contrée où la grande propriété est, encore aujourd'hui, la plus mal vue; les territoires des *landlords* y servent surtout à la chasse; les propriétaires les clôturent par des barrières et souvent, à l'expiration des baux avec les cultivateurs, ils transforment en tirés les champs de pommes de terre ou de seigle. Cette situation est presque générale et a causé, dans le cours de ce siècle, de fréquentes révoltes de *crofters* (tenanciers).

L'agitation contre la grande propriété, qui continuait à se manifester dans le peuple, éveilla les sympathies de M. Wallace et l'amena, vers 1880, à se déclarer favorable à la nationalisation du sol.

C'est dans son livre *Land Nationalisation, its necessity and its aims,* publié en 1882, que Wallace expose sa théorie. Il s'efforce d'y démontrer « qu'un système rationnel d'occupation *(occupying ownership)* sous le domaine éminent de l'Etat serait un remède complet aux maux causés par le système actuel de propriété absolue, et que ce changement pourrait être effectué sans faire aucun tort aux propriétaires actuels et sans amener les résultats fâcheux considérés comme inséparables d'un système de nationalisation du sol[1].

Dans les premiers chapitres de son livre,

(1) A. R. Wallace, *Land Nationalisation, its necessities and its aims* (2e édition), préface.

M. Wallace discute les causes de la misère qui persiste côte à côte avec la richesse croissante et explique les souffrances résultant du propriétarisme en Irlande, en Ecosse et en Angleterre. Il expose ensuite la différence entre le système d'occupation et celui du propriétarisme, et il cherche à prouver que « le bien-être et le bonheur du cultivateur augmentent en proportion de l'intérêt qu'il possède dans le sol. »

Dans son dernier chapitre, M. Wallace développe sa propre solution du problème (1). Pour lui, l'Etat seul doit être propriétaire du sol ; les habitants ont le droit d'occuper celui-ci, mais seulement à titre de tenanciers *(tenants)* de l'Etat. M. Wallace part du principe que chacun doit tenir de l'Etat la portion de terre qu'il occupe ; l'on deviendrait ainsi non pas propriétaire absolu du sol *(absolute owner),* mais détenteur perpétuel *(perpetual holder) ;* chacun conserverait d'ailleurs la liberté entière de cultiver, de vendre ou d'échanger son lot, mais la sous-location devrait être absolument interdite et les hypothèques extrêmement limitées.

La propriété de l'Etat, continue M. Wallace, serait combinée de façon à contrarier le moins possible les droits et les intérêts des propriétaires actuels du sol... En effet, dans toute terre mise en exploitation, il faut considérer deux valeurs :

(1) A. R. Wallace, *Land Nationalisation, its necessities and its aims* pp. 191 à 229.

d'abord la « valeur immanente » du sol, qui dépend de sa nature même, des moyens de communication, des voisinages, des marchés, etc.; ensuite la « valeur additionnelle », donnée au sol par les propriétaires et les occupants et provenant des constructions, clôtures et améliorations permanentes. La première part serait seule propriété de l'Etat, mais, comme cette propriété ne doit pas être purement nominale, elle devrait comprendre un fermage *(quit-rent)* payable à l'Etat; la seconde part, que M. Wallace appelle le droit du tenancier *(tenant-right)* lui reviendrait exclusivement. Pour établir la proportion entre les deux parts, il serait procédé à une évaluation générale des propriétés foncières de tout le royaume, chaque parcelle de terrain, champs, prairie, etc., faisant l'objet d'une estimation spéciale. L'évaluation, qui serait soumise à une revision annuelle, permettrait de déterminer exactement le montant du fermage et du *tenant-right*.

M. Wallace diffère de la plupart des partisans récents de la nationalisation du sol, en ce qu'il admet « que les propriétaires actuels et leurs héritiers naturels doivent être dédommagés, pour que l'Etat puisse entrer en possession de la « valeur immanente » du sol ». Il pense que l'Etat pourrait régler cela d'une façon équitable, en assurant au propriétaire ou à ses héritiers vivant ou à naître avant la mort dudit propriétaire, une annuité équivalente au revenu annuel de la part expropriée.

Cette proposition émane évidemment chez M. Wallace d'un sentiment de modération que ne connaît pas M. Henry George, lequel, partant du principe que les propriétaires sont des voleurs, ne voit pas pourquoi on les dédommagerait, alors qu'on les a privés du moyen de perpétuer leur vol.

L'Etat ayant acquis de cette façon la propriété du sol, tout détenteur actuel d'une maison, d'une ferme, d'une parcelle de terrain quelconque, serait admis à continuer de les occuper, en qualité de tenancier de l'Etat et moyennant paiement de la *quit-rent;* mais il devrait d'abord acheter le *tenant-right* au landlord : celui-ci serait, d'ailleurs, obligé de vendre le *tenant-right* des terrains non occupés directement par lui, la sous-location étant absolument interdite. Des caisses spéciales seraient instituées par l'Etat à l'effet de prêter à long terme les sommes nécessaires à l'acquisition des *tenant-rights*. Quant aux acquéreurs de ces derniers, ils seraient véritablement propriétaires, non pas du sol, dont le domaine éminent appartiendrait au *landlord* unique, l'Etat, mais du *tenant-right*; comme tels, ils seraient tenanciers perpétuels de l'Etat, aussi longtemps qu'ils continueraient de lui payer le fermage fixé.

Un des côtés les plus intéressants et les plus caractéristiques du projet de M. Wallace est le remède qu'il propose pour combattre l'accroissement de la population dans les villes et pour ramener les familles dans les campagnes, en

offrant à chacune de celles-ci le droit de choisir une parcelle de terre à bon marché. « Tout anglais, dit-il, devrait pouvoir, *une fois dans sa vie,* choisir une portion du sol pour l'occuper lui-même. Son droit de choisir sera naturellement limité aux terrains vagues ou aux terres arables ; il faudra que son lot ait accès à un chemin public et que la superficie du lot soit de un à cinq acres (1) ; le droit ne pourra s'exercer sur tout domaine dont on aura déjà enlevé un dixième et ne s'appliquera en aucun cas aux petites propriétés ; enfin, l'on devra respecter les alentours immédiats de la demeure du propriétaire, lequel ne doit pas être soumis à des tracasseries inutiles. Les différends qui pourraient surgir à la suite de cette prise de possession seront tranchés par des cours justice locales. » M. Wallace estime qu'un million et demi de familles environ profiteraient de ce droit de préemption, pour occuper, pendant les dix premières années, trois millions d'acres ou un dixième de toute la partie arable du sol anglais.

Ce qui amena M. Wallace et ses amis à poursuivre d'une façon active la mise a exécution de ce vaste projet, ce fut l'émotion causée par un article que le célèbre naturaliste avait fait paraître dans la *Contemporary Review,* en novembre 1880. L'article était intitulé : *Un système de nationalisation du sol ; solution radicale de la question agraire en Irlande.* Il provoqua une sympathie très vive en

(1) L'acre anglais vaut quarante ares et demi.

faveur des idées préconisées par Wallace : un petit groupe de personnes déclara même que les principes du grand savant étaient « susceptibles d'une application universelle », et il résolut de commencer immédiatement une campagne en leur faveur.

La *Land Nationalisation Society* fut fondée à Londres, au mois de mars 1881, sur l'initiative de M. Wallace; celui-ci en fut nommé président et il n'a pas cessé d'occuper ce poste jusqu'à ce jour.

Comme l'indique sa devise *(to restore the land to the people and the people to the land),* la société se donnait pour mission « de rendre la terre au peuple et le peuple à la terre ». A l'origine, elle comprenait principalement des radicaux et des chrétiens démocrates, entr'autres : Miss Helen Taylor, Herbert Burrows, les frères Walker, William Saunders, plus tard membre de la Chambre des communes, A. C. Swinton, l'un des membres les plus actifs de la société, quoique appartenant à une famille écossaise de grands propriétaires terriens, le docteur Pan Jones, le professeur Newman, frère du cardinal.

Pendant six ans, la société fut surtout un groupe d'études dont les membres publiaient des articles de revue et de nombreuses brochures de propagande. Elle arrêta alors son programme de réformes immédiates, dont voici les points principaux :

Tout en préconisant la nationalisation du sol entier, la société se montre favorable à tous les projets qui tendent à réaliser ce but par voie indirecte.

La société recommande, entre autres mesures :

l'acquisition par les corps constitués de pièces de terre destinées à la création d'*allotments*, *de small holdings* et à d'autres usages intéressant la communauté ;

le droit pour le public d'avoir accès aux rivières, montagnes, marais et, d'une façon générale, à toutes les terres incultes ;

l'attribution à l'Etat de tout le bénéfice tiré par les *landlords* des plus-values du sol ;

la taxation des rentes foncières.

La société combat énergiquement :

l'aliénation de toute terre appartenant actuellement à la Couronne ou à n'importe quel corps constitué ;

les empiètements des particuliers sur les terrains communs *(commons)*, sur les terrains vagues qui bordent les routes, sur les sentiers et les droits de passage ;

les mesures tendant à l'accroissement du nombre des propriétaires du sol ou au transfert pur et simple de la propriété.

En 1888, un des membres écossais de la société fit don à celle-ci d'une somme de 500 livres. Faut-il attribuer à cette amélioration inopinée de sa situation financière ou à l'exemple de la propagande plus bruyante des partisans de Henry George, le brusque changement qui s'opéra alors dans l'attitude de la *Land Nationalisation Society*? Il serait difficile de le dire. Toujours est-il qu'à l'issue de cette année, les fidèles de M. Wallace inaugurèrent un système de propagande active, qui depuis lors n'a cessé de s'étendre.

Pendant l'hiver de 1888-1889, la société organisa à Londres une série de conférences régulières sur la nationalisation du sol. En novembre 1889, elle fonda un journal mensuel, *Land and Labor,* qui est son principal organe, et a pour éditeur A. I. Ogilvy. L'été de 1890 vit s'ébranler pour la

première fois les *Yellow Vans* (chariots jaunes) imités des *Red Vans* (chariots rouges) de l'*English Land Restoration League,* dont nous parlerons tout à l'heure. Ces voitures servent de tribune aux orateurs de la *Land Nationalisation Society,* quand ils organisent des meetings en plein air dans les comtés voisins de Londres. En 1895, la société organisa 648 meetings dans les campagnes, dont 356 à l'aide des *Yellow Vans.*

La propagande de la *Land Nationalisation Society* ne s'est guère étendue au delà de Londres et de ses environs. Quelques conférenciers ont, il est vrai, parcouru le Lincolnshire, les Midlands ; d'autres même ont poussé jusque dans le Nord de l'Angleterre et en Ecosse; mais ces campagnes sont restées totalement infructueuses. A Londres et dans sa banlieue, les disciples de Wallace ne recrutent pas beaucoup de nouveaux adhérents, mais leurs idées y sont connues et on les considère comme formant un groupe de théoriciens intéressants ; on estime qu'ils ont un but louable et que leurs revendications peuvent acquérir quelque jour une certaine actualité.

La *Land Nationalisation Society* était à peine fondée depuis une couple d'années qu'elle perdit plusieurs de ses membres les plus énergiques, ceux qui ne pouvaient admettre ce qu'ils appelaient « ses ménagements à l'égard des propriétaires ». Les dissidents constituèrent, en 1883, la *Land Reform Union,* d'où naquit bientôt la *English Land*

Restoration League. Cette dernière, comme nous le verrons dans la suite de cette étude, s'est affirmée, sous le patronage de Henry George, comme la rivale de la *Land Nationalisation Society*.

§ III.

Henry George et la English Land Restoration League.

M. George et son livre *Progress and Poverty*. — Succès qui accueille l'apparition de ce livre en Angleterre. — Exposé de la théorie de M. George. — Fondation de la *English Land Restoration League*. — Son programme. — Sa propagande. — Les *Red Vans*. — Relations entretenues par la Ligue avec d'autres organisations. — Action électorale de la Ligue.

Au moment où M. Wallace fondait à Londres la *Land Nationalisation Society*, c'est-à-dire au commencement de 1881, commençait à se répandre en Angleterre le livre, aujourd'hui très connu, de Henry George, *Progress and Poverty*.

L'auteur était né à Philadelphie, le 2 septembre 1839, de parents anglais émigrés aux Etats-Unis. Son père désirait qu'il fît des études complètes, mais le jeune homme s'entêta à étudier à sa manière. « On n'apprend rien au collège que je ne sache déjà », disait-il, et il abandonna les bancs de l'école à partir de sa douzième année. A seize ans, il s'embarqua pour les Indes, « afin de juger par lui-même des choses qu'il avait lues sur ce pauvre pays ». Pendant quelques années, il mena une vie errante, sans occupation fixe, jusqu'en 1861, époque où nous le retrouvons, établi

à San Francisco. Il y fit du journalisme, d'abord comme compositeur d'imprimerie, plus tard comme directeur-gérant; son séjour prolongé dans cette ville, où il fit ses premières armes comme économiste et comme réformateur, lui valut dans la suite, de la part de ses fidèles, le nom de « Prophète de San Francisco ». A partir de 1869, Henry George s'adonna à l'étude de la question agraire; il écrivit sur ce sujet une série d'articles pour un journal de New-York et publia, en 1871, une brochure intitulée *Our Land and Policy,* où il mettait en avant, pour la première fois, les théories qui devaient le rendre célèbre. Après avoir fondé à San Francisco, en 1872, et dirigé pendant trois ans l'*Evening post,* il obtint une position officielle peu importante, mais qui lui donna beaucoup de loisirs : il consacra ceux-ci à préparer son fameux *Progress and Poverty*. Pendant toute une année, il ne cessa, comme il l'écrivit plus tard, « de s'enquérir des causes de la dépression industrielle et de l'augmentation des besoins, malgré l'accroissement proportionné de la richesse ». A ceux qui lui demandaient quel était son remède, il disait dejà : « *We must make land common property* » (nous devons rendre la terre propriété commune). En 1879, son livre se trouva achevé. Les deux premiers éditeurs aux quels il le présenta refusèrent de l'imprimer. Après bien des difficultés, il réussit enfin à le faire publier et la première édition eut cinq cents exem-

plaires... D'autres éditions se suivirent bientôt et c'est par centaines de mille que *Progress and Poverty* s'est vendu depuis lors en Amérique(1). L'ouvrage de Henry George ne tarda pas à pénétrer en Angleterre et il y fit grand bruit ; toutefois il rencontra, à côté de vives sympathies, une très forte opposition, notamment de la part de lord Salisbury et d'un bon nombre de libéraux et de radicaux.

En 1881, M. George arriva lui-même en Angleterre, comme correspondant de l'*Irish World,* journal représentant les séparatistes révolutionnaires parmi les irlandais américains. Il fit une conférence à Dublin sur la question de la propriété en Irlande; mais, comme il préconisait l'attribution de la propriété foncière à l'Etat et non aux paysans, ainsi que le voulaient les partisans de la *Irish Land League,* il ne trouva guère d'adhérents dans cette partie du Royaume-Uni. Quelques années plus tard, en 1884, M. George visita de nouveau l'Angleterre, pour entreprendre, cette fois, une campagne de conférences sous les auspices de la *Land Reform Union,* que venaient de fonder

(1) Les théories de Henry George ont perdu aujourd'hui tout crédit aux Etats-Unis. Là-bas, en effet, contrairement à ce qui se passe en Angleterre, tout le monde peut avoir facilement un immeuble, tout au moins dans la plupart des Etats; les terrains de ville eux-mêmes passent facilement de mains en mains, et la spéculation est vive. Les américains ne se convertiront donc pas aisément au système préconisé par Henry George ; ils ont l'espoir de mettre dans leurs poches une partie de cet *unearned increment* (profit non gagné) que George voudrait confisquer.

des dissidents de la *Land Nationalisation Society*. Plusieurs grands meetings eurent lieu à Londres, à Birmingham, à Liverpool, à Glasgow, à Edimbourg et dans d'autres centres industriels, mais, quoique souvent la parole du novateur américain enlevât l'auditoire, cette série de conférences fit moins d'effet sur l'esprit de la population qu'on ne s'y attendait.

Cependant, on ne peut nier que l'accueil fait par nos voisins d'Outre-Manche à M. George et à son livre ait été un succès. Rien d'étonnant à cela : la réelle sympathie de l'auteur pour les pauvres et les déshérités, le ton de ferveur religieuse qui domine dans *Progress and Poverty*, la véritable éloquence du novateur, l'audace de la théorie émise, l'attrait de la nouveauté (les théories socialistes étaient encore presque inconnues en Angleterre), tout cela devait remuer le peuple anglais.

M. George se propose, dans son livre, « de découvrir les lois en vertu desquelles la pauvreté augmente en raison du progrès et le dénuement s'accroît en même temps que la richesse ».

Il est difficile de savoir ce que l'auteur entend au juste par « pauvreté ». Aux premières pages de son livre il détermine ainsi le problème : pour lui, il existe une différence essentielle entre le capitaliste et le propriétaire du sol; le salaire comporte aussi bien la rémunération du capitaliste

que celle du travailleur : c'est ce salaire qu'il oppose à la rente du sol. Il pose ensuite ce principe que le salaire, ainsi compris, « tend constamment à descendre jusqu'au minimum en dessous duquel il devient impossible de vivre » (Livre I. Chap. I). Ainsi posé, le problème se réduit à une question de *quantité* absolue et non pas de proportion : un minimum en dessous duquel on ne peut vivre est une portion déterminée — et non pas relative — des richesses produites. Plus loin, cependant, M. George contredit cette appréciation et déclare que « la quantité de richesses qui forme la part du salaire ne tend pas nécessairement à s'amoindrir, mais que la *proportion* pour laquelle le salaire intervient dans l'ensemble des profits diminue. La proportion va en décroissant, continue-t-il, tandis que la quantité reste la même ou va même peut-être en augmentant. L'abaissement relatif des salaires ne consiste pas dans ce fait que le salarié doive retrancher quoi que ce soit de son nécessaire ou de son confort, mais bien dans cet autre fait que la terre croît en valeur et que la classe rentière augmente son confort et ses folles dépenses » (Livre III. Chap. VI). D'après cette seconde explication, les pauvres ne deviennent donc pas plus pauvres, mais ils *paraissent* seulement s'appauvrir, parce qu'un certain nombre de riches deviennent plus riches.

Au surplus, en formulant ainsi le problème de la

pauvreté et en le ramenant à une question d'accroissement absolu ou relatif, M. George tranche une question d'une importance capitale et ne cite pas de faits à l'appui de cette assertion. La misère existe toujours, mais, d'après les statistiques anglaises les mieux établies, elle diminue. Ainsi, M. Giffen, président de la société de statistique, comparant, dans un discours de 1883, la situation d'alors avec celle d'il y a un demi-siècle, constate que les salaires payés en argent ont augmenté de trente à cent pour cent, pour une tâche moindre de vingt pour cent, tandis que la plupart des objets de première nécessité ont baissé de prix(1).

Le problème étant posé, — on a vu de quelle façon, — M. George se demande quelle est la cause de l'inégalité dans la distribution des richesses et où est le remède à cette situation.

« Dans toute société qui progresse, dit-il, la rente absorbe le bénéfice de toute la production, alors même que celle-ci va croissant, tandis que la rémunération du travail reste stationnaire ou même va en diminuant ». Par « rente » ou *unearned increment,* M. George entend « le revenu annuel total du sol moins les améliorations récentes dûment constatées et qui sont le fait du travail humain ». — Quant au profit industriel, on sait qu'il se divise en trois éléments : la compensation pour les risques à courir, la rémunération de la surveillance et le revenu du

(1) John Rae, *op. cit.:* p. 449 et suiv.

capital. D'après M. George, le premier de ces éléments ne doit pas intervenir dans la répartition des richesses, car, dit-il, il faut admettre que dans la totalité des transactions le risque finit par disparaître ; le second élément est très justement nommé « salaire » et doit rentrer, selon l'auteur, dans la catégorie des salaires des travailleurs ordinaires ; quant au troisième élément, le revenu du capital, il doit, d'après M. George, être également assimilé au salaire, car il est soumis à ses lois, baissant ou augmentant avec lui. De tout cela M. George conclut qu'au lieu de trois facteurs de la production des richesses, la terre, le travail et le capital, il n'y en a, en réalité, que deux : la terre et le travail ; quant au capital, il n'est qu'une des formes du travail. La division des richesses se fait donc entre la rente, rémunération de la terre, et le salaire, rémunération du travail.

Ici, M. George fait appel à la « Loi de la Rente » de Ricardo(1), mais, tout en déclarant l'accepter, il la formule d'une façon toute nouvelle et en tire des conclusions auxquelles n'avait sans doute guère songé l'auteur de la loi. « La rente, dit-il, dépend de la limite, c'est-à-dire de l'étendue de la culture du sol ; elle va en augmentant si la culture se restreint ; elle diminue si la culture vient à s'étendre. » Comme corollaire de cette loi, M. George croit découvrir que « le salaire varie aussi d'après les limites de la culture du sol »,

(1) V. SUPRA, p. 37., note.

mais en sens inverse de la rente, en sorte que, si la limite de la culture se restreint, la rente augmente et le salaire diminue. En effet, dit-il, l'accroissement de la population, les progrès techniques qui diminuent les frais de production, bref, tous les facteurs qui tendent à augmenter les forces productives du travail, tendent à faire hausser la rente; or, le produit total de ces forces, qui, d'après M. George, ne hausse pas dans la même proportion que la rente, est égal à la rente plus le salaire; donc, si la rente augmente, le salaire diminue. Le bénéfice net de toutes les améliorations et de tous les progrès finit donc par se condenser aux mains des propriétaires du sol. Le salarié n'en retire aucun avantage; bien plus, il s'appauvrit. Il s'en suit que l'ouvrier se trompe en supposant que « son maître est son ennemi », ou du moins que c'est son maître qui reçoit « la part du lion » des profits de son travail : l'ouvrier et le patron, étant, d'après M. George, tous deux des salariés, n'ont pas vraiment d'intérêts opposés; ils sont, l'un comme l'autre, exploités par l'ennemi commun, le propriétaire du sol(1).

(1) Les princes de l'industrie anglaise ont réalisé des fortunes énormes grâce à ces forces productives constamment augmentées, dont M. George prétend qu'elles favorisent exclusivement les *landlords;* assurément ils ont dû être bien étonnés d'apprendre, par la lecture de *Progress and Poverty,* que leur sort n'est guère plus enviable que celui de leurs plus pauvres ouvriers et qu'en vertu des lois économiques, la misère noire les attend, puisqu'ils sont condamnés à s'appauvrir sans cesse, tandis que la rente s'accroît. En effet, dit M. George, « chaque pas que l'humanité

Pour empêcher que le paupérisme continue de se développer dans les mêmes proportions que la richesse, M. George ne voit qu'un moyen : c'est de faire du sol une propriété nationale. Pour accomplir cette réforme, dit-il, pas n'est besoin de recourir à l'expropriation : il suffit d'élever l'impôt sur le sol, de façon qu'il absorbe la rente. Comme nous l'avons fait remarquer, cet impôt ne frapperait pas les améliorations récentes et dûment constatées qui ont leur origine dans le travail de l'homme. La difficulté de distinguer entre ce qui est inhérent au sol et ce qui y a été ajouté par le travail humain n'arrête pas M. George : « Quand il n'y aura pas moyen, dit-il, de faire la part de ces deux éléments, alors le titre à la propriété des améliorations se confondra avec le titre à la propriété de la terre ; le droit individuel sera perdu dans le droit collectif. C'est le plus grand qui avalera le plus petit et non le plus petit qui avalera le plus grand » (p. 242).

En même temps que la rente serait frappée d'un impôt qui équivaudrait à une confiscation, il faudrait, continue M. George, abolir tous les autres impôts. C'est ce qu'on a appelé le système de la *single tax* (impôt unique). Par ce procédé, M. George supprimerait les contributions actuelles, les octrois, les douanes, enfin la

fait dans la voie du progrès affermit le règne de la rente, et quand les progrès réalisés nous auront fait atteindre le dernier échelon du régime actuel, alors la rente aura complètement supplanté le salaire et le capital, et elle accaparera tout le produit » (p. 179).

propriété du sol, la rente étant absorbée au profit de la communauté. Il serait défendu d'occuper plus de terre qu'on n'en peut exploiter soi-même; les domaines affermés, les grands territoires de chasse et de pêche, les concessions de mines seraient abolis; mais chaque individu se verrait garantir sa demeure, ses habits, sa récolte et tout ce qui est directement le produit de ses efforts; l'industrie, dégagée désormais de toute entrave, prendrait un essor tel que le bien-être deviendrait général. M. George n'emprunte donc aux programmes socialistes que la nationalisation du sol; pour le reste, il s'en tient aux doctrines des économistes classiques, qui respectent le droit de propriété acquis par le travail. Par ce compromis, il s'efforce de concilier le socialisme et l'individualisme et il prétend que son système est le moyen infaillible de faire régner la justice et le bonheur dans la société.

Peu après l'apparition dans le Royaume-Uni de *Progress and Poverty*, quelques membres de la *Land Nationalisation Society* avaient commencé à se réunir les uns chez les autres, en vue d'étudier la théorie de M. George. Au mois d'avril 1883, à la suite du premier voyage de l'économiste américain en Angleterre, ils résolurent de fonder une société qui aurait pour but « la propagation des principes sur lesquels Henry George se fonde pour réclamer la restitution du sol au peuple ».

Cette organisation prit le nom de *Land Reform Union*; parmi ses fondateurs, mentionnons la belle-fille de Stuart Mill, miss Helen Taylor, le Révérend Stewart Headlam, le chanoine Shuttleworth, William Saunders, Frederick Verinder, G. Bernard Shaw, le Révérend Wicksteed.

La société commença aussitôt une propagande des plus actives, répandant à foison dans le peuple des brochures sur la nationalisation du sol. Les colonnes du journal *The Christian Socialist,* organe de la *Christian Socialist Society,* furent ouvertes aux idées nouvelles et contribuèrent à faire connaître la théorie de M. George dans certains milieux éclairés. M. George, visitant l'Angleterre pour la seconde fois, en 1884, fit, comme nous l'avons vu, une tournée de conférences pour disposer l'opinion en faveur de la société. Au mois de mai de cette même année, à la réunion annuelle de ses membres, la *Land Reform Union* prit le nom de *English Land Restoration League*; ce nom rappelle le but qu'elle poursuit (Ligue pour la restitution du sol anglais au peuple) et n'a plus été modifié.

La Ligue publia, en 1886, un manifeste qui contient les principaux articles de son programme et dont voici la substance :

Il est du devoir de tout anglais de poursuivre la restitution du sol de l'Angleterre à ses véritables propriétaires, c'est-à-dire au peuple anglais. A tous ceux qui comprennent ce devoir nous demandons qu'ils nous aident à réaliser les réformes suivantes :

abolition du privilège en vertu duquel les propriétaires du sol sont dispensés de payer à l'Etat la rente qu'ils retirent de la terre, tandis que tout le poids des impôts pèse sur l'industrie;

suppression de tous les impôts indirects qui grèvent le travail, accroissent le prix des denrées et des services et empêchent les hommes d'augmenter la richesse publique ;

élevation des impôts fonciers jusqu'à l'entière absorption du revenu immobilier dans l'intérêt du peuple anglais, qui deviendra ainsi lui-même le *landlord* du sol de l'Angleterre.

Comme moyen éloigné en vue de cette fin, nous demandons à ceux qui représentent nos intérêts au Parlement, de voter le rétablissement de l'impôt de quatre shillings par livre sterling sur la valeur courante des terres, soit que le propriétaire de celles-ci les mette en valeur, soit qu'il ne leur fasse rien produire. Nous leur demandons aussi d'appuyer une mesure autorisant les corps de gouvernement local à imposer les valeurs foncières, déduction faite des bâtiments et des améliorations.

Quant à la question d'une compensation quelconque, elle ne peut avoir qu'une importance théorique. Nous tenons cependant à le déclarer, il nous est impossible de tolérer l'idée que le peuple anglais doive être obligé de racheter la terre qui lui appartient de droit naturel, ou d'indemniser ceux qui en tirent parti maintenant, en vue de l'impossibilité où ils seront d'en tirer parti plus tard.

La propagande de la *English Land Restoration League* est des plus actives. Elle n'a point d'organe périodique, mais elle engage des polémiques nombreuses dans les journaux radicaux de la métropole et répand par milliers des tracts, dont un bon nombre sont dûs à la plume de Henry George, ainsi que des caricatures destinées à frapper l'imagination du peuple : 522.500 *Land Restoration tracts* ont été distribués en 1896. La Ligue s'efforce, d'autre part, de recruter partout de nouveaux adhérents. Plus de quarante sociétés lui sont affiliées actuellement, tant dans la métropole que dans les provinces. Rarement elle provoque de grandes manifestations publiques ; elle préfère se

faire connaître par la voie des meetings et par des enquêtes sur des sujets d'actualité. Elle a toujours sous la main une phalange de conférenciers prêts à aller porter la bonne parole partout où on les enverra : pendant l'année 1894-1895, près de huit cents meetings ont été organisés par les *Land Restorers*. Nombre d'enquêtes et de discussions sont toujours en préparation au secrétariat de la Ligue, occupé depuis treize ans par M. Frederick Verinder.

Après avoir, pendant sept ans, borné leur propagande à Londres, à sa banlieue et à quelques grandes villes de province, les Georgistes ont commencé, depuis 1890, à parcourir chaque année les campagnes anglaises. Rien de plus curieux que de voir à l'œuvre les conférenciers de la Ligue qui sont chargés de conduire la *Henry George Campaign* dans les villages. De grands efforts sont faits pour assurer le succès de ces expéditions. Afin de frapper l'esprit des paysans, la Ligue a imaginé un procédé des plus curieux : ses conférences rurales sont faites dans de grandes voitures peintes en rouge *(Red Vans)* lestées de ballots de brochures et de prospectus, et qui servent d'abri, de tribune et de véhicule à deux propagandistes. Ceux-ci ont pour mission : « 1° d'inculquer aux ouvriers ruraux, à l'aide de conférences, de publications, etc., les principes qui doivent présider à la réforme agraire ; 2° de les organiser en vue d'améliorer leur condition,

spécialement au moyen d'une action politique inspirée par les griefs agraires; 3° de réunir des renseignements exacts et précis sur la condition sociale des villages » (1). Une fois munis de ces instructions, les conférenciers sont prêts à partir pour leur expédition annuelle.

Chaque printemps, les « chariots rouges » suivent à Hyde Park la manifestation des groupes ouvriers qui a lieu le premier dimanche de mai *(Labour day)*, puis ils partent pour les comtés agricoles et leur tournée dure toute la belle saison. Chaque voiture suit une route différente, fixée d'avance; son arrivée a été annoncée par les affiches de la Ligue, et, quand elle entre dans un village, vers la fin de la matinée, elle est bientôt escortée d'un cortège de paysans qu'attirent surtout deux toiles peintes accrochées aux côtés de la voiture et représentant le landlordisme en action. A midi, les conférenciers distribuent aux enfants qui sortent de l'école des gravures enluminées, qui portent l'annonce d'un grand meeting pour le soir, à huit heures : ce mode de convocation est, me dit un *Land Restorer*, d'un succès infaillible. Pendant le reste de la journée, les propagandistes se répandent dans les maisons, visitent les *allotments*, interrogent les ouvriers, leurs femmes, le clergé, les fermiers et, guidés par des questionnaires imprimés, ils recueillent tous les renseignements possibles sur la situation des paysans. Quelquefois ils

(1) *Among the agricultural labourers with the « Red Vans »*. 1893.

dessinent ou photographient les habitations les plus misérables. Partout ils laissent des programmes de la Ligue, des brochures de propagande, des dessins où l'exploitation des *landlords* est représentée sous une forme concrète et accessible à tous. Vers sept heures et demie, les paysans commencent à s'assembler autour du chariot. Le meeting s'ouvre et se prolonge ordinairement pendant une couple d'heures; après quoi les conférenciers inscrivent les noms de ceux qui se font inscrire comme adhérents, et, s'il y a lieu, une nouvelle *branch* de la Ligue est fondée.

La propagande des *Red Vans* ne se poursuit pas toujours d'une façon aussi calme : fréquemment le *landlord* ou son intendant empêchent le chariot de stationner : des rixes s'en suivent, qui ne tournent pas généralement à l'avantage des Georgistes. D'autres fois, l'opposition est représentée par des membres de la *Liberty and Property Defense League*(1). Celle-ci recourt, pour défendre la propriété et le *self-help* aux mêmes moyens que les nationalisateurs du sol et oppose à leurs chariots rouges les voitures-tribunes de la *Anti-Red Van Campaign*.

Le premier chariot rouge fut envoyé en 1891 dans le comté de Cambridge; on en compte maintenant une demi-douzaine qui parcourent simultanément quinze ou seize comtés des Midlands, de l'Est et du Sud-Ouest de l'Angleterre.

(1) V. plus loin, Chap. XII.

Plus de trois mille meetings ont été entrepris à l'aide des *Red Vans,* pendant ces quatre dernières années. Les souscriptions versées à la caisse de la Ligue, uniquement pour entretenir cette propagande, dépassent chaque année 25.000 francs (elles ont atteint pour le dernier exercice 28.000 francs), tandis que le revenu de la Ligue elle-même a été cette année de plus de 11.000 francs.

La *English Land Restoration League* est en relations suivies avec plusieurs autres organismes du même genre, notamment la *Scottish Land Restoration Union,* qui fonctionne dans la ville démocratique de Glasgow et y entretient un organe mensuel et entièrement dévoué aux théories d'Henry George, *The Single Tax.* La Ligue est également entrée en rapports avec la *London Municipal Reform League :* en 1887, elle constitua, de concert avec celle-ci, un comité composé principalement de membres des deux groupes et qui prit le nom de *United Committee for the Taxation of Ground Rents and Values.* Ce comité se fondit lui-même, en 1889, dans la *London Reform Union,* groupe de libéraux avancés et de radicaux, parmi lesquels M. Sydney Webb a joué naguère un rôle important. Les *Land Restorers* entretiennent aussi des correspondances avec la plupart des syndicats de paysans *(Unions of agricultural labourers)* et avec près de quatre-vingts sociétés politiques, parmi lesquelles la *Financial Reform Association,*

de Liverpool. Cette dernière société fut fondée par Cobden et Bright pour l'abolition des droits d'entrée; engagée depuis lors dans les vues de M. George, elle est aujourd'hui, en quelque sorte, une succursale de la *English Land Restoration League*. Presque tous ses membres, outre qu'ils sont libre-échangistes, sont devenus ardents *single-taxers;* les plus modérés demandent un impôt absorbant 25 pour cent de la rente du sol. La Ligue a enfin des rapports avec les sociétés georgistes des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et même du Japon.

Il semble que l'*English Land Restoration League* veuille, depuis quelques années surtout, jouer un rôle actif dans les élections parlementaires et municipales. En 1885, deux membres du comité de direction furent envoyés à la Chambre des communes; depuis lors, ce nombre s'est élevé à quatre. Le comité comprend également quatre membres du *London County Council*. Aux élections générales de 1892 et de 1895, la Ligue a mené une campagne électorale active, distribuant des milliers de circulaires portant des « questions pour candidats », et organisant des centaines de meetings. Au surplus, la tactique suivie par la Ligue — et par tous les groupes de *Land Restorers* — est des plus opportunistes.

Quels sont les caractères généraux du mouvement en faveur de la nationalisation du sol? Ce mouvement a-t-il obtenu des résultats permettant

de croire qu'il est en voie d'aboutir? La réponse à ces questions fera l'objet de la dernière partie de cette étude.

§ IV.

Caractères généraux et résultats du mouvement.

Socialistes, Wallaciens et Georgistes. — Relations entre Wallaciens et Georgistes. — Leurs aspirations chrétiennes. — Il n'y a pas véritablement de parti des « nationalisateurs du sol ». — Les nationalisateurs du sol et les socialistes. — Attitude des *Trade-Unions*, du parti libéral.

Les partisans de la nationalisation du sol, en Angleterre, sont partagés entre trois théories distinctes. Les socialistes rêvent d'abolir à la fois la propriété privée et l'occupation individuelle du sol; d'après eux, la culture du sol devrait être confiée par l'Etat à des associations de travailleurs. Au contraire, M. Wallace et ses amis sont tellement convaincus des avantages de l'occupation individuelle et même de la propriété privée, qu'ils voudraient voir voter une loi contraignant tous les citoyens, de gré ou de force, à devenir propriétaires occupants ou *occupying owners* (en effet, moyennant le paiement à l'Etat d'un certain fermage, chacun serait, en fait, propriétaire de son lot). Enfin, M. George, ou plutôt les partisans qui lui ont survécu (1), veulent la suppression de la propriété individuelle, mais se déclarent favorables au maintien de l'occupation privée.

(1) Henry George est mort aux Etats-Unis en septembre 1897.

En somme, chacun de ces trois systèmes tend à réformer l'ordre social actuel en augmentant d'une façon plus ou moins grave les attributs de l'Etat au détriment de la liberté individuelle : à ce titre, on a pu qualifier tout l'ensemble du mouvement en faveur de la nationalisation du sol, de « socialisme agraire ». Toutefois, les divergences qui existent entre les systèmes sont si profondes que le mouvement est, jusqu'à présent, resté dépourvu de l'unité d'action qui paraît être une condition essentielle du succès.

Nous verrons tout à l'heure que les rapports entre les socialistes et les autres nationalisateurs du sol, sans être précisément hostiles, ne sont pas, cependant, ceux qu'entretiennent des champions qui luttent pour une cause commune. Quant aux relations entre Georgistes et Wallaciens, elles sont presque nulles jusqu'à présent : les *leaders* des deux groupes mènent la campagne séparément, les uns et les autres restant attachés à ce qu'ils appellent leur « Evangile ». C'est le mouvement pour la *Land Restoration* qui est le plus actif en Angleterre ; vers lui se portent de plus en plus les nationalisateurs. Mais, si les groupes restent éloignés l'un de l'autre, beaucoup de membres marchent, aujourd'hui, en même temps avec Wallace et Henry George. Le point qui continue surtout à les tenir divisés c'est la question de l'indemnité à payer aux *landlords ;* pour le reste, les principes des deux agitations sont les mêmes :

elles sont toutes deux à la fois chrétiennes, humanitaires et démocratiques. L'une et l'autre se réclament de la Bible. Les Georgistes, après avoir fait étalage de statistiques modernes hérissées de chiffres, citent l'Ancien et le Nouveau Testament :

« Dieu a créé le ciel et la terre pour l'usage commun de tous les hommes. »

« Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. »

Henry George va jusqu'à paraphraser le *Pater*, dans un discours prononcé à Glasgow, en 1889 :

« *Que votre règne arrive!* disons-nous depuis notre enfance. Et cette même prière s'est élevée vers Dieu chaque jour, pendant des semaines, pendant des siècles. Cependant, aujourd'hui, dans cette ville soit disant chrétienne de Glasgow, 125.000 êtres humains, 125.000 enfants de Dieu n'ont qu'une seule chambre pour abriter leur famille entière. Que votre règne arrive ! nous avons prié pour cela depuis toujours et sans cesse, et le règne divin n'a pas encore commencé... Aussi avons-nous fini par croire que le royaume de Dieu n'est pas sur cette terre... Pourtant c'est là une grave erreur : Dieu, en portant ses regards sur notre terre et en voyant nos souffrances, se doit à lui-même d'établir dès ici-bas un royaume de paix et de bonheur... Mais le Tout-Puissant ne peut établir ce royaume uniquement par lui-même... Dieu ne pourrait contraindre les habitants de ce royaume à faire nécessairement le bien sans détruire en même temps la libre volonté qu'il leur a conférée. Quand le Christ nous apprenait à dire : « que votre règne arrive », il voulait non pas seulement que les hommes prononcent cette prière, mais aussi que tout le monde travaille à l'effet de hâter la venue de son règne... Et à qui nous adressons-nous ? C'est à « *notre père* ». *Notre* père ! Le père de qui ? Non pas *mon* père, mais « *notre* père » ; non pas le père d'une secte, d'une classe, mais le père de tous les hommes, le père égal, le père aimant de tous. C'est à lui que nous demandons de nous donner son règne. Mais, comment le prions-nous ? Du bout des lèvres. Quand nous nous agenouillons pour le prier, nous l'appelons « notre père »,le père universel, et, en même temps, nous gardons des institutions par lesquelles nous refusons de le reconnaître comme père de tous les hommes. Nous

oublions que le père de tous *(the All Father)*, a fait l'univers, qu'il a créé l'homme à son image et l'a mis sur la terre pour que du sein de celle-ci il tirât sa subsistance et tout ce qui répond à ses besoins... S'il est le père de tous, est-ce que tous les êtres humains, tous les enfants du Créateur, n'ont pas un titre égal à user de ses bienfaits ? Et cependant, nos lois disent que cette terre n'a pas été donnée par Dieu pour l'usage de tous ses enfants, mais seulement pour l'usage de quelques privilégiés » (1).

Le discours se termine par l'indication du seul remède possible : la nationalisation du sol, d'après les principes de M. George.

Ailleurs, l'agitateur américain invoque à l'appui de son système le quatrième commandement de Dieu. *Thou shalt not steal* (tu ne voleras pas) est le titre d'une de ses brochures, parues en 1895 :

« La pauvreté qui existe aujourd'hui au milieu de l'abondance des richesses, les horreurs du régime industriel actuel, des milliers de femmes travaillant treize, quatorze et seize heures par jour, les enfants élevés dans des conditions telles que d'avance ils sont condamnés à la maison de correction, tout cela, écrit M. George, c'est le résultat du vol légalisé, le fruit d'un système d'où est retranché le commandement qui dit : « Tu ne voleras point ». D'après ceux-là mêmes qui font profession de prêcher l'Evangile, ce grand commandement signifierait seulement : « Vous ferez en sorte de ne pas aller en prison ». Ainsi donc, il vous est permis de voler, pourvu que vous voliez assez, que vous ne soyez pas attrapé et que vous puissiez continuer d'occuper votre place à l'église. Ne volez pas quelques pièces d'argent, — cela pourrait vous être funeste, — mais volez des millions, et vous deviendrez l'un de nos premiers citoyens. — « Tu ne voleras pas » : telle est la loi de Dieu, mais cette loi ne signifie pas seulement que vous ne mettrez pas la main dans la poche d'autrui, et que vous ne commettrez ni vol avec effraction ni vol de grand chemin. Il est d'autres formes de vol que cette loi prohibe également : elle signifie encore (ou elle n'a aucun sens) que nous ne prendrons

(1) Henry George : Sermon intitulé : *Thy Kingdom come.*

pas ce à quoi nous n'avons pas droit, au détriment des autres.

» Il y avait une fois un désert, continue M. George, et, dans ce désert, une caravane en marche. Survint une bande de voleurs, qui se dirent : « Voilà une riche caravane ; prenons lui ses trésors, enlevons ses chevaux et ses chameaux, et, si c'est nécessaire, tuons les hommes ». — « Non, dit l'un des bandits, ne faisons pas cela : ce pourrait être dangereux et, après tout, ce serait un vol ; dirigeons-nous plutôt en hâte vers l'oasis, qui est le seul endroit où la caravane puisse trouver de l'eau. Nous entourerons l'oasis d'un mur, nous dirons qu'elle nous appartient, et, quand la caravane arrivera, nous forcerons celle-ci à nous donner tous ses biens avant de lui permettre de se rafraîchir. » Assurément, conclut l'économiste américain, ce second projet est d'un homme qui savait son monde ; il est à la fois poli et « respectable ». Mais cela empêche-t-il que ce soit un vol ? Et le même vol n'est-il pas pratiqué par ceux qui, arrivant les premiers dans un pays, accaparent tout le sol, même celui dont ils ne peuvent se servir, et ensuite, quand le peuple arrive, quand la population s'accroît, n'abandonnent l'usage du sol aux nouveaux venus qu'après que ceux-ci leur ont payé un prix exorbitant ? Tel est le genre de vol auquel les plus anciennes familles de ce pays doivent leur situation... N'est-ce pas là une violation aussi évidente du quatrième commandement que celle du misérable qui prend de l'argent dans la poche de son voisin ? »(1)

Un manifeste de la *Scottish Land Restoration Union* définit le droit de tous les hommes à la propriété du sol :

« Un don nouvellement conféré par le Créateur à chaque génération qu'il appelle à l'existence ». Les auteurs du même manifeste ont la bonté de déclarer « qu'ils ne veulent pas élucider la question de savoir combien les propriétaires du sol devraient payer à ceux qui ont été si longtemps injustement déshérités ».

Les Wallaciens font comme leurs rivaux et ajoutent aux souvenirs chrétiens l'expression sentimentale de leur amour pour la nature. Ils ont

(1) Henry George : *Thou shalt not steal.*

constitué des sociétés pour la conservation des sentiers, des souvenirs historiques, des beautés naturelles.

« L'homme, écrit M. Hyder, secrétaire de la *Land Nationalisation Society*, est un animal attaché au sol. Son existence dépend entièrement des produits du sol ; toute richesse est le résultat de son travail appliqué à la terre. Le plus vaste palais comme le plus humble *cottage*, les vêtements du roi comme les guenilles du mendiant, le repas somptueux du riche comme la maigre pitance du travailleur, tout cela vient de la terre. Aussi pouvons-nous appeler celle-ci *notre mère la terre*... La propriété privée est un don de la nature. Déclarer l'*air* propriété privée serait insensé. Vouloir s'approprier les *rayons de soleil* ou l'*eau de la mer* serait une monstrueuse absurdité. Chacun est prêt à reconnaître cela. Mais la terre est-elle donc moins nécessaire que ces autres présents de la nature ? Evidemment non. Et cependant presque personne ne songe à attaquer le landlordisme, qui est le système actuel »(1).

Our Mother Earth (Notre mère la terre) est le titre d'une brochure de M. Wicksteed et le ton du livre répond entièrement au titre.

Wallaciens et Georgistes ont beaucoup travaillé en Angleterre et en Ecosse, mais, en dépit d'une propagande extraordinairement active, ils n'ont pas encore réussi à créer un véritable courant d'opinion en faveur de la nationalisation du sol.

Tout d'abord, il n'y a pas, jusqu'ici, dans le Royaume-Uni, de parti sérieusement organisé, politique ou autre, qui mette cette réforme à la base de son programme. *Land Nationalisers* et *Land Restorers* sont aussi peu nombreux qu'ils

(1) *Land Nationalisation Society. Letter Leaflet* nº 1 : *To landless Britons.*

sont actifs dans leurs campagnes. Comme me le disait un jour M. Sydney Webb, la *Land Nationalisation Society* et la *English Land Restoration League* sont des « *London Societies* ». Leurs adhérents sont surtout recrutés dans la métropole et parmi les petits groupes de novateurs inquiets des autres grandes villes. Quant aux campagnes, s'il faut s'en rapporter à des témoignages nombreux, notamment à l'autorité de M. John Rae *(op. cit.)*, elles restent jusqu'à présent réfractaires aux idées de George et de Wallace. En Angleterre, les *Red Vans* et les *Yellow Vans* ont surtout un succès de curiosité ; l'ouvrier agricole ne se laisse pas encore convaincre par les promesses des nationalisateurs. M. Frederick Verinder, secrétaire de la *English Land Restoration League,* m'a dit lui-même ce qu'il en coûte de peine à ses amis de fonder, dans quelques villages, de petits groupes affiliés à la Ligue et chargés d'aider celle-ci dans ses enquêtes et dans sa propagande. On affirme, au surplus, que la crainte du *landlord,* maître et seigneur du village où il réside, est parfois pour quelque chose dans cette situation.

En Ecosse, — quoique ce pays soit de loin le plus favorable à la propagande des nationalisateurs du sol, — nous ne croyons pas que les revendications de la *Scottish Land Restoration Union* soient mieux accueillies que les tentatives des autres groupes de ce genre ne le sont en Angleterre. La *Highland Land and Reform Association,* qui

s'occupe d'améliorer le sort des petits cultivateurs *(crofters),* a une influence autrement prépondérante que celle des Georgistes de Glasgow. Son programme est cependant bien plus modéré : elle demande seulement une loi permettant aux *crofters* de recouvrer certains droits sur le sol qui leur ont été récemment enlevés.

En Irlande, le mouvement pour la nationalisation du sol a complètement échoué. Recueillons ici un aveu fait par M. Webb en 1889, au temps de l'agitation créée par Parnell : « L'Irlande, écrit-il, ne paraît point favorable à la propagande socialiste. Les Parnellistes visent d'une façon absolument générale à remettre aux paysans la possession du sol; aucun de leurs principaux *leaders,* si ce n'est M. Michael Davitt[1], ne reconnaît la nécessité de la nationalisation du sol[2]. Nous avons vu comment la tournée entreprise par M. George en Irlande a échoué. Depuis lors, les tentatives des nationalisateurs du sol dans cette partie du Royaume-Uni se sont réduites à fort peu de chose.

D'autre part, les nationalisateurs du sol n'ont guère trouvé d'appui en dehors des groupes relativement restreints de leurs adhérents. Ils se sont heurtés tout d'abord aux socialistes, dont les exigences ont été mises en lumière, dès 1882, par

(1) M. Michael Davitt, membre du Parlement, est le fondateur de la *Land League* irlandaise et un des principaux opposants aux « vues réactionnaires » de M. Parnell.

(2) Sydney Webb : *Socialism in England,* p. 61.

une fameuse discussion publique qui eut lieu entre M. George et M. Hyndman. Le second reprochait au premier de ne tenir compte que d'une seule catégorie de faits sociaux, le landlordisme, et de ne pas voir l'évolution économique, qui amène la concentration des capitaux et le développement de la grande industrie.

De son côté, la *Fabian Society* s'est occupée, à diverses reprises, des solutions recommandées par M. George et M. Wallace. Il n'est pas sans intérêt de voir comment, dans un de ses tracts, elle apprécie leurs tentatives :

« Le but pratique des socialistes, dit cet écrit, est d'émanciper la terre et le capital, en les affranchissant de la propriété individuelle et de la domination d'une seule classe, et de les remettre entre les mains de la communauté pour le profit de tous.

» Quoique nous nous servions ici de la distinction généralement faite entre la « terre », que nous devons à la nature, et le « capital », qui nous vient de l'industrie humaine, en réalité cette distinction ne correspond à rien. En effet, le sol et le capital se confondent. Le propriétaire du sol retire une valeur de son bien, non seulement à cause des avantages naturels qui sont inhérents à la terre (climat, fertilité...) et qui deviennent siens en même temps que le sol, mais aussi à cause du travail humain qui est dépensé sur la terre, tant en vue de l'améliorer intrinsèquement (labourage, drainage, ensemencement), que d'en faciliter l'accès.

» Or, que veulent les nationalisateurs du sol? Ils sont d'accord avec nous pour demander la confiscation des rentes foncières, des redevances minières *(mining royalties)*, bref, de tous les profits du sol ne provenant pas d'un effort de l'homme; comme nous, ils travaillent à l'extinction complète de la propriété privée du sol. Malheureusement, ils se séparent de nous sur un point grave : ils déclarent, en effet, inutile et même injustifiable de réclamer la nationalisation du capital en même temps que celle du sol. »

Les socialistes mettent « dans le même sac » *(in one boat) landlords* et capitalistes :

« Pourquoi, disent-ils aux partisans de George et de Wallace, nationaliser le sol et non le capital? Vous prétendez que le sol, donné à tous par la nature, doit être nationalisé, tandis que le capital, venant du travail personnel, doit rester propriété privée; mais le sol lui aussi est mis en valeur par le travail humain... Souvent, d'ailleurs, le sol est cédé en échange d'une certaine somme de travail humain et devrait donc, à ce titre, échapper à la nationalisation... Enfin, le *landlord* peut toujours se soustraire à la nationalisation, en convertissant le sol en capital : ainsi, on le verra transformer son champ en chemin de fer, son marécage en une plaine bien drainée, les sables stériles qu'il possède au bord de la mer en élégantes villes de bains, sa montagne en un tunnel, le parc de son manoir en une localité suburbaine regorgeant de maisons.

» Donc, puisque le capital et le sol se confondent au point de n'être qu'une et même chose, il faut, sous peine de rendre le remède inefficace, nationaliser le sol et le capital » (1).

Les *single-taxers* et les Wallaciens paraissaient, d'après l'attitude ferme qu'avaient prise à leur égard les socialistes, ne pas devoir se presser de faire cause commune avec ces derniers. Les par-

(1) Ces arguments sont longuement développés dans le *tract* de la *Fabian Society* qui a pour titre : *Capital and Land.*

La *Fabian Society* a mené récemment une campagne active en faveur de la nationalisation du sol. Voici les principaux articles de son programme, sur ce point :

1. — Défense à tout corps constitué d'aliéner ou de céder les droits qu'il possède sur la terre.

2. — Application rigoureuse des mesures financières tendant à la taxation des plus-values du sol.

3. — Limitation graduelle des droits dont jouissent actuellement les propriétaires du sol, notamment du droit de transformer leur propriété.

4. — Reprise graduelle de tous les principaux services publics par les corps constitués. (Voir, à ce sujet les tracts de la *Fabian Society : What a Farm Labourer Wants; Parish and District Councils; Parish Council Cottages; Allotments and how to get them; Questions for Parish, District, County Councillors.*)

tisans de Henry George, surtout, ont souvent aimé à se poser en individualistes, et je lisais encore tout récemment dans le *Financial Reformer,* organe des *single-taxers* de Liverpool, un article intitulé : « Les dangers du socialisme ». Cependant, tandis que l'opposition entre les doctrines n'a rien perdu de sa force, un certain rapprochement commence à se faire entre les individus : les socialistes ont, à maintes reprises, laissé entendre l'espoir qu'ils avaient d'arriver à un arrangement... à leur profit; quelques nationalisateurs viennent maintenant au devant d'eux. M. Wallace s'est déclaré socialiste depuis plusieurs années; quelques-uns de ses amis commencent à le suivre et un certain nombre de *Land Restorers* font comme eux : je citerai notamment M. Verinder, qui s'occupe aujourd'hui activement de la *Guild of St Matthew,* dont on connaît les idées socialistes. Pendant l'été de 1895, un congrès des membres de la *English Land Restoration League,* de la *Scottish Land Restoration Union,* de la *Land Nationalisation Society* et du *Land Values Taxation Committee* n'a rejeté qu'à une faible majorité une déclaration d'adhésion aux doctrines socialistes.

Du côté des *Trade-Unions,* il ne semble pas que les nationalisateurs aient à attendre beaucoup plus d'appui que du côté des socialistes. En 1882, le congrès des *Trade-Unions* émit un vœu en faveur de la nationalisation du sol, mais ce vœu fut retiré en 1883, à Nottingham; le congrès

d'Aberdeen, en 1884, repoussa aussi la nationalisation, mais le vœu fut repris aux assemblées de Norwich, de Cardiff, d'Edimbourg et de Birmingham. Ce que nous avons dit de la portée platonique d'un bon nombre des résolutions votées annuellement par le congrès des *Trade-Unions,* se vérifie tout particulièrement en ce qui concerne le vœu en faveur de la nationalisation du sol. A part les trade-unionistes socialistes, l'opinion des membres des syndicats ouvriers est indifférente ou hostile à cette idée. Jamais, d'ailleurs, dans aucun des votes, n'était comprise une résolution ayant trait aux moyens à employer pour effectuer la nationalisation du sol. Même, au congrès d'Edimbourg, le vote de cette proposition a été entouré d'une équivoque qui ne permet pas de définir adéquatement quelle a été la pensée du congrès. En effet, comme deux propositions étaient soumises au vote des délégués, le programme socialiste et la nationalisation du sol, un bon nombre de membres ont voté pour la seconde, croyant ainsi faire échouer la première, tandis que d'autres ont voté contre la seconde, pensant qu'elle était déjà comprise dans la première.

Enfin, du côté du Parlement et des hommes politiques, les Wallaciens et les Georgistes ont trouvé des réformateurs disposés à augmenter l'impôt foncier, mais sans changer l'organisation sociale : parmi ceux-ci il y a quelques conservateurs, mais les libéraux sont en majorité.

Il semble que le parti libéral, depuis quelques années, se soit définitivement rallié à l'aggravation de l'impôt foncier. D'après M. Callie, secrétaire de la *Financial Reform Association* de Liverpool, il y aurait même actuellement au Parlement une quinzaine de membres libéraux prêts à voter la nationalisation complète d'après les principes de Henry George. Le *Joint Committee for the Taxation of Ground Rents and Land Values,* qui fut formé par la *English Land Restoration League* et la *London Municipal Reform League,* comptait dans ses rangs, dès 1889, presque tous les libéraux du Parlement; deux grands propriétaires anglais, lord Hobhouse et le comte Compton, membre de la Chambre des communes, étaient alors à la tête de ce comité; celui-ci publie de temps à autre des brochures tendant à l'augmentation des impôts sur le sol et, en particulier, des impôts sur les terrains qui avoisinent directement les grandes villes.

C'est, pour une large part, dans cette dernière voie, c'est-à-dire vers une simple aggravation des impôts fonciers, que l'Angleterre paraît s'engager à l'heure présente.

Actuellement, les biens fonciers sont triplement frappés : d'abord par les taxes locales, dont ils supportent 61.08 %, ensuite par l'impôt sur le revenu, enfin par l'impôt foncier, là où ce dernier n'est pas compris dans l'impôt sur le revenu et n'a pas été racheté. Par la force des choses, ces

charges deviennent d'année en année plus lourdes et plus inégales. Si l'on compare notamment le total des taxes locales, pour 1891-92, à celui obtenu en 1880-81, on constate une augmentation, au détriment de la propriété foncière, de 19.25 %. D'autre part, du rapprochement entre les évaluations des terres faites en vertu de la Loi des pauvres, en 1880-81 et en 1891-1892, ressort une augmentation de valeur d'environ 9 %. Ainsi donc, pendant que les taxes locales s'accroissaient en onze ans de 19.25 %, la valeur imposable de la propriété sur laquelle elles portent s'élevait de 9 % seulement(1). Si l'on ajoute à ces constatations que, par suite des dispositions de la loi anglaise, l'impôt sur le revenu est dégressif pour les revenus qui ne dépassent pas 12.500 fr., on constatera aisément l'aggravation des charges qui pèsent sur les grands propriétaires fonciers.

D'un autre côté, enfin, se manifeste chez nos voisins la tendance à conférer à certaines autorités locales une part fort large d'intervention dans la règlementation de la propriété foncière. En vertu de la loi de 1894, tout *parish council* (conseil de paroisse rurale) a aujourd'hui le droit d'acquérir, par achat ou location, des terres destinées à constituer des lots *(allotments)* d'un acre au plus, au bénéfice des ouvriers, partout où ceux-ci ne peuvent en obtenir à un prix raisonnable par arrangement amiable. Si le *parish council*

(1) P. Arminjon : *op. cit.*, Réforme Sociale 1895, p. 760.

se heurte à un refus de transiger avec lui, il peut s'adresser au conseil de comté, qui, après enquête et par une ordonnance provisoire, oblige, le cas échéant, le propriétaire à céder sa terre. En cas d'achat, cette acquisition ne devient définitive qu'après l'adoption par le Parlement d'un bill émanant du *Local Government Board*. Des mesures semblables, tant pour la reprise des propriétés que pour la fixation des fermages, ont été prises en Irlande.

Ces diverses tentatives prouvent que l'esprit public, en Angleterre, s'il ne va pas à la nationalisation du sol, est cependant très disposé à admettre une intervention de plus en plus large de l'Etat dans le régime de la propriété foncière, et cela afin de rendre ce régime plus conforme aux idées de justice distributive et d'égalité.

CHAPITRE XI.

Le Socialisme Municipal.

Définitions. — Comment l'expression « socialisme municipal » s'est introduite. — Origine de l'extension des pouvoirs municipaux. — Les huit articles du *Fabian Municipal Program*. — Les cas d'application du « socialisme municipal » exposés par M. Webb. — Dans quelle mesure le programme socialiste a été appliqué. — Le *London County Council*. — Les socialistes dans les conseils municipaux. — Conclusion.

On entend souvent parler des progrès du « socialisme municipal » en Angleterre.

Qu'est-ce donc que le socialisme municipal?

M. Burt, ancien ouvrier mineur, aujourd'hui membre du Parlement pour Morpeth (Northumberland) et connu pour ses opinions antisocialistes, définit le socialisme municipal : « l'administration par la municipalité *(corporation)* de ceux des intérêts des citoyens qui ne sont pas absolument généraux ou même de certains intérêts généraux qui nécessitent la production de choses pouvant faire l'objet d'échanges. »

Théoriquement, cette définition est parfaitement juste, mais, dans la pratique, elle nous amène à cette conclusion qu'il n'y a pas de socialisme municipal en Angleterre.

D'autre part, M. Sydney Webb appelle socialisme municipal : « le mouvement qui tend à conférer l'administration des intérêts collectifs et la propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange au gouvernement local plutôt qu'au gouvernement central ».

Si l'on s'en tient à la définition du *leader* Fabien, le socialisme municipal est, dès à présent, l'un des traits les plus caractéristiques de l'organisation anglaise.

Mais en Angleterre il ne faut guère attacher d'importance aux termes, qui sont le plus souvent de simples étiquettes ; il faut surtout tenir compte des faits. Il est incontestable qu'il y a actuellement dans ce pays une tendance des plus prononcées vers l'extension des attributions municipales. Les uns appellent cela du socialisme; d'autres, comme M. Burt, protestent énergiquement contre cette dénomination ; la plupart y sont indifférents : j'ai même rencontré des *town councillors* qui se déclaraient partisans « du socialisme municipal, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui », et qui certes seraient bien embarrassés de donner une définition du socialisme. Si l'expression « socialisme municipal » est devenue aujourd'hui d'un usage assez général, — surtout peut-être dans les milieux continentaux, — cela tient à deux raisons. La première, c'est que l'Angleterre, avant l'extension actuelle des pouvoirs des *town councils,* était restée fort en arrière des autres pays dans le

domaine de l'activité municipale ; en effet, la plupart des services qui, sur le continent, sont depuis longtemps exploités par les administrations locales, étaient encore abandonnés par nos voisins d'Outre-Manche à l'initiative individuelle. La poussée soudaine qui a été donnée en Angleterre à la reprise de ces services par les communes a fait qu'immédiatement un certain nombre de réformateurs avancés, dont le type se retrouve dans la *Fabian Society,* se sont mis à crier au triomphe du socialisme. En second lieu, il faut remarquer que toutes les réformes qui tendent à augmenter les attributions des autorités locales sont également comprises dans les programmes des socialistes anglais. Qu'une de ces réformes vienne à être exécutée, et aussitôt les champions du socialisme d'enregistrer une victoire ! Toutefois, dans les programmes municipaux des socialistes, à côté de mesures qui n'ont pas le caractère socialiste, ils s'en trouve d'autres, comme nous le verrons, où la tendance collectiviste est bien marquée; mais celles-ci n'ont point, jusqu'à présent, trouvé leur application en Grande-Bretagne, et il est vraisemblable que cette partie des susdits programmes mettra infiniment plus de temps que la première à devenir un fait accompli.

M. Sydney Webb a été l'un des principaux soutiens du mouvement auquel il donne le nom de socialisme municipal.

Jusqu'en 1875, ce mouvement n'avait encore

abouti qu'au *Public Health Act,* loi qui codifiait et étendait quelques lois antérieures et conférait des pouvoirs sanitaires à plus de deux cents autorités locales. Sous l'impulsion vigoureuse de M. Sydney Webb, les programmes de réformes municipales comprirent bientôt une foule de mesures pouvant être prises dans l'intérêt général des habitants d'une localité : quelques-uns de ces programmes visent maintenant à transformer en services municipaux toutes les entreprises d'échange, d'approvisionnement, de circulation.

Le socialisme municipal que prônent les collectivistes n'est au fond qu'une application du socialisme d'Etat. « L'idéal socialiste est de faire de l'Etat le seul patron, le seul *landlord,* le seul capitaliste ; mais, pour faciliter la tâche à ce dernier et en vue de la bonne administration de certains intérêts purement locaux, il est avantageux, disent les socialistes, de confier aux autorités municipales, qui représentent l'Etat, un certain nombre de services qui ne sont guère susceptibles d'être centralisés » : c'est dans ce but que les délégués des socialistes à la *Royal Commission on Labour* (1891-1894) informèrent les enquêteurs qu'ils demandaient « l'organisation de toutes les industries locales sous le contrôle des autorités de la commune ou du comté ».

Le socialisme municipal fait partie du programme de tous les groupes socialistes anglais, mais nulle part il ne s'est trouvé exposé d'une

façon aussi précise et détaillée que dans les opuscules de la *Fabian Society* et dans les écrits de M. Sydney Webb. Les revendications des Fabiens ont, en outre, ceci d'intéressant, qu'elles ne tendent pas actuellement à une municipalisation complète des services, mais se bornent, pour la plupart, à des réformes dont la réalisation immédiate n'est pas impossible. Nous donnerons ici une idée de ces revendications.

La *Fabian Society* a arrêté son programme municipal dès 1892 : ce programme comprend huit points principaux, dont chacun fait l'objet d'un tract(1). Voici le résumé de ce programme, qui a été revisé depuis peu :

I. *The « Unearned Increment »*.

Les profits réalisés au moyen du sol et qui n'ont pas nécessité de travail de la part du propriétaire sont compris sous le nom de *Unearned Increment*. L'*Unearned Increment* peut se définir : le surplus ajouté à la valeur d'achat du sol par le seul accroissement du nombre des habitants et la puissance productive de la collectivité.

Cette source de richesse qui va toujours en augmentant est, aux yeux des socialistes, chose souverainement injuste. A l'appui de cette idée, ils citent l'économiste Stuart Mill :

« Il est conforme au progrès naturel d'une société dont la richesse s'accroît, de tendre à l'augmentation constante des revenus des *landlords* et de leur attribuer une quantité de plus en plus grande des richesses de la communauté, sans qu'il leur en

(1) *Fabian Municipal Program* (Tracts nos 30 à 37).

coûte ni peine ni dépense. Ils s'enrichissent pour ainsi dire en dormant, sans travailler, sans courir de risques, sans devoir faire des économies. Quel principe général de justice sociale peuvent-ils invoquer pour justifier pareille augmentation de richesse ? » (1)

Ils reproduisent encore ce passage de Thorold Rogers :

« Chaque amélioration durable du sol, chaque chemin de fer, chaque route, chaque modification heureuse de la condition générale de la société, chaque facilité donnée à la production, chaque stimulant qui agit sur la consommation fait monter la rente. Le propriétaire du sol dort et en même temps il s'enrichit. Seul parmi tous ceux qui participent à la distribution des produits, il doit absolument tout au travail d'autrui et n'est redevable de rien à son effort personnel. Une partie des fruits produits par l'industrie lui est transmise comme par héritage ; des trésors que l'intelligence de tous a accumulés, il a pris la part du lion » (2).

L'auteur de la brochure, prenant l'exemple de la ville de Londres pour montrer dans quelles proportions s'accroît la rente du sol, emprunte les chiffres suivants au rapport du *Government Board* pour 1891 :

En 1870, le revenu annuel du sol de Londres était d'environ £ 22.000.000 ; en prenant, comme période de capitalisation de ce revenu, une moyenne de quinze années depuis le moment de l'achat, ce revenu représentait alors un capital ou valeur d'achat de £ 330.000.000. En 1891, une nouvelle évaluation du revenu foncier de Londres montra que celui-ci s'élevait à £ 40.000.000 environ : en prenant la même période de quinze ans, la valeur d'achat atteignait donc £ 600.000.000.

(1) *Principles of Political Economy.*
(2) *Political Economy.*

Le revenu avait donc monté, pendant ces vingt et un ans, de £ 18.000.000 et la valeur d'achat s'était élevée de £ 270.000.000. En retranchant de ces chiffres l'accroissement de valeur des constructions nouvelles, il reste un *unearned increment* total de £ 7.154.844 par an, représentant un accroissement de la valeur d'achat de plus de *cent et dix millions sterling.*

« En présence de cette situation, devant ce don princier du travailleur de Londres au *landlord* de Londres, que faut-il faire, continue l'auteur socialiste? En admettant même que ce calcul officiel soit exagéré, il est certain que chaque année le peuple de Londres fait un cadeau de nouvel an de £ 4.000.000 à ceux qui lui font la faveur d'être propriétaires de la métropole. Or, les impôts levés annuellement sur les habitants de Londres s'élèvent à la somme de £ 7.500.000. Il ne serait donc que de la plus élémentaire justice d'absorber en impôts ces quatre millions de livres... On pourrait y ajouter un autre impôt de dix pour cent sur la valeur de toute propriété foncière transmise par succession : cet impôt rapporterait trois millions sterling : il suffirait à lui seul pour payer tous les frais du *School-Board* et du Conseil du comté de Londres. »

II. *London's heritage in the City Guilds.*

Cette partie du programme municipal de la *Fabian Society* vise la suppression des anciennes corporations de la Cité de Londres. Ces sociétés, fondées dans un but charitable, étaient autrefois chargées spécialement des intérêts des classes pauvres et comprenaient tous les commerçants de la Cité. Aujourd'hui, dit l'auteur du tract, elles ont considérablement dégénéré. Propriétaires d'un capital de £ 20.000.000 et jouissant d'un revenu de £ 750.000, elles se bornent maintenant à faire

d'énormes dépenses de luxe (banquets, frais d'administration, etc.) et à distribuer de gros bénéfices à leurs membres. Leurs propriétés consistent principalement en terres et en maisons situées à Londres et ailleurs ; elles sont, en réalité, le plus riche des *landlords* que possède la métropole.

Tandis qu'un groupe de réformateurs modérés, comme le comte de Derby, le duc de Bedford, lord Coleridge, etc., proposent seulement de faire contrôler ces organisations par l'Etat, les socialistes sont d'avis qu'il faut enlever aux corporations « l'héritage de la Cité de Londres », et qu'après les avoir dissoutes il faut remettre leurs droits, leurs fonctions, leurs charges, leurs propriétés aux mains du Conseil du comté de Londres, comme étant le représentant du peuple de cette ville.

III. *Municipalisation of the gas supply.*

La *Fabian Society* demande que les autorités locales de tout le pays entreprennent la fabrication du gaz et l'éclairage des villes par le gaz ou, s'il y a lieu, par l'électricité.

Le tract étudie spécialement la question, telle qu'elle se pose dans la métropole :

« Les compagnies du gaz n'ont pas de monopole légal dans cette ville. Le Conseil de comté pourrait donc obtenir du Parlement les pouvoirs nécessaires pour fournir lui-même le gaz, à moins que les compagnies veuillent s'entendre avec lui pour conclure une transaction équitable.

» La municipalisation du gaz procurerait de grands avantages pécuniaires... Toutefois, ceux-ci seraient peu de chose en comparaison des résultats sociaux que nous attendons du contrôle

complet de ce service essentiellement municipal par l'autorité publique. Ce contrôle assurerait les ouvriers contre les accidents et leur ferait attribuer des rémunérations plus convenables pour un travail de moindre durée; il contribuerait aussi à procurer aux rues les plus pauvres de la Cité cet éclairage qui est notre soleil d'hiver... Par conséquent, il est du devoir de tous d'insister sur la municipalisation de l'entreprise du gaz. »

IV. *Municipal tramways.*

Nous réclamons des tramways municipaux, disent les Fabiens :

1° — pour satisfaire les intérêts du public : nous voulons, en conséquence, le transport à bon marché, des voitures confortables, des salles d'attente bien aménagées, suffisamment chauffées en hiver, des lignes de tramway traversant les centres suburbains; enfin, des départs se succédant à intervalles fréquents, afin de permettre aux ouvriers de vivre à l'écart des villes, dans des endroits sains.

2° — pour assurer au travail des conditions plus favorables : nous voulons que les employés soient bien payés, pour un travail de quarante-huit heures par semaine.

3° — pour l'avantage financier du public. Les tramways rapportent actuellement une moyenne de 5 1/4 pour cent. Les municipalités se contenteraient de 3 pour cent : voilà donc 2 1/4 pour cent qui sortiraient chaque année de la poche des capitalistes qui exploitent aujourd'hui les tramways, pour entrer dans celle du public.

« La réforme de l'avenir sera l'établissement des tramways gratuits. Les routes et les ponts le sont déjà... Il est conforme à

l'intérêt général qu'une partie de la population ouvrière habite loin du centre des villes. La construction de nouvelles habitations ouvrières nécessitera la répartition des travailleurs sur des terrains de plus en plus étendus et les forcera à vivre toujours plus loin de leur travail. Est-ce là un motif pour leur réclamer de l'argent, comme si le fait d'habiter au loin devait entraîner une pénalité ? »

V. *London's Water tribute.*

Le service des eaux, à Londres, ne coûte pas £ 800.000 par an aux compagnies qui l'exploitent ; ces compagnies, cependant, font payer chaque année par les habitants de Londres plus de £ 1.700.000 pour une eau qui est souvent de qualité douteuse. Le capital déboursé par les compagnies a été de £ 14.000.000 ; actuellement il est côté £ 33.000.000.

Il faudrait, disent les Fabiens, que le Conseil de comté entreprît lui-même la fourniture de l'eau. Comme les compagnies n'ont pas de monopole légal, le Conseil devrait construire les établissements nécessaires pour aller chercher l'eau dans un lac et racheter les anciennes installations au prix payé originairement par les compagnies ; en effet, le Gouvernement, s'il donnait au Conseil les pouvoirs nécessaires, ne pourrait tenir compte de la côte énorme que les actions des compagnies ont aujourd'hui en bourse (en 1872, les part de £ 100 étaient évaluées par leurs propriétaires à £ 140 ; actuellement elles sont côtées à £ 227).

VI. *The municipalisation of the London Docks.*

Tout le monde a entendu parler du *casual labourer* des docks de Londres : c'est l'ouvrier

d'aventure à qui on donne du travail aujourd'hui à cause de sa bonne mine, de ses bras bien musclés, et qui demain ne trouvera pas d'ouvrage, quelque modiques que soient ses exigences.

Les docks de Londres sont actuellement exploités par quatre puissantes compagnies : c'est pour ne pas mettre en danger leur capital réuni de £ 20.000.000 que « leurs directeurs refusent de faire droit à aucune requête ou d'écouter aucune suggestion qui tendrait à diminuer les maux causés par le mode d'emploi auquel ils soumettent actuellement les *dockers*. Ce qu'il y a, en effet, de plus déplorable dans cette organisation ce n'est pas tant l'exiguité des salaires que l'irrégularité du travail. »

La statistique du *Mansion House Relief Committee* (1886) fait les constatations suivantes : le nombre total de *casual labourers,* dans les docks de Londres, est d'environ vingt mille ; sur ce nombre, sept à huit mille ouvriers n'ont pas d'ouvrage d'une façon régulière : « tout cela, ajoute la brochure Fabienne, pour assurer aux actionnaires des bénéfices un peu plus élevés. Faire de l'ouvrier des docks un travailleur permanent, un ouvrier aussi régulier qu'un employé des tramways, coûterait, en effet, un peu plus d'argent et de peine que le régime anarchique que nous avons à présent. »

Le tract propose l'institution d'un *Dock and River Trust* ou d'un comité choisi dans le Conseil

du comté de Londres, qui aurait le pouvoir de racheter tous leurs droits aux concessionnaires actuels, de diriger les travaux à effectuer sur la Tamise et dans les docks, et enfin de lever des impôts pour couvrir toutes les dépenses nécessaires (1).

VII. *The scandal of London's Markets.*

Les marchés de la métropole sont actuellement la propriété de quelques particuliers fort riches, parmi lesquels le duc de Bedford et sir Julian Goldsmid (qui possèdent chacun tout un marché), ou bien appartiennent à des compagnies privées. D'énormes bénéfices sont réalisés par les con-

(1) M. Tom Mann présenta à la *Royal Commission on Labour* un système de réorganisation des docks de Londres, qui fut l'objet d'une vive controverse et peut se résumer ainsi :

1º Le gouvernement ferait une enquête publique sur l'administration actuelle du port de Londres et sur les relations qui existent entre ce port et ses concurrents de l'intérieur et de l'étranger.

2º Le Conseil du comté de Londres, se basant sur les résultats de cette enquête, demanderait au Parlement les pouvoirs nécessaires pour racheter les docks et pour emprunter des fonds suffisants.

3º Le Conseil du comté de Londres, une fois propriétaire des docks, mettrait à exécution un plan colossal, dont M. Mann lui-même a fait les projets et qu'un ingénieur de renom a approuvé et estimé à un coût de £ 6.684.000, sans y comprendre le prix du terrain. Ce vaste travail, qui consisterait à relier tous les docks entre eux, aurait pour résultat de faciliter énormement les transports et la distribution de l'ouvrage et permettrait d'employer sept mille hommes de moins que le nombre d'ouvriers requis actuellement.

4º Le Conseil ferait enregistrer les employés des docks et donnerait à tous les hommes inscrits sur ses registres un emploi permanent et le monopole complet du travail (Cf. T. S. Spyers, *The Labour Question*).

cessionnaires, qui jouissent d'un monopole légal.

Quelques libre-échangistes enthousiastes voudraient supprimer tous les marchés et laisser à chacun la liberté de faire ses transactions où et quand il le juge bon.

Cette solution est rejetée par les socialistes : ils reconnaissent la nécessité des marchés et la légimité des droits à percevoir par ceux qui les exploitent ; mais, disent-ils, à ces droits correspondent de nombreuses charges (éclairage, entretien, approvisionnement d'eau, etc.), et ces charges ne peuvent être remplies convenablement que par les autorités publiques, parce qu'elles consistent en mesures d'ordre exclusivement collectif : c'est donc aux corps constitués qu'il convient d'attribuer la possession et l'administration des marchés.

La *Fabian Society* se rallie à la résolution de la *Royal Commission on Markets,* qui propose de remettre le contrôle des marchés à une autorité locale élue ne pouvant aliéner son droit et dont le fonctionnement serait sous la surveillance immédiate du *Local Government Board*.

Pour Londres, elle demande l'institution d'une commission centrale des marchés, chargée du contrôle de ceux-ci et ayant mission d'en ériger de nouveaux partout où le besoin s'en ferait sentir. On ne percevrait plus de droits sur les choses vendues ; il y aurait seulement à payer une taxe suffisante pour couvrir les frais du marché. Naturellement, cette commission centrale des

marchés serait choisie dans le *London County Council.*

VIII. *A Labor Policy for public Authorities.*

Les membres des conseils locaux, ainsi que les membres du Parlement, ont aujourd'hui sous leurs ordres des milliers de travailleurs. Par qui sont-ils élus? — Par les voix des ouvriers. Que ceux-ci se rappellent donc, au moment de voter, que de leur voix dépend la situation qui sera faite à leurs frères. Les électeurs qui subsistent au moyen d'un salaire ne peuvent donner leur voix aux candidats qui ne sont pas décidés à appuyer les mesures suivantes :

1° — Traitement convenable des travailleurs (journée de huit heures, — paiement des salaires votés par les *Trade-Unions,* — un jour de repos sur sept, — pas de travail supplémentaire, sauf en cas de nécessité imprévue).

2° — Engagement direct des travailleurs; défense de faire des sous-entreprises.

3° — Clause garantissant un salaire suffisant dans toutes les entreprises.

4° — Création d'une bourse du travail, à l'instar de celle qu'a établie le conseil municipal de Paris.

M. Sydney Webb a considérablement élargi ce programme formulé en 1892 par la *Fabian Society.* Dans un article publié en 1896 par l'almanach des sociétés coopératives de Grande-Bretagne (1), il

(1) SYDNEY WEBB : *Some facts and Considerations about Municipal Socialism (The Cooperative Wholesale Societies, Limited. Annual 1896,* p. 286 et suiv.).

indique les onze hypothèses où, d'après lui, « l'activité individuelle, même sous la forme coopérative, ne peut suppléer à l'administration des conseils de villes » ; en d'autres termes, il propose de municipaliser onze catégories de services locaux :

Il y a lieu, dit M. Webb, d'appliquer le socialisme municipal :

1° dans les cas où la consommation est nécessaire, obligatoire *(compulsory)*. Exemple : le service de l'eau ;

2° aux services dont l'exploitation ne procure pas de bénéfices particuliers; tout en favorisant l'intérêt de la communauté. Exemples : le pavement, l'assainissement et l'éclairage des voies publiques ;

3° lorsque le bien de la communauté exige qu'un service soit entrepris sans qu'on se préoccupe de son prix de production et quand même l'entreprise devrait se faire à perte. Exemple : l'enseignement;

4° lorsqu'il est d'intérêt public qu'un service soit d'un usage aussi fréquent que possible, alors même que cet usage serait limité à certaines classes. Exemples : les hôpitaux ;

5° lorsqu'il est de l'intérêt de toute la communauté qu'un service soit l'objet d'un usage des plus restreints. Exemple : le débit des boissons fortes ;

6° lorsque le service doit nécessairement être monopolisé, lors même qu'il pourrait aisément faire l'objet d'une entreprise capitaliste, soit individuelle, soit coopérative. Exemple : le service du gaz ;

7° lorsque l'avantage de la communauté demande que tout un service ou la production entière de certains avantages soit confié à une même administration. Exemples : les chemins de fer, docks, travaux maritimes ;

8° toutes les fois qu'il est prouvé que le communisme est le principe d'administration le plus économique et le plus convenable. Exemple : le *London County Council* ayant établi, en 1889, un passage d'eau sur la Tamise, à la hauteur de Woolwich, il fut décidé que le transport des passagers sur les petits bateaux à vapeur construits à cet usage serait gratuit ; le Conseil, ajoute M. Webb, a trouvé plus simple et plus économique de payer le passage

d'eau au moyen d'un impôt prélevé sur toute la communauté;

9° lorsque l'exploitation d'un service ou la production d'un avantage a pour résultat de conférer à leur titulaire le droit d'user de pouvoirs exceptionnels et arbitraires au préjudice des individus ou de la propriété publique. Exemples : les services de l'eau, du gaz, de l'électricité; en effet, ceux qui les exploitent ont le droit d'entrer dans les maisons, de les inspecter, d'ouvrir les rues, tout cela sans payer d'indemnité;

10° lorsqu'une autorité publique peut convenablement se passer d'un entrepreneur pour la production des articles ou l'exécution des travaux dont elle a la charge. Exemples : les approvisionnements alimentaires, la construction de bâtiments, avec tous leurs accessoires;

11° lorsqu'il s'agit d'un service de telle nature que ceux qui en ont la charge doivent non seulement satisfaire complètement la demande des intéressés, mais dépasser les exigences du public auquel le service est destiné. Exemple : la construction d'habitations ouvrières.

L'extension des fonctions municipales, que recommandent M. Webb et ses amis les Fabiens, ne pouvait devenir réalisable que par le moyen d'administrateurs locaux élus à un suffrage très étendu. Aussi cette extension ne prit-elle véritablement corps en Angleterre qu'après que le pays eut été doté de Conseils de comté par la loi de 1888 (cette loi érigeait en comté toute ville ayant plus de 50.000 habitants). L'institution de Conseils de district et de Conseils de commune, en 1894, a encore accru les espérances des municipalisateurs.

C'est en 1888 que la *Fabian Society* est entrée dans l'arène politique; depuis lors, sa propagande n'a cessé d'appuyer chaudement les projets de réformes, partout où les conseils régionaux paraissent accessibles à la municipalisation.

Comme nous le disions plus haut, une partie du programme pratique des socialistes s'est trouvée bientôt réalisée dans un certain nombre de centres.

Il y a aujourd'hui, en Angleterre seulement, sept villes de plus de 120.000 habitants où le service de l'eau, la fourniture du gaz, les tramways, les marchés, les bains, les hôpitaux, les bibliothèques et les salons de lecture appartiennent à la municipalité. Ce sont : Manchester, Birmingham, Leeds, Bradford, Salford, Oldham et Blackburn.

Dix-sept villes de plus de 100.000 habitants ont municipalisé leur service des eaux ; dix ont entrepris le service du gaz; douze ont des tramways municipaux ; dix-neuf des marchés municipaux ; vingt leurs propres établissements de bains ; vingt-trois enfin ont municipalisé leurs hôpitaux et leurs bibliothèques.

La plupart de ces villes exécutent directement les travaux nécessaires au fonctionnement de ces services et construisent elles-mêmes leurs bâtiments scolaires, leurs *lodging houses* (maisons de logement pour ouvriers), leurs établissements de bains, etc.; aussi ont-elles constamment à leur service de nombreuses escouades d'ouvriers et d'employés de toute espèce. D'autres mettent en adjudication les services municipaux et les travaux à effectuer pour la ville; mais les entrepreneurs sont tenus à l'observation de clauses qui varient d'après les endroits : à Birmingham, Bolton, Bristol, Liverpool, Manchester, Oldham, l'entre-

preneur doit payer au minimum le taux du salaire courant de la localité *(the standard rate)*; à Leeds, Liverpool, Oxford, l'adjudicataire ne peut rien céder de ses travaux à un sous-entrepreneur sans une autorisation spéciale; l'adjudicataire ne doit employer que des ouvriers formés et compétents: à Bexley, 18 ans au moins; à Wells, 21 ans au moins; à Edmonton, 21 à 45 ans; l'adjudicataire ne peut pas faire travailler au delà d'un certain nombre d'heures par jour, à Leeds, Liverpool, Oldham, West Ham, York, Scarborough; une amende est spécifiée pour la non-observation des conditions relatives au salaire et la durée du travail, à Birmingham, Bristol, Salford, Sheffield; à Newswindon, les contrats et les règlements doivent être affichés; à Gloucester, Ramsgate, Droitwich, préférence est donnée aux entrepreneurs et aux ouvriers de la localité; à Erith, *tous* les travailleurs doivent appartenir à la localité.

Enfin, nous avons dit, à la fin du chapitre précédent, de quels pouvoirs considérables la loi de 1894 a investi les Conseils de paroisse et de comté.

Là s'arrête le « succès » des socialistes.

Jusqu'ici, il n'y a pas encore une seule ville du Royaume-Uni qui fournisse à ses habitants le pain, le charbon, les habillements, etc., ou qui règlemente la construction des habitations particulières. Il n'y a donc pas, à proprement parler, de socialisme municipal anglais.

De plus, remarquons qu'une large part de l'effort des municipalisateurs Fabiens porte sur Londres et qu'ils ont toujours fondé de grandes espérances sur le Conseil de comté de cette ville. Ces espérances semblèrent, au début, ne pas devoir être déçues. Jusqu'à la fin de 1892, le parti progressiste avait marché de succès en succès dans le *London County Council.* Plusieurs socialistes en étaient devenus membres, notamment MM. Webb et Burns; grâce à une majorité radicale avancée, quelques réformes avaient été exécutées (érection d'habitations ouvrières, reprise par la ville de quelques lignes de tramway, etc.) et l'on pouvait s'attendre à voir la métropole s'engager plus loin dans la voie de la municipalisation.

Mais le Conseil n'avait encore enlevé aux compagnies et aux particuliers ni privilèges ni monopoles, quand les élections de 1895 firent perdre aux progressites leur majorité, leur laissant tout juste la moitié des sièges (59) et les réduisant ainsi à l'impuissance. En avril 1896, des élections partielles leur rendirent une faible majorité, mais il n'en ont pas encore fait plus d'usage qu'avant 1895. Malgré son Conseil de comté, dont on a si souvent exalté les tendances réformatrices, Londres peut donc encore, selon l'aveu de M. Sydney Webb, « être mise au premier rang de ces villes rétrogrades où la municipalisation n'a jamais été tentée dans aucun domaine, ni pour l'eau, ni pour le gaz, ni pour les marchés, ni pour les tramways ».

Le seul domaine où l'activité municipale du *London County Council,* se soit manifestée spécialement, c'est l'exécution des travaux qui ont, dès l'origine, fait partie des attributions de cette assemblée, tels que les mesures d'assainissement, le curage des égouts, tout ce qui concerne le service des pompiers, la construction d'habitations ouvrières et d'écoles municipales, la surveillance et l'entretien des ponts de la Tamise, à l'exception de ceux de la Cité. Un bon nombre de ces travaux sont mis en adjudication, sous la réserve « qu'aucun entrepreneur ne peut être agréé par la municipalité, s'il ne s'engage d'abord par écrit à payer à ses ouvriers les salaires fixés par les *Trade-Unions* ». Toutefois, depuis ces dernières années, le *London County Council* tend de plus en plus à exécuter lui-même ces travaux et à se passer du secours des entrepreneurs. Aussi le *Works Department* du Conseil voit-il s'étendre tous les jours le nombre de ses ouvriers et employés.

Une dernière considération, qui suffirait presque à marquer le peu d'influence qu'ont, en général, les socialistes municipaux, c'est que, dans la totalité des conseils municipaux de la Grande-Bretagne, sauf au *London County Council,* que nous avons vu à l'œuvre, les socialistes ne jouent qu'un rôle absolument effacé. Dans les rares endroits où ils sont parvenus à conquérir quelques sièges, ils ne forment qu'une infime minorité et, généralement parlant, leurs représentants dans les conseils de province

ne sont pas des hommes de valeur. A Manchester, où la majorité du conseil est très portée vers l'extension des fonctions municipales, il n'y a que deux conseillers socialistes sur 78 (1). Il en est de même à Glasgow. A Bradford, sur soixante sièges, l'*Independent Labour Party* en a recueilli six aux dernières élections et l'un de ses membres me disait que c'était là un résultat inespéré (l'on sait que Bradford est la ville où l'*Indcpendent Labour Party* compte le plus de membres).

Il est donc certain que ce n'est pas aux socialistes qu'il faut attribuer l'évolution qui se manifeste à l'heure présente dans les conseils municipaux de la Grande-Bretagne. On ne pourrait avec plus de raison prétendre que l'extension des fonctions municipales est le fait exclusif des libéraux; en effet, bien que les libéraux soient unanimes à inscrire cet article dans leur programme, il est des conservateurs qui ne sont guère éloignés de partager leurs opinions sur ce point : ainsi, on a vu le *Town Council* de Liverpool, où les conservateurs sont en grande majorité, municipaliser le service de l'eau, les tramways, les marchés, les établissements de bains, les hôpitaux et les bibliothèques.

(1) M. D. M'c Cabe, conseiller municipal de Manchester, m'écrit que ses deux collègues socialistes sont parfois en contradiction étrange avec leurs principes : l'un vote généralement avec les conservateurs...; tous deux ont appuyé, au mois d'avril 1897, un crédit de 10.000 livres sterling pour les festivités du jubilé de la reine Victoria.

Notre conclusion, la voici : autant il est vrai que la Grande-Bretagne est en ce moment le théâtre d'une évolution profonde, qui tend à conférer de larges pouvoirs aux autorités municipales, autant il est dangereux de qualifier cette évolution de socialiste. Les anglais sont, en général, très peu portés à se constituer les champions d'un principe, d'une idée abstraite : ils luttent pour des intérêts sans se préoccuper s'ils rencontreront sur ce terrain des idéologues et des utopistes. A ceux qui prétendent que l'Angleterre *évolue* cependant vers le socialisme municipal, nous répondrons que les représentants de l'autorité dans ce pays ne réclament les réformes municipales que parce qu'ils les croient avantageuses à l'intérêt général des citoyens. Les socialistes possibilistes nous objectent la loi de l'évolution, qui ne permettra pas aux autorités locales de s'arrêter en si beau chemin et qui les mènera forcément au socialisme, en élargissant constamment leurs tendances réformatrices. Mais c'est là une affirmation purement gratuite, que contredit d'ailleurs la nature des réformes municipales édictées jusqu'à ce jour par nos voisins.

CHAPITRE XII.

Conclusion.

Il n'y a pas, à proprement parler, de socialisme anglais. — Les deux espèces de socialistes anglais : les *révolutionnaires* et les *évolutionnistes*. — Ont-ils créé un parti socialiste anglais? — Ont-ils réussi à pénétrer l'Angleterre de socialisme? — Le succès de la démocratie en Angleterre. — En présence de l'Angleterre conservatrice, le mouvement démocratique est destiné à enrayer le mouvement socialiste. — Le caractère de l'ouvrier anglais est aussi une barrière contre le socialisme.

Lorsqu'après avoir jeté un coup d'œil sur les diverses manifestations du socialisme en Grande-Bretagne, on embrasse l'ensemble du mouvement, une chose frappe surtout : c'est l'extrême diversité qui caractérise, chez nos voisins d'Outre-Manche, les aspirations vers la réforme générale de la société. Les divergences ou mieux l'antagonisme entre les diverses catégories de socialistes anglais sont tels, qu'on est tenté de se demander si ce n'est pas en vain que l'on chercherait dans cette étude des points de repère qui en facilitent la conclusion. De fait, l'organisation complexe du mouvement socialiste anglais n'est pas de celles qu'on qualifie d'un mot; même, nous ne croyons pas qu'on puisse découvrir une tendance générale dans les aspi-

rations des divers groupes ou dans la marche qu'ils ont suivie jusqu'ici.

Tout d'abord, le lecteur a pu se convaincre, comme nous le disions en commençant ce travail, qu'il n'y a pas, à proprement parler, de «socialisme» anglais ; on trouve en Angleterre des démocrates socialistes, des socialistes d'Etat, des anarchistes, des communistes, des nationalisateurs du sol ; on trouve aussi des socialistes qui adhèrent partiellement à l'une ou à l'autre de ces écoles ; on en voit flotter, indécis, entre plusieurs systèmes ou bien encore les combiner entr'eux ; on trouve enfin, — et surtout, — des socialistes sans théories arrêtées, dont les uns attendent d'un collectivisme mal défini la solution des problèmes sociaux, tandis que les autres se bornent à afficher des tendances vaguement humanitaires ou chrétiennes.

Ce n'est donc pas du côté des doctrines qu'il faut se tourner pour établir des rapprochements entre les socialistes anglais.

Si, d'autre part, l'on consulte la tactique respective de chaque groupe et les procédés recommandés ou mis en œuvre pour hâter la venue de l'état social nouveau, le manque d'homogénéité dans la direction et d'uniformité dans l'action se fait également sentir. Toutefois, ici l'on peut tracer une ligne de démarcation générale entre les socialistes anglais et relever parmi eux deux courants d'opinion distincts : celui des *révolutionnaires* et celui des *évolutionnistes*.

Les socialistes *revolutionnaires* sont ceux qui, à la base de leur système, affirment le principe de la guerre des classes et reconnaissent plus ou moins ouvertement la nécessité d'un socialisme militant et, par suite, d'un parti socialiste organisé, destiné à renverser l'ordre social actuel. Les plus intransigeants d'entre eux sont les anarchistes : ceux-ci veulent la destruction absolue et immédiate de l'ordre existant ; non contents d'organiser les masses en vue du bouleversement général de la société, ils n'hésitent pas, pour la plupart, à assigner un rôle important à la dynamite dans l'œuvre régénératrice. — Puis viennent les *Social-Democrats,* qui se proposent aussi, bien que par des moyens moins violents, d'organiser la révolution sociale. Ils s'efforcent de pénétrer tous les organismes dont la conquête est de nature à hâter la réalisation de leurs projets : dans ce but, ils recrutent le plus grand nombre possible d'adhérents, et visent à s'emparer des pouvoirs publics ; ils condamnent les *Trade-Unions* comme constituant un rouage trop conservateur. — L'*Independent Labour Party,* que nous rangeons également parmi les groupes socialistes révolutionnaires, est assurément plus modéré que la *Social-Democratic Federation,* en ce sens qu'il s'efforce de tirer parti, pour la cause socialiste, des institutions existantes, telles que les *Trade-Unions* et les coopératives; mais la majorité de ses membres n'en reconnait pas moins la nécessité de la guerre

des classes. Si les Indépendants cherchent à conquérir les pouvoirs publics d'un façon paisible et « constitutionnelle », c'est, comme me le disait Keir Hardie, en vue de la révolution finale qui balaiera les derniers adversaires du socialisme, une fois que celui-ci règnera en maître à la Chambre des communes. — A ces trois groupes, nous pouvons joindre la petite phalange communiste réunie par l'esthète Morris ; celle-ci ne s'est ralliée à l'action politique que momentanément et parce qu'une révolution immédiate ne lui paraissait guère possible.

Les socialistes *évolutionnistes* sont ceux qui font résider l'avenir du socialisme, non pas dans la constitution d'un parti distinct, mais dans la transformation lente des idées et des institutions. Au lieu de convertir entièrement à leurs idées une partie de la population, ils aiment mieux faire pénétrer le socialisme par degrés dans tous les milieux. La socialisation de l'Angleterre se fera, d'après eux, en vertu de la loi de l'évolution. Si quelques-uns d'entre eux, comme un bon nombre de Fabiens, semblent appeler de leurs vœux la formation d'un grand parti socialiste, ce n'est que d'une façon éloignée et seulement en vue d'aider l'évolution, mais jamais avec l'idée de favoriser la révolution. Le type du socialiste évolutionniste se trouve dans la *Fabian Society,* où il est, en quelque sorte, personnifié par Sydney Webb. John Burns est aussi un évolutionniste éminent. Nous rangeons

également dans cette catégorie les socialistes chrétiens et les nationalisateurs du sol(1).

Quels sont les résultats obtenus en Angleterre par le mouvement socialiste, dont nous avons ainsi caractérisé les tendances, et quelle importance ce mouvement semble-t-il destiné à acquérir dans l'avenir?

Nous nous demanderons, en premier lieu, quelle est la force du parti socialiste anglais; nous verrons ensuite quelle a été l'influence du mouvement socialiste sur la nation anglaise.

Et tout d'abord, y a-t-il un parti socialiste anglais? S'il faut entendre sous le nom de parti un organisme qui joint à l'unité de la direction l'uniformité dans les vues d'ensemble et dans la marche suivie, il ressort clairement de ce qui précède qu'il faut répondre négativement. On peut toutefois considérer le parti socialiste anglais comme

(1) M. Moll, qui appartient au clergé anglican de Newcastle et fait partie de la *Christian Social Union*, mettait ainsi en regard les deux types de socialistes anglais : « Prenez, me disait-il, un membre du Parti Indépendant et un socialiste chrétien, et considérez les tous deux dans une assemblée délibérante, par exemple, dans une réunion de conseil municipal. Le premier aura bientôt fait de se constituer le défenseur attitré de toutes les propositions socialistes, même de celles que leur exagération évidente doit empêcher de réussir : bref, il affirmera son socialisme. Le second, avant de déposer un projet ou de parler en sa faveur, se dira : « Y a-t-il quelque chance que cela soit voté ? » Et, s'il est sûr d'être battu, il préférera se laisser traiter par ses amis de réactionnaire, plutôt que de soutenir un projet socialiste irréalisable vu l'état actuel de la société. »

formé de tous les groupements nés en Angleterre dans l'espace des vingt dernières années et qui se proposent, sous une forme ou sous une autre, la réorganisation de la société sur des bases nouvelles. Or, de quelque façon qu'on l'envisage, le parti socialiste anglais apparaît également faible. Les divers groupes qui le composent ne se bornent pas à travailler isolément : ils dépensent la moitié de leur énergie à se combattre les uns les autres comme de véritables adversaires. C'est ainsi que nous avons vu les *Social-Democrats* s'en prenant successivement aux possibilistes Fabiens, aux anarchistes, aux communistes et à l'*Independent Labour Party;* celui-ci fortement divisé à la suite de l'attitude prise par quelques chefs à l'égard des anarchistes; les Fabiens eux-mêmes voyant passer aux Indépendants une partie de leurs groupes provinciaux; les nationalisateurs du sol en butte aux controverses de la *Fabian Society* et de la Fédération; John Burns, enfin, point de mire de toutes les attaques.

Ce manque de cohésion des socialistes est aujourd'hui plus prononcé que jamais. En 1893, une tentative de rapprochement entre quelques groupes avait abouti, à défaut d'autre résultat, à la publication du prospectus déclamatoire connu sous le nom de *Manifesto of English Socialists.* Mais le « Congrès de la Paix » de 1896 a rendu impossible pour le moment tout essai de conciliation, et la lutte se poursuit, plus âpre que jamais, entre les frères ennemis.

On pourrait croire que, si les socialistes anglais ne parviennent pas à s'entendre, il arrivera ce qui se produit souvent dans des cas de ce genre, c'est-à-dire qu'un des groupes se développant, à un moment donné, au détriment de ses voisins, finira par les absorber tous et deviendra ainsi la base d'un parti socialiste solidement organisé. Mais rien, jusqu'ici, ne fait prévoir qu'il en sera ainsi, du moins dans un avenir prochain. Ce ne seront jamais les Fabiens ni, en général, les évolutionnistes, qui se constitueront en parti organisé; en effet, bon nombre d'entre eux estiment qu'un parti socialiste est de nature à retarder les progrès du socialisme, en suscitant contre lui la réaction. Quant aux socialistes révolutionaires, les seuls, à vrai dire, qui travaillent pour « le parti socialiste », aucun d'entre eux ne semble appelé à jouir d'une situation prépondérante. Anarchistes et communistes ne sont qu'une quantité négligeable. Les *Social-Democrats,* malgré leur petit nombre, ont obtenu gain de cause au congrès de Londres, mais leur victoire a eu comme principal résultat de creuser davantage l'abîme qui les séparait des autres socialistes et de diminuer la considération restreinte dont ils jouissaient. Les Indépendants, enfin, sont beaucoup plus nombreux que les autres groupes, mais, après avoir obtenu un certain succès jusqu'en 1895, leur marche ascendante s'est soudain arrêtée. Aujourd'hui, les nouvelles recrues se font rares parmi eux; les Indépendants

ont perdu le seul siège qu'ils avaient à la Chambre des communes ; leur influence est à peu près nulle dans les conseils municipaux et les autres corps constitués ; sans crédit auprès des coopératives, ils ont, enfin, échoué misérablement dans leur essai d'envahissement des *Trade-Unions*.

En tant que parti, les socialistes anglais sont donc jusqu'à présent sans force et leurs tentatives ont abouti à un véritable échec. Cette constatation est, d'ailleurs, confirmée par ce fait que le mouvement socialiste n'a pas encore rencontré d'opposition sérieuse ni même suscité de réaction. Les institutions anglaises, avec leur grande liberté, offrent un champ presque illimité à la propagande de tout genre. Cependant, il n'a jamais été question d'entraver en aucune façon la marche des idées les plus subversives. On ne combat point, en somme, les socialistes dans le Royaume-Uni : on discute avec eux, quand l'occasion s'en présente. Souvent aussi on les ignore : c'est ainsi qu'un de mes amis, résidant à Londres, me disait, peu avant le congrès socialiste de 1896, « que les groupes socialistes de la métropole se composent tout au plus de quelques centaines d'habitants de l'*East-End*, et que je ferais bien, si je ne voulais pas être écharpé dans l'enceinte du congrès, de ne m'y rendre que déguisé en ouvrier !... »

M. Lecky, dans son livre *Democracy and Liberty*, regarde comme un symptôme très grave pour

l'avenir de l'Angleterre « que des novateurs qui prêchent ouvertement une doctrine aussi malsaine que le socialisme, puissent être traités comme d'honnêtes gens et n'encourent pas plus la désapprobation de leurs compatriotes, que s'ils émettaient une opinion excentrique au sujet de la vaccination ou de la vivisection, au sujet de la nature des sacrements ou de l'organisation de l'Eglise ». Il nous semble, au contraire, que l'attitude indifférente du public à l'égard du mouvement socialiste est plutôt rassurante; si ce mouvement n'est pas combattu, c'est parce que les anglais, gens pratiques, ont jugé inutile d'organiser la résistance contre un adversaire aussi peu redoutable(1).

(1) La seule organisation établie dans le but de faire pièce au mouvement socialiste est la *Liberty and Property Defence League*. Constituée en 1882, grâce surtout à l'initiative de quelques grands propriétaires, tels que lord Bramwell, lord Wemyss, lord Pembroke, elle a pour devise : *Self help versus State help* (l'effort individuel opposé au secours de l'Etat). La Ligue s'est mise sous le patronage intellectuel de l'individualiste Herbert Spencer; elle « travaille au maintien de la liberté absolue de contracter et à la conservation de la propriété privée » et elle « combat toute législation socialiste ». La Ligue déclare encore « qu'elle est déterminée à s'opposer à toutes les tentatives ayant pour objet d'introduire la concurrence ou la règlementation de l'Etat dans les départements de l'activité sociale qui peuvent être abandonnés à l'effort spontané et faire l'objet d'entreprises privées. Les moyens de propagande mis en œuvre par la Ligue consistent dans la distribution de tracts et dans l'organisation de meetings, notamment au moyen des voitures-tribunes dont nous avons parlé plus haut.

Le résultat le plus appréciable obtenu par la *Liberty and Property Defence League* est d'avoir réussi, de temps à autre, à la

« Mais, nous objectera-t-on peut-être, — et ceci est le second point dont nous devions aborder l'examen, — si les socialistés anglais n'ont pas réussi à créer un parti véritablement fort, il n'y a rien d'étonnant à cela : en effet, le socialisme révolutionnaire ne pourrait devenir puissant dans un pays aussi lent à se mouvoir que l'Angleterre. Ce n'est pas là qu'il faut chercher le vrai succès des socialistes, mais bien dans ce fait que l'Angleterre est, grâce à leurs efforts, l'objet de l'évolution la plus considérable des temps modernes. Voyez, en effet, l'influence que les socialistes ont su acquérir à certains moments sur les membres radicaux de la Chambre des communes, en les amenant à adopter des programmes presque socialistes : voyez encore la série des réformes politiques et sociales introduites en Angleterre, pendant le cours de ces dernières années, et qui sont un commencement d'exécution du programme politique des socialistes. Ne faut-il pas voir là l'indication que l'Angleterre va au socialisme, et ne peut-on pas s'attendre à ce que, le parti radical continuant à se rapprocher du socialisme, les

Chambre des communes ou à la Chambre des lords, à empêcher certains *bills* d'être votés en seconde lecture. Mais, loin de s'être rallié les sympathies du public, elle rencontre de l'opposition chez un bon nombre d'adversaires des théories socialistes : d'autres la traitent de « syndicat subventionné par quelques vieilles perruques de la Chambre des lords » ; presque personne n'y attache grande importance. Encore une fois, la réaction contre le mouvement socialiste ne se comprend pas en Angleterre.

réformes de l'avenir contribuent, par une gradation insensible, à réaliser en Angleterre la conception socialiste de l'Etat ? »

On ne peut nier que les programmes d'un bon nombre de radicaux se soient modifiés parfois, en ces derniers temps, conformément aux tendances des socialistes. On a vu des membres de la Chambre des communes, tels que M. Chamberlain, — aujourd'hui plus prudent, — adhérer, en 1895, à des professions de foi qui ne différaient pas beaucoup de celles des candidats socialistes. Il est certain, d'autre part, que plusieurs points du programme socialiste sont actuellement réalisés par nos voisins ou en voie de l'être. Ainsi, de nombreuses lois sur les fabriques *(factory acts)* ont été édictées : les patrons sont responsables, dans une certaine mesure, des accidents du travail; l'emploi des femmes et des enfants est règlementé; l'Etat exerce son contrôle sur un grand nombre d'industries; la journée de travail est limitée dans la plupart des métiers et ne dépasse pas huit heures dans les ateliers de l'Etat; de plus, il y a une tendance à augmenter les impôts fonciers et à réformer la Loi des pauvres; enfin, les droits politiques des citoyens ont été fort étendus et la dernière réforme municipale est conçue dans un esprit franchement démocratique.

Que l'Angleterre soit dans une période d'évolution et que la tendance actuelle de ce pays soit de modifier encore bien des lois, de régler à nouveau

bien des situations et de rajeunir certaines institutions en s'inspirant de principes démocratiques, rien n'est plus certain. L'avènement de la démocratie en Angleterre est, à l'heure présente, un fait reconnu par tout le monde. Nous dirons plus : parmi les facteurs qui ont contribué à assurer le prompt succès de cette poussée démocratique, il faut compter l'agitation socialiste. Nous sommes loin de prétendre que les réformes démocratiques aient été *causées* par les manifestations socialistes. Mais que l'on jette un regard sur l'histoire politique et sociale du Royaume-Uni pendant le cours de ce siècle, et l'on sera frappé de voir que la plupart des réformes ont succédé à des manifestations dirigées contre l'ordre social actuel : le bill électoral de 1832 vient après les tentatives révolutionnaires des radicaux ; les premiers *factory acts* sont votés après l'agitation chartiste ; les réformes actuelles ont suivi le mouvement socialiste de 1881, et assurément, depuis lors, les socialistes opportunistes ou évolutionnistes ont joui d'une certaine influence : ainsi, l'on a vu de grands esprits et même des hommes politiques éminents adopter partiellement leur façon de voir, les uns par conviction, d'autres sous l'empire de préoccupations électorales. L'on peut, croyons-nous, conclure de là que les réformes, qui se seraient d'ailleurs accomplies sans l'intervention des socialistes, sont survenues parfois plus tôt grâce à cette intervention. Le rôle des manifestations dirigées contre

l'ordre social est donc d'avoir avancé l'heure des améliorations et rien de plus.

La cause des réformes gît, d'une part, dans le changement de l'opinion publique, et, d'autre part, dans les modifications de la situation ouvrière et industrielle. C'est grâce à ces deux facteurs que l'Angleterre a vu se développer dans son sein le merveilleux mouvement trade-unioniste, qui avait déjà obtenu des résultats considérables bien avant que le socialisme l'eût pénétré. C'est encore sous l'empire de ces causes que l'initiative privée des classes supérieures n'est pas restée en arrière : la démocratie anglaise doit beaucoup à la généreuse intervention des Wesley, des Wilberforce, des lord Ashley, des lord Shaftesbury, des Manning et de tant d'autres moins illustres mais non moins dévoués, tels que Arnold Toynbee, fondateur de Toynbee Hall, Charles Booth, et enfin, parmi les femmes, miss Octavia Hill, lady Somerset, la comtesse d'Aberdeen, lady Dilke, Mrs Hicks.

D'ailleurs, si, par ses réformes, l'Angleterre est en pleine voie de démocratie, il ne faudrait pas croire qu'elle soit également en passe d'aller au socialisme. Il me semble, au contraire, que le succès de la démocratie sera la cause de l'insuccès du socialisme en Angleterre. Conservateurs et libéraux s'entendent, dès à présent, pour mener à bonne fin, sans l'aide des socialistes, les réformes véritablement nécessaires, et il y a tout lieu de croire que dans l'avenir il n'en sera pas autrement. Peut-être

verrons-nous certains législateurs s'avancer trop loin dans la solution de quelques problèmes. Peut-être certaines réformes contiendront-elles une dose de socialisme d'Etat ou d'interventionnisme. Mais ce sont là de simples hypothèses ; rien ne prouve qu'il doive vraisemblablement en être ainsi. L'on peut même espérer, au surplus, que les hommes d'ordre sauront maintenir le pays dans la voie droite dont il ne s'est pas écarté jusqu'ici. Car, en dépit de ses tendances actuellement démocratiques, ce pays est avant tout essentiellement conservateur. « En Angleterre, me disait M. Costelloe, membre libéral du *London County Council,* nous pouvons aller fort loin sans crainte de trop nous avancer. Nous pouvons même travailler de concert avec les socialistes, sans redouter de partager avec eux leur *New-Jerusalem policy,* c'est-à-dire l'idéal suprême du collectivisme ; la nation elle-même est formellement opposée aux panacées socialistes et c'est ce qui nous donne confiance pour l'avenir. »

En effet, la principale garantie que l'Angleterre offre contre le socialisme, c'est qu'aucune réforme importante ne peut s'y effectuer sans l'assentiment de la nation entière : or, comme le fait, remarquer M. René Lavollée, « quels que soient les progrès et les menaces du socialisme en Angleterre, il est difficile de croire à son triomphe final, car les obstacles les plus sérieux qu'il rencontre sont de ceux qu'aucune évolution politique ne saurait

écarter. Ils résident dans le tempérament même de la nation, dans l'attitude des classes supérieures, dans le caractère de l'ouvrier britannique » (1).

Nous tenons à insister plus particulièrement, en terminant cette étude, sur les côtés remarquables du caractère de ce peuple anglais, qui se compose surtout d'ouvriers et de prolétaires. C'est principalement dans de pareils milieux que le socialisme continental recrute ses adeptes; en Angleterre, au contraire, l'attitude des classes inférieures est faite pour désespérer les tentatives des socialistes les plus persévérants. Tout ce qui serait de nature à amener un soulèvement populaire se trouve réuni en Angleterre, et cependant le peuple reste impassible. Il n'y a plus de petite propriété foncière; la terre est concentrée aux mains d'un nombre restreint de millionnaires, l'industrie est monopolisée au profit des gros capitalistes; le nombre des prolétaires est considérable; le dixième de la population se voit appliquer la Loi des pauvres; le luxe des classes riches coudoie souvent une misère plus effroyable que dans d'autres pays : bref, l'Angleterre pourrait être la terre classique du socialisme, et cependant elle est restée, jusqu'à présent, à peu près réfractaire à la propagande des novateurs. Où trouver la cause de cette situation? C'est dans le caractère national et, particulièrement, dans le caractère de l'ouvrier anglais.

Celui-ci est énergique, fier, intraitable dans la

(1) René Lavollée, *op. cit.*, p. 531.

défense de ce qu'il regarde comme son droit, mais il est aussi calculateur, froid et animé d'un esprit pratique remarquable, qui lui fait voir distinctement non seulement où est son droit strict, mais encore où est son intérêt du moment, deux choses qui ne doivent pas être confondues. L'ouvrier anglais sait en effet qu'il est inutile et même désavantageux de demander des choses séduisantes peut-être, mais d'une réalisation actuellement impossible. Il ne croit qu'aux réalités palpables, aux avantages tangibles. Il est insensible, au fond, à tout ce qui est phrases sonores et déclamations creuses. Ce n'est pas à dire qu'il ne soit susceptible d'un enthousiasme passager : il se prend vite d'un beau feu pour une théorie nouvelle et il écoute avec plaisir le prédicateur d'une doctrine quelconque; mais ces ardeurs, chez lui, ne mettent guère plus de temps à s'éteindre qu'elles n'en prennent à s'allumer : nous avons pu le vérifier dans le chapitre consacré aux *Trade-Unions*.

L'ouvrier anglais est, en outre, généralement le fils de ses œuvres. Il doit son élévation actuelle au *self-help*, qui trouve son expression ordinaire dans les *Trade-Unions,* et à l'initiative individuelle, bien plus qu'à la protection qu'il a pu rencontrer de la part de l'Etat. Or, de tous les ouvriers européens, l'anglais est celui qui reçoit les salaires les plus élevés et dont la journée de travail est la plus courte. Il est payé un tiers en plus qu'il y a quarante ans et peut vivre à un bon marché extra-

ordinaire. Il en résulte que, loin de se laisser séduire par les avantages de la règlementation à outrance de l'Etat, il continue à mettre son espoir dans le *self help* et qu'il garde, au fond du cœur, un respect jaloux pour ces institutions éminemment libres, qui sont une des forces de l'Angleterre et l'antithèse du socialisme.

Ajoutons à ces considérations que l'ouvrier anglais est généralement religieux ; sa foi en Dieu lui fait accepter son sort avec patience ; elle l'empêche, en général, de manifester une haine envieuse envers les autres classes et de chercher l'amélioration de sa situation ailleurs que dans les ressources de son activité propre.

Après avoir montré combien il est peu probable que le socialisme s'introduise sérieusement en Angleterre par l'intermédiaire des politiciens, nous pouvons aussi conclure que la classe ouvrière anglaise, si énergique, si opiniâtre dans la défense de ses intérêts véritables, ne se laissera pas prendre aux panacées socialistes.

Le peuple anglais n'est pas fait pour le socialisme ; l'interventionnisme y prendra peut-être, à un moment donné, un développement exagéré, mais il est vraisemblable que nos voisins d'Outre-Manche s'en dégageront bientôt : ils ont la notion trop exacte de leurs intérêts pour s'avancer longtemps dans une voie qui pourrait conduire au collectivisme.

FIN.

LISTE

des ouvrages consultés pour cette étude.

ARMINJON (PIERRE). — *La Question agraire en Angleterre* (Réforme Sociale, 1895).

AVELING (EDWARD). — *Christianity and Capitalism.* — Londres.

BAX (BELFORT). — *Religion of Socialism.* — Londres.

Ethics of Socialism. — Londres.

BLATCHFORT (ROBERT). — *Merrie England.* — Londres, 1892.

CHATTERTON (JOSEPH). — *The practicability of Social-Democracy.* — Londres, 1896.

CHRISTIAN SOCIAL UNION. — Brochures.

CLARION. — *Clarion pamphlets.*

DONALD (ROBERT). — *Six Years' Service for the People.* — Londres.

DRAGE (GEOFFREY). — *The Labour Problem.* — Londres, 1896.

DUBOIS (ERNEST). — *Les Trade-Unions et les associations professionnelles.* — Bruxelles, 1894.

EDWARDS (JOSEPH). — *The Labour Annual* (1895-1896-1897). — Liverpool.

ENGLISH LAND RESTORATION LEAGUE. — Brochures.

FABIAN SOCIETY. — *Fabian Essays in Socialism.* — Londres, 1889.

Fabian Tracts (plus de 70). — Londres.

FINANCIAL REFORM ASSOCIATION. — Brochures.

FREEDOM. — *Freedom Pamphlets.* — Londres.

FOXWELL (H. S.). — *The Claims of Labor.*

George (Henry). — *Progress and Poverty.*
The Story of my Dictatorship. — Londres, 1894.
Thou shalt not steal. — Glasgow, 1895.
Thy Kingdom come. — Glasgow, 1889.
Gibbins (H. de B.). — *English Social Reformers.* — Londres, 1892.
Guild of St Matthew. — Brochures.
Glasse (Henry). — *The Anarchist.*
Hall (Leonard). — *The Old and New Unionism.*
Hamon (A.). — *Le Socialisme et le congrès de Londres.* — Paris, 1897.
Howell (George). — *Le passé et l'avenir des Trade-Unions.* — Paris, 1892.
Huret (Jules). — *Enquête sur la question sociale en Europe.* — Paris, 1897.
Hyndman (H. M.). — *The coming revolution in England.* — Londres, 1883.
Kropotkine (Prince Pierre). — Brochures.
Land Nationalisation Society. — Brochures.
de Laveleye (Emile). — *Le Socialisme contemporain.* — Paris, 1891.
Lavollée (René). — *Les classes ouvrières en Angleterre.* — Paris, 1896.
Lecky (William E. H.). — *Democracy and Liberty.* — Londres 1896.
Looten (Chanoine). — *Choses d'Angleterre.* — Lille, 1895.
Mann (Tom). — *What the Independent Labour Party is driving at.* — Londres, 1895.
The Socialists' Program. — Londres, 1896.
Métin (Albert). — *Socialistes Anglais* (Revue Blanche, 1896).
Le Socialisme en Angleterre. — Paris, 1897.
Mill (John Stuart). — *Principles of Political Economy.*
Autobiography.
Morris (William). — *Hopes and fears for Art.*
Why I am a Communist.

MORRIS (WILLIAM). — *True and false Society.* — Londres, 1893.
A dream of John Ball.
News from Nowhere. — Londres, 1895.
MORRIS (WILLIAM). and BELFORT BAX. — *Socialism, its growth and its out-come.* — Londres, 1893.
MOUREY (GABRIEL). — *Passé le détroit.* — Paris, 1895.
QUELCH (H.). — *Trade-Unionism, Cooperation and Social-Democracy.* — Londres, 1892.
RAE (JOHN). — *Contemporary Socialism.* — Londres, 1891.
REID (ANDREW). — *The New Party.* — Londres, 1895.
DE ROUSIERS (PAUL). — *La question ouvrière en Angleterre.* — Paris. 1895.
Le Trade-Unionisme en Angleterre. — Paris, 1897.
SCOTTISH LAND RESTORATION LEAGUE. — Brochures.
SHAW (G. BERNARD). — *The impossibilities of Anarchism.* — Londres, 1891.
The Why I ams (Why I am a Social-Democrat). — Londres, 1894.
The Fabian Society; what it has done and how it has done it. — Londres, 1892.
VON SCHULTZE GAEVERNITZ (DR.). — *Social Peace.* — Londres, 1893.
SPYERS (T. S.). — *The Labour Question.*
VERINDER (FREDERICK). — *Land for the Landless.* — Londres, 1896.
WALLACE (ALFRED RUSSEL). — *Land Nationalisation, its necessities and its aims.*
WEBB (SYDNEY). — *Socialism in England.* — Londres, 1889.
La Société Fabienne (Revue de Paris, 1896).
Some facts and considerations about municipal Socialism (The Cooperative Wholesale Societies Limited Annual, 1896).
WEBB (SYDNEY and BEATRICE). — *History of Trade-Unionism.* Londres, 1894.
WICKSTEED (REV.). — *Our Mother Earth.* — Londres, 1892.

WOODS (ROBERT A.). — *English Social movements.* — Londres, 1895.

DE WYZEWA (T.). — *Le mouvement socialiste en Europe.* — Paris, 1891.

PÉRIODIQUES. — *Financial Reform Almanach, Hazell's annual.* Articles parus dans les journaux : *Times, Standard, Spectator, Daily Chronicle, Scotsman, Labour Leader, Justice, Church Reformer, Labour Prophet, Single Tax, Freedom, Clarion, Fabian News, Financial Reformer, The Anarchist, Commonweal, Le Figaro,* etc., et dans les revues : *Nineteenth century, Review of Reviews, Contemporary Review, London, Devenir Social, Science sociale, Réforme sociale,* etc., etc.




University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED
98387
Verhaegen, Pierre
Socialistes anglais.
SoS

